

Université Lille I
Faculté des Sciences économiques et Sociales
Ecole Doctorale Sésam - Laboratoire Clersé

Thèse de Doctorat en ethnologie/anthropologie

Modernisation et changement en Chine : enjeux anthropologiques et sociaux

La rénovation des quartiers d'habitation vécue par une communauté de résidents de Harbin



Présentée et soutenue publiquement par

Kamel LABDOUNI

Le 4 Novembre 2011

Directeur de thèse :

M. Gérard Gaillard, Maître de conférences HDR, Université Lille I

Membres du Jury :

M. Bernard Eme, Professeur, Université Lille I

M. Gilles Guiheux, Professeur, Université Paris VII, **rapporteur**

M. Michel Rautenberg, Professeur, Université Saint Etienne, **rapporteur**

M. Jean Copans, Professeur, Université Paris V

Remerciements

Je remercie Gérald Gaillard d'avoir pensé que je pouvais progresser et d'avoir cru en mes qualités. Je souhaite lui rendre hommage car il s'est comporté avec moi comme un tuteur sévère mais bienveillant et un conteur d'histoires qui pèse ses mots.

Je remercie ensuite Messieurs les membres du jury qui m'ont fait l'honneur de juger mon travail : Bernard Eme, Gilles Guiheux, Jean Copans, et Michel Rautenberg de m'avoir aidé et inspiré durant la première partie de mes études.

Je tiens à remercier l'ensemble des personnes qui, dans le cadre du laboratoire Clersé et de l'école doctorale Sésam, ont fait que cette recherche puisse se réaliser. Je pense tout particulièrement à M. Nicolas Vaneecloo, qui en tant qu'ancien directeur de l'école doctorale et du laboratoire Clersé, m'a apporté des aides précieuses et sans qui très probablement ce travail n'aurait pu aboutir. Je lui suis reconnaissant du regard qu'il porte sur les générations qui lui succèdent et j'ai la plus grande estime pour les qualités morales et le sérieux dont il témoigne quotidiennement dans son travail. J'ai beaucoup appris à son contact. Je remercie également Laetitia Demolle pour le travail qu'elle a consciencieusement fourni en qualité de secrétaire de l'école doctorale et lui suis également reconnaissant de son soutien amical. Merci à Sophie Goyat et Dominique Mosbah du secrétariat du Clersé.

Je remercie Françoise Naour pour les cours de langue qu'elle dispense dans le cadre de la Licence de chinois à l'Université de Lille 3, comme les autres enseignants qui m'ont admirablement accueilli : Philippe Chevalérias, Christine Vidal, Isabella Falaschi, Mesdames Liu et Shou. Je salue Hubert, mon camarade de chinois.

Enfin je tenais à saluer amicalement Jacques Lemièrre, Maître de Conférences en sociologie à l'université de Lille 1, qui a toujours pris le temps de discuter de mes lectures et d'échanger des idées avec moi. Pendant la réalisation de cette thèse, je suis heureux d'avoir eu la noble tâche de prendre en charge les travaux dirigés rattachés à son enseignement d'Histoire de la pensée sociologique.

Je salue et remercie amicalement Clothilde Sabre avec laquelle j'ai partagé souffrance et labeur au sein des bureaux des doctorants. Je salue aussi les autres camarades de bureaux. Tous peuvent se reconnaître. Frédéric Ketterer a été un compagnon de thèse toujours prêt à communier avec moi avec sérieux et humour. Je salue aussi Thomas Dallery et le remercie pour ses aides et la bonne humeur qu'il propage. J'ai eu l'occasion de rencontrer plus

tardivement Frédéric Mouloud dont les mots écrits du Liban ont accompagné la fin de la rédaction de cette thèse.

Pour la Chine, je ne remercierai jamais assez la famille Sheng de m'avoir accueilli et de m'avoir fait confiance en m'ouvrant leur porte. Je pense à eux et à toutes les personnes de la communauté dans laquelle j'ai vécu. Mon attachement à la Chine sera perpétuellement lié à leur image. Je remercie l'université des technologies de Harbin de m'avoir reçu. Je n'oublie pas Philippe Mahou, qui a enseigné le français à l'université de Harbin et s'y est définitivement installé. Il m'a fait profiter de sa connaissance de la langue et des lieux et nous avons pu avoir de belles discussions dans son nouveau restaurant. Je remercie également Mo et sa famille pour m'avoir reçu comme les chinois savent le faire.

Je conclurai ces remerciements avec une pensée pour mes proches. Je salue le parcours de vie exceptionnel de ma mère : dévouement, détermination et droiture ont été les maîtres mots d'une existence faite de combats. J'ai une pensée pour mon père et pour mon frère Djamel qui m'a longtemps soutenu, ainsi que pour les nombreuses réflexions que nous pouvons avoir. Je remercie Gwen de faire de moi quelqu'un de drôle dès lors qu'elle rit à mes plaisanteries. Je salue ma cadette et Jean-Luc pour leur soutien et leur capacité à discourir, François, mon meilleur ami depuis de nombreuses années ainsi que mon ancien collègue et ami Abdellah.

Mes derniers mots vont à Alice qui partage ma vie et à ses parents Vincent et Marie-Line que je remercie pour leur soutien.

Préambule

Intitulée « modernisation et changement en Chine : enjeux anthropologiques et sociaux, la rénovation des quartiers d'habitations vécue par une communauté de résidents de Harbin », cette thèse de doctorat résulte d'une enquête débutée en octobre 2006. D'abord reçu par l'université de Harbin, j'ai résidé dans la capitale de la province du Heilongjiang, au Nord-est de la Chine, dans l'ancienne Mandchourie. Je m'y suis rendu à trois reprises : de décembre 2007 à juillet 2008, en décembre 2009 et janvier 2010 et enfin en juillet-août 2010. C'est donc sur une période de deux ans et demi que j'ai suivi la communauté de la rivière¹ dans le quartier *gù xiāng*, littéralement "le pays natal" (故乡).

De la thèse

Arrivé en thèse poussé par le système universitaire, j'étais néanmoins et par ailleurs depuis longtemps passionné par la vie intellectuelle. Après un parcours sinueux, un master où j'ai produit deux mémoires sur l'écriture et le théâtre, j'ai décidé de travailler sur la Chine. Gérald Gaillard, se souciant du devenir professionnel des étudiants en thèse, m'a proposé de m'y rendre. J'acceptais après de grandes hésitations, et en grande partie parce que l'université ouvrait des programmes pour partir dans ce pays et que je pouvais donc bénéficier d'une bourse.

La première année fut relativement ratée. Les accords venant d'être établis, j'étais le premier étudiant français à me rendre sur place. Au bout de quelques mois, j'attendais toujours, meublant mes loisirs forcés par des lectures sur la Chine, pays continent qui jusque là ne m'avait jamais vraiment intéressé. C'est finalement grâce aux courriers et aux coups de téléphone répétés de Nicolas Vaneecloo à l'administration centrale que la situation se débloquait finalement.

Il était prévu par les accords que j'intègre le département de sociologie de l'Université de Harbin. Je fus déçu en arrivant. En réalité, je ne rencontrais pas l'ombre d'un tel département et fus accueilli par celui de « management ». Je n'ai en fait jamais rencontré personne et c'est le doyen de l'institut de management, M. Dequn, dont je fis la connaissance à cette occasion, qui m'indiqua un bout de table où je pouvais m'installer.

¹ Désignée officiellement selon les termes de *hē wān xiǎo qù* 河小去.

Mis à part quelques voyages en Kabylie dans ma jeunesse, la participation à des colonies de vacances qui me familiarisèrent avec certaines régions françaises, et des voyages scolaires, je n'avais pratiquement jamais quitté le Nord-Pas-de-Calais bien que je dois reconnaître avoir déjà effectué quelques incursions en territoire belge.

Du terrain

Baignant dans la culture chinoise et amarré à mon bout de table, j'étais bien décidé à m'accoutumer à la condition d'un étudiant pauvre, auquel on avait accordé, outre le bout de table, le partage d'une chambre universitaire. J'eus alors pour compagnon un étudiant Pakistanais ayant largement passé les quarante ans. On devine que les conditions de vie furent assez redoutables. Ce furent ensuite de longues journées de marche à pied à la découverte de la ville et à la recherche de mon terrain. Je marchais d'ailleurs assez vite car nous étions en décembre et que la température oscillait entre -20° et -30°. C'est à de nombreuses reprises que mes errances solitaires m'ont amené aux confins du territoire de la ville, en état d'épuisement et avec le sentiment confus d'avoir rejoint le bout du monde pour y trouver quelque chose qui peut-être n'existait que dans mon imaginaire. Au milieu de ce brouillard, j'essayais de trouver quelques lumières en marquant le territoire de mes pas et en y trouvant ainsi un rythme et un sens à mes actions. Mes traversées quotidiennes représentaient autant d'heures de marche et de découverte que de constantes et violentes séances d'introspection. Après deux mois de ce régime, je connaissais bien la ville. Toutefois je commençais à me sentir malheureux, isolé, découragé, et avec le sentiment de m'être perdu.

J'avais décidé, en accord avec mon directeur, de ne pas téléphoner à mes proches pendant un certain temps, de communiquer uniquement par écrit et le rarement possible. Je me trouvais ainsi constamment face à moi-même et dans l'impératif absolu de nouer des liens avec des chinois. Or, comme je ne n'étais membre d'aucune équipe à l'université, délimiter un terrain et créer le contact avec les autochtones constituait une impérieuse épreuve de survie, car c'était la seule possibilité pour moi d'avoir le sentiment de faire ce pourquoi j'étais venu, et en même temps de renouer psychiquement et affectivement avec « l'espèce ».

Bien qu'il n'en voulût pas vraiment, j'avais fait accepter à mon directeur de thèse de travailler sur l'ethnicité, et il accepta ma proposition à condition que mon objet d'étude corresponde à une aire spatiale très délimitée et que je m'engage dans un travail d'enquête empirique sérieux afin, me disait-il, de ne pas me perdre, selon ses mots, dans « des

considérations philosophico-théoriques qui ne me permettraient pas d'aboutir ». C'est pourquoi, après un premier mois où se mélangeaient stupeur et découverte, des mois suivants d'adaptation et d'exploration, je me suis retrouvé à hésiter entre deux quartiers comme aire de recherche. J'ai finalement opté pour ce qui m'apparaissait être un village urbain. C'est alors très rapidement que je me suis rendu compte que mon sujet sur l'ethnicité n'était pas adapté à la réalité. Par contre je ne pouvais pas passer à côté du phénomène de l'urbanisation en cours dans la ville d'Harbin qui s'imposait à moi, en quelque sorte Mon directeur était enthousiaste quant aux éléments de recherche et de réflexion que je lui communiquais.

Bidonville

Lors de mon arrivée au "pays natal" (gù xiang), la communauté de la rivière était l'une des dernières à vivre dans d'anciens habitats ouvriers ; des logements de plain-pied, plus ou moins améliorés, communément désignés sous le nom de "Ping fang". Ce n'est en effet qu'en 2008 qu'elle fut confrontée à la mise en application d'un projet de rénovation urbaine, soit près de quinze ans après la première phase d'un processus qui avait débuté dans les villes côtières de Guangzhou (1992) Shanghai (1995) puis Beijing. Évoluant au sein d'un *espace mixte* (De Certeau, 1994), mélangeant le rural et l'urbain, cette communauté se préparait à affronter la tourmente des expulsions et le bouleversement de son cadre de vie.

Les trajectoires de certaines familles nous ont guidé pour appréhender le phénomène en cours. Celles-ci, marquées par les épisodes de l'expulsion et du déménagement puis du retour dans les nouveaux appartements me permirent :

- de comprendre comment les actions modernisatrices se sont adaptées aux protestations qui ont découlé de la première phase de rénovation urbaine,
- d'interroger les changements survenus au sein de la communauté,
- de questionner l'évolution de l'opinion de ses membres sensés bénéficier d'avancées législatives en matière de dédommagement et de préservation des rapports de voisinage.

Comme l'enquête le révélera par la suite, dans la période précédant cette rénovation, en 2008, la communauté faisait l'expérience d'un durcissement de ses conditions d'existence, sous l'égide d'une transition économique synonyme de chômage et de précarité. L'arrivée de ruraux venus trouver un emploi en ville accroissait significativement cet état de crise. Dès lors, le territoire de la communauté pouvait d'autant plus facilement être désigné comme un

bidonville. Le travail de Zhao qui a porté sur la création de bidonville insiste plutôt sur les migrations que sur l'appellation elle-même de bidonville, qui permet aux municipalités de justifier la mise en œuvre des programmes de destruction et de construction (Zhao, 2008). Il existe d'ailleurs des textes publiés par la municipalité d'Harbin traitant de ce point.

Au regard des critères du Bureau de la Construction du Liaoning², ces quelques 2500 foyers répartis sur une surface de 60 000 m², coincés entre des grands axes routiers et ferroviaires, faiblement pourvus en services de base, vivent ainsi dans la promiscuité d'un bidonville (*Penghupu*). C'est ainsi qu'ils sont nommés sur les dépêches internet de la municipalité. Si on a là une réalité intangible, on imagine aussi le fourre-tout que peut incarner ce terme. Que peut signifier « vivre dans un bidonville » ? Est-ce n'avoir que des toilettes communes par exemple ? Dès lors que les caractéristiques architecturales, physiques et démographiques permettent cette désignation, elles peuvent donner prise à des dynamiques structurelles, à des jeux d'influence qui s'emparent de ces espaces en mutation, qui entrent alors dans la polémique portant sur la libéralisation des migrations. D'une part, le principe de contrôle de la résidence est attaqué et contesté, notamment à partir de l'exemple Sud Africain, au sens où il vaudrait mieux garantir le droit des migrants pour promouvoir le dynamisme urbain, que de conserver l'« apartheid chinois » entre citadins et ruraux (inégalités de revenus, accès inégaux aux services de santé et au logement - Cheng, 2008 : 91-97). On verra plus loin ce qu'il en est de la composition sociologique de la population du dit bidonville étudié ici.

Mentionnons que cette critique de l'« *hausmannisation de la Chine* » se confronte aux critères de gouvernance promus par les institutions internationales. Ainsi, le rapport *Slums* (Bidonvilles) publié en octobre 2003 par l'Organisation des Nations Unies (un rapport qui incluait d'ailleurs pour la première fois les données sur la Chine et l'ex-bloc soviétique) dressait un portrait inquiétant de la pauvreté urbaine et de la massification des bidonvilles, portrait au ton particulièrement accusateur pour « *les apologistes du consensus de Washington* » (Banque mondiale, FMI, etc.) coupables d'analyser le problème des bidonvilles comme s'il ne relevait que d'un simple « déficit de gouvernance ».

Soulignons que c'est précisément sur la base du développement d'un marché lié à ces mobilités que « *les appareils politiques nationaux et régionaux (qui participent généralement*

²« Premièrement, les Penghupu sont constitués de cabanes dont les murs sont soit en planches, soit en murs de terre ou de briques de 240 mm d'épaisseur avec une toiture recouverte de plaques en feutre asphalté ou de tuiles à base d'amiante. Deuxièmement, ces maisonnettes sont sans étages et le quartier n'a aucune infrastructure de base. Troisièmement, ces habitations sont considérées comme dangereuses selon deux règles du Bureau National de la

à ce marché informel et à la spéculation foncière illégale) sont en mesure de contrôler les allégeances politiques des habitants et d'exploiter un flux régulier de loyers ou de pots-de-vin » (Davis, 2005 : 6), comme je m'en suis rapidement rendu compte, ainsi qu'on le lira dans la suite du texte. À l'instar de la démolition du quartier Zhejiangcun, dans la périphérie de Pékin, « la moindre entorse à la loyauté clientélaire peut se traduire par une expulsion, voire par la destruction d'un quartier entier » ; les habitants des bidonvilles entrent ainsi dans un rapport de dépendance « quasi-féodale » envers les politiciens et les bureaucrates locaux.

Centralisation-décentralisation

Les processus de décentralisation en Chine peuvent être abordés avec la critique de Davis, à condition d'en comprendre la dialectique historique. Certes, « toute cette structure apparemment décentralisée est complètement étrangère à la notion de gouvernement représentatif à base nationale qui a si bien servi les pays développés », et elle est « parfaitement adaptée aux besoins des forces hégémoniques globales » (Davis, 2005 : 8). C'est pourquoi j'insisterai sur l'idée que « ces forces » ne déterminent pas intégralement les logiques de décentralisation chinoises, qui, comme dans le cas des "expropriations", s'observent d'abord au niveau local, raison pour laquelle, les relier directement à des logiques globalisantes ne rend que partiellement compte de la complexité des situations. Au regard des autres cas analysés dans les séminaires de mon équipe au CNRS (responsables Lalleau, Boidin), certes les effets négatifs du processus de modernisation que l'on observe à Harbin, sont exactement semblables à la réalité de beaucoup de pays émergents (Inde, Afrique, Indonésie, Brésil) ; toutefois l'histoire chinoise regorge d'événements et de situations par lesquels on observe la constitution tendancielle de fiefs de nature féodale sur son territoire, que ce soit sous le contrôle des seigneurs de guerre ou de potentats locaux corrompus. Les jeux d'influence sous-jacents à Harbin sont en un sens les héritiers de cette histoire.

Vraisemblablement, la décentralisation chinoise adoptée depuis les années 1980 favorise les abus de pouvoirs locaux, elle semble donc un peu trop facilement associable aux politiques d'inspiration néolibérale. Comme des dynamiques de centralisation et de décentralisation aient alternées tout au long de l'histoire chinoise, on peut aussi penser que la

construction. Quatrièmement, le -Penghupu- est un îlot insalubre dont la superficie construite dépasse 50000 m². » (Zhao, 2008 : 31).

politique de décentralisation actuelle est en conformité avec des traits répétés à travers l'histoire, qui sont indépendants "des injonctions" que génère la mondialisation.

Les projets de rénovation reposent sur une double exigence d'ordre économique mais aussi civilisationnelle. Les notions d'échec et d'efficacité sous-jacentes aux politiques du logement³ ont par exemple une valeur particulière en Chine : la tradition chinoise enseigne l'extrême patience et normalise le fait de recommencer une action jusqu'à atteindre le but visé. Lin Yutang a écrit à ce sujet que « *cette vertu leur est si familière, qu'elle en devient presque un vice... [tant] cette disposition à supporter les coups du sort a été anoblée par le mot de patience, et délibérément enseignée en tant que vertu cardinale par l'éthique de Confucius.* » (Yutang, 1937 : 77).

Au regard des dynamiques historiques, ce processus n'est donc pas continu et linéaire mais repose sur une alternance entre deux grands principes : l'autonomie locale et la centralisation bureaucratique. Comme M.C Bergère l'écrit : « *l'essor des institutions urbaines à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle fait partie d'un mouvement plus général d'autonomie locale (difang zizhi)...le débat entre les partisans de la centralisation bureaucratique (junxian) et les adeptes d'une dévolution (fengjian) des pouvoirs publics aux groupes sociaux "naturels" (villages, clans) et aux élites locales est vieux de plus de mille ans.* » (Bergère, 1986 : 58).

Urbanisation et classe moyenne

Si nous voulons aborder convenablement la communauté de la rivière de Harbin en comprenant de quelles manières celle-ci a pu vivre la rénovation urbaine, nous sommes appelés à évoquer assez tôt les liaisons existantes entre les processus adjacents à celui de la rénovation. Cela ne préjuge pas pour autant de la façon dont les individus les perçoivent ou les interprètent ; ces processus dépassent l'entendement immédiat et empirique des individus dans la façon dont ils pèsent sur eux.

Dans cette optique le développement de la classe moyenne chinoise mérite une attention particulière car elle incarne la réussite sociale symbolisée par les nouveaux logements construits. En s'interrogeant sur le rôle dévolu à la classe moyenne et en établissant

³ Alors que l'on pourrait penser que les destructions sanctionneraient l'ancien modèle d'urbanisme, tandis que les reconstructions vanteraient un nouveau modèle, il existe en réalité une dialectique de l'échec et de l'efficacité qui empêche de concevoir ce processus en termes de rupture.

quelques points de comparaison avec le cas américain de référence, on peut faire état de certains enjeux plus généraux qui entourent notre terrain, voir « s'abattent » sur lui.

Une des thèses que nous avons systématiquement rencontrée énonce que le gouvernement chinois instrumentaliserait l'ascension de cette classe moyenne au confort dans l'intention de justifier la nature du régime en place (Feng, 2009). Mais, tous ne s'accordent pas sur le fait qu'elle soit la grande gagnante, coupée en cela du reste de la population. On doit en effet reconnaître que premièrement « les groupes d'intérêts ne sont pas obligatoirement liés à une classe sociale, comme l'illustrent les « déménagements forcés de familles contraintes de partir à cause de situations de rénovation ou de destruction urbaine où sont impliqués des membres de différentes classes ou catégories sociales » (Liping, 2008 : 111-112) et, deuxièmement, que ces dernières années (...) le plus grand perdant de la politique de reconstruction a été justement la classe moyenne qui constitue ce que l'on pourrait nommer l'armée des « esclaves de l'immobilier » (esclaves en ce que toute leur vie est tournée vers le rêve de posséder un appartement neuf supposé identique à ceux que l'on trouve en Occident (Liping, 2008 : 114).

Une appréhension en termes d'instrumentalisation a le défaut d'omettre l'avancée démocratique en marche. Il n'en reste pas moins que dans un contexte de « modernisation paradoxale (...) l'importance des solidarités traditionnelles et l'influence de trente années de socialisme ont conduit la société chinoise à interpréter le célèbre slogan “*enrichissez-vous*” sur des bases communautaires fortement liées au pouvoir politique, et non selon les principes libéraux » énoncé par Guizot (Rocca, 1997 : 20).

Pour mieux éclairer les articulations entre démocratie et libéralisme, ainsi que les enjeux qui tournent autour de l'évolution d'une classe moyenne instruite, vertueuse et civique, on peut s'appuyer sur le modèle de référence qu'est la démocratie américaine. Aux Etats-Unis, Christopher Lasch a observé la disparition de cette classe moyenne vertueuse à partir des années 1970, du fait, selon lui, de la destruction du sens civique à laquelle ont participé les ultralibéraux de droite et les pseudo-radicaux de gauche, au plus grand profit du chaos narcissique qui a modelé l'individu américain. (Lasch, 1995). En effet, « *le nationalisme de la classe moyenne (américaine) a offert un terrain commun, des normes communes, le cadre de référence commun sans lequel la société se décompose pour laisser place à des factions rivales* » (Ibid : 60), ce qui l'amène à lier « le déclin des nations (...) au déclin mondial de la classe moyenne. » (Lasch, 1995 : 59).

La classe moyenne chinoise semble contenir des caractéristiques similaires à ceux de l'archétype américain. On peut par exemple lire que « *l'accès à la propriété du logement dans*

la Chine urbaine d'aujourd'hui est en train de construire la figure du bourgeois-propriétaire, une figure emblématique du XIX^{ème} siècle européen » (Doulet, 2008 : 10). Ce constat permet un rapprochement avec le populisme américain historiquement porté par la classe moyenne qui puise « ses racines dans la défense de la petite propriété, qui au XVIII^{ème} siècle et au début du XIX^{ème} siècle était généralement considérée comme la base nécessaire de la vertu civique » (Lasch, 1995 : 101).

On a là une image de la société chinoise bien différente de celle constituée par la dictature du prolétariat.

Pour Peyrefitte, en 1973, « le marxisme chinois est une religion du peuple (...) Mao étant objet et sujet du culte rendu au peuple, devenu le symbole du lien national. En lui, le peuple s'adore lui-même (Peyrefitte, 1973 : 29-30). Constatons quarante ans plus tard que « les communautés des classes moyennes estiment qu'elles sont en droit d'avoir non seulement un niveau de vie supérieur mais aussi un rôle de moteur dans le processus d'édification de la nation » (Tomba, 2008 : 63), exigences qui se traduisent notamment par une augmentation de la construction des espaces urbains « réservés », revendiqués comme clé du bien-être et de l'épanouissement de la civilisation urbaine nationale. Dans l'optique d'une articulation sociétale harmonieuse, *« plutôt que de symboliser une autonomie sociétale qui défie l'autorité de l'Etat, les nouveaux quartiers des classes moyennes projettent l'image d'organisations vertueuses qui contribueront à la stabilité sociale et à l'édification de la nation – un pas en avant dans la civilisation de la Chine urbaine. Ils deviennent ainsi les instruments qui permettront de renforcer l'Etat plutôt que de limiter son influence, comme le propose le libéralisme »* (Tomba, 2008 : 62).

On voit donc que la décentralisation ne s'assimile pas totalement au libéralisme dans la mesure où la liberté accordée aux individus serait sensée renforcer la légitimité du pouvoir et non se retourner contre lui. Mais on voit également que cet équilibre n'est pas garanti puisqu'en réalité la figure du « chinois moyen » se fonde certes sur une part de vérité, mais aussi sur une part d'idéalisation potentiellement « dangereuse », notamment en période de forte désillusion des classes populaires. Dans cette perspective, il est possible de douter du fait que nous serions en train d'assister à l'émergence massive de citoyens fiables, responsables et disciplinés. Cette attente contraste radicalement avec le regard que portait l'historien John King Fairbank, à peine vingt ans plus tôt, alors qu'il pensait que l'apparition d'un tel « sujet » serait compliquée car *« la responsabilité collective est un trait de la vie chinoise depuis toujours »*. Pour le prouver, il relatait une anecdote assez évocatrice : « Lors de la cassure de juin 1989, à Pékin, l'ignorance générale des journalistes occidentaux à l'égard de l'histoire

chinoise tourna à leur désavantage. Ainsi un reporter occidental écrivit qu'un jeune leader étudiant avait été conduit à la police par sa mère et sa sœur. En enquêtant il découvrit que pendant quarante années le gouvernement du Parti Communiste Chinois avait instauré un système de responsabilité familiale tel que tous les membres d'une famille étaient responsables de la conduite de chacun d'entre eux et qu'ils devaient rapporter ensemble tous les actes répréhensibles. Quarante ans sont une durée plus longue en Occident qu'en Chine. Si ce journaliste avait eu le temps de faire des recherches, il aurait pu découvrir que la responsabilité des membres d'une famille envers la conduite de chacun avait fait l'objet d'un décret dans l'état de la dynastie Qin vers 350 avant Jésus-Christ (systématisation de la responsabilité collective en cas d'infraction à la loi, application concrète des recommandations de l'école pensée politique chinoise dite « légiste », 法家, Fajia). En fait le souverain Qin Shi Huangdi avait usé de ce système pour mobiliser son Etat et unifier le territoire chinois en 221 avant J-C » (Fairbang, 1989 : 5-6).

Par conséquent, la classe moyenne chinoise, si elle partage des attributs communs avec les classes moyennes occidentales, s'en démarque à d'autres égards, en héritant d'attributs plus propres à sa culture, marquée par un collectivisme spécifique. La figure du citoyen chinois et celle que façonne la citoyenneté française sont très différentes. Les aspects familiaux et communautaires qui imprègnent la société chinoise autorisent plutôt un rapprochement avec le modèle américain, également communautaire.

Finalement, les termes susceptibles de définir ce qu'est la classe moyenne chinoise ne sont pas univoques mais impliquent d'être systématiquement rapportés à leurs conditions d'émergence. Derrière la classe moyenne et les destructions-reconstructions de logements apparaît en filigrane l'omniprésence de l'administration et des formes de gouvernances, comme on l'a vu au sujet du processus de décentralisation.

Toutes ces questions mobilisent des enjeux de définition sur le terrain et exigent de tenir compte des relations internationales qui pèsent sur l'interprétation des questions intérieures telles que le développement de la classe moyenne chinoise, du marché de la construction, des conditions de protestations et de l'état de la vie "démocratique".

L'urbanisation et ses dimensions

Après avoir mis en perspective quelques enjeux élargis, venons en plus précisément à l'urbanisation chinoise, laquelle, pour être saisie dans toutes ses dimensions, nécessite que l'on en pointe les traits saillants de son évolution. Mais partons de la situation actuelle pour

retracer un rapide panorama historique des cinquante dernières années et terminer avec les toutes dernières décennies.

Le 17 mai 2001, le quotidien du peuple écrit que « *selon une analyse globale de la croissance potentielle de l'économie chinoise et de la croissance démographique du pays, le taux d'urbanisation en Chine sera de 60% dans 20 ans.* » Ici, Li Shentong, chef du département de recherche de la stratégie du développement et de l'économie régionale au sein du Centre de recherches du développement auprès du Conseil des affaires d'Etat, avance que « *le taux d'urbanisation d'un pays est une marque importante de sa modernisation.* »⁴

Dans le *rén mín rì bào* (人民日报, le quotidien du peuple) du 11 juillet 2000, il est écrit que les investissements réalisés dans le secteur du logement ont atteint 401 milliards de yuans en 1999, accusant ainsi une hausse de 10% par rapport à 1998. Selon un haut fonctionnaire du Ministère de la Construction, la surface bâtie des nouveaux logements construits en Chine représenterait entre 486 et 549 millions de m² par an d'ici 2020. Avec des investissements qui augmentent à hauteur de 7 % par an, le secteur des biens immobiliers deviendrait un des piliers de l'économie nationale⁵. Dans le même quotidien, on pouvait lire le 17 Août 2000 que de janvier à juillet, les investissements dans la construction d'infrastructures avaient totalisé 524,3 milliards de yuans, marquant une hausse de 7,4 % par rapport à la même période de l'année précédente⁶.

Une décennie plus tard, dans le *Zhōng guó rì bào* (中国日报, le quotidien de la Chine) du 2 janvier 2010, est mis en avant l'analyse selon laquelle l'économie chinoise ne serait pas fondée sur l'exportation, comme le serinerait l'Occident, mais que la fameuse et « enviée » croissance à deux chiffres de la Chine s'expliquerait plutôt par le développement du marché de la construction tout au long de la décennie. Cette construction est bien évidemment dépendante de la destruction, chose qui apparaît évidente même lexicalement (comme Gerald Gaillard le remarque lorsqu'il souligne que la désignation chinoise du « promoteur immobilier » est toujours exprimée en langue anglaise par le mot « development »).

Si parler de mythe semble pourtant exagéré, Todd ou Domenach admettent qu'une croissance chinoise extrêmement portée sur les exportations est une tendance conjoncturelle. Pour continuer à maintenir un niveau élevé de croissance, la Chine doit essentiellement miser

⁴ <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/index.html>, page consultée le 12 février 2010

⁵ <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/index.html>, page consultée le 12 février 2010

⁶ <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/index.html>, page consultée le 12 février 2010

sur le développement de son marché intérieur par la consommation. On constate d'ailleurs que l'Allemagne est plus exportatrice que la Chine en termes purement économiques (Brodersen, 2008).

Il est de première instance d'informer le lecteur de cet élément de compréhension essentiel : il n'existe actuellement en Chine, ni impôt foncier, ni taxe d'habitation (bien que la création de tels impôts soit à long terme envisagée par le gouvernement). Et comme on le verra dans les pages qui suivent, les villes financent parfois jusqu'à 50% (ce fut le cas de Harbin au moment où j'y étais) la vente des terres ou de parties de leur territoire à leurs promoteurs immobiliers. Si on ajoute que la construction immobilière représente une part de 30% dans le PIB de la Chine contemporaine, on voit qu'il y a là un nœud de contradictions insolubles, que l'Etat central ne peut se permettre de faire appliquer les réglementations et les lois – car il existe bien des lois - touchant les expropriations que très ponctuellement, se trouvant en permanence en situation de confrontations au niveau local (lorsqu'il n'y a pas connivence), et le cas de Harbin que nous allons exposer est entièrement habité par les deux points qui précèdent.

Rappelons que les villes chinoises sont traditionnellement des centres d'échanges et de commerce mais aussi des centres administratifs qui réunissent les instances politiques et économiques des régions et rayonnent sur les campagnes (Kwok, 1982). La ville ainsi définie, on lit le plus souvent que c'est autour de 1600 avt JC que les premières villes chinoises se développèrent sous la dynastie Shang. C'est à l'époque des Royaumes Combattants, entre les Vème et IIIème siècles av JC, que les villes se métamorphosent petit à petit en grands centres de commerce et de productions manufacturières. Le développement urbain se poursuit sous les dynasties Han, Sui, et Tang ; au cours des siècles une culture urbaine spécifique apparaît et se distingue d'une culture paysanne à l'origine de la civilisation chinoise.

C'est après 1949 que le développement urbain connaît une évolution majeure accompagnant les réformes successives qui touchent les régions les plus « archaïques » du territoire. Le parti communiste chinois avait pour objectif d'effacer les différences entre ville et campagne et de démocratiser les décisions politiques. L'alignement de la Chine sur l'orthodoxie soviétique domina jusqu'en 1957, illustré par l'adoption d'un premier plan quinquennal (1953-1957) qui favorisa largement l'industrie. Un exode rural vers les espaces nouvellement développés vint stimuler la hausse du chômage urbain. Le gouvernement

chinois réfléchit alors à mettre en place une méthode pour résoudre les problèmes de surpopulation et de chômage dans les zones industrielles. En 1960 fut ainsi créé un dispositif de contrôle des migrations par l'instauration du permis de résidence (hù kǒu, 户口).

Pour Kam Wing Chan (1992) qui analyse le lien entre le développement économique et les politiques d'urbanisation chinoises mises en place après 1949 (situation qu'il compare aux politiques soviétiques des années 1930), ce dispositif est adéquat au fait que dans les pays socialistes la mobilité de la population est généralement très régulée sous le mode de la planification. A l'inverse, le non encadrement du travail est prôné dans les pays à économie de marché.

A la fin du 1er plan, entre 1957 et 1958, l'administration fut réorganisée au nom de la politique du "Grand Bond en Avant" (大跃进, dayuejin), qui visait à accélérer le développement de l'économie rurale au moyen d'une collectivisation massive des terres agricoles et en instaurant le regroupement des populations en communes populaires⁷ ; l'un des buts était de concilier agriculture et petite industrie sur un même espace, afin de minimiser les migrations et absorber la masse des personnes sans emploi. L'échec de cette politique égalitariste entraîna le retour à un système vertical, ainsi que l'application de la politique plus modérée du *xian shengzhan, hou shenghuo* (先生长,然后生活, mettre la production d'abord, le standard de vie en second). On observe alors une intensification de l'investissement du capital dans le secteur industriel au détriment de l'économie de services (Chan, 1993 : 291-293).

Les politiques de la Révolution Culturelle appelées « Nouveau Bond en Avant » réintroduisirent l'industrie de petite échelle en milieu rural, avec le souci d'urbaniser la campagne. Le conseil d'Etat sous le contrôle de Mao chercha à réduire la domination des grandes villes et à abolir la ségrégation entre ville et campagne. Peu de temps après, Deng Xiaoping donna naissance à la réforme des quatre modernisations que résume l'expression : « le développement de la ville, de la campagne, des sciences et de la technique », et prétendit ainsi rattraper le retard accumulé sous l'ère maoïste. Le 17 octobre 1980 fut annoncé dans le *rén mín rì bào* (人民日报, le quotidien du peuple) que la nouvelle ligne politique du développement urbain vise à « contrôler les grandes villes, développer rationnellement les villes moyennes, et rigoureusement les petites».

⁷ Dans « Fanshen » est raconté comment les comités du Parti Communiste organisaient dix ans plus tôt l'enrôlement des paysans afin de réprimer les propriétaires fonciers et procéder aux réappropriations publiques de leurs terrains.

On constate que les dirigeants ont globalement cherché à maximiser l'industrialisation et minimiser l'urbanisation sous l'ère maoïste, et que, depuis les années 1980, l'urbanisation prend une place plus importante. Peut-on parler aujourd'hui de nouvelle urbanisation ?

Le début de cette séquence d'urbanisation date du passage à une "économie socialiste de marché". Cette politique réformatrice qui fit cohabiter socialisme et marché avait pour objectif déclaré de faire sortir le pays de l'ornière de la révolution en organisant avec pragmatisme une économie mixte capable d'éviter l'effondrement du régime et la rupture radicale survenue en Union soviétique et en Europe de l'Est (Zhu, 2005 : 1373). John Friedmann analyse ce "virage continu" à l'échelle d'un long processus, prenant en compte les continuités historiques afin d'identifier correctement les changements et leur rendre leur entière signification. Il considère ainsi l'urbanisation comme un processus dynamique, multidimensionnel et socio-spatial, d'ordre démographique, social, culturel, économique, écologique, physique, et de gouvernance institutionnelle, ce qui appuie l'idée que l'urbain n'est pas indissociable de la ville. D'autres chercheurs considèrent comme lui que l'urbanisation ne se résume pas à la croissance des villes, mais consiste en la transformation structurelle de celle-ci et en l'interaction croissante d'un vaste continuum urbano-rural. Gregory Guldin démontre dans une étude sur la Chine méridionale que *« les campagnes ne se contentent pas d'engendrer un exode rural sans précédent, mais qu'elles s'urbanisent aussi in situ, ce qui fait de la Chine et d'une bonne partie de l'Asie du Sud-est un paysage hermaphrodite, une campagne partiellement urbanisée. »*⁸

Friedmann reconnaît que les processus à l'œuvre depuis un demi-siècle en Chine sont sans précédent, et souligne également qu'au début du XX^{ème} siècle, la population urbaine sous la Dynastie Qin ne dépassait pas 10% de la population chinoise totale, alors qu'il est désormais prévu qu'elle en avoisine les 60% en 2050. En ce sens, on peut clairement parler de « nouvelle urbanisation », bien que, comparée aux explosions démographiques urbaines qu'ont connu l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, l'urbanisation chinoise observerait cent à cent cinquante ans de retard.

Comme pour les civilisations urbaines antiques (grecque, romaine, babylonienne) dont parle Anne Raulin (2001), les grandes cités chinoises de l'époque pré-moderne, telle que Nanjing ou Huangzhou, se caractérisaient par la présence de centres villes, d'espaces réservés aux marchés, et de rues respectant le style des cités impériales. On peut en déduire que

⁸ Gregory Guldin cité par Davis : (Davis, 2005 : 13).

l'urbanisation a participé activement à la modernité chinoise en respectant des traditions de civilisation, traditions qui s'incarnent entre autre dans le très long maintien du système de hiérarchisation administrative des villes chinoises, témoignant du souci d'inscrire leur développement dans la tradition nationale. Dans cette optique, le *hù kǒu* peut se concevoir comme un instrument d'élaboration du lignage urbain. Le modèle de gouvernance locale de la vie quotidienne, fondé sous la dynastie des Qing, n'a pas non plus réellement changé sur le fond. Cette gouvernance se manifeste au travers d'un dispositif de voisinage qui favorise la cohésion sociale par la sympathie des relations et leur contrôle. L'écart existant entre l'espace de la rue et l'emplacement des fenêtres des habitations traditionnelles instaure, de façon équilibrée, une proximité et une distance, afin que les relations puissent se vivre sans aucun sentiment d'oppression, tout en rendant possible le regard sur le déroulement des activités voisines. Issu du système de surveillance mutuelle (le *bǎo jiǎ zhì dù* 保甲制度), établi par Wang Anshi, puissant homme d'Etat de la dynastie des Song du Nord, ce dispositif fut conservé sous les Ming et les Qing pour être étendu à l'ensemble du pays juste avant l'époque maoïste.

Au lien entre urbanisation et globalisation s'oppose donc la thèse "nationale" qui considère l'industrialisation de la campagne comme le facteur explicatif principal de l'urbanisation actuelle, en regardant l'innovation comme étant liée à un retour à la tradition. Notre héritage historique pose une distinction de front entre « Progrès » et « Tradition » alors qu'une dynamique d'unification de ces contraires semble en cours en Chine, comme le constate Naughton, « *la ville chinoise est un -patchwork- des différentes périodes historiques qu'à connu le pays* » (Naughton, 1995 : 27).

En outre, force est de constater que l'accélération du procès de modernisation ouvre sur une phase de transition conflictuelle qui se révèle productrice de confusion. A l'échelle mondiale, il semblerait que l'« *explosion urbaine contredit les modèles économiques orthodoxes qui prédisaient que l'effet négatif de la récession urbaine aurait entraîné en retour le ralentissement, voire l'inversion, de l'exode rural (...) reflet extrême de ce que certains chercheurs ont baptisés la « sururbanisation » - un des nombreux sentiers inattendus sur lequel la mondialisation néolibérale a entraîné la tendance millénaire à l'urbanisation* » (Davis, 2005 : 18). C'est pourquoi, Shen yuan pense que, depuis les années 1990, « *main dans la main, le capital et le pouvoir montent à la tribune pour stimuler l'urbanisation. D'un côté, cela entraîne une accélération du développement des villes, mais d'un autre, cela engendre un grand nombre de problèmes économiques et sociaux qui conduisent à des résistances de la part des habitants, urbains comme ruraux.* » (Yuan, 2008 : 306). Au-delà des interprétations

du processus, décrypter le mode d'encadrement est un souci qui se pose à la population, appelée à s'adapter à une stratégie politique qui articule les éléments d'une causalité relative entre deux univers signifiants que sont l'époque maoïste et "post-maoïste."

L'ouverture et l'expansion du territoire urbain montrent bien que le changement social est directement lié à la politique et à l'économie, ce qui nous pousse à accepter l'idée qu'*« avec le concept de transition sociale nous désignons les transformations qui ont eu lieu depuis les vingt dernières années du XXe siècle dans les pays socialistes et pays anciennement socialistes, et plus particulièrement les processus de changement social accompagnant les mécanismes de marché. »* (Liping, 2008 : 97).

Les avancées perçues avec satisfaction par une partie de la population, la fameuse classe moyenne « récompensée », sont naturellement moins bien vécues par ceux qui en sont exclus (pauvreté, chômage...), ouvriers ou paysans, qui se sentent abandonnés par le pouvoir depuis que le démantèlement de l'ancien système de protection sociale a été amorcé. A ce titre, on peut considérer que depuis 1997, la politique de liquidation des entreprises d'Etat, réserva un sort assez désastreux aux ouvriers qui y travaillaient. Ceux-ci peuvent se souvenir de l'époque de Mao Zedong où « l'usine était la "famille" », "la maison" dont ils étaient idéologiquement et symboliquement les maîtres (Xian, 2008, 228). Fulong Wu et Jieming Zhu dépeignent par ailleurs le tableau des nouvelles formes de pauvreté qu'entraînent ces changements institutionnels, faisant progressivement disparaître le système des unités de travail (les Danwei , 单位) qui constituait à la fois un système d'organisation de la production et un système de protection sociale. Chiffres à l'appui, Zhu montre que l'intégration à une unité de travail protège de la pauvreté et prémunit ses membres d'une chute possible dans cette « underclass » qui ne cesse de s'agrandir. Celle-ci se compose d'individus qui bien que marginalisés, ne s'écartent pas trop d'un comportement relié à la culture populaire traditionnelle. Particulièrement concernés, les migrants le sont dans la mesure où ils sont rarement affiliés au territoire urbain, puisqu'ils n'y possèdent pas de permis de résidence (le hukou), et qu'il leur est quasiment impossible d'appartenir au réseau protecteur sensé prolonger la protection assurée par l'unité de production (dān wèi 单位) (Zhu, 2005 : 1385). Par conséquent, on peut penser que cette pauvreté de transition ne résulte pas du simple passage à l'économie de marché, mais de l'abandon corollaire d'un des systèmes de redistribution les plus importants de la période précédente (Wu, 2004 : 403-411).

Dans cette perspective, beaucoup de chinois estiment que la génération des travailleurs des années maoïstes bénéficiait d'une sécurité d'emploi à toute épreuve et d'une réelle

quiétude à l'ouvrage en dépit de la vie laborieuse qu'ils menaient. Aujourd'hui, leurs enfants, à l'âge de devenir parents à leur tour, peinent à obtenir un emploi stable qui leur permette de fonder une famille, d'acheter un logement et ainsi s'insérer dans le processus de continuation et de pérennisation du modèle familial transmis par les parents. Ce déclassement douloureux alimente un « lumpenprolétariat » grandissant, et s'impose aux nouveaux travailleurs une vie relativement anarchique, faite d'alternances entre travail et chômage. La population est lucide quant aux enjeux de cette transition et ses ambiguïtés, sans totalement idéaliser l'ancien système. Désillusion et ressentiment croissent, quand parallèlement se développent des pratiques de jeux vidéo et de consommation d'alcool qui occupent de plus en plus d'espace. La jeunesse déclassée distingue peu le système d'économie capitaliste du système communiste en ce qu'à ses yeux les élites de l'un et autre sont toujours supposées corrompues et méprisantes des « masses laborieuses ».

Des points communs existent entre la situation chinoise contemporaine et l'occident libéral du XIX^{ème} siècle. La sociologie s'est développée dans l'occident industriel de l'époque, en lien assez proche avec la vision « hygiéniste » que véhiculait le discours d'une science qui amènerait le progrès et l'amélioration du comportement des individus issus des « classes dangereuses ».

Si nous ne pouvons regarder la transition qu'en sa qualité de processus, qu'on pourrait aussi définir comme « *le mode d'entrée pour aborder les phénomènes sociaux dans leurs modalités pratiques* » (Liping, 2008 : 102), il semble alors de bon aloi d'analyser les projets urbains de destruction-reconstruction comme autant de potentialités événementielles qui mettent en trame une logique globale devenant visible dans la seule mesure où la situation recouvre une dimension exceptionnelle.

La région du Nord-est

Dans son étude, G.W Skinner identifie un archipel de neuf macro-régions. Depuis 1980, les frontières de ces macro-régions déclinent, en tant qu'entités culturelles et financières spécifiques, et ce au bénéfice d'une uniformisation territoriale (langue, transports, activités ludiques...etc.) (Friedmann, 2000 : 9). Depuis 1979, il resterait finalement trois grandes régions : l'ouest, le centre, et la côte. En effet, depuis l'instauration des politiques impérialistes aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, la Chine a vu s'exacerber les rapports entre densité de population et espace habitable de la frange Est de son territoire, devenue la plus prospère économiquement (Basso Farina, 1980).

Le Nord-est (dōng běi 东北) (les trois provinces *Heilongjiang*, *Jilin* et *Liaoning* sont représentées ci-dessous) fut délaissée par le gouvernement central pendant quinze années durant lesquelles la région se désindustrialisait.



En août 2003, le gouvernement décide de redresser le Nord-est, au motif que cette région connaîtrait des difficultés d'adaptation dans le passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Les dirigeants insistent alors sur la nécessité d'éradiquer la pauvreté, en considérant que « *le redressement des bases industrielles du Nord-est revêt une importance comparable au développement des régions de l'ouest (Xinjiang, Tibet)* ». Les effets négatifs de la libéralisation et du retrait progressif de l'Etat protecteur expliquent l'aggravation continue des écarts de revenus depuis vingt ans dans la région (Fulong, 2004). Selon Lisheng (2005), entre 1993 et 2001, il y aurait eu 3,62 millions de chômeurs supplémentaires dans le nord-est sur une population de 48,84 millions d'actifs, soit un taux de 7,4% de chômage.

Les principaux objectifs du gouvernement central ne viseraient pourtant pas à régler le problème du logement, qui est laissé à la charge des autorités locales (Lisheng, 2005). L'indicateur d'investissement qu'est le capital de construction, instrument d'ajustement et de soutien des stratégies économiques de régulation (projets d'activités de construction, d'élargissements, de transformation et de restauration), montre que le gouvernement chinois a principalement investi sur les régions côtières, après avoir financé les régions de l'intérieur

des terres jusqu'en 1978, alors qu'il fut le premier et seul investisseur dans le secteur économique pendant longtemps (Zhou, 1993)⁹.

Les éléments ci-devant énoncés, il semble pertinent de se demander si le processus de modernisation favoriserait l'éclatement des structures communautaires en présence ou l'apparition d'un nouveau type de recomposition. Pour répondre à cette interrogation, nous allons tenter de relater l'ensemble des événements survenus au sein de la communauté de la rivière à Harbin qui vit justement la recomposition de son environnement et de ses logements dans la période actuelle; pour ce faire nous userons du « *moyen de monographies de micro-regroupements divers permettant de - saisir de l'intérieur - l'intimité des groupes confrontés à l'éclatement des anciennes structures urbaines* » (Clavel, 1992 : 97).

Dans le cas où, comme on le pense, la rénovation incarne un processus de transformation matérielle qui déstabilise les déterminants socio-anthropologiques de la communauté, de quelle manière est-il possible de penser la relation entre localité (la soit la communauté, entité très flexible et capable d'adaptation) et institutions de pouvoir supra-locales (par définition plus « lourdes » et rigides dans leurs structures et leurs dynamiques (Leeds, 1973 : 19) ?

Enquête

Avant d'entamer notre 1^{er} chapitre, et en écho à la citation ci-dessous, nous souhaitons exposer notre récit d'enquête qui vient à la fois illustrer l'ensemble des éléments précédemment exposés, tout en annonçant la partie monographique qui suit.

« Quand l'individu considère que quelqu'un (ou un groupe) entretient avec lui un guanxi (关系, une relation intégrée à un réseau de relations), il l'inclut dans son monde comme un des siens. Dans la tradition confucéenne, pouvoir considérer le plus grand nombre de personnes comme « les siens » et partager leurs joies et malheurs, est une vertu de l'homme qui a le sens de l'honneur. Un tel moi est appelé « grand moi » (dawo, 大我) ». (Yiyin, 2008 : 465).

⁹ Néanmoins, la modernisation du logement urbain relève d'un procès partiellement indépendant des acteurs du développement. Plusieurs séquences sont constitutives de l'habitat moderne chinois : 1840-1911 correspondrait à une phase pré-moderne au cours de laquelle se sont développées des villes traditionnelles, commerciales et industrielles ; les guerres de résistance (1937-1945) et de libération (1945-1949) correspondraient à des séquences de stagnation de la construction urbaine (malgré la protection sociale importante dont bénéficie la population, les conditions de logement se sont dégradées après 1949 (Junhua, 2001 : 14), de 1979 à 2000, construction et modernisation des logements connaissent une expansion exceptionnelle au détriment des surfaces agricoles. L'anthropologie urbaine montre que cette mise en invisibilité des campagnes est le propre de la modernité (Southall, 1993 : 19). Le cas chinois est par conséquent intéressant car il permet d'interroger l'urbanisation dans ses multiples dimensions (politiques, économiques, anthropologiques, environnementales, sociales, culturelles, juridiques, civilisationnelles, ...), dans un cadre où le monde paysan reste majoritaire. En touchant à tous les secteurs de la vie quotidienne, la modernisation urbaine est un processus majeur par lequel s'accomplit la métamorphose de la société chinoise dans son ensemble.

Suite à la trajectoire quelque peu mystique et hasardeuse à laquelle m'ont destiné la découverte et l'exploration de la ville de Harbin, j'ai choisi d'étudier le quartier "gù xiang" et "la communauté de la rivière". En plus d'être guidé par un sentiment d'adversité, j'ai sciemment choisi cette communauté plutôt qu'une autre car elle me semblait placée dans une situation plus difficile, plus archaïque et exemplaire. En outre, la démarche ethnologique que j'adoptais m'obligeait également à délimiter un espace d'enquête, car l'objet de l'anthropologie urbaine reste le plus souvent localisé dans un espace restreint. Si j'ai pensé dans un premier temps mener mon enquête sur le quartier *Dàowài Qū* (道外区), mieux balisé par l'institution (les universitaires rencontrés m'en avaient chanté les louanges), c'est finalement à contrecourant de ma tentation première que j'optai pour le quartier de *gù xiang*. En quête de réalités exotiques, insolites et « sombres », je savais pourtant être en train de m'immiscer dans le plus banal des quotidiens chinois ; mais j'y pénétrai habité par la « poésie du voyage ».

Au cours d'une de mes pérégrinations, je rencontrai deux hommes d'une trentaine d'années vivant à *xiangju jié* depuis mars 2007. Le premier vivait avec sa femme et sa fille âgée de deux ans, le second vivait seul. En venant vivre ici, ils avaient espéré pouvoir se procurer un *dǎ gōng* (打工, petit métier). C'est alors qu'un vieillard nous interpella pour expliquer que je n'avais rien à faire en ce lieu et que ma place était plutôt de l'autre côté, dans la communauté voisine aux immeubles pour lui prestigieux. Je tentais de lui expliquer que c'était pourtant justement leur lieu qui m'intéressait.

En réaction, le vieillard alla simplement se plaindre de ma présence à un groupe qui non loin nous observait. C'était là ma première rencontre avec mon terrain. Le groupe auquel il s'adressait comportait quatre personnes dont Monsieur et Madame Li, la première vêtue d'un blouson de marque Lacoste et d'un pantalon à carreaux, le second d'un jean et d'un k-way noir ; tout deux riaient des vociférations du vieillard contre ma présence. Je remarquai lorsque je m'approchais que Monsieur Li avait un visage crasseux, parsemé d'éraflures et que le majeur de sa main droite était sectionné.

La troisième personne était une femme d'un certain âge, la quatrième un homme arborant une fine moustache, Monsieur Xian. Je le reverrai lui ainsi que les trois autres par la suite. C'est à ce monsieur Xian que je dus mon introduction au quartier puisqu'il s'avança vers moi le premier pour me questionner.

Je finis par rejoindre ce groupe pour expliquer le pourquoi de ma présence dans les environs en exhibant le livre que je tenais à la main pour appuyer mon chinois rudimentaire. Il s'agissait du fameux « *Fanshen* » de Hinton. Le vieillard lui-même finit par se joindre à nous, et me questionna sur le livre. Il me demanda si celui-ci avait été écrit sous la domination japonaise : « Ribenren sha zhonguoren ma ? » (日本人杀中国人吗 ? Les japonais assassinent des chinois ?). Renonçant à me convaincre de quitter les lieux, c'est lui qui nous quitta en me considérant certainement comme une sorte d'intrus parasite. A partir de ce moment, chaque passant vint m'observer et je devins « *le français venu voir comment vivent les gens ordinaires* » (le petit peuple est désigné en chinois par l'expression « *lǎo bǎi xìng* » (老百姓 soit littéralement, les « cents vieux noms de famille »).

Au premier temps de mon insertion dans l'univers de la communauté, j'éprouvai un certain inconfort. Passant beaucoup de temps au restaurant de la famille *Liang*, j'y mangeais, apprenais le chinois, discutais avec les clients tout en me montrant aux habitants pour qu'ils prennent connaissance de ma venue et en parlent entre eux. Je circulais aussi quotidiennement sur le territoire de la communauté, dans les moindres allées, de manière à être vu du plus grand nombre, tout en égrenant des premières discussions. Toutes ces précautions furent prises car je ne voulais pas commettre de « faute » susceptible d'entraîner mon exclusion. A cette période, je résidais à l'université et me rendais quotidiennement dans la communauté, y dormant ponctuellement pour passer une soirée en compagnie de résidents, terminer des discussions ou compléter le recueil de données. J'ai essuyé de nombreux refus, évitements ou méfiance avant de pouvoir accéder aux habitations. Il m'a fallu longtemps composer avec les deux difficultés majeures que furent la langue et le climat.

Au commencement, il me manquait la maîtrise de la langue de mes interlocuteurs, ce qui me plaçait souvent dans un état de tension. De plus, les gens de la communauté avaient coutume de parler avec un débit très rapide. Cependant, les femmes daignèrent s'exprimer plus lentement que les hommes, afin que je puisse plus aisément saisir le sens de leurs paroles. Moins énergiques et peut être plus circonspects, les vieillards étaient moins disposés à fournir cet effort. Chacun possédait également ses expressions propres pour signifier une chose. La difficulté principale de la compréhension de la langue chinoise réside dans le fait qu'il existe une variation des tonalités (on recense ainsi 4 tons différents en Mandarin standard) qui change le sens des mots dans le cas d'une même transcription alphabétique. Par conséquent, je ne comprenais souvent les phrases des résidents de la communauté qu'après coup, en m'appuyant sur l'observation des attitudes et des gestes afin d'établir le sens du

message véhiculé dans l'instant qui suivait. A ce titre, les natifs issus de la même génération que moi connaissaient eux aussi beaucoup de difficulté pour comprendre les paroles des anciens qui manipulaient un corpus d'expressions paysannes connus d'eux seuls. C'est aussi la raison pour laquelle les habitants m'ont d'abord renvoyé à des passants qui parlaient un peu l'anglais, souvent être de jeunes hommes ayant fait des études plus longues et qui, prenant trop à cœur leur mission, finissaient par me compliquer les choses. Ici, la pratique de la langue anglaise pouvait devenir une tare car elle provoque une puissante mise à distance avec la population locale ; au lieu de faciliter la relation d'échange, l'anglais me détournait de la possibilité de nouer des contacts francs. Après l'intervention des étudiants chinois « anglophones », je me retrouvai à être conduit au commissariat de police. Je les entends encore me dire : *« je pense que le mieux pour toi est de retourner à l'université car personne ne parle français ici »*. A quoi, quelque peu excédé, je répondais : *« c'est justement la raison pour laquelle je suis là ! »*. Suite à cet incident, je me suis déclaré incapable de comprendre l'anglais. A côté de cela, j'invoquais l'argument selon lequel j'étais venu apprendre le chinois auprès de ses représentants authentiques, à un moment où les instituts d'enseignement du *pǔ tōng huà* (普通话, langue commune chinoise) fleurissaient au centre de la ville.

Le langage local n'a pas facilité mon travail de décryptage. Le *dōng běi huà* (东北话, langage du nord-est) se surajoutait aux habitudes langagières de Harbin. Si par exemple une coutume consiste à saluer un égal ou un « inférieur » en lui demandant s'il a mangé, s'il est déplacé de répondre négativement à cette question qui n'attend pas de vraie réponse, il est aussi vrai que l'on peut remplacer le verbe « manger » par celui de « boire ». Ainsi, des hommes se saluent en disant : *« ni he le ma ? »* (你喝了吗 ? As tu as bien bu ?). Cette expression est connue semble-t-il de plusieurs régions mais les habitants du quartier *gù xiāng* investissaient beaucoup de leur identité au travers de cette variante de langage. D'autres expressions chinoises courantes étaient également déformées suite à l'avalancement de certaines syllabes.

Un autre écueil sur lequel je me suis heurté lors de mon intégration à la communauté fut la réticence que certains hommes développaient à mon encontre du fait que je sois identifié comme un occidental ; car cette identification supposait que je possédais beaucoup d'argent, ce qui pouvait donner lieu à des moqueries ou des provocations comme de me demander ironiquement si l'endroit était à mon goût. Face à la multitude des altérités en jeu, les habitants furent extrêmement attentifs au fait de me « cerner ». Me présenter comme un

universitaire ne m'aida absolument pas à être positivement perçu, car les gens de la communauté considéraient que les étudiants étaient exclusivement soucieux d'apprendre l'anglais, le marketing ou le commerce international, en se tenant à bonne distance de leurs préoccupations. Le thème même de la recherche constituait un obstacle, ce pour quoi il m'était souvent demandé si j'étais photographe ou journaliste.

J'ai dû finalement justifier de ma venue aussi bien auprès du moindre passant que je ne reverrai plus, qu'auprès des acteurs importants de la communauté dont je suivrai le parcours à plus long terme. Je me souviens avoir très clairement expliqué que je souhaitais observer le mode de vie de la communauté pour écrire un livre (on sait que c'est l'argument classique employé par tous les ethnologues, lorsqu'ils n'ajoutent pas que les vieillards sont voués à mourir et que s'ils n'écrivent pas, personne ne se souviendra d'eux). Chose prévisible, on me répondait sans tergiverser, comme on s'adresserait à un ignare : « *ruguo yi ge ren shenghuo zai zher, na jiu yinwei ta meiyou qian !* (如果一个人住在这儿，那就是因为他没有钱, « *si quelqu'un vit ici, c'est qu'il n'a pas d'argent !* »).

C'est souvent qu'on me sollicita pour que je fasse circuler mes pièces et billets européens. Un jour, Zhang Wang, père de famille d'une cinquantaine d'années, claqua violemment son *hù kǒu*¹⁰ sous mes yeux en s'énervant devant tout le monde. Il était à moitié ivre et dénonçait mes incessantes allées et venues dans la communauté ; il m'expliqua que beaucoup ici se demandaient si je ne travaillais pas pour les services secrets. La crise passée, il m'invita à acheter des cigarettes et à arrêter d'en recevoir des autres. Il exigea que je lui donne neuf yuans et il revînt me donner le paquet qu'il acheta avec cet argent, avant de rentrer chez lui. Il s'amusa ensuite à me demander trois milles yuans si je voulais qu'il réponde à mes questions.

Il m'apparut qu'à force de renâcler à mes interrogations, ces gens finissaient par apprécier que je les observe, bien qu'ils eussent sans doute préféré être débarrassés de mon embarrassante présence. Mais cette même présence fut toujours l'objet d'amusement, de plaisanterie, de distraction et même parfois de ressource (ainsi on m'invitait régulièrement à payer des repas communs ou un verre de bière), dans un lieu où les distractions étaient d'ordinaire plutôt rébarbatives ; cela me permit sans inconvénients de rester dans les parages et de passer outre deux ou trois crises analogues à celle de Zhang Wang relatée plus haut.

¹⁰ « Chaque individu enregistré se voit assigné un statut d'enregistrement dans un ménage (户口, *hukou*), qui indique non seulement le lieu géographique de la naissance, mais aussi l'affiliation agricole ou non agricole. Ce statut d'enregistrement dans un ménage constituait la base de l'octroi à une personne de ses droits économiques et sociaux comme le rationnement de la nourriture et des tissus, l'allocation de la terre, l'éducation publique et les soins de santé. » (Lee et Fen, 2006 : 246).

Je dirais pour résumer la situation que l'ensemble de la population de la communauté fut plutôt content de ma présence, content que je devienne « *leur français* » (accessoirement leur ethnologue), comme ils devinrent « *mes chinois* », mes précieux sujets d'observation.

Reste que les questions que je commençai à poser suscitèrent une certaine méfiance. Je fus donc obligé d'entreprendre des détours dans la manière de formuler ces questions en masquant quelques fois la réponse cherchée. Ceci impliquait de répondre aux questions que l'on me posait avant de pouvoir poser les miennes. Cette méthode fut régulièrement mise en échec car je n'avais pas suffisamment de temps pour énoncer une question. Quelques habitants faisaient semblant de ne pas entendre, et il arrivait qu'une plaisanterie soit formulée afin de créer une diversion, m'appelant à modérer ma curiosité tout en m'adressant le signal de ne pas insister, pour ne pas mettre mal à l'aise mon interlocuteur. En me taisant, j'évitais de passer pour quelqu'un qui n'avait rien compris aux codes de la société à laquelle il prétendait s'intéresser, et je justifiais être digne que l'on réponde à mes questions dès lors je ne les posais plus¹¹.

Dans l'objectif de réduire la distance me séparant des habitants de la communauté, je pris l'initiative d'imiter leur façon de vivre en m'asseyant à même le sol, en flattant les penchants nationalistes, en fumant des cigarettes chinoises, en circulant avec des chaussons de paysans aux pieds ou en me grimant avec des vêtements chinois. Mais tous ces artifices étaient encore insuffisants pour que je puisse véritablement me « fondre dans le décor ».

D'abord maintenu en « quarantaine » sociale, je pus observer à loisir les dynamiques d'entrées et de sorties des habitants. Personne ne voulait me montrer l'intérieur de son logement en conscience du jugement négatif porté à l'égard de ce type d'habitation. Debout ou assis sur une pierre, j'aurai finalement passé de longues heures à observer la non-activité lorsque le repas du midi s'apprête à être consommé ou quand l'endroit se vide car le beau temps est absent. Dans la mesure où je n'y avais pas eu accès rapidement, je pris pleinement conscience de l'importance de la dimension anthropologique que recouvre la maisonnée. J'abordais la population des résidents lors de la saison d'hiver au cours de laquelle chacun se

¹¹ En exemple quelques questions que j'ai systématiquement posé :

Ni de jia you ji kou ren ? 你家有几口人 ?, Combien de membres compte votre foyer ?

Mei ge ren de jia you gongzuo ma ? 每个人的家有工作吗 ? Chacun des membres a-t-il un travail ?

Nimen zhuzhai Guxiang Cong duoshao shijian ? Depuis combien de temps habitez-vous à Guxiang ?

Nimen zui xihuan Ping fang de shenghuo haishi laofang de Shenghuo? Weishenme? Bi yiqian shenme dongxi bu shi yiyang ? Pangbian de ren de guangxi shi yiyang ma ? (你们最喜欢平方的生活还是老方的生活 ? 为什么, ? 比以前什么东西不一样 ? 旁边的人关系一样吗 ? Vous préférez vivre en maison ou en appartement ?

Pourquoi ? Quelles choses ont changé depuis la reconstruction? Les relations de voisinage sont-elles les même ?

Nimen juede Zhengfu de kangfa zenmeyang ? Weishenme zheige xiangfa ? 你们觉得政府的方法怎么样 ? 为什么这个想法 ? Comment jugez-vous l'action du gouvernement ? Pourquoi ?

pressait de rentrer chez soi, ce qui diminuait considérablement les possibilités de créer des contacts avec la population. Au fil du temps, les autochtones s'accoutumèrent à ma présence et se rassurèrent sur mes intentions jusqu'à m'ouvrir les portes de leurs foyers.

Les résidents m'appelèrent longtemps « *le français* », sans véritablement chercher à connaître mon nom. D'ailleurs, en cette période où les médias locaux suggéraient tous azimuts le boycott des magasins Carrefour (家乐福, Jialefu en chinois) de Harbin en représailles aux protestations françaises contre les répressions de la police chinoise au Tibet, les *kāi wán xiào* (开玩笑, plaisanteries) n'ont pas manqué. En me voyant arriver au loin, les hommes s'exclamaient bien haut : « *voilà un français !* ».

Un après-midi où nous bavardions devant l'habitation de la famille Li, je fus pesé. Le résultat impressionna visiblement. L'épaisseur de mes bras, de mon crâne et de mes cuisses furent alors évalués et les informations circulèrent dans le voisinage au point d'être rappelées systématiquement avant que quelqu'un ne s'entretienne avec moi. Tant et si bien que certains se plaisaient à m'appeler « 222 livres ».

Le fait qui marqua symboliquement mon acceptation dans la communauté fut mon accueil par la famille Sheng. J'ai d'abord fait la connaissance de la mère lorsqu'à la fin de l'hiver elle me vit malmené par des voisins qui tout en m'encerclant, s'amusaient à relever mes caractéristiques physiques pour en plaisanter. Sur le chemin de mon retour, je la croisai un jour alors qu'elle était accompagnée d'une voisine. Avec un air enjoué et charmé, elle s'approcha et s'enquit de ma personne : « *D'où viens-tu ? Que viens-tu faire ici ? Es-tu étudiant à l'université de la Province ? Tu fais de l'ethnologie, mais qu'est-ce que c'est ? Pourquoi veux-tu écrire un livre sur les gens d'ici ?* ». Les jours suivants, je me postais toujours au carrefour du voisinage pour m'immiscer dans la vie des résidents. Alors que je me trouvais en pleine désolation, la mère Sheng vint subitement me prendre par le bras pour m'amener chez elle et me présenter à son fils qui était mon aîné de quelques années. Nous avons ensuite passé un long moment à discuter et je me sentis rapidement à mon aise.

Lors de mon second séjour, j'observai attentivement les changements survenus depuis mon départ une année et demie plus tôt. Je logeais dans un appartement situé à proximité de « xi dajiè » et de l'université. Mon inquiétude quant à l'idée de retourner dans la communauté était rythmée par le passage des trains sous ma fenêtre.

À l'aube d'un matin du mois de décembre, je partis à *gù xiang*. Après une heure de marche, j'arrivais sur place et constatais que la reconstruction avait avancé. Plusieurs

immeubles siégeaient désormais sur le terrain de la communauté. Je m'aventurai alors de l'autre côté de l'avenue où nombre de familles avaient déménagé durant le premier temps de la destruction et je constatai que les maisons y avaient également été détruites. Un grand centre commercial était en chantier à deux pas. Mais qu'étaient devenues les familles ? Je cherchais à joindre les Sheng par téléphone mais sans réussite. A ce moment, le temps était compté car je n'avais plus que deux mois devant moi. Une fois rentré, je relisais mon questionnaire préparé à l'attention des familles. Il me semblait à la fois potentiellement intéressant et parfaitement dérisoire.

Le lendemain, je retournais sur place pour éclaircir la situation sur le devenir des résidents, mais beaucoup de passants refusèrent de me répondre. La vendeuse de journaux, accompagnée d'un vieillard qui disait m'avoir vu manger dans les environs, m'informèrent que les habitants avaient migré trois mois plus tôt et qu'ils étaient désormais éparpillés en différents endroits de la ville. Le vieillard conclut abruptement : *« eux, on leur a donné de l'argent et ils sont partis et toi, retournes donc à l'université étudier le chinois ! »*.

Le froid avait beau m'éreinter, je ne pus néanmoins me résoudre à rebrousser chemin. J'allai me renseigner au commissariat de police et au comité de quartier dans le but d'obtenir la nouvelle adresse de la famille Sheng que je disais bien connaître. Le policier me répondit avoir cette adresse en sa possession mais ne pas pouvoir me la divulguer. J'allai poser cette même question au comité de quartier où l'on me dit ne pas savoir, en me dirigeant vers le poste de police. Les membres du comité de quartier jugèrent ma demande suspecte, mais il semblait aussi que ces derniers n'étaient pas clairement informés du déplacement des familles. J'allai aussi interroger les travailleurs sur le chantier et de nouveau le voisinage, toujours sans succès.

Finalement, les coups de téléphone passés ensuite aboutirent. Le fils Sheng et moi, nous nous donnâmes rendez-vous à proximité de l'université et nous rendîmes ensuite dans le nouveau logement familial situé à la pointe nord de la ville. Je reconnus ce dernier car il portait un ancien manteau que je lui avais offert au moment de quitter le pays à l'été 2008. C'est avec enthousiasme et en « papotant » que nous prîmes le bus afin de visiter la mère et l'oncle Sheng. Maintenant que j'avais retrouvé l'unique foyer de la communauté qui avait accepté de partager l'aventure de leur quotidien avec moi, tout fit sens à nouveau.

Madame Sheng et son frère cadet m'auscultèrent du regard plusieurs fois, encore plus surpris de me voir que la première fois. Madame Sheng releva un changement physique : *« Tu as bien maigri ! Tu es beau ainsi ! »*. Et l'oncle, en tirant sur la peau de son ventre, dit : *« moi aussi il faudrait que je perde du poids ! »*. A 16h30, la nuit était déjà tombée et la mère

commença à préparer le repas. À cet instant, nous fîmes l'expérience de la condition commune, ce qui nous rapprochait un peu plus : ils étaient comme moi coupés de leur vie quotidienne.

Six mois plus tard, en arrivant de Pékin par le train, je rencontrais le fils et l'oncle Sheng à l'école où se déroulait un spectacle délivré par les écoliers. Le lundi 4 juillet 2010, aux alentours de quinze heures, l'oncle Sheng, accompagné d'un comparse, me reconnut au loin alors que j'assistais au spectacle de fin d'année des écoliers (photo-ci-dessous). J'étais arrivé quelques heures plus tôt par le train de Pékin. Je terminerai cette introduction sur une note un peu longue de cette journée. La troisième rencontre lors de mon troisième séjour se déroula comme suit.



Logeant dans le nouvel appartement de la famille Sheng, je bénéficiais du lit du fils, qui dormait dans le salon. Je reçus un trousseau de clés qui rendait libres mes déplacements et nous allâmes visiter le nouvel appartement de l'oncle dans la soirée. Sur le chemin du retour, nous passâmes à la salle de Majong informer Madame Wu de mon arrivée, l'ancienne voisine, appelée *lǎo tài tài*, (老太太, vieille dame, vieille épouse). Assis à ses côtés, une statue du Bouddha face à moi, j'entendais des voix qui provenaient de l'arrière-salle. Concentrée sur le jeu, elle me demandait : « *quand es-tu revenu ? Tu sais jouer au majong ? As-tu fini tes études ?* » La réponse à peine donnée, voilà qu'elle gagnait la partie, en laissant l'impression que la dynamique de notre discussion n'avait été qu'un procédé de préparation pour réussir un bon coup. Une autre vieille dame assise à ma gauche se roulait lascivement de longues cigarettes. Elle se distrayait deux secondes pour regarder ma face et, après un sourire de reconnaissance, se repositionnait dans une intense concentration. Les parties de Majong

apaisaient ces vieillards. Devant la salle, je me retrouvais à parler anglais avec deux petites filles afin de faire plaisir à leurs mères. La gérante du local m'expliquait alors qu'en Chine une petite fille n'a plus le droit de s'amuser avec un petit garçon passée la « préadolescence » et que pour cette raison on les sépare. Ensuite, une question m'était posée : « *pourquoi, à ton âge, n'es-tu pas encore marié ?* ». Je répondais avec humour : « *car le divorce coûte trop cher !* » Ce rire une fois partagé, venait le moment d'abandonner les invétérés joueurs et d'aller dormir.

Après une journée où je pus récupérer du décalage horaire, j'assistai dans la soirée à la rencontre entre le fils Sheng et une jeune célibataire. Leurs mères respectives parlementèrent longuement pendant que leurs enfants se tenaient à l'écart, avant de prendre la parole sans se l'adresser directement et en n'échangeant que quelques mots avec pudeur. Ils cessèrent de se voir au bout de quelques jours et le fils disait ne pas trouver son bonheur auprès des jeunes femmes que sa mère lui présentait. Souhaitant le soutenir, je lui disais qu'il ne devait pas être tellement difficile de rencontrer une jolie femme à Harbin. Lui répondait : « *c'est vrai qu'il y a beaucoup de jolies femmes mais il est difficile d'en rencontrer une avec laquelle se marier car elles pensent presque toutes à l'argent !* ». Privilégiant la moralité à la beauté physique des femmes, l'un excluait l'autre selon lui. Il m'avait ainsi confié au sujet de son ancienne fiancée : « *je sais qu'elle n'est pas jolie mais elle est une bonne femme d'intérieur et pour moi c'est tout ce qui compte* ».

Pour les besoins de l'enquête, je fis cette fois appel à une interprète pour mener des entretiens plus approfondis. "Mo" que je rencontrai à l'Université de Lille alors qu'elle terminait un Master de sociologie, m'était apparue capable de s'adapter à la situation et être assez ouverte d'esprit pour ne pas dissimuler d'éventuels éléments négatifs ou encore chercher à arrondir les angles. A vingt-cinq ans, ayant conscience d'être un pur produit de la classe moyenne chinoise, elle aimait me rappeler qu'officiellement il n'existe toujours pas de classes sociales en République Populaire de Chine. Désormais bien connu des résidents, après avoir fait preuve de ténacité et de loyauté à leur égard, j'introduisis Mo en qualité d'amie venue m'assister dans mon travail, bien que les hommes pointèrent le problème qu'une femme soit leur interlocuteur direct, avant que cette barrière soit levée dans la mesure où je faisais partie de leur réseau¹².

¹² Gilles Guiheux (2009) insiste sur la nécessité d'avoir accès à une documentation et un réseau fiables dans le cadre de la pratique de la monographie en Chine.

Première partie
Le terrain et ses circonstances

Première partie - Le terrain et ses circonstances

Cette première partie compte quatre chapitres essentiellement monographiques.

Le premier chapitre présente Harbin, son histoire, son territoire, ses réalités.

Le deuxième propose l'ethnographie du quartier « Gù xiang », et plus particulièrement du secteur de la “communauté de la rivière” (Qing he wan xiao qu).

Le troisième chapitre présente un réseau de familles voisines concernées par la rénovation des habitations.

Le quatrième chapitre décrit l'organisation de la communauté ainsi que la trame de la vie quotidienne avant le changement.

Chapitre I : la ville de Harbin

Harbin porte le sceau de l'histoire de la Mandchourie lors du siècle passé. Actuelle capitale provinciale du Heilongjiang, elle est aujourd'hui une métropole qui domine l'extrême Nord-est de la Chine. Elle n'en est pas arrivée là par hasard. Les événements politiques, les conflits, les migrations, l'exil, jalonnent sa constitution sur plus d'un siècle. Cette recherche nous appelle à exposer des données de seconde main comme des éléments préliminaires qui nous évitent de nous immiscer à l'aveuglette en territoire inconnu, pour pouvoir accéder ensuite au vif du sujet.

I.1] Son histoire

Harbin est une ville sans passé antique prestigieux, mais elle fait malgré tout figure de ville traditionnelle. Son édification fut réalisée par le biais de politiques volontaires d'invention d'une tradition ayant pris forme au travers de la construction de monuments et le développement d'une architecture locale. Robert N. St Clair et Wei Song (2009) rappellent dans leurs travaux que la ville d'Harbin se situe au croisement des aires culturelles d'Asie de l'est et du monde slave. De la fin du XIX^{ème} siècle au début du XX^{ème} siècle, Harbin fut un carrefour de contacts et d'échanges intenses entre populations locales, russes et migrants de l'ouest. Cette situation « syncrétique » a contribué à lui façonner une identité culturelle urbaine spécifique. En moins d'un siècle, Harbin a été gouverné successivement par la Russie, les autorités japonaises, l'Union Soviétique (pendant un laps de temps très court) et finalement le gouvernement communiste chinois. Prasenjit Duara (2001) insiste également sur les attributs romantiques de cette entité ambivalente dont la réalité se situe entre la localité (nationaliste) et le capitalisme (globalisant). Les proses d'anciens résidents russes nostalgiques d'un temps révolu où ils vivaient en maîtres à Harbin, chantent les louanges de ce paradis perdu. (Lahusen, 2001 : 13-49).

I.1.1 Alternance sino-russe au début du XX^{ème} siècle

Village initialement entouré de champs, la naissance officielle d'Harbin en 1898 résulte du don de la partie nord-est du territoire de la Mandchourie qu'opère la dynastie Qing à destination de la Russie, suite à la défaite chinoise dans la guerre sino-japonaise de 1895¹³.

En contrepartie, le gouvernement chinois entendait bénéficier de la protection de la Russie en cas de nouvelle agression japonaise. La volonté des russes de construire une gare et d'aménager les voies de chemin de fer permet le transport des marchandises de l'Ouest de la Russie jusqu'à Vladivostok.

Les russes lui donnent le nom de *Kharbin* et fondent la CER (*Chinese Eastern Railways*), compagnie ferroviaire qui contrôle le trafic dans toute la Mandchourie, et constitue l'unité politique de contrôle de la ville. L'immigration russe vient gonfler les effectifs de la population. Une immigration chinoise importante est aussi appelée à y venir pour travailler avec les russes à la construction du chemin de fer. Entre 1896 et 1900 furent organisés des « arrivages » de chinois en provenance notamment de la province de *Shandong*. La construction de la voie de chemin de fer allait délimiter le "Old Harbin" (russe) et "daowai" (chinois) où les nouveaux arrivants chinois se rendaient. La domination russe se mettait en place bien que la défaite de la Russie dans la guerre russo-japonaise de 1905 l'atténua.

Suite à la proclamation de la République chinoise en mars 1912, un mouvement nationaliste chinois local émergea sous l'impulsion d'un étudiant et interprète sino-russe nommé *Deng Jiemin*.

Alors que le christianisme orthodoxe dominait à Harbin, ce chrétien protestant s'inspira des modèles patriotiques japonais et américains de l'instruction scolaire pour ouvrir le 1er avril 1918 sa propre école. Cette dernière, appelée *Donghua School*, avait pour mission de former intellectuellement, physiquement et moralement la future élite chinoise¹⁴.

Son deuxième objectif était de fonder une ville moderne chinoise qui sorte du schéma impérialiste modernité/pouvoir. Une association patriote anti-impérialiste fut fondée (爱国会, *aiguo hui*). Celle-ci organisait des débats virulents dans le quartier chinois de *daowai*, toutefois un esprit de coopération fut maintenu avec les étrangers sous l'influence de la vision cosmopolite de *Deng Jiemin*.

¹³ Soumise à discussion, cette date accorde la paternité aux russes. Les historiens déterminent sa naissance à 1097 et discutent de l'apparition des provinces nord-chinoises suite aux conflits tribaux de l'antiquité.

¹⁴ Pour plus de précisions sur l'épopée de cette école et la biographie de ses fondateurs : CARTER, James. H, 2002, *Creating a Chinese Harbin, nationalism in an international city, 1916-1932*, Cornell University Press

Chapitre I : la ville de Harbin

Pendant ces années, la communauté chinoise de Harbin lançait une politique de développement des infrastructures à un moment où la chambre de commerce était l'organisation chinoise la plus importante. Le seul journal rédigé en langue chinoise était sous le contrôle de la CER et les partis politiques n'existaient pas. Dans ce contexte, toutes les élites socio-économiques et politiques se placèrent sous la bannière de la *Donghua school* avec l'intention de financer le développement de la culture chinoise. Par son action, *Jiemin* arrivait à dépasser et remettre en cause l'opposition qui existait entre christianisme et identité chinoise, mais il pâtissait en retour de la méfiance de la communauté chinoise. Il chercha également à unifier le christianisme et le confucianisme. La restauration et la promotion de la civilisation chinoise reposait en fin de compte sur une opposition à la civilisation russo-européenne et sur la volonté d'exister en tant que chinois, en faisant de Harbin une ville économiquement forte.

La première guerre mondiale et la révolution russe favorisèrent la montée du nationalisme chinois à Harbin dans la mesure où ces événements entraînaient la récupération du contrôle de la ville par l'armée chinoise. La révolution russe contamina et galvanisa les prolétaires de la CER qui refusèrent de travailler. Les japonais refusant tout compromis pour reprendre le contrôle en association avec le chef de la CER (le général Khorvat), les chinois reprirent le pouvoir sur la ville.

Lors du mouvement du 4 mai 1919, les étudiants formés et envoyés par la *Donghua school* ainsi que des travailleurs et des marchands locaux exigèrent une redéfinition de la souveraineté chinoise suite au traité de Versailles. Des divergences émergeaient alors entre les nationalistes du peuple et les nationalistes officiels (armée et pouvoir chinois) qui cherchaient à maintenir l'ordre public et de bonnes relations avec les puissances étrangères. Les marchands et les étudiants continuaient la promotion du nationalisme et de l'anti-impérialisme en prônant la production locale et nationale.

A partir de 1920, les tensions entre chinois et russes s'aggravèrent sous l'influence et la surenchère des presses respectives. Le gouvernement chinois créa la SAR (*Special region administrative*) des trois provinces de l'Est, dont Harbin fut nommée chef lieu en 1921. Tout devint alors prétexte à la rivalité et à la revanche des chinois sur les russes. Un traité de renégociations qui ne remettait pas en cause le pouvoir de la CER sur Harbin fut pourtant signé en 1924.

Au long de cette décennie, les dirigeants chinois locaux s'exercèrent à fabriquer une identité chinoise, en instaurant l'abandon du cyrillique au bénéfice de l'écriture chinoise et, en

promouvant une architecture chinoise : construction d'un temple bouddhiste en 1924, puis d'un temple confucéen en 1927. Ces dernières entreprises résument selon James Carter, qui reprend la thèse de l'historien Eric Hobsbawm, le phénomène d'invention d'une tradition chinoise à Harbin. Mais la domination de l'autre puissance voisine japonaise sur Harbin se laissait d'ores et déjà présager.

I.1.2 Période de domination japonaise

Les décennies 1930-1940 posèrent les jalons de la République Populaire de Chine au travers de la guerre de libération faisant suite à la création de l'Etat du « Mandchoukouo » sur le territoire de la Mandchourie. L'invasion japonaise avait commencé le 18 septembre 1931. *Chang Kai-Shek*, chef du parti nationaliste du *Guomindang* et fils spirituel de *Sun Yat Sen* laissa faire les japonais et l'Etat fantoche fut déclaré le 1er mars 1932¹⁵. Les japonais furent à l'époque bien accueillis par les russes, qui souffraient de leur condition après l'âge d'or qu'ils avaient expérimenté au début du siècle. Les premières années d'occupation contribuèrent au développement économique de la ville dans la mesure où elles facilitèrent les échanges entre hommes d'affaires chinois et japonais. Au cours de cette période, les japonais monopolisaient la vente de drogues et ouvrirent 194 magasins d'opium en ville (Clausen and Thogersen, 1995). Quinze ans suffirent pour voir la population de Harbin doubler, alimentée par les vagues d'immigration japonaise, qui elle-même encourageaient l'arrivée massive de coréens et de chinois. La composition ethnique locale en fut inévitablement modifiée, avec de plus en plus de japonais et de coréens et de moins en moins de russes, qui émigrèrent peu à peu dans cette période (Ibid : 109-123). Les membres de la communauté juive de Harbin furent les premiers à quitter les lieux ; leur diaspora avait d'ailleurs commencé dès les années 1920. Les russes nationaux repartirent quant à eux, après 1945, car ils craignaient d'être mal perçus par le pouvoir soviétique et de se voir condamnés aux camps de travail sibériens. Ceci étant, le souvenir le plus vivace de cette époque renvoie aux expériences « scientifiques » pratiquées par les japonais sur les habitants chinois. Ces expériences avaient lieu au centre bactériologique de la tristement célèbre unité 737, situé dans l'actuel quartier *Ping Fang*. Un

¹⁵ L'histoire officielle raconte qu'après l'alliance entre le *Guomindang* et le Parti Communiste lors de la guerre civile de 1924-1927 menait contre « les seigneurs de la guerre », le *Guomindang* réprime les communistes lors de manifestations ouvrières à Shanghai et s'allie aux puissances étrangères. La guerre révolutionnaire de libération fait suite à l'invasion de la Mandchourie par les japonais. A ce sujet, nous avons lu l'intégralité des ouvrages suivants : TSE-TOUNG, Mao, 1966 (1952), *Œuvres choisies. Tome 1*, Editions en langues étrangères, Pékin. TSE-TOUNG, Mao, 1967 (1952), *Œuvres choisies. Tome 2*, Editions des langues étrangères, Pékin. TSE-

autre laboratoire existait aussi dans le quartier de *Nangang*. (Ibid : 142-148). L'importance de cette domination nipponne explique pourquoi Harbin fut l'une des premières villes libérées au tournant de l'année 1946 alors que la guerre civile qui continua entre 1945 et 1949 amena le Parti Communiste à prendre définitivement le pouvoir dans la lutte qui l'opposait au *Guomindang*.

I.1.3 Temps de la République Populaire de Chine

Suite à la conférence de Yalta, le 8 Août 1945, l'Union Soviétique déclara la guerre au Japon et reconquit la Mandchourie quelques semaines plus tard. Harbin et la Mandchourie basculèrent dans le camp du Parti Communiste Chinois dès 1947-1948. Le 23 août 1945 était créé le bureau de l'armée antijaponaise de Harbin, qui se chargea du renvoi progressif des japonais. Les paysans japonais qui cherchèrent à rester furent réprimés.

Dans cette période, les efforts économiques se tournèrent vers la production industrielle en faisant rapidement de Harbin une cité phare de l'industrie en Chine. La population et les logements augmentaient et si Harbin avait bénéficié de seize entreprises importantes délocalisées de la péninsule de Liaoning pendant la guerre de Corée (1950-1953), elle bénéficiait aussi de la politique d'industrialisation issue du premier plan quinquennal (1953-1957). La population totale se chiffrà à 1 610 000 habitants en 1958 et doubla la décennie suivante. Le deuxième plan (1958-1962) du « grand bond en avant » en faveur de l'industrie légère et de l'agriculture amoindrit la croissance économique de Harbin.

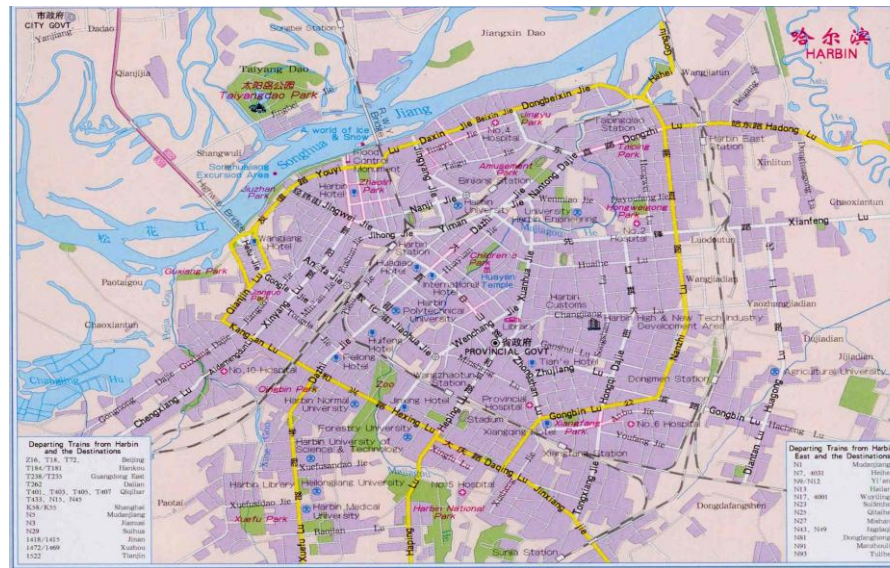
La population dépassa les deux millions d'habitants en 1960 à la faveur de l'immigration de travail. Mais la récession entraînée par le « Grand Bond en avant » détermina une stabilisation de la population sur dix ans, même si 422 000 immigrants quittaient Harbin entre 1960 et 1963. Mise à part une quotité infime (903 personnes), la population devint intégralement chinoise en 1964 (Ibid, 1995). Lors de la Révolution Culturelle, la jeunesse de Harbin ainsi que les comités révolutionnaires furent considérés comme exemplaires.

La population devait dépasser les deux millions et demi d'habitants en 1979. Des échanges commerciaux se mirent en place entre la Chine et la Russie à partir des années 1990, décennie où encore 80% des jeunes pouvaient prétendre à un emploi stable et permanent (Ibid, 1995).

TOUNG, Mao, 1968 (1953), *Œuvres choisies. Tome 3*, Editions des langues étrangères, Pékin. DOMENACH, Jean-Luc et RICHER, Philippe, 1987, *La Chine (2 tomes)*, imprimerie nationale

I.2] Son territoire et ses espaces

Après avoir produit une synthèse de l'histoire de Harbin et décrit son évolution, nous allons nous focaliser ici sur sa réalité territoriale et spatiale contemporaine. Nous avons exploré ici les quartiers et subdivisions suivants : *Daoli* centre, *Daoli Guxiang*, *Xiangfang* centre, *Xiangfang Dongli*, *Nangang*, *daowai* centre, *Taiping*, *Song Bei*, *Ping fang*, *New Town*¹⁶.



Carte de la ville de Harbin

Une enquête effectuée en 2005 par le Bureau des statistiques de la municipalité de Harbin permet de saisir les grandes tendances de la composition actuelle de la ville¹⁷. La population de Harbin est estimée à neuf millions sept cent cinquante milles habitants si l'on comptabilise la population des districts de banlieues gérés par les autorités locales. Elle atteint quatre millions cinq cent milles personnes sur le territoire intra-muros, autrement dit moitié moins. Une réactualisation effectuée en 2007 donne neuf millions huit cent quarante milles habitants, deux fois moins que la population de *Beijing*.

Avec une densité de population de 183,5 pers/km, le taux d'augmentation de la population est de 28/1000. La répartition par classe d'âge est de 1,366000 personnes pour la

¹⁶ L'exploration consiste à adopter un semi-nomadisme puisque s'impose à l'observateur une forte mobilité avant de se sédentariser. C'est une activité qui ouvre sur le monde tout en produisant de la confusion et nécessite de ce fait une méthode de déplacement. J'ai donc fonctionné par reconstitution empirique plus que par anticipation cartographique. Les interlocuteurs possédant la science de l'espace nécessaire, les chauffeurs de taxi, maîtres en la matière, étaient rarement enclins à prendre le temps de l'explication et à oublier que "le compteur doit tourner".

¹⁷ Ces Chiffres ont été recueillis auprès des services municipaux de l'hôtel de ville qui réside depuis 2004 au 1 *Shiji Dadao* dans le district *Song Bei*qu.

tranche 0-14 ans, 7,628000 personnes pour la tranche 15-64 ans et 756000 personnes pour la tranche 65 ans et plus. La répartition de la population est de 4,834000 individus de sexe féminin pour 4,916000 de sexe masculin. 93,45% des habitants sont d'ethnie Han et 6,55% sont issus d'autres ethnies.

Harbin est une ville moyenne située sur une partie du territoire chinois qui est limitrophe avec la Mongolie, la partie extrême orientale de la Russie et la Corée. L'appartenance territoriale de la population dépend de cette proximité avec ces différentes frontières nationales. Les chinois du Nord-est se définissent par rapport aux ressortissants de ces nations de la sphère intra-nord-asiatique. Anciens colons russes et japonais, sud coréens jugés décadents et américanisés, et mongols aux mœurs étranges sont autant de stéréotypes à partir desquels se fixent les traits de structure de la conscience régionale.

Des points de référence s'imposent à la population. Le climat est rude, glacial ; il neige régulièrement en hiver (les températures à cette période de l'année varient entre -10° et -30°), l'été est court et les demi-saisons n'existent quasiment pas¹⁸. La froideur et la neige déterminent un mode de vie local qui incite à une gastronomie particulière justifiant la morphologie imposante des individus en plus des ascendants mandchous de certains. Les déplacements à pied, la conduite de véhicule, la vision de l'espace et du temps se structurent fortement selon ce climat qui renforce le principe de dualité intérieur/extérieur. C'est au mois de mars qu'est ressenti le changement climatique, car le froid qui entourait le corps le laisse désormais retomber dans l'apesanteur après l'avoir longtemps tenu en épouse, passant la main à une douceur éprouvante. Le dualisme saisonnier définit un mode d'adaptation dans lequel l'adepte des quatre saisons ne se retrouve guère. Une autre dualité jour/nuit indique que l'activité ne cesse jamais complètement mais transite, et subit une métamorphose pour laquelle la nuit est garante d'actions transgressives ou amORAles illuminant les déboires de personnalités.

Le soleil se lève vers 7h du matin et se couche vers 15h30 en hiver. Le soleil se lève avant 3h00 du matin et se couche vers 20h00 en été, entraînant une activité ininterrompue parmi laquelle les vieillards pratiquent leurs exercices physiques au lever du soleil alors que d'autres ne sont pas encore couchés.

Nous dénombrons trois rythmes d'activité sur le territoire : un rythme d'intensité moderne (capitaliste) des quartiers centraux, un rythme intense, moderne et traditionnel des quartiers populaires, et le calme des quartiers résidentiels plus reculés. Cette configuration était moins pertinente jusque dans les années 1990, car le régime d'existence de la population

était très homogène au sein des quartiers ouvriers. Il existait très peu de véhicules automobiles et de routes bitumées. La population se déplaçait à l'aide de bus mis à disposition par les unités de travail, ou sur des charrettes tirées par des chevaux.

I.2.1 Les quartiers centraux et « périphériques »

En fonction d'une mise en rapport entre matériaux historiographiques et description personnelle, nous traçons ici l'évolution des dynamiques globales ayant cours sur les espaces centraux de *Daoli qu* et *Nangang qu*, pointant ainsi quelques logiques immanentes qui ont pour but d'améliorer la compréhension de la situation de «gù xiang ».

Ces centres villes ne sont pas l'apanage de tous mais en sont des maîtres mots assignés. Les habitants de « gù xiang » s'y rendent exceptionnellement pour faire des achats qu'ils ne peuvent pratiquer ailleurs. Les habitués de ces lieux possèdent un niveau socio-économique moyen ou élevé et adhèrent à des modèles de consommation. Cependant, outre des résidents issus des classes moyennes et supérieures, qui logent souvent dans les résidences situées le long de la rive sud de la rivière *Songhua*, des gens modestes circulent ou vivent à peu de distance.

Les quartiers ayant véritablement pris forme avant la libération étaient déjà *Nangang*, *Daoli* et *Daowai* (*Guxiang* était un bourg voisin). *Nangang* et *Daoli* se disputent désormais les attirances des passants en s'appuyant sur l'historicité d'anciennes églises qui leur donne un indéniable cachet esthétique. Ces trois quartiers sont d'ailleurs délimités par la station ferroviaire, qui est une des frontières physiques et symboliques majeures de la ville, avec la rivière *Songhua*.

DAOLI

La population de *Daoli* compte 44756 habitants en 1903 alors que la ville entière compte 70 000 habitants. À l'époque, le quartier correspond au territoire actuel de son centre qui est un des foyers historiques. Le nombre d'habitants est de 63753 en 1912, dont 37,14% de chinois, soit 25 458 personnes. La présence des chinois dans le quartier augmenta constamment, jusqu'à atteindre plus de la majorité de la population en 1916 (50,67%).

Aujourd'hui on compte 72 7000 résidents dans le district *Daoli*, dont 582000 résidents confinés au territoire urbain. Son territoire central, autrefois appelé « Pristan » par les russes,

¹⁸ La température n'a pas dépassé -28° à l'hiver 2007-2008 mais elle est descendue à -38° à l'hiver 2009-2010.

est un centre touristique où l'activité repose essentiellement sur la consommation. Les boutiques (objets, vêtements, parfums, alcools) s'étalent le long de la *Zhongyang jié*, aussi appelée *China Street* ou *Central Street* en 1901. Dans cette rue pavée des sculptures de glace sont acheminées à l'apparition du grand froid. Un sentiment d'incitation à la consommation est favorisé par la présence de vestiges comme l'église orthodoxe Sainte Sofia, attraction phare restaurée au début des années 1990, après sa destruction pendant la Révolution Culturelle. L'architecture russe omniprésente (dont l'un des fleurons est le parc Staline) contribue également à cette atmosphère propice à la consommation. *Zhongyang dajie* amène au parc qui borde la rivière *Songhua*. Des péniches viennent s'y accoster et des résidents y pratiquent le patin à glace en hiver. Cette grande artère attire majoritairement des jeunes, catégorie sociale la plus réceptive à la mode et à la grande consommation, mais également des couples en promenade, voire quelques vieillards.

La muséification du centre résulte d'une exploitation des traces historiques et mémorielles qui apportent une caution imaginative à la dépense d'argent qui repose aussi sur l'accumulation d'une dizaine de magasins, bars et restaurants agitant les attributs pittoresques du folklore de la Russie. Les russes effectuent des migrations temporaires pour acheter de la marchandise à prix réduit grâce à leurs devises. Comme dans le centre de *Nangang*, on observe une concentration d'hôtels où la clientèle est constituée d'étrangers nationaux et internationaux. A la figure de l'habitant sédentaire des quartiers pauvres s'oppose celle de l'homme de passage évoluant dans les quartiers de grands commerces.

Ces espaces centraux amènent à eux une masse d'individus qui s'identifient moins aux appartenances traditionnelles ou classiques (famille, ethnie, classe sociale...) qu'aux signes d'une consommation « mondaine, libidinale, et marginale ». Il advient cependant que des quidams flânent dans le secteur sans consommer. Ces derniers consomment alors la représentation des lieux et celle qu'ils s'y font d'eux-mêmes. Nous sommes ici confrontés à un phénomène similaire d'ouverture au marché économique du désir décrit et analysé en France par Michel Clouscard. La réalisation de ce processus prend des formes différentes en Chine (soulignons la particularité de la lutte contre la pornographie sur internet) mais la terminologie de l'auteur reste efficace pour appréhender ces enjeux de transformation par la mise en place d'un Potlatch généralisé et permanent¹⁹.

¹⁹ Michel Clouscard (1981) use du concept de Potlatch pour montrer que le Plan Marshall a eu pour fonction objective de permettre, après guerre, l'apparition d'un phénomène d'initiation extrême à la civilisation capitaliste, ayant pour corollaire la destruction des mentalités et des infrastructures de la vieille France rurale et prolétaire. La contrepartie réelle et symbolique de ce don des américains est selon lui l'extinction de la culture

Le centre de *Daoli* est un endroit où s'exprime pleinement cette conversion à la civilisation capitaliste. L'accroissement des festivités de Noël qui y sont organisées en est une illustration exemplaire. Cette conversion ne peut être comprise en dehors des effets de la politique de l'enfant unique sur la formation d'un nouveau type de personnalité qui s'incarne chez l'enfant jouissant du statut privilégié de « *petit empereur* » (小皇帝, xiaohuangdi), objet de toutes les attentions et gémissements parentaux. Si les chinois n'embrassent pas la figure du consommateur à la mesure des occidentaux pour des raisons sociodémographiques déterminants le développement d'un individualisme spécifique²⁰, les rapports sociaux tendent toutefois à se recomposer selon ces modèles de l'aliénation.

NANGANG

Nangang est historiquement le quartier le plus russo-européen. La cathédrale Saint Nicolas y fut construite en 1899 et des consulats étrangers s'y établirent à partir de 1907. La population n'incluait que 17,3% de chinois en 1913, mais suite à la reprise du contrôle du territoire par les chinois, ce pourcentage s'éleva à 47,3% en 1929.

Nangang possède la superficie la plus étendue avec une densité de population supérieure à *Daoli*, qui abrite un grand nombre d'espaces inhabités vers le secteur de la rivière. 932 174 personnes résident dans le quartier. La partie principale de l'université *Ha gong Da* se situe dans ce quartier. De grands magasins et des banques (agricultural Bank of Harbin, international Bank of Harbin...) pullulent à proximité, sur l'avenue *xidazhi jié*, aussi appelée *West Big Street*. Elle contraste avec les ruelles où s'agglutinent les stands et les marchés quotidiens et où se vendent poissons frais, épices, confiseries, viandes, gadgets, vêtements, etc. Les enseignes de petits commerces, les stands de réparation (vélo, téléphone portable...) et de revente de matériaux animent les trottoirs des rues périphériques. La rue ouvre sur une vision théâtrale du déroulement de la vie quotidienne qui se nourrit du contraste entre la largeur de la chaussée et l'étroitesse relative des trottoirs, amplifiée par la multiplicité des sons, des images et des odeurs (marche des passants, vieillards qui discutent au coin de la

française désormais asservie aux modèles de la consommation capitaliste USA. Il écrit : « le plan Marshall est bien l'acte étymologique de notre modernité. Son rôle est fondamental. Dans l'immédiat après-guerre, il a greffé une économie de l'abondance sur une économie de la rareté, de la misère même. Et il a greffé le modèle américain culturel dans une société traditionnelle, rurale. Cette acculturation radicale a autorisé ainsi un phénomène radicalement nouveau : l'immanence de l'économique et du culturel...la modernité sera l'immanence de leurs rapports d'expressions. Le culturel sera l'expression des besoins idéologiques du marché. » (Cloucard, 1981 : 29).

rue, appels multiples des vendeurs, bruits métalliques, klaxon incessant, fumées de pots d'échappement,...). L'entrée des échoppes de commerces se superpose au trottoir et renforce encore l'impression d'activité.

Les façades des habitations sont vieilles, grises et délabrées. Ji, étudiante à l'université de *Ha Gong Da*, justifie cette apparence en affirmant que Harbin est la ville traditionnelle chinoise par excellence, en aucun cas comparable avec Shanghai. Elle explique la vétusté des habitations en invoquant l'absence de guerre durant le siècle dernier.

Jusqu'aux années 2000, la municipalité de Harbin allouait un faible budget aux travaux de construction, et préférait favoriser une politique de réparation momentanée, dans le but d'ajourner les grands travaux et les grandes dépenses. Exemple frappant, l'eau a coulé du radiateur de ma chambre pendant un mois. Une dizaine d'ouvriers sont passés pour innover en remèdes inutiles tel que celui d'entourer le point d'origine de la fuite avec du fil ou du scotch. Les propriétaires de petits commerces (restaurant, salon de coiffure) changent régulièrement de locaux. Les repreneurs entament alors des travaux qu'ils terminent généralement au bout de quelques jours.

Nangang abrite une petite bourgeoisie constituée d'étudiants, d'enseignants et d'employés mais aussi des foyers populaires (restaurateurs, vendeurs, artisans ou ouvriers...) qui, s'ils ne vivent pas toujours dans le quartier, y travaillent. Les étudiants participent à la hausse du niveau de vie alors que des fractions de la population très pauvres logent dans des bidonvilles situés à l'entrée de décharges situées vers le sud. Ces travailleurs migrants sont payés à ramasser des déchets qu'ils brûlent pour quelques sous.

Ce quartier est également la terre d'accueil des grandes boutiques de luxe (bijouteries, boutiques de mode...), du plus grand hypermarché *Carrefour*, (deux autres se situent près de *Guxiang* et au Nord de *Dongli*²¹), mais aussi d'écoles et d'hôpitaux (dont un hôpital musulman). Hôtels, bars, discothèques se situent au centre de *Nangang*. Trois églises respectivement orthodoxe, catholique et protestante contribuent à son prestige architectural. Une statue de Mao culmine et avoisine un monument dédié à la libération sur *xidazhi jié*. Les temples bouddhistes et le temple confucéen construits dans les années 1920 se situent à l'est de la ville. Ces temples sont des lieux touristiques où les adeptes viennent également se recueillir.

²⁰ Comme l'écrivent Lee et Feng : « la transition chinoise est le résultat d'une conscience collective renouvelée » (Lee et Feng, 200 : 193), et non le résultat des prises de décisions individuelles comme pour le modèle occidental.

Nangang est le véritable centre économique de Harbin alors que le centre de *Daoli* en est le plus touristique. Les logiques de structuration de l'espace et de l'activité selon la technique d'exploitation de l'imaginaire rappellent celles à l'œuvre à Paris, Lille, Barcelone ou Rome et beaucoup d'autres villes d'Europe. Cette uniformisation culturelle déjà déplorée par l'ethnologue Jean Lévi-Strauss dans son ouvrage « *Tristes Tropiques* » il y a 50 ans tend à araser les altérités authentiques. Mais des synthèses spécifiques persistent néanmoins, et en Chine beaucoup de citoyens justifient leur individualisme au nom d'un athéisme hérité du marxisme.

Dans mon journal d'enquête j'écrivais d'ailleurs à ce sujet : « *Le lendemain de mon arrivée, je vais me faire enregistrer auprès des services de police. Liu, qui s'occupe de mon accueil, me montre les deux grandes places de la ville en précisant que tout y est trop cher pour elle contrairement à moi. Je fais un petit signe mitigé de la tête. Elle parle de trois églises bien que de manière révélatrice elle recherche le mot « Church » qu'elle a oublié malgré son bon niveau d'anglais. Je demande si des gens s'y rendent encore ou si celles-ci font uniquement office de monuments. Elle ne sait répondre et ajoute ne pas comprendre qu'on puisse croire en Dieu tout en concluant « but i believe in myself ».*

Le secteur de l'université est pourtant marqué par une riche « diversité » ethnico-culturelle et religieuse. La présence de musulmans est notoire au regard du nombre de restaurants tenus par des représentants des minorités *Hui* et *Ouighours*. Lors de mon enquête, j'ai ainsi observé qu'une famille originaire du Xinjiang vendait des galettes de pains près de l'Université par l'intermédiaire des deux fils Abdallah et Ahmed accolés au fourneau toute la journée. Une autre famille ouïghour tenait également un commerce de grillades où travaillaient le père et la mère, le fils aîné de 21 ans, sa femme originaire d'Ouzbékistan, leur cadet de 14 ans et leur nouveau né. De manière plus étonnante encore, un syrien avait ouvert un restaurant de spécialités orientales juste en face du campus. Trois autres restaurants situés à proximité sont tenus par des musulmans *Hui*. Ces commerces se multiplient avec l'accroissement des effectifs d'étudiants étrangers venus de pays à culture musulmane (maliens, Guinéens, pakistanaï, algériens, marocains, yéménites, ...).

La présence musulmane est particulièrement visible lors de la prière du vendredi lorsque les pratiquants se rendent à la mosquée de *Xiangfang*, plus fréquentée que la grande mosquée de *Daowai*, vieille d'un siècle et financée par l'Arabie saoudite (selon les dires de

²¹ Peu d'habitants avaient connaissance de l'affiliation française de ces magasins avant la polémique lancée en avril 2008 sur la question du Tibet par le Président de la République Française Nicolas Sarkozy et son Ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner.

Chapitre I : la ville de Harbin

l'Imam local). L'existence d'un restaurant universitaire cuisinant la nourriture dans le respect du rite musulman témoigne de la politique de discrimination positive appliquée aux minorités nationales. Cependant les pratiques religieuses divergent selon l'origine des musulmans. Beaucoup de chinois musulmans ne respectent pas l'interdit de l'alcool par exemple. Etre musulman agrège l'individu à une communauté religieuse locale culturellement hétérogène. Ainsi, un musulman malien se sentira souvent plus proche d'un français ou d'un africain catholique francophone que d'un musulman pakistanais²².



Mosquée du quartier *xiangfang*

²² Un étudiant en mathématiques de nationalité malienne, musulman, d'ethnies bambara et peul, qui vivait dans une chambre voisine de la mienne, me décrivait l'implantation massive de Pakistanais au Mali en expliquant que lorsqu'un pakistanais cherchait à le convertir, il répondait: « *bon écoute, je sais que dieu existe, je fais ma prière, après le reste...Ce n'est pas mon problème...Je ne comprends rien à ces histoires de branches* ». Parallèlement, à l'université de Harbin, les étudiants évangélistes chrétiens américains organisaient de manière très active des réunions d'initiation à la prière et essayaient de convertir les étudiants chinois et étrangers sans avoir accès à de véritables lieux de culte.



Mosquée du quartier *daowai*

DAOWAI

Autrefois appelé *Qinjiangang* ou *Fujadian*, le quartier Daowai se situe dans la frange est de la ville de Harbin. La population y était chiffrée à 45 000 habitants à ses débuts. Les activités commerciales étaient assez peu développées dans ce quartier où les habitants chinois, bien que majoritaires, étaient perçus comme des résidents subalternes²³.

De *nangang*, le bus 107 traverse le territoire de *Daowai* jusqu'au terminus de *Beixin jié* proche de la rivière *Songhua*. De ce côté, des appartements se construisent sur un énorme chantier, les vieillards viennent y ramasser des déchets sous les friches, alors qu'une ancienne église catholique surplombe le terrain. En arrière fond, de grandes cheminées d'usines s'imposent au regard. Une route longe la rivière et mène à un carré d'immeubles près duquel un carrefour donne sur une allée où sont souvent postés des hommes qui trônent sur leurs motos et portent de longs manteaux vert kaki et des casquettes (ou Chapka). Les rues y sont sales. Dans cette parcelle de territoire, on trouve deux écoles primaires et une école de police. Vers l'Ouest, une voie de chemin de fer laisse apparaître une lignée de baraquements alors qu'au loin des ouvriers travaillent sur un chantier de construction derrière lequel on entrevoit une grande roue. La traversée du quartier mène rapidement de ruelles crasseuses et coupées du monde au bruit et à une forte animation populaire.

²³ James Carter remet en cause les travaux des premiers historiens d'Harbin qui épousent une vision « russe » et omettent le développement d'une classe de commerçants et d'hommes d'affaires chinois.



Eglise catholique du quartier *Daowai*

Song bei, xiangfang et *donglî* sont des quartiers apparus plus tardivement.

XIANGFANG est un quartier subdivisé. Son centre est le foyer administratif historique de la ville. Composé de buildings et de logements récents, traversé par de larges avenues et une forte circulation automobile, est un lieu froid, moderne et insipide où les loyers sont très élevés. Une des rues en vogue est d'ailleurs appelée « la rue de la corruption » car le luxe s'y étale ostensiblement (voitures et vêtements de grande marque, restaurants cossus...) aux yeux d'une population qui n'ignore pas que les individus fréquentant cette rue le peuvent souvent grâce au détournement d'argent public.

SONG BEI est le quartier nord qui se situe au-delà de la rivière *Songhuajiang*. A la fin des années 1980 commençait la construction d'une route partant au niveau de la rivière afin de desservir *Song Bei* où se sont installées usines, entreprises de nouvelles technologies, l'Université Normal supérieure du Nord ou encore plus récemment les locaux de la municipalité, ainsi que les attractions du festival de glace et le parc *Tai yan dao*.

DONGLI occupe le sud de la ville et fut aménagé après la libération, afin d'accueillir de nouvelles industries dans les années 1950. Les lignes de bus 55 et 23 traversent le secteur et *songda donglî jié* en est l'axe principal. Le centre du quartier se résume par l'existence d'un vaste rond point ceint d'une zone commerciale et d'un hypermarché Carrefour. Aux confins sud-est, entrepôts et usines de fabrications cohabitent. Sur le côté ouest, l'institut des langues étrangères, à proximité de petites ruelles, ouvre sur des baraquements. Au sud enfin, d'anciennes habitations sont détruites et des minibus permettent de quitter la ville.

I.2.2 Morphologie de l'altérité et des phénomènes sociaux

Dans différents quartiers il est possible de croiser des marginaux dont on peut dire deux mots. Bien que la délinquance soit peu visible à l'œil d'un étranger et qu'il règne un climat de sécurité presque total sur l'ensemble du pays, des conflits ou bagarres éclatent régulièrement au sein de l'espace public. Les motifs de ces troubles peuvent aller de la dispute pour une place assise dans le bus à un conflit entre acheteur et vendeur, aux bagarres entre adolescents ou aux agressions en discothèque (plusieurs bars de la ville ont ainsi été fermés en 2008 par les autorités suite à des agressions, au cours desquelles un homme avait trouvé la mort et un étudiant moscovite avait dû être hospitalisé un mois durant après avoir été poignardé).

Mendiants et nécessiteux vagabondent dans le centre de *Nangang*. Les attitudes des mendiants de Harbin sont spécifiques, car si en France ces derniers se contentent le plus souvent d'appeler à la charité de manière plus ou moins insistante et à visage découvert, les méthodes employées ici sont plus troublantes. Cachés par un voile ou une cagoule, agenouillés, têtes baissées, la plupart des mendiants expriment par de petits gémissements la honte que leur inflige leur statut. Certains passants donnent de l'argent, d'autres portent un regard de compassion, de surprise latente, ou d'indifférence.

En l'espace de quelques années, ces figures d'exception ont vu grossir leurs rangs. De plus en plus de vieilles femmes ou des jeunes hommes sont frappés de plein fouet par la misère (tant physiquement que psychologiquement) et se voient réduits eux aussi à la mendicité et à l'errance. On en croise régulièrement du côté de *Guxiang*. Certains s'improvisent agents de la circulation sur les grands axes au péril de leur vie et mettant en danger celle des automobilistes et des piétons. Il arrive aussi que d'autres défèquent en pleine rue au vu de tous les passants, sans chercher à se dissimuler. Cette pauvreté alimente aussi la prostitution qui bien que strictement interdite par la loi chinoise, se pratique subrepticement dans les salons de massage. A cette prostitution s'ajoute celle, implicite et/ou indirecte des jeunes femmes qui se font les maîtresses entretenues d'hommes mariés aisés.

La « coutume » veut que les prostituées « rôdent » du côté des gares ferroviaires (ou des parcs) près des hôtels où la clientèle étrangère peut consommer leurs services loin du domicile privé. A Harbin, certaines « filles de joie » se rencontrent dans les bars ou les « bordels » maquillés en hôtels. Ces femmes se distinguent par un excès de maquillage et portent des vêtements aguicheurs dans le but d'attirer les regards. Harbin était historiquement déjà « réputée » pour ses lieux de prostitution dans les années 1920. Une légion de bordels à

l'intention des visiteurs avaient pignon sur rue dans les quartiers *daowai* et *daoli*, près de la gare, entre "Fujin jié" et "Qiantang jié", où l'on ne comptait pas moins de dix lieux dévolus à la prostitution, pour la plupart des hôtels: « Heavenly Happiness Hall », « Lucky and Merry Hall », « Golden Sage Hall », and « Richness Hall » » (Soren et Thogersen, 1995).

L'espace urbain renvoie à des codes génériques. A Harbin, les phénomènes d'interaction sont spécifiques de par la faible présence d'étrangers non asiatiques, qui sont en plus relativement peu visibles dans la mesure où ils mènent une vie d'expatriés dont le quotidien est cloisonné à l'intérieur des universités et des lieux « réservés » aux étrangers. L'homogénéité ethnique à laquelle la population locale est habituée puise son corollaire dans le sentiment national qui s'est construit sur la crainte des populations barbares hostiles à l'Empire. « Métropole internationale » ne se conjugue donc pas automatiquement avec « melting pot » à l'image des villes occidentales. Les résidents locaux sont habitués à voir des mongols, des musulmans d'Asie centrale ou des descendants d'ethnies asiatiques. Par conséquent, l'étranger non asiatique déambulant dans la rue est régulièrement observé à mesure que les croisements ininterrompus avec les passants favorisent ce type d'identification par le regard. Il arrive qu'un passant local attarde son regard et scrute intégralement l'étranger de haut en bas. Le plus souvent, aucune défiance ne réside dans les regards qui attestent plutôt d'une extrême curiosité invitant à l'expérience d'un exotisme partagé.

Le cas des africains donne plus de résonance encore à ce propos. La présence de ces derniers est de plus en plus massive, résultant d'accords et conventions multiples entretenus par la Chine avec de nombreux pays du continent africain. En leur présence, les autres étrangers deviennent banals et les locaux s'assimilent au blanc. Certains disent avec innocence : « oh regardes, ils sont noir, lui il est noir ! ». Lorsqu'un homme noir maîtrise la langue, c'est à peine si dans un premier temps ce dernier ne paraît pas encore plus étrange tant le phénomène est rare pour la population. Mais la présence des africains tend à se banaliser lentement. Ces observations interrogent les classifications qui interviennent dans l'expérience d'altérité. Le rôle influent de médias est évident car l'étranger est accessoirement celui qui est vu à la télévision (le tout étant de savoir si le noir en question est le noir américain que l'on peut voir dans les films).

La structure des espaces centraux décrits favorise également une mise en scène de l'altérité en prise avec une foule frénétique et bruyante. Les rapports humains sont réifiés sous le poids de la société marchande où l'exotisme devient une plus-value relative dont le vecteur intrinsèque de sublimation est mis au service de la consommation d'objets. L'étranger est

associé et identifié aux marques de vêtements qui l'habillent. Finalement, l'étrangeté ne s'estompe jamais véritablement puisqu'elle se croise à l'anonymat urbain qui renouvelle ce statut à cycle régulier. L'étranger parfois starifié, pris en photo, est en même temps mis à distance et figé en stéréotype. Tenir des relations en surface vaut également dans la manière de gérer les relations entre locaux. Elle est ici renforcée.

Une partie importante des activités tertiaires sont implantées dans les centres par l'intermédiaire des grands commerces et des agences bancaires. A l'extérieur des enceintes de l'économie de masse, les entreprises du secteur secondaire, les petites entreprises et petits commerçants ordinaires renvoient à une réalité sociale plus classique. En marge du territoire urbain, le monde agricole reprend progressivement ses droits. Le rapport espace/économie se traduit donc par une désertification progressive, à mesure du continuum espaces centraux-périphérie intermédiaire, continuum qui se matérialise par le passage des buildings et grands commerces aux immeubles d'habitations et commerces de quartiers. En marge, on retrouve des baraquements associés aux activités de récupération.

Ainsi, ce qui vaut pour la structure d'ensemble vaut pour la structure de petite échelle et nous avons donc affaire à des mouvements de concentration et de rotation du paysage plus qu'à des blocs unitaires juxtaposés. Dans ce dispositif, les ronds points automobiles sont des satellites qui relayent la logique globale à des échelles plus réduites, comportant de plus petits espaces centres, de plus petits immeubles et de plus petites marges. Cette logique se croise aux lignes de forces qui perdent en intensité à mesure qu'on s'éloigne des centres globaux. Ensuite s'inversent les lignes de forces qui se métamorphosent en « ligne de faiblesse ». Communément, les centres font exister une marginalité et la réciproque donnent forme au tissu urbain. Le centre tend à grossir, écraser et repousser les autres espaces, les rendant étranger au nouveau style de vie moderne. La logique grandissante de cette domination aspire la qualité sociale des espaces intermédiaires, happant une visibilité usurpée en définitive.

En ce qui concerne les dynamiques de déplacements et de circulation, cinq variables influent minimalement sur la vision et l'usage de l'espace urbain : la situation du domicile, la situation familiale, la situation professionnelle, l'âge, le mode de locomotion. Ces indicateurs configurent la matrice de la praxis urbaine. Pour des raisons économiques, les moyens de transports principaux sont la marche à pied et le bus dont le réseau est important. Le vélo et la moto sont utilisés bien que le verglas et la neige limitent les possibilités. La construction du métro, pas encore terminée en 2010, intensifie le trafic automobile à des endroits clés de la

Chapitre I : la ville de Harbin

ville et obstrue l'accès à des axes majeurs. Suite à cette construction, Harbin devrait passer au statut de municipalité spéciale vers 2015.

L'automobile reste réservée à une minorité même si de plus en plus de ménages en possèdent une. A ce titre, les autorités ont voté une loi à l'été 2010, qui interdit l'usage de l'automobile pendant un jour de la semaine qui est imposé en fonction du numéro de la plaque d'immatriculation. Ce qui peut paraître comme une mesure suffisante pour la ville de Harbin ne l'est pas pour Pékin qui a été désignée comme la ville la plus embouteillée du monde. Les chauffeurs de taxi sont épargnés d'appliquer cette mesure afin de ne pas nuire à leur source de revenu. Si prendre le taxi est chose courante, son prix reste élevé pour les plus modestes, mise à part s'ils se regroupent à trois ou quatre personnes pour payer une même course.

Après avoir présenté la ville de Harbin dans laquelle se trouve le quartier de la communauté qui nous intéresse, dans un second chapitre, nous allons procéder à la présentation de ce dernier et nous rapprocher de notre objet.

Chapitre II : le quartier *Gu xiang*

Ce chapitre est consacré à la monographie du quartier “gù xiang” et à la description du territoire de la communauté de la rivière²⁴ et de sa population, avant de présenter dans le chapitre suivant le parcours plus précis d’un échantillon de familles de la communauté.

II.1] L’histoire locale

Ce récit des grandes lignes de l’histoire locale résulte du recoupement entre les informations relayées par les résidents et ceux compilés par l’administration dans l’ouvrage « Daoliquzhi ». Nous nous sommes procuré celui-ci auprès de la mairie du quartier *daoli* qui se situe actuellement à « anhuajie » dans le secteur de « Anzipian ».

Il est admis que « Gu xiang » est l’espace originel de Harbin et représente une subdivision du district *Daoli*. « Gu xiang » est une entité qui garde ainsi une relative indépendance. Autrefois son appellation était « Gu xiangcun ». « Cun » renvoie à la « campagne » et « Gu xiang » signifie « pays natal ». Dans les années 1930 ce bourg intègre Harbin sous l’influence des japonais. La vie menée est alors paysanne et traditionnelle. Avant 1949, les autorités utilisaient le terme de « Pinminku » pour désigner « le trou où vivent les pauvres ». Aujourd’hui encore les habitants utilisent ce terme.

Son territoire fut un site archéologique très exploré dans les années 1920 et l’histoire officielle raconte que le territoire était déjà occupé aux environs de 2000 ans avant JC. En 1234, les mongols détruisirent toutes les villes et le territoire devint ainsi vide et désert. A partir de 1650, sous l’égide de la dynastie Qing, des paysans s’y installèrent de nouveau. Au début du XIXème siècle, le gouvernement commença à se soucier du développement de l’agriculture dans cette région et autorisa des sujets d’ethnies Han et Man (ethnie Manchoue quasiment disparue car intégralement assimilée aux Han après la chute de la dynastie Qing) à venir peupler les terres. Dès cette époque, des villages se formèrent et se développèrent.

Au milieu du 17ème siècle, des sociétés de pêcheurs sous tutelle du gouvernement existaient. De 1860 à 1862, les paysans, pêcheurs et artisans du village se soulevèrent dans une lutte contre la politique fiscale et l’interdiction de pêcher dans la rivière du *Songhuajiang*.

²⁴ Le lecteur peut aussi se référer aux différents schémas placés dans la rubrique “plans” aux pages 229-231.

Le développement de l'industrie après la guerre de libération mit fin à l'activité de pêche en raison de l'augmentation du niveau de pollution de la rivière.

L'une des premières industries notables développées dans la région fut celle de la production d'alcool dont les prémices remontent à 1775. Cette industrie fut appuyée par des investissements étrangers et requit l'installation d'usines et d'ateliers. L'industrie des matériaux de construction occupait aussi une place importante. En 1909, le premier four servant à la constitution de matériaux ouvrait. Au milieu des années 1940, juste avant la libération, on comptait déjà une cinquantaine de fours au sein du centre de production des matériaux de construction de Harbin. En 1898, on trouvait également des ateliers d'artisanat. *Daoli* comptait alors trois petits quartiers : *futouqu*, *xinyangqu* et *Guxiangqu*. Le 28 avril 1946, le Parti communiste établissait le gouvernement respectif de ces trois quartiers.

En 1875, ouvrait la première école qui dispensait une instruction privée par un précepteur payé par une famille du secteur. Les écoles maternelles tenues par les unités de travail ou les « *tiedao* » apparaissaient plus tard avec l'école maternelle de l'entrepôt alimentaire ou encore l'école « *xinhua* ». La première école primaire s'appelait « la septième école primaire » et ouvrait en août 1925 par le biais de la location d'une maison. Elle existe encore aujourd'hui. De même, une école fondée en 1915 par des paysans coréens est toujours en activité. Elle passa sous statut public après la libération mais ne fait pas partie des trois écoles gérées par les services de l'éducation.

L'histoire locale compte des épisodes de mobilisation et de contestation qui ont participé au perfectionnement de l'organisation politique et sociale tout en façonnant un imaginaire local. Les habitants se mobilisaient contre l'impérialisme et le contrôle des russes dès 1900 alors que trois décennies plus tard, on assistait à de nouvelles mobilisations sociales dans le quartier lorsqu'en mai 1931, des ouvriers de deux ateliers de production d'huile nommés « *Deshunfu* » et « *Xiechangyong* » faisaient grève pour une augmentation de salaire et entraînaient le suivi des ouvriers d'une quarantaine d'ateliers.

Quinze ans plus tard, mille habitants se constituaient en tribunal dans le but de juger un traître à la nation exécuté au fusil le jour du 14 juillet 1946. En octobre de la même année, le gouvernement de Harbin nommait le premier président du quartier alors que se mettait en place les comités du quartier (*jiegongsuo*) qui possédaient alors un pouvoir plus important qu'aujourd'hui. En mars 1947 commença la réforme agraire qui se termina quatre mois plus tard. Le 10 septembre de cette année, tous les paysans du village « *kaoshan de guxiang* » écrivirent une lettre au président Mao dans laquelle ils affirmaient avoir réussi la réforme agraire et vaincu les propriétaires fonciers grâce au partage complet des terres. L'anecdote

veut qu'ils accompagnèrent la lettre d'un manteau, de bottes, d'une paire de chaussettes ainsi que d'un chapeau dans l'esprit de l'administration des lettres et visites, qui permettait la communication entre les plus hautes instances du pouvoir et les peuples locaux.

Dans cette période de formation du nouveau régime, le pouvoir cherchait à façonner une structure administrative adéquate et efficace. La structure standard comptait quatre *jiegongsuo* : « *anmin* », « *qianhe* », « *kan an* » et « *anyang* » qui découpaient le quartier en quatre secteurs et cinq comités de village : « *banlacheng* », « *xuejiacun* » (qui signifie que le nom de toutes les familles de ce village est « *xue* »), « *xiaojiacun* », « *jianghua* », « *kaouchang* ».

En 1948, le « *jiegongsuo* » fut donc remplacé par le « gouvernement de secteur. » On passa de quatre « *jiegongsuo* » à sept « *jiechangfu* » dans la partie citadine, et du côté rural, de 13 « *jiegongsuo* » à 24 « *jiechangfu* ». Un an plus tard, tous les « *jiechangfu* » étaient supprimés.

En Mai 1949, le gouvernement local commençait à réorganiser l'attribution des numéros de porte des maisons et mettait en place plusieurs dispensaires dans la campagne de « *gù xiang* » à l'intérieur desquels était installé un médecin formé à la médecine occidentale et aux techniques d'accouchements.

Des coopératives ouvrières se développèrent aussi dans la période volontariste du « grand bond en avant ». Des maisons étaient réaménagées en ateliers et transformées ensuite en usines. Par exemple, l'usine de chaussure « *longbin* », l'une des quatre usines de chaussures les plus importantes de Harbin, fut créée via la mobilisation de douze personnes sans emploi. Dans huit villages du quartier furent ouverts des magasins d'Etat où les habitants venaient se procurer leur ration alimentaire.

A *daoli*, *xinyang* et *gù xiang* se mettaient en place, sous la direction des autorités, d'entreprises et d'institutions semi-privées, des centres de commerce de produits alimentaires, objets, où était également pris en charge le recyclage des matériaux. Les centres passèrent sous le contrôle d'une entreprise publique à défaut de rester sous celui des autorités de la ville. Au cours de cette même année, la prise en charge des activités de service fut répartie entre différentes entreprises.

Pendant l'occupation japonaise, le marché au poisson se trouvait à *gù xiang*. Le premier centre d'approvisionnement en légumes de la ville y fut ouvert en 1939. En novembre 1949, le comité de marchands du marché *xinhua* fut institué. Les petits commerçants devaient s'inscrire au comité afin de recevoir une licence des autorités locales les autorisant à commercer.

Les autorités distribuaient alors les certificats d'enregistrement aux propriétaires ruraux et organisaient le recensement et le relevé de l'état des maisons. De mai à novembre 1953, le premier recensement des populations était organisé dans les trois quartiers de Daoli. 5235 foyers furent alors comptabilisés sur l'ensemble des villages de *gù xiang* ainsi que 11598 maisons. Au même moment plus de 4000 personnes construisaient quatre fossés pour faire dériver l'eau de la rivière et protéger les fermes.

Gu xiang comptait 358 foyers de commerçants dont 138 vendaient des aliments et 66 tenaient des drogueries/quincailleries, 14 des boutiques de matériaux et d'outillage agricole, 25 des boutiques de grain (riz, céréales...), 17 des restaurants, 19 des pharmacies de médecine chinoise, 8 des boutiques de matériaux métalliques, 39 des boutiques de vente divers, 22 des salons de coiffures. Trois hôtels d'Etat furent également bâtis en 1958. Après la politique d'ouverture, plusieurs petits hôtels privés fleurissaient.

En février 1950, le gouvernement local mit en place un département du transport chargé de gérer la construction de trois routes menant à *Shuangcheng*. Le 14 décembre de la même année, la première réunion des représentants populaires eut lieu. Toute la population y choisit le président et directeur du quartier mais en réalité un nombre restreint de personnalités influèrent réellement sur le processus décisionnaire. On nomma également le directeur du Parti local.

En 1953, la frontière de l'Est fut élargie aux abords de la voie de chemin de fer de *xinyang*. En 1954, huit comités de quartiers étaient installés et en février 1955 le gouvernement local fut transformé en comité du peuple du quartier (*wen yuan hui*) pour symboliser la Chine populaire. En mars s'organisa la réunion des représentants qui élisaient le directeur local du Parti. 4 mois plus tard se formait un comité de la politique économique alimentaire dont la mission était d'économiser la distribution centralisée. On passait d'une distribution par foyer à une distribution par personne afin de remédier à l'injustice jusqu'alors pratiquée d'une même quantité reçue quelque soit la taille du foyer.

Dans la mesure où le quartier se composait essentiellement d'ouvriers, paysans, petits commerçants et pêcheurs, les infrastructures réservées à la culture telles que les théâtres et les cinémas étaient assez absents. Il n'a jamais véritablement existé de bibliothèques, librairies, agences de presse, maisons d'éditions de journalisme ou encore de galerie d'art.

Cependant, la direction de l'éducation de Harbin tenta de pallier à cette absence d'antenne culture par la création d'une Maison de la Culture dans l'année 1947. En 1948 s'ouvrait le 4ème Club des employés de *guxiang*. Ce Club d'Etat organisait des bals et des

projections de films. La plus grande chambre de photographie de *daoli* s'installait aussi dans le secteur en 1956 et la même année, la population locale amassa des fonds pour construire dans la « *xiangli jié* » (où réside la communauté de la rivière) un cinéma baptisé cinéma du peuple « *minhe* ». Il fut détruit en 1972 sur ordre de la direction des affaires culturelles du quartier qui reconstruisit en remplacement le « *gù xiang* cinéma » en 1973. Une poste avait été ouverte le 11 janvier 1937 dans cette même rue, avant de déménager en 1960 sur *gù xiang dajié*.

A l'époque de la domination japonaise, le quartier commençait à s'urbaniser, avec la destruction des habitats traditionnels et l'implantation de logements plus urbains. Les anciennes maisons comportaient un toit triangulaire. La façade offrait une fenêtre sur la gauche de la porte et une autre fenêtre au centre de la façade du toit. L'entrée des maisons était positionnée face au Sud afin de prémunir les foyers des esprits venant du nord bien qu'ici la situation géographique étant à l'extrême nord, cette croyance était peu prégnante dans l'esprit des résidents. Ainsi, contrairement aux maisons du Sud, il n'existait pas de porte à l'arrière des habitations pour laisser sortir les mauvais esprits. Quant aux sépultures, elles se situaient déjà en direction de l'ouest.

La prise de pouvoir du Parti communiste et l'adoption du système des unités de travail (*danwei*) entérina l'industrialisation du quartier qui devint ouvrier à plus de 95% à partir de 1955. Au cours de cette période de messianisation du prolétariat, les chômeurs ou marginaux se faisaient très rares. On comptait alors une dizaine d'usines. Au nord-ouest de la rivière se trouvaient l'une à côté de l'autre une usine de thé noir (*chengyanglou*) et une usine d'automobile. Au bout de *xiangli jié* était campée l'usine d'adhésif aux abords de la rivière. A « *Tianhe jié* » se trouvait notamment une usine d'alcool. L'est de *xianzheng jié* comptait une usine de charbon (*gongmeitangongsi*), une usine de glace (*lengku*) (entrées en fonction en 1956) et une usine d'aluminium (*luzhepin*). A l'angle de *xianzheng jié* et *Ai de Meng de lu* se trouvait également une usine de production de farine (*mianfenchang*) ainsi qu'une autre à quelques centaines de mètres. Au sud Est résidait l'entrepôt de marchandises ainsi qu'un réseau de voies ferrées qui servait à leur transport. Un entrepôt situé dans le même périmètre était réservé au transport de la farine jusqu'à la station de train, située à quelques minutes et qui permettait sa circulation. Cette ligne de chemin de fer appelée « *guxiangzhexian* » desservait les usines dont chacune possédait une voie dérivée. Seul l'entrepôt de grain était initialement concerné mais une dizaine d'entrepôts et d'usines y furent reliés par la suite. Hormis la gare centrale, celle-ci était la plus utilisée et comptabilisait plus de 10000 usagers

par an jusqu'à la libération. En raison du développement du transport routier et d'un nombre d'usagers en chute, cette gare devenue obsolète ferma ses portes au début des années 1960.

À l'ouest de *nangang*, non loin du quartier *New Town*, le Nord de *gu xiang* est bordé par la rivière du *Songhua*. Depuis la libération, la frontière Est se situe au niveau de « kan an lu », artère construite en 1933 et qui mène à *nangang*, *donglî* et *xiangfang*. À l'Ouest, la rivière « yun liang he » symbolise la frontière qui touche la ville de *Shuanshang*. La frontière sud est incarnée par la voie de chemin de fer qui mène à *Changchun*.

Le sud ouest du quartier est traversée par la route « Ai de Meng de lu » qui mène à l'aéroport. Son nom témoigne de la relation d'amitié qui lie Harbin à une ville canadienne dont l'une des rues est appelée « Harbin road ». Elle devient en 1979 la troisième voie principale appelée « Harbin feijichanggong lu » (*la route en direction de l'aéroport de Harbin*) après qu'à l'origine elle se soit appelée « Ji changlu ». Elle mesurait alors 13 km et c'était une route de campagne au sud-est de laquelle s'était constitué un carrefour où il était possible de trouver alcool, cigarettes, nourriture et une grande diversité de fruits, de marchandises et de combustibles. Sur cette route figurait également un lycée technique et une importante usine d'alcool. Cette dernière fut rebaptisée « hashuangchongxian » (*la route qui mène à Shuanshang*) en 1956. Elle se métamorphosa en un axe pleinement moderne lors de sa grande rénovation au début des années 1980, et se vit alors attribué le nom de « Ai de meng de lu ». Elle partait de « zhigongjié » pour arriver jusqu'à l'aéroport de Harbin dont la construction débuta en 1975. En 1985, le gouvernement de la province prit la décision d'améliorer cette route en investissant 12 millions de yuans dans un projet de construction qui fut achevé en 1987. Avant 1987, seul le bus de la ligne 5 se rendait dans le quartier. L'avenue fut à nouveau améliorée et élargie en 2010.

Aujourd'hui, au croisement de *gù xiang dajié* et *xiangzheng jiè* demeure le centre du quartier qui se matérialise par une place sur laquelle trône un centre commercial et un fast-food KFC que les vieillards occupent pour se réchauffer lors des journées d'hiver sans être contraints d'y consommer. Le matin, des sourds-muets et autres infirmes observent un identique rituel qui structure le début de leur journée en venant discuter ou juste s'y asseoir. L'hiver, ils y profitent de la chaleur, et l'été de la climatisation. Au printemps, des coiffeurs, des barbiers et des médecins s'installent au niveau de ces deux rues très animées.

Le boulevard « *Guxiang dajié* » (fondé en 1932) traverse le quartier d'Est en Ouest. Sa reconstruction débuta le 6 mai 1981. Suite à la libération, un nombre important

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

d'administrations s'installèrent aux abords de l'avenue. Grand magasin, postes, restaurants et pharmacies y prirent place massivement à partir de 1958. En direction des centres villes s'accumulent restaurants, boutiques et étalages (vêtements, DVD, CD).



Le centre du quartier

Au nord du quartier, un terrain vague se juxtapose à un axe routier en construction. Les habitants viennent s'y asseoir, faire de l'exercice physique (notamment les personnes âgées), ou pratiquer le cerf-volant. Sur *xiangzheng jiè* se succèdent également magasins, stands d'épices, de confiseries, de grillades, fruits et légumes et autres objets d'usage courant (gants, casquette, papiers toilettes).



De « Xiangzheng jiè » à « ai de meng de lu »



Croisement « xianzheng jié » et « ai de meng de lu »

Aux abords de « Ai de meng de lu », une agence Bank of China (*zhongguo yinghang*) et des petits commerces environnent la station de lignes de bus. La ligne 78 amène au centre de *nangang* en trente minutes ainsi que la ligne 63. La ligne 22 amène au centre de *daoli* en trente minutes également.

Un chemin conduit au marché local et permet d'accéder à des résidences d'habitations. Celui-ci est entouré d'immeubles sur une longueur de 150 m environ. Un petit restaurant où se cuisine de la soupe, une enseigne chinoise de restauration rapide et un restaurant traditionnel apparaissent en sortie de route. Un carrefour à droite définit une place avec un poste de police sur l'angle sud de *xiangli jié* où s'annonce l'entrée de la communauté de la rivière.

L'accès au secteur peut se faire en pratiquant d'autres itinéraires : il faut alors emprunter « *Tianhe jié* » qui est perpendiculaire à « *xianzheng jié* », prendre les escaliers situés 300 m à l'ouest sur « *ai de meng de lu* », puis emprunter un chemin situé 600 m plus loin vers l'ouest, via les chemins perpendiculaires à « *xianzheng jié* » au sud. La multitude des itinéraires démontre une certaine étendue du secteur de la rivière ; toutefois, comme dans le cadre des autres unités de travail, le nombre de points d'entrée est limité (Davis, 1995 : 2).

II.2] La communauté de la rivière

Dans cette partie nous nous appesantissons sur le secteur où vit la communauté de résidents. Ce secteur est traversé par une petite rivière appelée « ting he xiao qu » dans laquelle plus personne ne se baigne aujourd'hui. Elle délimite le secteur paysan et le secteur urbain des habitations où logent les résidents de la communauté.

Sur la photographie ci-dessous, on voit que des enfants jouent au bord de cette rivière qui passe sous « ai de men de lu ». Des escaliers donnent accès à la rue. Le tracé de l'usure du sol mène à un croisement (situé au niveau du point à partir duquel est prise la photo) où bifurque la rivière. Ce croisement desservait deux axes dont l'un menait au haut plateau urbanisé et l'autre au bas plateau ruralisé. Ces deux plateaux se situaient à des niveaux inégaux du sol.



A une centaine de mètres, l'accès au bas plateau se faisait par une route commerçante de village reliant « ai de men de lu » à l'entrepôt METRO où se vendait des produits alimentaires de marques étrangères en grande quantité.

Un pont peu commode surmontait la rivière polluée en bas de ce chemin. La première famille qui logeait en sortie de pont, vendait des CD, des livres à l'eau de rose, des DVD étalés sur deux longs châssis. D'étroits chemins conduisaient à des artères peuplées de commerces minuscules. Maisonnées et usines expiraient la fumée en arrière plan.

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

La rivière incarnait un dépotoir où les ordures étaient jetées. Certains déchets étaient toutefois ramassés et triés par des résidents qui les apportaient dans les centres de récupération et récoltaient ainsi un peu d'argent. Au niveau de la bifurcation, deux hommes amassaient quotidiennement des cailloux de charbon à la pelle alors qu'un vieillard avait installé un campement près d'un arbre, en ayant apposé et réparti des coussins sur les côtés d'un tapis rouge étalé au sol, et humanisé les lieux avec une lanterne et de l'encens (première photographie ci-dessous). Le cérémoniel du vieillard consistait à effectuer des allers retours entre ce lieu et une épicerie (seconde photographie ci-dessous).



Quelques dizaines de mètres plus loin, on pouvait observer l'existence de petits commerces à intervalle de cinquante mètres. Grands-parents et femmes tenaient la boutique en buvant du thé et en jouant au majong²⁵. Une rue pavée traversait l'ensemble de la partie ouest du secteur et, à mesure que l'on s'aventurait vers le sud-ouest, émergeait de façon ambiguë un univers paysan : fermes, poulaillers, chèvres, ânes, brouettes et plantations

²⁵ Le majong est un jeu populaire chinois qui se situe entre le jeu de carte et le jeu de domino.

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

disséminées. Des fourgonnettes bleues chargées de tonneaux remplies d'eau circulaient sur le territoire qui s'apparentait à un labyrinthe, avec ses multiples ruelles, impasses, renforcements camouflant la multitude des habitations. Voitures et taxis circulaient également dans le périmètre. Vingt minutes de marche en direction du sud donnaient accès à d'anciens entrepôts qui précédaient la voie ferrée aux abords de laquelle un vieillard était retiré pour vivre.

Les infrastructures étaient limitées, vétustes et délabrées. Le sol cabossé devenait glissant lorsqu'il gelait, et boueux sous la pluie, ce qui pouvait rendre compliqué le déplacement des résidents. Les habitations souffraient d'un manque d'isolation et étaient mal chauffées. Les odeurs d'urine et d'excréments entassés dans les fosses publiques remontaient lorsque le temps était chaud et humide. Pour cette raison, la saison préférée de beaucoup de résidents était finalement l'hiver. A chaque entrée de « concession » ou « hutong » était fixé un compteur électrique. Pour chaque quarantaine d'habitations on distinguait également une fosse publique faisant office de latrines. La séparation organisée en fonction de chaque sexe était matérialisée par un mur en briques recouvert d'un toit organisant la mitoyenneté. De chaque côté, cinq planches de bois orchestraient six intervalles qui permettaient à trois personnes de se positionner accroupie ou debout. Les mégots de cigarettes traînaient chez les hommes et les serviettes hygiéniques usagées chez les femmes.

De la route, les résidents pouvaient y être aperçus par les passants. Les jeunes hommes revendiquaient aimer s'y rendre entre amis, considérant que ces moments partagés renforçaient leurs liens. Les usagés n'avertissaient pas de leur entrée dans le lieu. Le sentiment de quiétude propre à l'usager solitaire n'était pas particulièrement recherché.²⁶ Au temps des anciens comités du quartier (« tiedaoban »), il était convenu que les habitants puissent se relayer en équipe pour vider les déchets avant qu'ils ne gèlent. Ce contrat ne fut jamais réellement respecté, et à la période de dégel, il arrivait régulièrement que la remontée des ordures entraîne un envahissement des rues. Une personne était en principe chargée par le bureau de nettoyer les toilettes et d'éduquer les gens à l'hygiène en faisant en sorte qu'ils ne jettent pas les ordures n'importe où. Il était toujours prévu que la fosse soit vidée par les habitants mandatés à cet effet et que chaque année les habitants se mobilisent collectivement afin de prendre en charge le traitement des déchets, mais cette procédure s'avéra inefficace et ne résolvait pas le problème d'hygiène publique. Le traitement des déchets n'était pas assuré du fait également du manque de camions mis à disposition pour leur transport. C'étaient donc

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

des particuliers qui s'en chargeaient ponctuellement en utilisant un « sanlunche » (三轮车, trois roues à pédale avec benne à l'arrière).

Les habitations ne comportaient pas de douche d'eau ou de baignoire. Pour faire leurs ablutions, les résidents se rendaient une à deux fois par semaine aux bains publics situés à quelques minutes à pied de nouveaux immeubles. Le tarif était de cinq yuans par personne. S'y rendre entre voisins était un moment de sociabilité important, notamment au cours de séances de mutuelles frictions au dos. Il était à cet égard possible de payer six yuans un agent des bains pour qu'il le fasse. Celui-ci lavait alors l'intégralité du corps avec un gant de toilette, y compris les parties et recoins considérés comme farouchement intimes en Occident. Vingt-cinq ans auparavant, le bain public de « guxiang » était le plus fréquenté de la ville et recevait environ 2000 personnes par jour.

Les habitations de la communauté étaient des « píng fáng » (平房, maison sans étages) comportant une porte d'entrée en fer et une fenêtre rectangulaire sur le côté gauche des façades. Les fenêtres étaient recouvertes de plastique en hiver. Moins larges que profondes, ces habitations de béton armé abritaient souvent une lignée de trois générations sous le même toit. Le délabrement progressif des habitations obligeait les résidents à bricoler des planches de bois pour couvrir le plafond extérieur, boucher des trous et renforcer l'isolation. Une maisonnée de ce genre coûtait entre cinquante mille yuans, c'est-à-dire près de cinq mille euros, pour une surface de plus de cent mètres carré, et quinze mille yuans pour une petite surface.



Matériaux déposés sur les toits pour protéger du froid

²⁶ Une illustration du rôle des toilettes sur les relations publiques entre individus de même sexe est retranscrit dans : « Zhou Mingui, monsieur pipi » in YIWU, Liao. *L'empire des bas-fonds*, Bleu de Chine, Paris, 2003.

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

Des escaliers extérieurs permettaient d'accéder à des appartements construits au dessus des maisonnées. Ces appartements fournissaient régulièrement deux pièces de quinze mètres carré loués à des migrants. A l'entrée d'un des ponts passant au dessus de la rivière, une famille louait trois chambres pour compléter son revenu. Les six membres de la famille dormaient dans la pièce du rez-de-chaussée pour libérer ces dernières. Un de ces appartements pouvait se louer cent-cinquante yuans par mois, c'est-à-dire quinze euros. Rarement munis de fenêtres, ces appartements proposaient une cuisine d'un mètre sur deux et une chambre de deux mètres carré.



Rue d'habitations sous la pluie

En face du poste de police se trouvait un salon de coiffure où se rendaient femmes et hommes. Les petits commerces familiaux voisins faisaient étalage des paquets de cigarettes, graines de tournesol et objets de brocante. Certains soirs, les résidents brûlaient leurs déchets sur la place et illuminaient les alentours. Les ordures jetées au coin des rues étaient repoussées aux extrémités du secteur sur les falaises ainsi transformées en décharges.

Quelques habitants possédaient une mobylette ou une moto qui offraient une échappatoire dans ces lieux d'une crasseuse austérité. Vers le milieu de l'après-midi où l'ennui se faisait fortement sentir, un homme était susceptible de prendre un de ses pairs à l'arrière de sa moto pour rompre la monotonie et d'allumer une cigarette en un simulacre d'activité. L'escapade était souvent de courte durée car elle se pratiquait sur un périmètre restreint. L'étendue du voyage était tributaire des moyens financiers pour acheter du carburant. L'entretien mécanique et le nettoyage de l'engin constituaient aussi des occupations. N'importe quel prétexte était matière à produire de la discussion aux coins des

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

habitations (bricolage, réparation). Les hommes jouaient au loto en achetant leurs billets à la boutique située près du carrefour de « ai de meng de lu jiè ». Les habitants regardaient la télévision : dessins animés, films et feuilletons populaires sur les chaînes locales. Beaucoup de ces films mettaient en scène les grands épisodes du récit national.

Les résidents cherchaient à assurer la satisfaction de leurs besoins quotidiens en développant une existence similaire à celle décrite par Oscar Lewis au sujet des familles mexicaines qui vivaient dans les *vecinitas*. Les résidus de morale maoïste pouvaient également colmater le désarroi et endiguer la frustration. (Rappelons que la consommation de Vêtements, les sorties, vacances étaient presque totalement absents de l'existence ordinaire). Jusqu'au milieu des années 1990, les mères tricotaient elles mêmes les sous vêtements et préparaient dès le mois d'octobre des plats salés (*xiancai*) très économiques pour l'hiver.

La domination japonaise a elle aussi imprégné l'histoire du secteur car chacun sait que les habitations furent reconstruites à cette époque. Ce référentiel pouvait symboliquement renforcer le sentiment d'être dominé. Ce que certains vivaient comme un stigmate, d'autres s'en faisaient les porteurs de mémoire. Ces derniers, fiers de leur appartenance, jugeaient que différentes générations avaient toujours vécu en bonne intelligence ici. Les parents apprenaient aux enfants tout ce qu'ils connaissaient au lieu de payer des professeurs particuliers pour le faire. De manière générale, tout adulte possédait un droit et un devoir de parole sur tout enfant ou cadet.

Mais nul ne pouvait contester la pesanteur de l'atmosphère : il n'était que d'observer ces groupes d'hommes occupant les coins des habitations avant de se repositionner, tels des statues qui attendraient de pouvoir bouger en se disant qu'un meilleur moment viendra. Ces patriarches déchus avaient toutes les raisons d'être abattus dès lors qu'ils échouaient quotidiennement à leur mission. Le fatalisme en chaîne était noyé dans l'alcool, abîmant un peu plus des visages déjà rongés par la maladie. L'absorption quotidienne d'alcool renforçait le comportement violent de certains qui ne se tenaient plus correctement au restaurant où ils se rendaient seul pour boire et finissaient par casser leur verre, crier sur les gérants, avant de lâcher un flot de vulgarités et d'insultes pour susciter l'énervement d'autres clients. Caractérisés par une morphologie sèche et rachitique, ce sont souvent des locataires de passage munis de peu d'attaches. Les femmes étaient les plus à même de calmer ce genre de situation.

II.3] Destruction et reconstruction passées

Jusque dans les années 1986-1987, le paysage du quartier était uniquement défini par la présence des « *píng fang* » alors que quelques années plus tôt il en était de même dans toute la ville, exception faite des demeures de style russo-européen. L'organisation spatiale de la Chine durant la période maoïste était fortement influencée par un idéal « généralisé » d'organisation urbaine. Chaque district de la ville était relativement auto-suffisant et tous les districts se ressemblaient au point de ne pas pouvoir se distinguer, assurant l'indispensable aux résidents : habitation, emploi, approvisionnement de subsistance, services de proximité, (Gaubatz, 1995 : 29).

Quinze ans plus tard, la redéfinition du paysage est arrivée aux portes de la communauté avec le lancement de la destruction des habitations en béton armé, vouées à faire place nette à de vastes et hauts ensembles d'immeubles d'appartements. Une partie de la population avait déjà été entraînée dans la vague du changement en 2003. Les habitants concernés avaient emménagé dans ces nouveaux appartements en 2004 et l'antériorité de l'accession aux appartements modernes avait logiquement suscité dans une frange inquiète des riverains une somme de considérations et de sentiments directement issus de cette situation de contraste aiguë entre deux univers²⁷.

Un grand nombre d'habitants valorisèrent les appartements modernes sans rejeter totalement les anciennes habitations, bien qu'ils les reconnaissaient laides, inconfortables et insalubres. Les résidents de chaque côté se connaissaient, s'observaient et restaient « destins liés ».

²⁷ Nous entendons par « univers », la totalité significative de la réalité incarnée par et pour la population. La structuration de cette totalité se fonde sur l'existence d'un mode de vie unitaire reposant sur un territoire donné, et une uniformité sociale orientée par le sens de l'histoire collective locale et nationale. En d'autres termes, c'est parce que la communauté participe des enjeux de son époque qu'elle endosse le rôle de sujet historique, non plus en qualité d'un prolétariat révolutionnaire « sublimé », mais comme acteur collectif œuvrant à une organisation sociale communautaire sous l'influence d'une culture populaire urbaine.

Comme l'écrit en effet Deborah Davis, après 1980, la dépolitisation de l'espace de travail et la dérégulation de la vie économique créa les conditions de l'émergence d'une culture urbaine « apolitique » qui se caractérise par le retrait de l'omniprésence de l'Etat et du discours politique au niveau de l'espace public (Davis, 1995 : 3).



Si aspirer aux nouveaux biens semblait évident même à ceux qui subissaient une appartenance par défaut, d'autres revendiquaient l'authenticité d'un mode de vie jugé archaïque par les autorités. Cette distinction recoupait les sentiments des locaux attachés à l'ancien mode de vie que promouvaient les maisonnières contrairement à d'autres qui ne possédaient pas de mémoire familiale des lieux. Cependant, tous pratiquaient le relevé des petites différences.

L'opinion de chaque « clan » de résidents reposait sur un antagonisme de perception. Aux uns le sentiment de rayonner par le biais de l'architecture moderne, aux autres la déception de l'entassement forcé. Les résidents des nouveaux immeubles semblaient ainsi être porteurs de dispositions comportementales conformes à une « sociabilité civilisée ». En opposition, ceux qui en étaient exclus demeuraient perçus comme les victimes d'un renfermement et d'une ignorance criantes. Cette vision imposait ses critères selon plus ou moins de résistance. Chacun jouait son rôle en endossant la vision qu'il croyait juste d'être embrassée, sans être néanmoins pleinement convaincu qu'elle soit une vérité définitive ou absolue. La flexibilité du doute confrontée à la rigidité des certitudes imposées renvoyait à des non dits.

La frontière entre ces deux mondes s'est matérialisée dans la juxtaposition des deux types d'environnement opposés, incarnant le reflet d'un miroir autoritaire qui devait indiquer à chacun la façon d'envisager les choses d'après l'interprétation qu'il dressait de son expérience de vie. S'il existait des aspirations à peu près communes à tous, seul certains y avaient accès. Dans ce contexte émergèrent des sentiments temporaires de convoitise, de jalousie, des complexes d'infériorité, du mépris entre personnes qui se considéraient jusqu'alors comme égaux. Certains personnages erraient au niveau de cette frontière et s'en

faisaient les gardiens implicites : deux vieilles dames dont une était maître de Kung Fu, un brocanteur ou un vendeur de cacahouètes. Les marqueurs organiques de l'espace de transition étaient l'urine, les excréments, la bière mélangée aux crachats.

Une dizaine de vieillards se réunissaient chaque jour le long de la place afin de discuter et se dégourdir les jambes. Ils étaient tous nés ici et y avaient vécu soixante ans avant de déménager dans les immeubles inaugurés en 2004. Ces derniers n'avaient aucune peine à condamner les habitations désuètes et clamaient leur empressement que celles restantes soient détruites. Même s'ils y avaient vécu longtemps et malgré les souvenirs, ils ne changeaient pas de ligne. Sans sentimentalisme aucun ils adhéraient à une idéologie du confort accompagnée de sens pratique aiguisé pour eux qui avaient connus la période du maoïsme. Il leur semblait inconséquent de vouloir s'accommoder de considérations détachées du primat de leur conditions matérielles d'existence. Rien de ce qui se ressentait ne devait visiblement se voir énoncer sous une forme préétablie. Ce détachement apparent voulait que chacun se focalise uniquement sur l'aspect concret du changement et non sur sa représentation abstraite ou symbolique.

L'impression dominante était que cette immense parcelle d'habitations, ce « bidonville » des années 2000, était pris en étau entre une modernité arrogante et un vieux monde ouvrier fantomatique, métamorphosé en espace « abâtardi », relégué dans la marginalité et promis à la disparition ; un lieu patibulaire dont la population dépassée s'enfonçait dans les bas-fonds de la stratification sociale, achevant par là même de convaincre les plus attachés à cet environnement qu'ils n'avaient plus rien à en attendre, sans savoir toutefois ce que les nouveaux immeubles leurs réserveraient.

Beaucoup de citoyens évoquaient aussi avec nostalgie la vie des paysans « qui vivaient mieux qu'eux », car ils se les représentaient baignant dans une heureuse ignorance, se bornant à accomplir leur besogne au grand air, prendre leur dû et ne penser à rien d'autre, échappant ainsi à cette modernité d'un confort finalement aliénant. L'inconfort rural devenait synonyme de vie paisible et le confort urbain, d'inquiétude et d'instabilité autant mentale que matérielle.

Ces premiers constats se saisissaient aussi d'une comparaison quotidienne des existences procédant d'une autre dialectique opposant ceux qui se « *sentent bien ou mieux* » à d'autres qui « *se sentent mal ou moins bien* ». Cette dialectique proche de la pensée populaire trouvait pour point d'orgue une « sagesse du contentement » selon laquelle « *savoir qu'il existe plus malheureux que soi oblige à se satisfaire de son sort et ne pas trop s'en plaindre* » ; il s'agissait là d'une acceptation éloignée du sentiment humanitaire, simple fruit d'une

Chapitre II : le quartier *Guxiang*

conscience qui aspire à tenir un train de vie décent tout en reconnaissant être dans une situation limite. Ce procès des relations d'observation et de côtoiement se parachevait par l'inscription de la communauté dans la société totale qui permettait d'opérer la cristallisation des différences réelles, imaginées et fantasmées qui devenaient fondamentales dans l'esprit de voisins- que très peu de choses séparaient en réalité-. La proximité ne garantissait pas toujours les bons sentiments.

Ainsi, les membres de la famille Liang tenaient un restaurant en bas des immeubles et se refusaient à se rendre du côté des maisonnées jugées trop sales, d'autant plus que la vitrine de leur restaurant donnait directement sur celles ci. Ces derniers fermèrent boutique huit mois après avoir repris le fond de commerce. Fatigués, hypertendus, les affaires marchant mal, ils décidèrent de retourner dans leur maison familiale située au nord de la province.

Les catégories du propre et du sale fondaient ainsi une distinction naturalisée qui spécifiait l'atmosphère d'affection présidant à l'expérience des différents lieux. Près du pont qui menait vers le sud se trouvait une propriété. Un petit garçon déféquait par exemple dans la propriété alors que son frère lui parlait et que tous les passants se retrouvaient face à ses fesses. Les vieillards balayaient devant leur maison et nettoyaient leur façade malgré l'impact inefficace de leur action sur l'état réel de la saleté. Les adultes, principalement les hommes se rendaient aux restaurants du coin sans faire l'économie de la propreté pour le commerçant. Ils jetaient cigarette, coquilles de graines de tournesol et crachaient au sol.

Après avoir présenté le quartier « gù xiang » où vit la communauté de la rivière concernée par le processus de rénovation des habitations, montré que des résidents avaient déjà expérimentés, cinq années plus tôt, une entreprise de rénovation de leurs logements, nous allons nous intéresser à un réseau de familles voisines dont nous retracerons ici le parcours au sein de la communauté, afin de comprendre de quoi sont objectivement faites les subjectivités familiales et individuelles à l'intérieur du groupe de la communauté.

Chapitre III : ethnographie des familles

Nous nous sommes plus spécifiquement intéressés à six familles. Ce sont les familles Chun, Wei, Sheng, Wu, Jiu et Da. Nous devons avouer que nous en ignorons la représentativité puisque la sélection s'est opérée en fonction de la trame des événements lors de notre introduction dans la communauté. Cependant toutes ces familles incarnent un réseau de voisinage (elles habitent la même rue) ancré historiquement. En cela réside une pertinence majeure pour la compréhension des enjeux du phénomène qui suit. Pour mener à bien cette ethnographie nous commencerons donc par dresser la liste des familles, énumérer leur composition pour ensuite délivrer une description plus approfondie.

III.1] Présentation des foyers étudiés

Nous donnons la composition stricte des foyers. Une même famille peut compter plusieurs foyers. Tous vivent dans la rue photographiée ci-dessous.



Chapitre III : ethnographie des familles

N°1 : le foyer des Wei est constitué de trois personnes : le père, la mère et le fils. Le père et la mère sont séparés mais logent ensemble la moitié du temps. Le père est routier et la mère vend du maquillage à des sociétés et des particuliers. Le fils est ami avec le fils Sheng et Chun.

N°2 : les Chun vivent à 4 sous le même toit : les deux parents (le père âgé de 49 ans, chômeur, et la mère qui a travaillé comme « domestique » (服务员, *fuwuyuan*) et qui tient désormais un stand au marché du coin) et les deux fils, L'aîné qui vivote d'expédients comme le fils cadet qui est âgé de 24 ans.

N°3 : le foyer des Da se compose d'un couple et d'un fils unique. Tout deux sont âgés de 49 ans et le fils est âgé de 22 ans. Le père, officiellement sans emploi, gère des maisons de jeux dans l'illégalité. La mère sans emploi « trafique » également.

N°4 : le foyer des Wu inclue le grand-père paternel, la grand-mère paternelle, le père, la mère, la petite fille. Le grand-père et la grand-mère s'occupent de la maison et de leur petite fille et bricolent pendant les temps morts. Le père et la mère travaillent comme ouvrier et marchande. La petite fille va à l'école du quartier.

N°5 : le foyer des Sheng se compose de la mère et du fils (accessoirement de sa fiancée). La mère perçoit une pension de retraite depuis 2006 grâce à laquelle elle fait vivre le foyer en plus des petits métiers qu'elle exécute. Le fils travaille très peu depuis 2006.

N°5 bis : l'oncle Sheng (frère cadet de la mère) et son fils. La mère a quitté le foyer et s'est remariée. Elle vient rarement voir ce dernier qui a terminé sa scolarité à l'âge de 17 ans. Le père est chef de chantier, avec quoi il cumule la pratique de « petites affaires ». Suite aux expulsions, les membres des deux foyers fusionnent temporairement et vivent dans le même logement.

N°7 : les Jiu sont une famille-clan de la communauté qui compte l'équivalent de six familles dont celles de l'un des fils et de l'une des sœurs qui ont quitté la maison. L'irréductible et principal héritier de la famille est le dernier de la fratrie. Bien que marié, ce dernier n'a pas d'enfant et s'occupe particulièrement de la grand-mère.

III.2] Parcours de vie des familles

Après avoir pris connaissance de la composition de cet échantillon et défini une vision d'ensemble de leurs conditions, nous présentons ici plus en détail l'histoire et le vécu de ces familles. Le nombre de récits est inférieur au nombre de foyers car, comme nous l'avons vu, le réseau de voisinage se recoupe souvent avec le réseau familial. Nous commencerons par présenter la famille Sheng grâce à laquelle notre « immersion » dans le réseau a été rendue possible. D'ailleurs, parce que j'ai résidé une partie importante du temps de l'enquête dans cette « famille d'adoption », elle sera sujette à un traitement plus approfondi.

« LES SHENG »

La famille Sheng est native de *Gu xiang* par filiation avec les grands parents maternels qui y ont vécu à partir des années 1940. Le grand-père était alors militaire et la grand-mère ne travaillait pas, bien qu'elle fût brièvement ouvrière. La maison familiale des grands-parents paternels des Sheng se trouvait dans le quartier *Taiping*. Le grand-père paternel travaillait dans une usine de construction de tanks pour l'armée populaire. Originaire de la province du *Liaoning*, il émigra vers Harbin en 1949 suite à sa mutation comme chauffeur de train. La grand-mère paternelle ne travaillait pas quant à elle.

Les grands parents maternels ont eu cinq enfants et six petits enfants. Le frère aîné a dans un premier temps hérité de la maison qui comptait deux chambres et une cuisine. Il vivait avec la grand-mère maternelle, la mère Sheng et leur frère cadet. C'est ce dernier qui hérita par la suite de la maison familiale. Il y vécut avec son épouse, son fils aujourd'hui âgé de vingt ans, et la grand-mère, née à Harbin au début des années 1930 où elle vivait alors à *Taiping*. Elle décéda en décembre 2007.

La femme du frère aîné ne s'entendait pas bien avec sa belle-mère et, il y a vingt-cinq ans, le couple a décidé pour cette raison de vendre sa chambre au prix de 3800 yuans et de déménager à proximité de la famille de la mariée dans le quartier Daoli où ces derniers achetèrent une maison d'une dizaine de mètres carré. Deux trois ans plus tard, leur maison était concernée par un projet de reconstruction et ces derniers se retrouvèrent dans l'obligation de vendre. Le couple récupéra une somme de quelques dizaines de milliers de yuans que le mari réinvestit quelques années après dans le commerce de DVD. Il a perdu une centaine de milliers de yuans dans cette affaire peu lucrative.

Le couple louait ensuite un appartement dans le quartier *Taiping* où ils résident aujourd'hui. Outre le commerce de DVD, le mari pratique la chasse aux oiseaux qu'il revend un yuan l'unité. Cette activité étant depuis quelques années prohibée en ville, il se rend désormais à la montagne pour chasser. Sa femme travaillait dans une usine de bois mais fut mise au chômage avant son mariage. Leur fils âgé de vingt et un an côtoie très peu les membres de la famille de son père avec lesquels il entretient de mauvaises relations. Tous se contentent de se rencontrer au nouvel an et à la fête des morts. La femme du frère aîné garde rancune du passé et n'est pas même venue se recueillir lors de l'enterrement de sa défunte belle-mère.

Le frère cadet (oncle Sheng ou « jiujiu ») est père d'un garçon de vingt ans. Oncle Sheng passa son enfance à l'école située à deux pas de chez lui. A partir de quinze ans et jusqu'à ses dix huit ans, il travailla comme apprenti ouvrier à l'usine de production de meubles (longjiangmuqi) située au nord de la voie ferrée. D'une pragmatique roublardise, il a acheté son permis automobile 3000 yuans et soudoyé l'examineur pour être certain de se le procurer. Sa femme l'a quitté alors que leur fils n'avait que six ans. Constatant que la situation devenait intenable, Oncle Sheng décida de divorcer car il n'arrivait pas à surmonter sa colère et battait souvent celle qui, l'ayant trahi, continuait à en aimer un autre. Celle-ci s'est remariée avec son amant de l'époque, avec lequel elle a eu un fils âgé de huit ans aujourd'hui, qui entretient de bonnes relations avec son demi-frère, lequel ne le jalouse pas malgré qu'il côtoie très peu sa mère. La mère Sheng maintient quant à elle de très bonnes relations avec son ex-belle-sœur (par le biais de très longues conversations téléphoniques) et qu'elle dit estimer, bien qu'elle ait du souffrir, tout comme son frère, d'adultère.

La mère et le père Sheng se marièrent à la fin des années 1970. A l'usine, la belle-mère de la sœur aînée de la mère Sheng parla de celle-ci au futur mari intéressé. La sœur aînée loge toujours dans le quartier *Taiping* où elle habita au sein de la maison familiale de son mari jusqu'au moment où celle-ci fut détruite. Ce dernier est mort d'alcoolisme en 2006 à l'âge de cinquante-cinq ans.

En 1972, mère Sheng fut envoyée à la campagne de Harbin pendant trois ans pour travailler, dans le cadre de la vaste politique d'envoi des « *jeunes instruits* (知青, zhiqing) *des villes vers la campagne* » (上山下乡运动) instiguée par le président Mao à l'époque (elle concerna environ 17 millions de jeunes citoyens chinois²⁸). A son retour, elle travailla dans une usine de vêtements du quartier *daowai* bien qu'elle vivait dans la maison familiale de

²⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_d%27envoi_des_zhiqing_%C3%A0_la_campagne, 05/10/2011

Guxiang. Son mari avait été exempté du travail à la campagne car il avait un frère et une sœur aînée. A cette époque, deux enfants étaient réquisitionnés pour ces travaux, les autres étant laissés à leurs parents. Si une famille n'avait qu'un enfant, ce dernier pouvait être exempté. La mère Sheng revenait une fois par semaine dans sa famille alors que son beau-frère et sa belle-sœur partirent respectivement neuf et cinq années et ne bénéficièrent pas d'un tel « privilège ». Le premier n'est d'ailleurs jamais revenu en raison de la grande longue distance qui le séparait de son foyer ; la sœur pour sa part revenait une à deux fois par an.

Un an après le mariage, en 1977, le fils Sheng naissait. En 1980, considérant que *Taiping* se situait trop loin de *Gu xiang*, le père décida de quitter son emploi et d'intégrer une entreprise de travaux du bâtiment. Il acheta une maison située à côté de la maison de sa belle-famille, aux abords de la rivière. Les maisons y étaient moins onéreuses qu'ailleurs en ville et, à *Taiping*, il était encore impossible d'accéder à la propriété en dehors des maisons accordées par l'unité de travail (la « danwei »).

Les échanges de poste d'une unité de travail à l'autre était monnaie courante en cette période, et en 1985, la mère Sheng réussissait à échanger son poste de travail à *daowai* avec celui d'une ouvrière de *Gu xiang* qui travaillait dans une usine de la communauté ; elle fut transférée dès lors du secteur de l'industrie textile et de la confection de vêtements à la manutention au sein d'une usine de sparadrap et d'adhésif (*weishengzailiao*). Elle y travailla jusqu'à sa retraite en 2006, année de ses cinquante ans (âge légal de la retraite pour les ouvrières en Chine) et de la fermeture de l'usine. Le père gagnait de l'argent en jouant au *majong* et complétait ainsi la faible indemnité qu'il recevait au cours de la période de chômage technique en hiver.

En 1986, les Sheng déménagèrent dans une maison de la communauté située à dix minutes de marche, car leur ancienne maison s'avérait trop spacieuse pour leurs besoins. A cette époque, le fils Sheng allait dans une école située à vingt cinq minutes de marche vers l'ouest, contrairement à sa mère, ses oncles et ses tantes qui avaient tous fréquenté l'école du quartier.

En 1993, le couple se sépara après que la mère eut découvert par l'intermédiaire de son fils que son mari avait une maîtresse, suite à quoi ils se battaient régulièrement. Le père emménagea dans le centre de *daoli*, aux abords de la rue commerçante renommée *Zongyuan* *Dajié*. Il résida ensuite à *donglî*, y travaillant toujours comme ouvrier. Le père Sheng était un fêru d'armes à feu, dont il enseigna le maniement à son fils et usa pour chasser illégalement.

Le divorce fut proclamé le 19 avril 1994. La maison du foyer resta alors inoccupée pendant un certain temps bien que le père et le fils devaient encore y vivre en principe. La mère repartit vivre dans la maison parentale tandis que le fils travaillait comme gardien d'hôtel où il passait ses nuits. Le père voulut racheter la maison à son fils car selon la législation chinoise régissant l'héritage, en cas de divorce la transmission du patrimoine est automatique et pré-mortem. Comprenant qu'il ne réussirait pas à convaincre son fils, il partit vivre avec sa maîtresse dans le centre de *daoli*. La mère revint vivre avec son fils dans le foyer par la suite. Ce divorce a évidemment participé à la « déstructuration » du fils Sheng qui n'hésitait pas à m'avancer, projetant son expérience et sa condition sur la société entière, qu'en Chine « 80% des couples divorcent ou se séparent et que les 20% restants » se tapent dessus » (proportion plus qu'excessive, même si les divorces sont effectivement fréquents en ville). Il pensait que les chinois du nord avaient une mentalité différente de celle des gens du sud dans la façon dont ils cultivaient les rapports entre hommes et femmes. Selon ses termes, les premiers auraient plutôt tendance à se plier aux désidératas des femmes alors que les seconds seraient plus négligents et violents avec elles. Les voisins acquiesçaient par ailleurs souvent lorsqu'il tenait de tels propos.

Les Sheng ont fait l'objet d'une expropriation une première fois en 1999 lorsque la maison de « xian ting jié » fut détruite par les autorités. Avec la somme de vingt quatre mille yuans accordée par le gouvernement en échange de cette habitation achetée mille cinq cent yuans, à une époque où le taux de la monnaie chinoise était plus faiblement évalué, ils réaménagèrent dans une maison de la courée n°11 de la « xiangju jié ». L'accord de vente fut rédigé le 10 janvier 1999. Ils restèrent dans la courée jusqu'en mai 2008. Cette « píng fang » (maison sans étage) de vingt mètres carrés comptait trois pièces. La première correspondait à un local restreint situé sur le côté de l'entrée où étaient déposées les chaussures, avec un lavabo et un aménagement de cuisine.

Une deuxième pièce de forme rectangulaire accueillait le lit de la mère accolé au mur, au bout duquel étaient stockées les chaussures et compressées quelques affaires. La pièce principale se trouvait au fond de la maison, meublée d'une chaise placée dans un coin, d'un réfrigérateur, et d'une table ronde dépliable posée sur le mur mitoyen lorsqu'elle ne sert pas. A côté du réfrigérateur, de la nourriture est posée sur une commode ainsi que l'ordinateur sur le meuble placé au centre de la salle. A côté de la commode, une armoire à vêtements prédestinait l'emplacement du lit du fils qui occupe la totalité de l'espace du fond de la maison. Les objets et meubles semblent agencés pour créer un effet d'agrandissement facilitant la circulation.



Maigre à l'adolescence, le fils ne cessait de prendre du poids depuis les quelques années où il ne travaillait plus. La mère avait un physique imposant d'ouvrière et les expressions de son visage semblaient n'avoir jamais changé au regard de ses photos de jeunesse. Elle continuait à travailler malgré la pension mensuelle de 850 yuans qu'elle recevait en contrepartie des 25 yuans prélevés pendant trente ans sur son salaire de 350 yuans. Elle alternait désormais les missions de femme de ménage (清洁工人, qingjiègongren) et d'aide soignante. Le taux horaire de sa rémunération pouvait s'élever à vingt cinq yuans de l'heure. Cependant elle ne pouvait pas travailler beaucoup d'heures dans le cadre de ces missions ponctuelles. Madame Sheng est très attachée à son identité de travailleuse et se désolidarise sur ce point de sa sœur aînée et de son frère cadet. La sœur aînée avait travaillé dans une usine de montage de meubles où elle était chargée de la peinture des meubles. Cette dernière, devenue grand-mère d'un garçon auquel sa fille avait donné naissance en 2007, visitait régulièrement sa sœur cadette. Madame Sheng jugeait que cette dernière comme son frère cadet fumaient, buvaient et jouaient aux jeux de manière puérile et irresponsable. A plus forte raison, elle considère qu'une femme ne doit pas dilapider son argent en frivolités mais le réserver aux besoins de la famille. Etablissant un calcul sous l'approbation de son fils, elle disait : *« je n'aime pas beaucoup les gens qui fument, surtout si ce sont des femmes. Regardes ma sœur, elle fumait deux paquets par jour ! Lorsque tu sais que le prix d'un paquet est 5 yuans, cela fait 10 yuans de dépense par jour. Avec cet argent tu peux manger et acheter des vêtements. Mon petit frère ? Il est pareil. Il pense comme un gamin ! »*.

Le fils se moquait avec affection de son oncle : *« il va même se faire masser (按摩, anmo), ce qui n'est vraiment pas de son âge et de plus, depuis son divorce, il a eu trois copines différentes ! »*. Si la mère Sheng passait du temps à l'extérieur pour travailler, faire des achats et entretenir ses relations avec le voisinage, il lui arrivait de passer un coup de

téléphone à ses anciennes collègues et de dormir occasionnellement chez ces dernières lorsque se déroulait une de leur réunion où elles consommaient beaucoup d'alcool. Comme tous les résidents de la communauté, les Sheng ne consommaient pas de produits alimentaires issus de la grande industrie. Ils buvaient de l'eau ou de la bière (3 yuans la bouteille de 75 cl), et mangeaient de temps à autre du poisson (4 yuans la part, 24 yuans la livre au marché du coin). Un repas coûtait ainsi 2-3 yuans par personne en moyenne.

Le fils Sheng a toujours travaillé par le passé. Il a ainsi trouvé quatre emplois en lisant le journal et en prenant directement contact avec les employeurs, et également obtenu deux emplois grâce à un collègue de sa mère. Après avoir arrêté l'école, il a occupé plusieurs postes entre octobre 1994 et mai 2005 : gardien d'hôtel pendant 5 mois, serveur dans un restaurant de la gare ferroviaire de Harbin entre juin et octobre 1995, cuisinier à différents endroits de la ville de mars 1996 à avril 1999, distribution de journaux de mai 1999 à octobre 2001, puis agent de sécurité de mars à juin 2002. Il a occupé un poste de juillet 2002 à février 2005 comme décorateur d'appartement, mission consistant essentiellement à poser le papier peint. Ses patrons lui faisaient confiance au fur et à mesure qu'il accomplissait consciencieusement ses tâches. Il gagnait ainsi à peu près 1000 yuans par mois et acheta une moto de course finalement détruite lors d'un accident. Cependant, Au terme de trois ans d'exercice et malgré des retours positifs, il fut congédié sans aucune justification. A partir de là, durant quatre années, il perdit toute motivation au labeur. Il voyait peu ses amis et lui-même disait ne pas comprendre pourquoi il fut aussi longtemps abattu et résigné. La conjoncture économique n'aidait certes en rien et la réticence de sa fiancée à le présenter à ses parents sapait encore un peu plus son estime de lui même.

Le fils Sheng et Jin Mei, sa fiancée qui côtoya le foyer pendant trois ans, avaient tendance à se lever tard, passer du temps devant l'ordinateur et manger les plats que la mère préparait. Le fils connaissait le proche voisinage, plutôt les résidents qui habitaient du côté où sa mère travaillait. Il ne s'entretenait que très peu avec les autres alors que sa mère connaissait et conversait presque avec tout le monde. Jin Mei était une jeune fille plantureuse d'une conformation plutôt rare pour la gracile norme des femmes chinoises. Elle portait des lunettes, se maquillait peu et aimait se moquer des femmes et garçons, surtout coréens, qui s'en préoccupaient. Excepté une fois à l'âge de dix-huit ans, le fils n'avait jamais présenté de fille à sa famille. Mais il se sentait à présent le chef de famille puisque la maison lui appartenait et il disait de sa fiancée qu'elle était paresseuse. Jin Mei vivait en bonne intelligence avec la mère Sheng mais les autres membres de la famille ne l'appréciaient pas beaucoup car elle ne se comportait pas comme une vraie femme au foyer. Elle n'aidait pas sa belle-mère à cuisiner

ni à faire le ménage et ne cherchait pas à se faire particulièrement apprécier de la mère de son futur mari. Ses parents étaient d'origine coréenne, partis travailler à Séoul pendant trois ans. C'est pourquoi elle pouvait se permettre de vivre chez son fiancée sans que ses parents soient au courant de sa relation. Ses grand-mères paternelle et maternelle, nord-coréennes, avaient trouvé refuge à Harbin pendant la guerre de Corée. Elles rencontrèrent leurs maris, également coréens, qui vivaient déjà à Harbin à l'époque. Après des études supérieures accomplies en pharmacologie, elle n'a pas trouvé d'emploi dans le domaine et a donc enseigné comme « futao » la langue chinoise aux étudiants coréens de l'université HIT (Harbin institut of Technology) et HEITA (université de la province du Heilongjiang), puisqu'elle parlait coréen avec ses parents. Sa sœur cadette vivait aussi à Harbin où elle étudiait à l'université de HEITA.

Selon des contradictions propres à chaque société, chaque famille, chaque relation et chaque personne, la vie du foyer se caractérisait globalement par une structure familiale sans figure paternelle. La mère cherchait à compenser l'absence de père dont elle se sentait coupable mais ne pouvait se substituer intégralement au rôle symbolique du père en incarnant la face d'altérité. Le fils Sheng, visiblement conscient de cette absence, avait substitué à ses pulsions destructrices de l'adolescence, un intérêt profane pour le droit, la politique, l'histoire. Il reconnaissait avoir probablement échappé à la prison grâce à cela, au contraire d'autres vivant seul avec leur mère et amenés à faire les frais du désœuvrement et de la fréquentation d'individus « déviants ». Les temps avaient aussi changé depuis son enfance où il pouvait se rendre avec son père jusqu'à quinze fois par mois au cinéma. Il avait expérimenté le changement entraîné par la hausse continue du coût de la vie depuis 1994 où s'était opérée la réévaluation de la monnaie chinoise. A l'époque, le salaire de 35 yuans du père suffisait seul à financer le logement, l'habillement, la nourriture et les distractions sans recourir au salaire de la mère.

Les Sheng ont donc vécu de façon croisée un déclassement général de la population et un déclassement familial et personnel, amplifiant le sentiment d'être face à un monde extérieur hostile pour le fils, qui n'arrivait pas à comprendre pourquoi il ne réussissait pas à accéder à la réussite socioprofessionnelle. Ce dernier me racontait d'ailleurs en aparté qu'il regrettait encore amèrement d'avoir pris la responsabilité d'informer sa mère après avoir vu son père avec sa maîtresse en arguant « qu'étant jeune, il aurait dû rester à l'écart des affaires des adultes ». Il pensait qu'en ayant gardé le silence, ses parents seraient restés ensemble et qu'il aurait alors « réussi sa vie » car, c'est (selon ses termes) en vivant au contact de son père et de sa maîtresse qu'il commença à ne plus travailler à l'école, alors qu'il possédait de

grandes capacités intellectuelles et que ses résultats étaient excellents. Il arrêta l'école par opposition à son père qui était séducteur et charismatique et vis-à-vis duquel il cultivait une confusion névrotique le poussant à s'auto-dénigrer. A ce moment, les divorces n'étaient pas légion, notamment chez les familles des classes populaires de Harbin, et les Sheng avaient du souffrir des messes basses et de la désapprobation des membres de la communauté. Le fils Sheng m'affirma enfin que lorsqu'il fit ses premiers pas dans la vie active, il ne cessait de s'apitoyer sur son sort en se répétant : « *Pourquoi ma vie est-elle ainsi ? Pourquoi suis-je né pauvre ?* » La famille Sheng vit désormais avec 1000 yuans par mois en moyenne. L'achat de la nourriture reste le premier poste de leurs dépenses, priorité avant de s'habiller, s'équiper et de consommer des biens « superflus » au regard des premières nécessités de l'existence.

« LES WEI »

Les Wei vivent dans une maison située au fond d'un *hú tong* (胡同, ruelle d'habitations très comparable aux courées du Nord de la France) vers le nord de la rue, où les voisins cultivent entre eux des liens très forts. L'arrière grand-père paternel a émigré de la province du *Shandong* pour arriver à Harbin au début des années 1920²⁹. Il gagnait environ trente yuans par mois et acheta une première maison au prix de cinquante yuans dans le secteur de la communauté de la rivière. En ce temps, il était aisé de faire l'achat d'un bien immobilier car pour devenir propriétaire, aucune démarche administrative complexe n'était nécessaire ; ce d'autant plus que l'appareil administratif local était peu développé à l'époque. Un simple document papier était signé avec l'ancien propriétaire qui reconnaissait vendre la maison et on demandait uniquement aux voisins de se porter témoins en apposant leurs signatures. Les grands-parents Wei changèrent de maison à la fin des années 1940 et logèrent dans celle-ci jusqu'en 2008.

Le grand-père paternel était conducteur de chariot, qu'il tirait par l'intermédiaire d'un cheval. Le magasin d'Etat dans lequel il travailla ensuite servait au rationnement alimentaire tel qu'appliqué dans les pays communistes où, ticket à la main, chacun avait droit à une quantité définie d'une variété d'aliments. Le père Wei suivit la même voie que le grand-père

²⁹ « Au Heilongjiang, dans le Nord-est, le taux d'immigration annuelle de 1954 à 1960 fut au-dessus de 100 pour 1000, le double de la moyenne nationale. En 1960, un habitant sur six au Heilongjiang était né ailleurs...L'immigration nette était également élevée dans cinq autres provinces frontalières populaires (Neimenggu dans le Nord ; Gansu, Ningxia et Xinjiang dans le Nord-ouest ; et Qinghai dans l'Ouest) jusqu'en 1960, avec l'établissement du système d'enregistrement des ménages. A l'exception du Shandong qui continua à exporter des colons... » (Lee et Fen, 2006 : 189).

et travailla dans le magasin de la communauté. La grand-mère paternelle était quant à elle femme au foyer.

A la suite du décès du grand-père, la grand-mère paternelle mourut. Le petit-fils, Qi Wei, avait trois ans. Ce dernier aimait s'amuser avec ses seize voisins du même âge que lui (trois ans d'écart maximum) qu'il coudoyait dans le *hú tong*. Parmi eux, il était le seul à être encore célibataire. Il fréquentait très régulièrement le petit fils Chun avec lequel il était cousin. La mère Wei était la sœur du père Chun et la fille aînée de sa famille. Comme chez les Chun, deux des tantes maternelles vivaient à l'extérieur de *Gu xiang* alors que tous les membres de la famille vivaient à *Guxiang* du côté paternel. La tante paternelle et ses deux fils revinrent en Août 2010 dans le quartier.

Le fils Wei fut instruit à l'école de la communauté jusqu'au lycée. Il se spécialisa ensuite dans la comptabilité en suivant une scolarité au lycée technique, mais ne fit rien de cet apprentissage. Le mari de l'une de ses tantes l'aida à entrer comme ouvrier au sein d'une unité de travail d'Etat spécialisée dans les ponts et chaussées. Il exerça cette activité pendant deux ans.

Puis, il alterna beaucoup de petits métiers, notamment vendeur chez un commerçant de conserves ou dans plusieurs supermarchés. Lassé, il se lança, tout comme le fils Sheng, dans les paris sur ordinateur pendant cinq années. Il devint aussi conducteur de chariot élévateur dans le quartier *Nangang*. Il transportait et déposait des cargaisons de charbon dans des trains. Il travailla également pour une société alimentaire pour laquelle il était chargé de se rendre dans divers supermarchés afin de relever la présence des produits de cette société dans les rayons et réapprovisionner les stocks si besoin. Passionné de voitures, il œuvra également dans un garage où il fut payé à nettoyer des véhicules. Sa journée de travail débutait à six heures du matin et se terminait vers vingt heures. Il fut enfin ouvrier pour une société d'eaux courante où il participa entre autres à la construction d'un mur de récupération et de traitement de l'eau. Mais blessé au bras dans le cadre de ce travail, il arrêta son activité et chôma jusqu'en 2010.

Le père hérita de la maison familiale dont il entreprit la rénovation dans les années 1970. Les grands-parents s'occupaient du petit fils pendant que la mère préparait le dîner une fois son travail terminé. Cette dernière a travaillé à l'usine d'industrie alimentaire du quartier pendant une grande partie de sa vie. Le père se lança dans la décoration d'appartements et de construction après avoir acheté une voiture qu'il utilisait pour effectuer le transport de matériel. Le père conduisait ensuite un « *sanlunche* » avec lequel il assurait le transport de matériel au service d'autres commerçants, privilégiant ainsi une certaine indépendance. Ces

dernières années, la mère a perdu son emploi au sein de son unité de travail et, contre l'avis de son mari et de son fils, a décidé d'investir de l'argent dans l'achat de produits de maquillages, d'entretiens du corps et du visage, mais aussi de la vaisselle.

Le temps passant, elle a continué à passer outre les mises en garde de sa famille et a perdu beaucoup d'argent. Comme elle s'assumait plus pleinement sa tâche de femme au foyer, les relations se détériorèrent. Au moment de l'exécution du projet de reconstruction en 2008, le couple s'est séparé en laissant planer la possibilité de se remettre à vivre ensemble une fois le moment du retour dans leur nouvel appartement venu.

« LES CHUN »

Les Chun habitaient une maison mitoyenne à celles des Sheng et des Wu. Le père Chun, âgé de 50 ans, ne travaille pas, et la mère, âgée de 46 ans, accomplissait des missions de femme de ménage. Le père fut longtemps employé dans l'abattoir local, aujourd'hui fermé, où sa mère avait été ouvrière.

Le cadet de la famille, âgé de 24 ans, travaille clandestinement dans des salles de jeux tenues secrètes des autorités. La famille accumule à peine 800 yuans par mois avec les revenus conjugués de tous ses membres mais détient néanmoins un capital immobilier important. Les parents furent ouvriers pendant longtemps et la mère Chun travailla un temps dans l'administration immobilière d'Etat où elle s'occupait de produire des certificats de propriété. La sœur aînée du père Chun est la mère Wei, comme nous l'avons signalé précédemment. Leur sœur cadette vit dans le quartier *Nangang* et possède un appartement à *Gu xiang*. L'oncle et la grande mère maternelle vivent à *Daoli*.

A la naissance du fils cadet, la grand-mère paternelle était à la retraite et le grand père paternel terminait ses années de travail. Ce dernier fut président de la police du quartier et sa femme travailla dans l'une des usines d'alimentation du quartier. Lorsqu'ils furent tous deux à la retraite, ils aidèrent les parents qui, en plus de leur activité, travaillaient au marché où ils vendaient des cacahuètes, des légumes et de la charcuterie. Ils se levaient à quatre heures du matin et se partageaient le travail car ils devaient aussi s'occuper de la tante du grand-père.

La maison familiale était très grande et les relations de voisinages agréables. Tous se visitaient les uns les autres. A chaque fin de semaine, les Chun se rendaient chez l'oncle pour visiter la grand-mère maternelle, ou c'était les tantes qui venaient voir les grands parents-paternels chez les Chun, la mère préparant la cuisine pour tout le monde à cette occasion.

La santé du grand père s'est dégradée à la fin des années 1990 et le père a commencé à souffrir de rhumatisme. A partir de ce moment, le niveau de vie de la famille a chuté et il devenait difficile d'assurer le financement des dons destinés aux mariages et cérémonies de décès. Le père décida alors d'investir dans une petite usine où il produirait des galettes de pain. Son entreprise échoua et fit perdre l'argent investi dans l'achat d'équipement et le financement des salaires de quelques employés recrutés.

Le grand père est décédé en l'an 2000. Il était détenteur de la maison familiale depuis la fin des années 1940. Le père Chun et ses enfants étaient tous nés dans cette maison qui mesurait environ 200 m². Il existait initialement deux maisons dont l'une était habitée par les grands parents et l'autre par les parents et leurs enfants. De plus, il y avait une maison individuelle où vivait la tante paternelle du grand père. A l'intérieur de la propriété existait trois cours.

Dix ans plus tôt, lorsque les Chun entendirent vaguement parler d'un projet de reconstruction, ils prirent le risque de construire des maisons supplémentaires qui n'étaient pourtant pas habitables. Leur unique objectif visait à bénéficier d'avantages par rapport aux modalités d'échange de logement et de réussir une plus value. Grâce au réseau social de la mère, hérité de la période où elle travaillait dans l'administration immobilière, ces derniers achetèrent les documents légaux pour justifier l'existence de ces habitations « fictives ».

Le dernier de la famille a fait un cursus primaire et secondaire dans le quartier *Nangang*. Après une année dans un lycée privée, il a intégré un lycée technique où il s'est spécialisé dans la gestion informatique de compte en banque. Il fit son stage de fin d'études à la banque d'Etat *rén mín yín háng* (人民银行, banque du peuple) où les salariés sont bien payés. Il souhaitait continuer à y travailler et il fut maintenu en poste pendant deux ans sans arriver à décrocher une véritable promotion sociale.

Avec les fils Sheng et Wei, ce dernier pratiquait les paris sur internet et travaillait dans les casinos de la famille Da, casinos qui changeaient d'endroits au rythme des descentes de police. Il a ainsi ouvert une petite société privée de jeux avec des amis, qui ne s'avéra pas lucrative. Par la suite il a occupé un emploi de comptable pour une société privée pendant une demi-année. Dernièrement, il était décorateur et représentant en vente de produits mais les indications qu'il donnait sur son activité n'étaient pas très claires. Pendant son temps libre, il relayait sa mère au marché depuis que l'état de santé du père ne lui permettait plus de travailler. En 2010 il rencontra sa fiancée qui s'est depuis intégrée aux affaires de la famille.

« LES DA »

La famille Da vivait dans une grande propriété située à côté des toilettes communes. Les parentés maternelle et paternelle associées formaient un « clan » de onze foyers comptant trois membres en moyenne. Le grand-père paternel était originaire de la province du *Shāndōng*. Il fut le premier de sa famille à immigrer à *Gu xiang* à la fin des années 1930. Il y devint directeur du quartier dans la mesure où la loi du plus fort donnait rapidement accès à une position sociale. La maison de famille lui fut accordée à titre gratuit par ce qui constituait l'équivalent de l'unité de travail à l'époque. Il accéda aussi à un appartement traditionnel donné à son quatrième fils en 1983-84.

A partir du décès du grand-père, les Da père, mère et fils ont vécu dans cette maison avec la grand-mère paternelle jusqu'à son décès en 2004, ainsi qu'avec le deuxième oncle paternel et sa famille. Comme toutes les vieilles femmes, la grand-mère passait son temps à bavarder (聊天儿, « liaotianr ») avec ses égaux, à jouer au majong et à pratiquer la danse «yangge ».

En 1994, la famille du deuxième oncle partit vivre à *Wangang* dans la banlieue sud de *Nangang* alors que le quatrième oncle paternel et son fils vivaient toujours à *Gu xiang*. Tous se sont partagés cette maison qui comptait trois salles indépendantes mesurant initialement 60 m² chacune, auxquelles était associée une cour de plus de 300 m² de superficie. En l'an 2000, le père démolit l'ancienne maison pour reconstruire un bâtiment de deux étages sur l'espace de la propriété. La nouvelle maison mesurait désormais 300 m² et deux étages supplémentaires furent construits peu de temps après. Finalement, deux bâtiments de trois étages furent érigés dans la cour « sacrifiée ». Entre le moment où la construction fut terminée et leur départ en 2008, les Da louaient ces appartements au dessus desquels ils logeaient. Ils étaient devenus détenteurs de 1000 m² de superficie d'habitation.

La première raison qui justifiait cette reconstruction était la dégradation générale des murs devenus fragiles à cause de l'humidité accumulée, et qui ne permettaient plus que l'on s'y appuie, au risque de les trouser. L'eau de pluie qui pénétrait dans la maison n'arrangeait rien. La deuxième raison reposait sur la recherche d'un profit en prévision de la réalisation du projet de reconstruction du quartier. Le père Da avait reçu des subventions pour financer les travaux de la part de camarades. En contrepartie, il devait leur rendre leurs sommes d'argent assorties d'une plus-value suite aux négociations pendant la rénovation.

La mère Da se présentait comme une femme au foyer qui prenait soin de sa belle-mère et de son fils, cuisinant, nettoyant le linge et prenant en charge les autres tâches domestiques.

Le père passait son temps à gagner de l'argent par le biais de diverses activités dissimulées. Le père Da, âgé de 50 ans, était un grand homme sensible et réservé contrairement à son épouse, plus jeune que lui d'une année et qui possédait un tempérament expansif. Derrière l'homme se cachait une femme qui savait orienter les choix de son mari pour « réussir dans les affaires ».

Tous les voisins savaient que les Da constituaient une « heirenhui » (黑人会, signifie littéralement « société de gens noirs » mais on peut comprendre « petite entreprise mafieuse »). Les parents Da gagnaient beaucoup d'argent en réalité. Ils connaissaient de nombreux « heirenhui » ainsi que des policiers et fonctionnaires corrompus entravant légèrement et quotidiennement la Loi. Les Da ne « trempaient » cependant pas dans les trafics graves tel que la prostitution.

Le père Da avait un réseau de connaissances très étendu et il était très influent auprès des policiers qu'il recevait et « arrosait » dans ses casinos. Il était notoire qu'il les soudoyait et ne s'en cachait pas vraiment. La mère Da cultivait d'ailleurs volontairement la familiarité avec les policiers afin de les contraindre à avouer leur connivence en public et les « tenir par la face ». L'entreprise familiale avait connu grosso modo deux phases. Avant le décès de la grand-mère, un casino avait été établi dans la maison familiale. Trois salles de majong furent ainsi installées. Déjà, à cette période, les policiers municipaux n'osaient pas intervenir chez les Da qui accueillaient des policiers gradés de la province. Après le décès de la grand-mère en 2004, le père possédait alors plus d'argent et décida d'agrandir son entreprise en l'émancipant du siège familial. Il ouvrit un casino de 400 m² qu'il a déménagé depuis.

Pour ses amis d'enfance que sont les fils Chun, Wei et Sheng, le fils Da n'avait pas besoin de travailler. Officiellement, les Da prétendaient avoir gagné 1000 yuans par mois entre 1990-2000 et plus de 3000 yuans par mois de 2000 à 2007. Les voisins parlaient, quant à eux, de 6000 yuans.

Le fils Da prétend avoir connu une enfance assez douce au cours de laquelle il évoluait dans le voisinage avec le sentiment d'une grande liberté, pouvant manger chaque soir chez des voisins différents sans avoir besoin de demander l'autorisation de ses parents ou les prévenir. Il jugeait la possibilité d'avoir cette impression d'être partout chez soi et de vivre dans un univers rassurant un véritable luxe. Lors des fêtes, les familles du clan Da se rendaient les unes chez les autres et elles en gardaient toutes des « souvenirs heureux ».

Le fils Da étudia l'informatique au lycée technique. Il était prévu qu'il continue à y étudier après le lycée mais celui-ci préféra exercer des petits métiers pendant deux ans tout en s'y inscrivant. Il savait qu'il serait diplômé et que ses parents paieraient s'il le fallait. Il commença à travailler dans un centre de récupération de matériaux et gagnait 500 yuans par

mois. L'année suivante, il gagna en moyenne 2000 à 3000 yuans par mois sur internet. A l'hiver 2009, il vendait des billets de loto au centre commercial de « xianzheng jié ».

« LES WU »

Les grands-parents Wu ont toujours vécu dans la même maison depuis qu'ils s'y sont mariés le 20 juin 1969. Présente sur le territoire depuis cinq générations, c'est par l'intermédiaire de l'arrière grand-père paternel que s'est véritablement installée la famille Wu à *Gu xiang*. Comme c'était le cas de beaucoup d'hommes émigrant vers Harbin dans ces années, celui-ci était originaire de la province *Shandong* où sa première femme est décédée alors qu'il était âgé d'une vingtaine d'années. Il se remaria avec une autre femme qui l'accompagna dans les années 1930 pour s'installer dans la maison familiale où ils donnèrent naissance à leur deux fils que sont le grand-père Wu et son frère aîné. A cette période, l'arrière grand-père paternel commerçait avec quatre amis dans le but d'agrandir sa propriété.

Il y avait 67 ans, en 2010, que le grand-père Wu était donc né. Sa femme était quant à elle née à *wangjiadian*, une petite ville dans les environs de Harbin où elle a grandi, située à trois arrêts de bus de la communauté. Après que cette dernière est venue vivre à Harbin, la sœur aînée et sa tante quittèrent *wangjiadian* pour aller vivre dans les quartiers de *Daoli* et *Ping fang*. Sa grand-mère maternelle habitait *binxian*, une ville de la province où le frère cadet et la sœur cadette habitent encore. Madame Wu avouait avoir très peu de souvenirs de ses parents car sa mère est décédée quand celle-ci avait trois ans et son père lorsqu'elle avait dix sept-ans. Par l'entremise de connaissances proches et communes, elle et son mari se rencontrèrent.

Grand-père et grand-mère Wu ont d'abord bénéficié de l'entrepôt dans lequel l'arrière grand-père déposait son matériel. Cet entrepôt fut leur logement pendant un peu moins de quarante ans. À l'origine, les grands-parents Wu avaient eu deux fils dont l'un décéda à cette période, sans doute à cause de leur extrême pauvreté. Vivant notamment avec l'arrière grand-mère paternelle et ses deux fils, l'enfant mourut très jeune sans avoir encore « jamais goûté un biscuit » disait sa mère. Lorsqu'en 1997-98 le frère aîné du grand-père Wu quitta la maison familiale après avoir acheté un appartement dans le quartier, grand-mère Wu en avertit la mère Sheng qui put alors racheter avec son fils une partie de la maison pour y habiter à partir de 1999.

Grand-mère Wu travaillait dans une usine de récupération de pièces de voiture du quartier « wutichang » au début des années 1970. Cette usine rassemblait les personnes qui n'avaient pas de travail dans le quartier. Elle gagnait 28 yuans chaque mois alors que son mari travaillait dans l'usine de pneus du quartier mais ne le faisait qu'à mi-temps, et n'apportait qu'un demi-salaire parce qu'il était malade. Il gagnait donc 15 yuans par mois. Grand-mère Wu travailla ensuite dans plusieurs autres usines de récupération du quartier jusque dans les années 1990. Elle gagnait 70 yuans chaque mois et son mari 60 yuans, soit un revenu commun de 130 yuans dont ils ne dépensaient que la moitié afin d'économiser. Ils étaient alors toujours très pauvres et leur pécule ne leur permettait pas de se procurer des objets de première nécessité comme une horloge ou un autocuiseur pour le riz. Lorsqu'au début des années 1990, grand-mère Wu travailla dans une usine de pain, elle obtint un salaire de plus de 200 yuans par mois. Cette hausse de revenu conjuguée au décès de l'arrière grand-mère paternelle ainsi qu'au départ du fils parti à l'armée, améliora fortement la qualité de vie des grands-parents.

La famille Wu a tenu à préciser que le grand-père Wu était « dérangé » depuis son jeune âge. Il lui arrivait ainsi de dormir quinze jours et de se lever soudainement comme si de rien n'était, en pleine forme, et après avoir mangé, de se mettre au travail. Il ne pouvait pas travailler et recevait une faible allocation de 280-300 yuans pour son handicap.

Selon la grand-mère Wu et la mère Sheng, un soir, aux alentours de minuit, le grand-père, âgé de 19 ans, aurait vu, en revenant du travail, et alors qu'il faisait particulièrement noir sur sa route, un fantôme recouvrant deux apparences différentes. Il aperçu soudainement une fille qui flottait en face de lui dans un bâtiment blanc. Prenant peur, il se mit à marcher plus vite. Il vit alors un chien placé devant lui. Surpris et effaré, il constatait toutefois que le chien ne voulait pas le mordre et que ce dernier s'en allait. Effrayé par ces hallucinations, une fois arrivé chez lui débutèrent les symptômes de sa « folie ». De manière inversement proportionnelle à son apathie et silence de certains jours, il pouvait développer d'impressionnantes logorrhées auprès des camarades rencontrés au marché. En période de « normalité », tout le monde reconnaissait qu'il était le premier à apporter son aide et que sa gentillesse était sans pareil. C'est pourquoi sa femme accepta de se marier avec lui alors qu'elle le savait déjà malade.

Grand-mère Wu pensait que sa belle-mère était responsable car, selon elle, elle aurait du, en temps et en heure, l'envoyer voir un guérisseur pour l'exorciser des esprits. Dorénavant, le grand-père passait le plus clair de son temps dans son bric à brac et s'occupait

de sa petite fille lorsqu'elle n'allait pas à l'école. Cette dernière l'assistait dans ses activités. Il arrivait toutefois qu'il soit moqué par des hommes de la communauté.

Bien que grand-mère Wu fut ouvrière durant toute sa vie, elle ne bénéficiait pas des mêmes avantages (en termes de retraite notamment) que d'autres comme la mère Sheng parce qu'elle n'avait pas travaillé dans une entreprise intégrée au dispositif « danwei ». Son fils, le père Wu, était ouvrier et sa femme travaillait dans le petit commerce en vendant des sous-vêtements pour femmes. Ces derniers, ainsi que leur fille, vivaient avec les grands-parents paternels dans la maison familiale où la mère Wu arriva quelque temps avant son mariage pour apprendre à s'occuper des tâches domestiques.

Cette dernière maison, précédant celle des Sheng, était composée de trois pièces et d'une porte d'entrée coulissante. En entrant, immédiatement sur la gauche se trouvait un renforcement obscur et l'espace de droite était occupé par un petit aménagement servant à la toilette (robinet d'eau, bassine, et un petit chauffe-eau traditionnel pour cuire la nourriture). La pièce principale où dormaient les grands-parents mesurait dix à douze m². On y trouvait une table ronde située près de la fenêtre qui donnait sur l'allée et un lit de deux places juxtaposé au mur mitoyen. Le lit servait à accueillir le surplus d'objets accumulés depuis une longue période, qui ne se suffisaient pas des tiroirs et de la commode située à un mètre de celui-ci. Une table ronde de surface réduite étant également surchargée, on y déposait aussi de la nourriture. Au dessus de la tête de lit était accroché sur le mur un calendrier de l'année correspondante et des années précédentes. Des bocaux de plantes environnaient une statuette de Mao dressée vers l'extérieur.

Après avoir étudié à *gù xiang* au primaire et au collège puis dans un lycée technique de *daoli* en 1990, le père Wu alla à l'armée dans le *Liaoning* où il resta en service quatre années durant, de 21 à 25 ans, comme tous ses camarades de classe du lycée. Contrairement à aujourd'hui, il n'était pas nécessaire d'avoir de l'argent et/ou un réseau d'influence pour entrer dans l'armée où les postes sont devenus très convoités à cause de la montée du chômage chez les jeunes.

A son retour, il devint surveillant dans une usine de production de machines de projection de films de cinéma. Il continua de travailler pour cette même usine quand celle-ci fut reconvertie en manufacture de détecteurs de faux billets. A ses débuts, en 1994, il gagnait plus de 100 yuans au mois. Il se maria avec la mère Wu, originaire du quartier « Daowai ». Jiang Zemin à la tête de l'Etat et la crise économique aidant, la mère Wu se retrouva comme beaucoup au chômage technique et travailla ensuite comme vendeuse pour un commerçant privé dans le centre commercial situé près de l'université de la province.

« LES JIU »

Les Jiu constituent une sorte de clan familial qui a une grande influence dans la communauté. La grand-mère était femme au foyer et vivait avec son deuxième fils dans une maison distincte située dans la ruelle perpendiculaire où était la maison familiale de « xian ting jié ». Le grand-père travaillait dans une usine d'alcool du quartier et vivait avec ses sept enfants dans la demeure principale. Il possédait également d'autres maisons dans la ville. Deuxième de sa fratrie, il était âgé de soixante trois ans et cinq de ses filles étaient déjà mariées. Il eut son premier enfant à l'âge de dix huit ans. Sa fille cadette de trente deux ans vivait dans une maison située à quelques mètres de la maison familiale. Cette dernière n'arrivait pas à avoir d'enfant et fit cinq fausses couches, problème récurrent que connaissaient les jeunes femmes trop maigres de la communauté.

Six familles vivaient dans la maison familiale qui comptait quatre étages. Trois étages furent construits tardivement, la maison ne comptant à l'origine que l'étage du bas. La superficie du bâtiment était évaluée à 500 m² alors que la maisonnée construite dans la cour intérieure comptait 80 m². Les six familles étaient toutefois dotées de huit certificats de résidence (户口, *Hukou*). Si la famille de la sœur aînée avait déménagé à la frontière nord-est de *Gu xiang*, leur *Hu kou* était resté enregistré au niveau de la maison familiale. L'un des frères aînés était également parti et l'adresse fut modifiée sur son *Hukou*. En entendant parler du projet de reconstruction, ce dernier réaffecta le *Hukou* de sa famille à son ancienne adresse.

Les Jiu comptent huit enfants. Le cadet, âgé de 53ans, est appelé « Ba Jiu » car il était le huitième de la fratrie. Marié, il ne travaille plus actuellement. La troisième sœur de l'arrière grand-mère paternelle fut la première à être venue à *Gu xiang*. L'arrière grand-père paternel était originaire de la province *Hé běi* (河北) ainsi que sa femme avec laquelle il arriva à *Gu xiang* à la fin des années 1920, lorsque leur fils, grand-père paternel Jiu, avait 9 ans. La maison familiale fut alors achetée 30-40 yuans par l'arrière grand-père paternel qui faisait du commerce. La maison des Jiu était indissociable de celle des Wu à ses débuts. L'arrière grand-père paternel Wu acheta une partie de la maison dans un premier temps et l'arrière grand-père paternel Jiu en acheta l'autre partie. Ils se partageaient légalement cette maison même s'ils vivaient en réalité séparément.

Dans les années 1950, le grand-père gagnait plus de 80 yuans chaque mois, somme importante à l'époque bien qu'insuffisante pour faire vivre correctement une famille de treize personnes (sa femme, ses huit enfants (troisième génération) et les arrières grands-parents paternel et maternel). La vie était très difficile et la famine menaçait le foyer.

Chapitre III : ethnographie des familles

En 1975-1976, arrivant à l'âge de la retraite, le grand père recevait un peu moins de 300 yuans chaque mois. Son fils aîné travaillait à l'entrepôt de métal de la province situé dans le quartier et son 2ème fils aîné faisait partie d'une équipe de travaux. La femme de ce dernier, venue de la campagne, ne travaillait pas tout de suite lorsqu'elle arriva dans le foyer. La fille aînée, vendeuse dans le quartier, aurait aujourd'hui 70 ans si elle n'était pas décédée assez jeune. La 2ème fille aînée était à la retraite et vivait à *dongli*. Les membres des familles des 3èmes et 5ème fils travaillaient tous au comité de quartier de *xinyang* mais le 5ème fils n'occupait pas d'emploi formel. Le 4ème fils, décédé, fit du commerce avec le dernier de la fratrie *Ba Jiu* par le passé. La femme du défunt commerçait aujourd'hui au marché de *Nanji* et la femme de *Ba Jiu* fait des ménages chez un concessionnaire.

A la sortie du Grand bond en avant, entre 1960 et 1962, les habitants n'avaient quasiment plus rien à manger. Grand-mère *Jiu* comme la mère *Sheng* se souvenaient que toutes les familles devaient se partager comme unique repas un bol de poudre de maïs à plusieurs. Encore affamés après avoir mangé, aucun d'eux ne pouvait oublier qu'il était normal de lécher collectivement le bol à l'époque.

A partir de 1963, la situation s'améliora pour les familles qui avaient peu d'enfants, ce qui n'était pas le cas de la famille *Jiu*. La poudre de maïs, l'huile, le riz, la viande de porc étaient des aliments accessibles en quantité limitée, grâce aux coupons de rationnements alloués à chaque famille. La quantité attribuée était à ce moment identique quelque soit le nombre de membres de la famille. 250 grammes de viande de porc étaient fournis chaque mois et si les enfants des familles restreintes ne mourraient plus de faim, les autres ne mangeaient que des plats salés qui coupaient la faim et ne permettaient que de survivre.

Au cours de la révolution culturelle, la situation ne s'arrangeait pas véritablement. Les enfants qui allaient à l'école n'y trouvaient pas d'enseignants. Les élèves les plus désobéissants sortaient de l'enceinte de l'école et se battaient ou volaient. Le plus grand nombre restait à l'intérieur de l'école et étudiait peu. Les relations entre résidents n'en furent pas vraiment affectés car en tant que représentants des masses laborieuses, ils étaient mis en avant et préservés des méfaits et incidents constatés à cette période. *Ba Jiu*, la mère *Sheng* et grand-mère *Wu* disaient toutefois être restés discrets et ne pas avoir parlé de politique en public.

Les *Jiu* et les voisins s'accordaient pour dire que les conditions d'existence s'améliorèrent significativement avec la politique de réforme lancée dans les années 1980 par Deng Xiaoping. Ils mangeaient enfin à leur faim. Néanmoins, avec le recul, ces derniers

reconnaissaient que même s'ils vivaient plus chichement auparavant, l'un des points positifs de l'ère maoïste était le partage généralisé. Du moment que quelqu'un travaillait, quelque fut le montant de l'argent que chacun possédait, tous étaient logés à la même enseigne et « *personne ne se goinfrait sur le dos des autres* ». On ne travaillait pas non plus dans l'idée de gagner toujours plus d'argent.

A partir de 1979, Ba Jiu commença à travailler à l'usine d'alcool, située dans le quartier, là où avait travaillé son père avant lui. Le cinquième frère avait repris la place de celui-ci comme il en était coutume après le passage d'un examen d'entrée. Une fois ce dernier diplômé, sa fonction fut de mettre l'alcool en bouteille. Il gagnait 25 yuans chaque mois, c'est-à-dire 98 centimes d'euro par jour. Au bout de quatre ans, son salaire augmenta, passant à 33 yuans par mois. Malgré ce maigre salaire, il s'efforçait de toujours mieux travailler et mangeait à la portion congrue pour effectuer gratuitement des heures supplémentaires. Il se présentait au travail même blessé aux doigts. En agissant de la sorte, il pensait œuvrer au bon développement du pays et du Parti comme le lui répétait son directeur : « *même si tu ne gagnes que 98 centimes par jour, dis-toi que ton travail contribue énormément au pays et au Parti* ». Au souvenir de ces paroles, Ba Jiu juge avoir été stupide et naïf. Néanmoins il reconnaît que sa génération avait probablement vécu une existence plus heureuse que les dernières qui, malgré l'amélioration du confort matériel, n'ont pas automatiquement de travail à la sortie de l'école et ont de ce fait beaucoup de mal à entrer dans la vie adulte, à donner du sens à leur existence.

Dans les années 1980, l'usine dans laquelle travaillaient les fils Jiu connaissait une production très rentable, de telle sorte que les employés se voyaient distribuer du mouton, du porc, du poisson mais également des chaussures, en été et en hiver. L'usine diminua sa production aux alentours de 1992 suite à une baisse de la demande. Ba Jiu gagnait alors un peu plus de 300 yuans chaque mois. Il quitta l'usine sans indemnités de licenciement et sans allocations de sécurité sociale. L'employeur paya un temps l'assurance santé de ses ex-employés. Ceux-ci se retrouvèrent par la suite à devoir la payer eux-mêmes au prix de 1300 yuans l'année.

Ba Jiu travaille depuis avec son quatrième frère qu'il aide à vendre d'importantes quantités d'alcool au marché « nanji » (*antarctique*) de *daowai*. Son frère le paya 1000 yuans chaque mois jusqu'en 2005 et, malgré les attentes, le salaire n'augmenta plus. De tous ses frères et sœurs, Ba Jiu, bien que marié, était le seul à ne pas avoir eu d'enfant.

Chapitre III : ethnographie des familles

Dans ce chapitre, nous avons pris acte de la trajectoire commune d'un réseau de familles voisines. On retiendra qu'elles s'enracinent sur le territoire de la communauté depuis trois à quatre générations et que ses membres sont très liés les uns aux autres par la proximité quotidiennement entretenue et les séquences historiques traversées. Grâce à ces récits, nous avons pu reconnaître que les familles ont expérimenté des vies globalement peu distinctes tout en saisissant les subtilités idiosyncrasiques à l'œuvre dans la composition d'une subjectivité communautaire, en fonction de laquelle chacun s'apprête à affronter les événements de la rénovation à venir.

Dans le prochain chapitre, nous allons expliquer de quoi se nourrit anthropologiquement cette subjectivité communautaire. Pour cela, nous désignerons les éléments qui fondent l'organisation sociale en en traduisant la pertinence par rapport à un contexte économique et social marqué par la crise et l'appauvrissement massif.

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Ce chapitre est consacré à la description de l'organisation sociale de la communauté et plus précisément aux causes de son peuplement, aux rythmes saisonniers et festifs qui la dynamisent en prenant forme autour du substrat matériel et symbolique qu'est la maisonnée. On cherchera dans un second temps à définir les critères de la sociabilité par le relevé de ses différentes formes ; enfin nous nous intéresserons à l'organisation économique que l'on rapportera aux enjeux coutumiers afin de pointer la façon dont les résidents articulent ces deux domaines en usant du sens tactique indispensable à un équilibre de survie.

IV.1 Peuplement et temporalités du climat, des saisons et des fêtes

Nous usons des termes « maisonnée », « logement », « habitat » et « habitation » dans un sens assez identique, entendant qu'il s'agit de désigner l'endroit où résident les membres de la communauté. Cet endroit s'avère régulièrement être une maison modeste et typique de la région du nord-est. Et nous n'établissons pas non plus de distinction majeure entre les expressions « se loger à » et « habiter dans », mise à part que le verbe « habiter » fait référence à un état objectif alors que « se loger » indique plus intrinsèquement la dimension active imputable aux individus (acteurs), en sous-entendant par une épistémologie du verbe, l'action du sujet en opposition à la présence passive de l'objet. Cette nuance ne renverse cependant pas le sens commun accordé.

En revanche, « la maisonnée » elle doit être perçue comme un type d'habitat qui s'oppose à l'appartement moderne (les anciens appartements souvent construits au dessus des maisonnées participent du même lot qu'elles), car s'y figure des modes d'existence différents et une anthropologie distincte. A ce titre, Lévi-Strauss avançait que « *la maison est d'abord une personne morale, détentrice ensuite d'un domaine composé de biens matériels et immatériels.* » (Lévi-Strauss, 1987 : 34). En qualité de « *principe organisateur auquel nombre de société ont et ont eu recours* » (Ibid : 34) elle « *se perpétue en transmettant son nom, sa fortune et ses titres en ligne directe ou fictive tenue pour légitime à la seule condition que cette continuité puisse s'exprimer dans le langage de la parenté ou de l'alliance et le plus souvent des deux ensembles* » (Ibid : 35). La maison est donc à placer du côté des institutions qui garantissent l'existence et la pérennité de la tradition (nominalisation, patrimonialisation, transmission).

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Comme l'illustrent les récits de vie des familles précédemment exposés, « *la notion de maison sert d'une part à identifier le type d'organisation sociale de quelques sociétés...* » (Ibid : 36) et « *qu'il y a des maisons qui peuvent fonctionner comme des familles et des familles qui peuvent fonctionner comme des maisons* » (Ibid : 37).

IV.1.1] Le peuplement du quartier

Chercher à comprendre les modalités du peuplement du quartier est une interrogation légitime que nous n'avons pas véritablement étudiée, bien que les récits de vie présentés dans le chapitre précédent y répondent en partie. Nous prétendons restituer ici des explications d'ensemble.

Le peuplement stable s'explique au regard de l'idéologie de la transmission de la maison comme le fait d'un héritage majeur. La patrilocalité fut de rigueur dans la vingtaine de logements visités au cours de notre travail. Même en l'absence du mari, aucune famille n'adoptait la matrilocalité, le fils héritant toujours du statut du père absent, quand ce n'était pas le gendre. La figure du chef de famille s'applique souvent à l'homme d'âge moyen. Cette « *préférence des fils remonte à l'origine du culte des ancêtres au IIème et IIIème millénaire avant J-C. Elle fut renforcée par le système de la famille patrilinéaire et patrilocale, appuyée par l'Etat impérial notamment dans sa période tardive, qui faisait de la discrimination systématiquement contre les filles. Seuls les fils pouvaient offrir des sacrifices aux esprits de la famille ; seuls les fils pouvaient porter le nom de la famille ; seul les fils, à quelques rares exceptions, pouvaient hériter du patrimoine familial.* » (Lee et Feng, 2006 : 86).

Emmanuel Todd (2009) qualifie d'autoritaire et d'inégalitaire la structure matrimoniale chinoise traditionnelle. Il est rejoint sur la question par Lee et Feng (Feng et Lee, 2006 : 215). L'absence de liberté et d'individualisme s'y exprime par le fait que l'individu en Chine ne s'émancipe jamais du groupe familial. L'absence d'égalité se fonde sur une lignée successorale qui ne vise pas au partage des biens entre tous les membres de la fratrie. Les femmes en sont exclues et les frères ne sont pas tous systématiquement concernés. La prime au droit d'aînesse ne s'applique toutefois pas toujours. Au contraire, l'héritier est souvent le cadet. Tong Xin parle dans ce cas de *succession égalitaire* (surtout chez les paysans) : « *le système d'héritage des familles traditionnelles se différencie des systèmes européens, mais également de celui du pouvoir impérial. Ce n'est pas le régime de l'aîné qui hérite de l'ensemble des biens, système qui concentre l'argent et le pouvoir sur une seule personne ; mais au contraire un système de séparation des biens familiaux entre les frères*

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

visé à répartir la richesse et le pouvoir...C'est une conception de la part de l'Etat qui ne permet pas à une famille d'étendre sans limite sa puissance car elle risquerait de rivaliser avec le pouvoir impérial et étatique. » (Xin, 2008 : 260)

Le respect de la division sexuée traditionnelle des tâches participe à la dynamique de ce peuplement. Les activités pour lesquelles sont nécessaires l'usage de la force physique et la maîtrise technique sont plutôt réservées aux hommes alors que les femmes se voient échoir la responsabilité de l'entretien de la sphère domestique. Cette division va de pair avec la fréquence d'occupation des espaces. Les hommes s'orientent vers le monde extérieur alors que les femmes opèrent un partage équilibré entre intériorité et extériorité de la maisonnée. Elles assument ainsi d'une part les tâches internes à la maisonnée (ménage, enfants), et d'autre part circulent au dehors afin d'acheter les aliments de cuisine ou converser avec le voisinage. Pendant leurs temps morts, il peut être également loisible aux femmes d'observer une activité à proximité du foyer, telle que tricoter devant leur habitation par beau temps.

En plus d'une adhésion à la coutume, le dispositif traditionnel est respecté en raison des bienfaits fonctionnels qu'il procure aux résidents qui y trouvent un moyen de fonder un cadre stable où développer les tactiques de survie qui visent à organiser et répartir les possibilités d'activation au sein de leur environnement. Autrement dit, le besoin de s'assurer un mode d'emploi qui a fait ses preuves converge avec des exigences éducationnelles dont l'universalité de principe consiste à penser que « *la contrainte rend libre* ».

Outre le peuplement qu'expliquent l'enracinement et la transmission, il faut tenir compte des deux catégories de population que sont les migrants venus de la proche campagne qui se sont fixés depuis plusieurs années (dont un tiers de la population à Harbin fait approximativement partie), et les simples migrants de passage qui peuvent d'ailleurs être issus de la parenté des précédentes familles de migrants installés.

IV.1.2] Temporalités liées au climat, aux saisons et fêtes

A Harbin, la vie sociale extérieure est évidemment réduite en hiver. Le froid très rude qui frappe la région entraîne une crispation des pratiques quotidiennes, sur-réglémentées de ce fait et se traduisant par la présence moindre de personnes arrêtées et prêtes à discuter. La philosophie du Ying et du Yang devient dans ce cadre une idéologie qui renforce un état des pratiques d'abord initiées en fonction de contraintes climatiques concrètes.

A cette période de l'année, les enfants consomment des glaces à la sortie de l'école avant d'aller rejoindre le foyer familial. Le temps de vie, pour beaucoup cloisonné à

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

l'intérieur du domicile, détermine une centralité des relations intrafamiliales propre à la saison.³⁰ Nombreux sont ceux qui, loin de redouter celle-ci, apprécient au contraire cette période au cours de laquelle, comme le racontent les écrivains Fédor Dostoïevski ou Lao She dans leurs romans, chacun se sent moins coupable d'être pauvre et inactif.



Sol glacé de l'hiver à l'ouest du territoire

Les fêtes du nouvel an sont une manière de consacrer l'institution qu'est la famille. Un spectaculaire phénomène de migrations intérieures se met en branle pour l'occasion en Chine. Voies ferrées, aériennes et routières sont entièrement mobilisées. Ces fêtes se déroulent principalement au long du mois de février. Elles annoncent également la fin d'un cycle d'hibernation et amorcent la venue d'une renaissance par le retour à la légèreté des comportements et aux corps qui s'ouvrent. La tenue vestimentaire portée en hiver est progressivement abandonnée. Chacun se désaliène de son épais manteau, des multiples couches d'habillement, et redevient plus autonome en pouvant se départir de sa dépendance au besoin de chaleur humaine indispensable pour passer l'hiver³¹. Le foyer, cellule de domesticité, représente le socle de survie des membres durant cette période d'arrêt, selon un tissage insensible au profane. Un artisanat bricolé prenait aussi le relais de l'activité salariale, participant à entretenir un mode de vie qui n'est pas sans rappeler celui des communes paysannes russes de l'ancienne société féodale³².

³⁰ Marcel Mauss décrivait par exemple comment les variations saisonnières influaient sur les dynamiques morphologiques de la vie sociale des communautés (eskimos) (1904).

³¹ Richard Hoggart (1957) avance que la culture populaire se structure autour d'un imaginaire pratique constitué des référents que sont la chaleur du foyer entretenue par la figure de la mère qui cuisine et par le modeste feu de cheminée associé à la sévère autorité du père.

³² L'ouvrage intitulé « un village russe » retranscrit la réalité du monde paysan russe au moment de la transition entre la société féodale du Tsar et la société communiste (Stoliaroff, 1992). Des similitudes existent ici.

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Harbin est relativement calme le jour du nouvel an car la majorité des commerces y sont fermés. Néanmoins, le claquement en rafale des pétards (interdit depuis quelques années) animent quelques rues où « sévissent » les enfants. Les portes des habitations sont ornées d'affiches de décoration se caractérisant par des écritures de couleur or sur fond rouge stipulant la commémoration. Trois bandes de papier sont collées sur les côtés droit et gauche de la porte et deux losanges de papier sur la porte même. Une très grande partie des festivités se déroulent à l'intérieur des habitations vis-à-vis desquelles le simple fait d'être seul marginalise. Extériorisés de ce fait social total, les rares témoins de cette « exclusion » par le témoignage qu'ils pratiquent sur eux-mêmes, côtoient vraisemblablement un chaos dont cette institution est censée les protéger, en guise de forteresse qui immunise des anomies en venant se décharger de la part négative du réel. C'est notamment au cours de ces fêtes où chacun reçoit des cadeaux, que les habitants renouvellent leur « garde robe » pour l'année à venir.

Après ces fêtes, l'activité économique redémarre selon la saveur du printemps (la fête du nouvel an est appelée fête du printemps). Au devant des habitations, les vêtements sèchent sur un fil exposé aux passants, les enfants jusqu'alors cachés par l'obscurité nocturne, reprennent place dans le décor et animent les lieux. Les résidents enlèvent chaque jour un peu plus les matériaux ajoutés sur les toits pour protéger du froid. L'activité s'étale et tous participent à la reconquête d'espaces momentanément laissés vacants.

La cuisine et sa consommation répondent inextricablement à plusieurs logiques. Les usages des habitants du quartier le démontrent. Les plats cuisinés se consomment collectivement, chacun pouvant piocher à l'aide de ses baguettes (*kuài zi*, 筷子) en buvant et discutant. La cuisine chinoise se caractérise en générale par le mélange d'une multiplicité d'aliments peu compacts, où viandes et légumes sont toujours découpés en fines lamelles et très petits morceaux. La variété gastronomique des plats chinois dépend directement des techniques de découpage des aliments. La composition du plat repose sur une gestion équilibrée des aliments liquides et solides, même si la gastronomie du *Heilongjiang* est particulièrement grasse (charcuterie russe, saucisses de Harbin), et très souvent accompagnée

Rappelons que l'ouvrier chinois est assez éloigné de l'ouvrier français arraché à ses racines paysannes au XIX^{ème} siècle. L'ouvrier chinois a vécu ce changement de condition au mieux un siècle plus tard et selon des modalités fort différentes. Aussi, ces prolétaires urbains reproduisent des comportements et un mode de vie culturellement proche de celui des paysans. Preuve en est que ces derniers affichent depuis peu la volonté de se démarquer à tout crin des paysans. Ajoutons que les réformes maoïstes avaient organisé les communes ouvrières sur le modèle communautaire russe (paysan). De plus, la conjoncture marquée par un chômage endémique favorise le retour à une économie domestique intense et au respect des valeurs anciennes.

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

de bière et d'alcool blanc. Cette nutrition locale favorise la rondeur et la robustesse des hommes et femmes, ces dernières étant prisées pour l'opulence de leur poitrine.

La cuisine est élaborée avec le souci que certains plats puissent être consommés aussi bien chauds que froids, ce qui n'impose pas de délai de dégustation et incite à expérimenter les différents aspects du plat en y accordant du temps. Un repas peut ainsi durer plusieurs heures et même avec un faible capital financier, il est rare que quelqu'un ressente un sentiment de manque lié à l'incapacité de se nourrir (sensation physiologique et mental du manque déterminée par un ensemble de normes et considérations sociales). Le bon repas est celui qui dure grâce à la composition et l'alliance pertinentes des plats. Les habitants sont d'ailleurs particulièrement fiers de cet art de vivre. La manière de se nourrir intervient fondamentalement sur la structuration de la temporalité collectivement partagée.

IV.2] Types et lieux de la sociabilité

La sociabilité est faite de l'enthousiasme du matin, du nouveau départ qu'incarne le début d'une journée pour laquelle il s'agit de mettre à jour les activités du quotidien. Après le repas de midi, l'activité se réduit considérablement. Les discussions et la circulation entre les maisons et le coin des allées finissent de combler le vide des heures creuses avant que la nuit n'enterre la communauté dans un noir quasi-complet au sein duquel résiste la teinte de lumière qu'alimente la lanterne rouge de l'épicier Xian.

Le lieu de réunion favori du voisinage se situe au carrefour des allées. Les hommes y palabrent à proximité d'une fosse qui sert de déchetterie, trou d'un mètre et demi de diamètre et d'un demi-mètre de profondeur. Le plus souvent les femmes ne font que passer. Cette fosse symbolise pour le voisinage la pauvreté de ses membres. Néanmoins, beaucoup y viennent avec un tabouret pour essayer différentes positions au gré de la venue de voisins, de l'humeur collective ou des conditions climatiques. Lorsque le sentiment d'apathie est fort, lorsque les conversations semblent épuisées, on retourne regarder la télévision chez soi ou au restaurant pour absorber suffisamment de « nouveauté » pour alimenter les prochaines discussions. Deux à six heures par jour peuvent être ainsi occupées à fumer, boire, manger, discuter afin de noyer son désœuvrement.

Les femmes occupent une visibilité extérieure moindre que les hommes puisqu'elles s'occupent des tâches domestiques et de l'éducation des enfants, même s'il arrive dans de nombreux cas qu'elles soient salariées à l'hypermarché Carrefour situé à cinq minutes de bus. Des femmes âgées balaient les rues la cigarette à la bouche et, sont en partie intégrées au

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

monde masculin. Les jeunes mères viennent très rarement s'asseoir à l'extérieur pour discuter. Objet de désir dans la plupart des sociétés humaines, la présence de jeunes femmes célibataires y est plutôt exclue. Lorsque les hommes n'y sont pas en groupe, elles peuvent s'arrêter pour échanger des mots amicaux. Les filles aident aux tâches domestiques de façon aléatoire et la cuisine est laissée à beaucoup d'hommes qui pensent détenir ainsi un savoir faire technique traditionnel. A cet égard, il semble que la domination féminine exercée dans le foyer soit plus la résultante du désinvestissement des hommes de la sphère domestique pour des raisons pratiques (visant entre autres à laisser un espace suffisant d'entreprise et d'emprise aux femmes) qu'à une domination masculine imposée par violence.

Les enfants évoluant à l'extérieur sont plutôt les garçons qui, dès qu'ils savent marcher, jouent à « cache-cache » dans la rue. Les parents ne craignent pas pour eux parce qu'ils savent que les voisins exercent une surveillance. Les adolescents sont repérables car ils portent un survêtement octroyé par le collège, qui est souvent une de leur seule tenue. Les vieillards se baladent en après-midi avant de se poster et discuter. D'autres se rendent dans les salles ou espaces extérieurs réservés au majong. Chacun est libre d'y venir pour discuter et/ou jouer quelques parties à tout moment. On y fume, mange, mise un peu d'argent.



L'école « xinhua » de la communauté

Clifford Geertz proposait de s'appuyer sur un événement particulier pour comprendre l'existence d'une société dans son ensemble. En adoptant cette démarche, nous avons constaté qu'à l'instar des cafés en Europe et particulièrement en France et en Italie, les restaurants en Chine sont au centre d'une certaine vie social. L'accroissement des restaurants repose sur la

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

fusion des sphères de la famille et du travail d'après la recherche de commodités. On reçoit ainsi des clients chez soi sans avoir besoin d'employer de personnel extérieur à la famille.

La famille Liang a tenu un restaurant sur la place. *Miaô*, âgée de vingt-sept ans et son mari *Ge yuan* âgé de trente ans n'étaient pas originaires de Harbin mais de deux petites villes du nord de la province. Ils finissaient leurs études respectivement à seize et quinze ans. *Miaô* vint à Harbin à dix-huit ans pour travailler dans un restaurant du centre de *daoli* pendant neuf ans. *Ge yuan* et elle se rencontraient alors qu'ils travaillaient dans ce restaurant. Une fois mariés, ils devenaient l'année suivante parents d'un garçon qui vit chez ses grands-parents paternels.

Les parents logeaient à l'étage du restaurant auquel on pouvait accéder par des escaliers ouvrant sur une trappe au devant des cuisines. La surface du rez-de-chaussée mesurait quarante mètres carré et les cuisines, quinze mètres carré. Le restaurant était aménagé de six tables pouvant accueillir quatre personnes chacune. Les vêtements, objets d'entretiens (savon, shampooing...) se mélangeaient à l'espace professionnel, brouillant la frontière entre vie privé et vie professionnelle.

Ces derniers n'étaient que rarement amenés à s'éloigner de chez eux. Le couple se levait vers huit heures chaque matin, mangeait et regardait la télévision pendant les deux premières heures de la matinée. Ils se réapprovisionnaient en légumes au marché du coin et en alcool blanc au centre commercial, la bière étaient livrée par un grossiste.

Le nombre de clients étaient au maximum de dix au cours d'une journée. La venue de femmes et d'enfants était rare et le rendement élastique ne leur permettait pas d'espérer vivre selon leurs attentes. Ils s'apprêtaient donc à ouvrir un restaurant ailleurs en ville. En février 2008, la sœur cadette de *Ge yuan*, son beau-frère, ainsi que le frère cadet de *Miao* vinrent travailler au restaurant car *Miao* était hypertendue et *Ge yuan* travaillait dans un restaurant plus fréquenté en attendant que l'affaire soit rachetée, chose faite au début du mois suivant.



Madame *Liang* et sa sœur cadette

Les hommes venaient manger et boire régulièrement après le travail, voire pour y parler d'affaires commerciales. L'ambiance virile tournait autour de la boisson. Au cours de ces réunions s'affirmaient les sentiments de fraternité et de hiérarchie des âges. Le verre à la main organisait et commémorait les paroles de chacun. Les anciens, issus de fratries importantes, se mêlaient aux générations d'enfants uniques. « Gege » (哥哥 frère aîné) ou « didi » (弟弟, frère cadet) étaient des termes utilisés pour désigner toute personne de sexe masculin dans la communauté. La population locale se rendait également au restaurant tenu par des musulmans d'ethnie *Hui*. A mi-chemin entre le poste de police et la salle de majong, il incarnait un lieu réputé, très prisé par les *Han* car ils y trouvaient la nourriture très bonne même si les plats à base de viande de porc n'y étaient pas cuisinés. Par contre, l'alcool y coulait à flot. Cette sociabilité au restaurant était liée à une culture populaire où faire parti du groupe est la condition pour que des relations masculines et hiérarchiques puissent se mettre en place, et qu'on ne soit pas un anonyme. Cet ordre prospérait sur le symbole de la mère. Les hommes pointaient leur condition commune qui est d'avoir été mis au monde par une femme. Le père n'était gratifié qu'ensuite et beaucoup moins.

A la salle de billard du centre commercial de *xianzheng jiè*, on retrouvait cet univers exclusivement masculin. Ce lieu était peuplé d'habituez âgés entre 25 et 35 ans. Louer une table coûtait 8 yuans l'heure et ces derniers pouvaient y passer des journées entières pendant que leurs femmes promenaient les enfants, faisaient des achats et leurs amenaient à manger avant de repartir.

Villages urbains ou quartiers populaires favorisent le développement d'attitudes ou de comportements propres à la vie villageoise. La critique dissimulée, la rumeur propagée, le

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

commérage en sont un lot commun. Cohabitation et promiscuité déterminent dans différents domaines un psychisme collectif oscillant entre le positif et le négatif.

Le commérage était plutôt pratiqué par les femmes d'âge avancé qui regardaient passer avec dédain les jeunes femmes vêtues de jeans moulants et de chaussures à talon, l'oreille rivée au téléphone mobile ; elles leur semblaient superficielles et leur désapprobation s'exacerbait à mesure que les petits rires entrecoupés et répétés des jeunes filles se faisaient entendre, jugés par les vieilles dames comme l'expression même de la sottise. Agacées, les mères mimaient un conflit de générations, pointant un évident contraste entre ces signes de frivolité et les préoccupations sérieuses. Le circuit de la concurrence féminine se fonde notamment sur le devoir de s'accaparer un prétendant de qualité et de devenir épouse, puis mère de famille. Les doyennes exprimaient une légère amertume d'être elles-mêmes sorties de ce circuit tout en vitupérant contre la volonté d'ascension des jeunes femmes.

Ragots et histoires de coucheries étaient également légion dans la communauté. Tout le monde était au courant de l'histoire d'un voisin de cinquante deux ans qui avait été roué de coups par sa femme lorsqu'elle apprit qu'il fréquentait une autre femme. Il se rendait régulièrement à la salle de majong où ses camarades, une fois ce dernier parti, en faisaient l'objet de nombreuses moqueries. Les mensonges conjugaux entraînaient conflits ou affrontements chez des hommes pour qui la provocation est inscrite culturellement. Ainsi, le jour où Zhang Wang s'était disputé violemment avec un homme d'une trentaine d'année pour une histoire de coucherie en est une illustration. Bien habillé, ce dernier venait chercher une jeune fille de la communauté. C'est là qu'il s'est attiré le désamour de Zhang Wang pour d'obscures raisons. Le ton monta rapidement et, à aux limites du conflit physique, sa femme, ainsi que l'épicier Xian, firent rentrer chez lui l'énervé.

Tendance au déclin et à la fermeture s'alterne avec une tendance à la solidarité. La fierté d'appartenir à la communauté atténue le sentiment d'entrave. Une mythologie de cette appartenance repose sur la croyance entretenue de vivre dans l'endroit qui fut l'un des plus dangereux de Chine quelques décennies plus tôt. Hommes d'âge mûr et jeunes adultes y trouvaient là un certain réconfort. Selon la légende, *Gu xiang* avait été le quartier le plus dangereux de Chine jusque dans les années 1980, les agressions à l'arme blanche y étaient courantes et le nombre de policiers quasi-inexistant. Cette dangerosité glorificatrice semble avoir existé et fonde le socle réel d'un âge d'or pour lequel il ne reste que le souvenir d'une criminalité incontrôlable. Les copains de la bande de l'oncle Sheng racontaient leurs escapades dans le sud du pays où ils disaient avoir terrorisé les populations, leur faciès d'hommes du grand nord en faisait des gens craints et respectés. Ils s'exhortaient au courage

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

et à la solidarité pour se battre et insistaient sur le fait qu'à cette époque, apprendre à vivre était une chose qui passait par l'expérience des voyages et d'une confrontation directe et violente avec le monde extérieur.

IV.3] Anarchie sociale ordonnée

Sous le maoïsme, toute l'organisation communautaire était mise en coupe réglée par l'Etat (Parti-Etat) (Davis, 1995 : 3). Ce n'est aujourd'hui plus le cas où l'on observe l'émergence d'un « désordre ». La jonction entre ce désordre et le retour à un ordre domestique dont l'importance a été relevée plus tôt, permet de maintenir la cohésion économique et sociale de la communauté.

IV.3.1 Désindustrialisation et économie de substitution

Le rythme de la vie sociale était auparavant dicté par le travail. La communauté des travailleurs de la rivière était quasi-intégralement intégrée au régime de la « danwei » (单位, unité de travail). Les résidents se levaient vers sept heures le matin, préparaient le repas, se restauraient et partaient à pied pour travailler, quelques minutes avant le début de la journée de travail débutant à huit heures. Vivant sur le lieu de la production, le temps de transport était quasi-nul. Les travailleurs se sustentaient entre onze et treize heures puis se reposaient ensuite chez eux ou au sein du collectif de travail. La journée de travail se terminait à seize heures et demie. La soirée était réservée à la préparation du repas, à sa consommation et il restait alors un « résidu » de temps à peupler en discutant, en jouant au majong avant d'aller se coucher vers vingt-deux heures.³³

La désindustrialisation croissante qui entraîna l'apparition du chômage a contraint la population à élaborer des pratiques de substitution dans le cadre d'un système de « débrouille », d'initiatives déviantes ou inhabituelles mais rendues nécessaires. Il est ainsi apparu naturel de repositionner l'économie domestique au centre de l'organisation. D'un côté, les grands-parents s'occupaient de la cuisine, de la maisonnée, en étant le plus souvent

³³ Entre 1950 et 1976, l'organisation des villes par la « danwei » copiée sur le modèle de l'Union soviétique des années 1950 délimite une vie entre quatre murs en créant des frontières à l'intérieur de l'espace urbain de sorte à configurer une multiplicité de villes miniatures. L'organisation par la « danwei » se caractérise par l'immobilisation des populations et la suppression de la vie privée (Davis, 1995 : 2-3). Il s'agit d'un environnement hautement contrôlé correspondant à un univers dont la forme est standardisée, fondée sur une exigence de fonctionnalité pure avec pour objectif de réduire « les transports ». Par le biais de ces unités de

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

accompagnés des mariées. De l'autre, le père et partiellement la mère avaient pour devoir de récolter de l'argent pendant que les enfants étaient à l'école jusqu'au moins l'âge de seize ans. Cette économie des besoins reposait sur un agencement du désir où chacun devait se satisfaire de respecter un système de valeur où les aspirations individuelles étaient sacrifiées sur l'autel de la fonctionnalité et de sauvegarde de l'entité familiale.

Désormais, la journée d'activité débutait toujours vers sept-huit heures du matin, un peu plus tôt au printemps et en été, lorsque le soleil se lève entre deux et trois heures du matin. Certains dans la communauté s'improvisèrent réparateur de mobylettes, de vélos, de téléphones portables, soudeurs ou brocanteurs, en essayant de calquer leur rythme sur la configuration standard de la journée stable de travail.

Une activité de substitution imprégnait assez largement le paysage. Elle visait à récupérer objets ou résidus d'objets dans les environs ou dans des secteurs plus reculés. À l'aide d'un « sanlunche (三轮车) », d'une moto, d'un vélo à moteur, d'une charrette poussée à la main, ou encore d'un « mache » (cheval qui tire une remorque)³⁴, nombreux étaient ceux qui arpentaient les rues en distribuant des coups de bâton sur un sot fixé au devant de leur engin, en appelant tout haut la population à faire don de ses avoirs inutiles.

La marchandise ainsi glanée était ensuite apportée dans des entrepôts de récupération où chacun pouvait louer un « sanlunche » pour effectuer d'autres missions. On comptait cinq à six de ces « maisons de prêt sur gage » dans le secteur.³⁵ La rémunération variait selon le poids, la qualité et le type de matériaux. Ce paiement journalier rendait l'existence incertaine puisqu'il empêchait toute projection dans un avenir plus ou moins lointain. Dans ce contexte assez instable, chacun essayait de s'appuyer sur une morale provisoire.

travail, la Chine alla plus loin que l'Union Soviétique dans la fusion entre lieu de vie et lieu de production (Gaubatz, 1995 : 30).

³⁴ Dans la communauté paysanne voisine une étable servait à placer des fers aux chevaux.

³⁵ Les véritables maisons de prêt sur gage furent interdites au temps fort du communisme (Pairault, 2002).

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée



Centre de récupération de *tianhe jié*



Groupe de voisins au départ de la “récolte”



Un “sanlunche” de location

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Au sein de cet univers, le garage de la famille Li constituait un pôle nerveux. Se situant à la croisée des chemins, des marchandises y étaient déposées telles que des téléviseurs auxquels les Li extrayaient les câbles pour les revendre une fois ceux-ci accumulés. Tout participait de l'atmosphère d'activité autour du garage : les voisins jetaient des seaux d'eau usée dans la fosse, d'autres défilaient sur leur « sanlunche », les individus arrêtés discutaient et les observateurs passifs déambulaient.

La maison des Li comptait trois étages où cohabitaient plusieurs familles. La porte du garage était l'entrée principale alors qu'un escalier extérieur permettait d'accéder au dernier étage. Les Li passaient le plus clair de leur temps dans le garage où ils travaillaient, mangeaient et regardaient la télévision. Originaires d'une petite ville située à cinq kilomètres de Harbin, ces derniers vivaient dans la communauté depuis cinq années. Le père, âgé de trente six ans, et la mère de trente trois ans avaient une fille de treize ans et un chien qu'ils affectionnaient particulièrement.

Le frère aîné du mari, âgé de quarante ans, frayait régulièrement parmi eux, pratiquant des allers et retours entre leur domicile et la maison familiale où vivaient les grands-parents, sa femme, sa fille aînée âgée de vingt-quatre ans et son fils cadet âgé de dix-huit ans. Contrairement à son frère cadet et sa sœur aînée, ce dernier avait rejoint son frère avec l'objectif de pédaler un « sanlunche » pour gagner de l'argent, chose qu'il a faite toute sa vie, n'ayant jamais obtenu de véritable salaire ou de poste stable (à noter à cet égard le concept chinois du 铁饭碗, tiefanwan, ou « *bol de fer* », désignant un emploi très stable dont on ne peut être démis aisément, tel un bol de fer qui ne se rompt pas quand il tombe...)



Garage de la famille Li

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Afin de contrebalancer cette misère grandissante, les résidents devaient souvent compter sur les retraités et les handicapés qui percevaient une allocation mensuelle. Ces revenus représentaient un gage de stabilité et de sécurité, bien que la pension d'un handicapé excède rarement 300 yuans par mois. La trouvaille, la récupération, le bricolage et le commerce de proximité se juxtaposaient comme autant de pratiques semi-productives.

Un couple de cinquantenaire avait ainsi pour habitude de déplacer un charriot sur lequel reposait une grande marmite de soupe. Ils poussaient laborieusement cette charge afin que les roues surmontent les ornières qui obstruaient régulièrement le passage. Ils s'arrêtaient à chaque appel d'un résident pour servir un bol de soupe au prix d'un yuan.

Aller vendre sur les marchés est une tentation à laquelle beaucoup renonçaient étant donné la dureté du métier. Lassé de ses désillusions et voulant se remettre le pied à l'étrier, le fils Sheng tenta par exemple sa chance sur les trottoirs de la ville aux jours du mois d'avril 2008. Il partait vendre des bracelets et des poupées traditionnelles à proximité de l'Université de la province où s'organisait quotidiennement un grand marché. Venus par le bus 209, nous trouvions un emplacement libre après avoir été relégué par plusieurs commerçants qui refusaient qu'un étalage soit devant leur vitrine. Nous discussions assis sur le parterre, échangeant des cigarettes dans l'attente de clients. Le fils avait prêté attention à se munir d'un ample sachet pour stocker la marchandise, d'une planche, d'un tréteau et d'une nappe noire afin de disposer son étalage. Sa fiancée ne l'accompagna que la première fois et laissa ensuite ce novice qui n'aimait pas marchander se débrouiller seul. Il était d'ailleurs fier de reconnaître que les femmes maîtrisent mieux l'entreprise de négociation que lui, montrant ainsi qu'il ne croyait pas à son entreprise. Les passantes acclamaient la beauté des poupées, essayaient également les bracelets, mais n'achetaient rien, réduisant ainsi les commentaires du fils à néant. Conscient que son humanité le perdait dans ce domaine, il négocia presque à perte et se demanda ensuite s'il avait été lucide, tiraillé par l'angoisse de ne rien vendre et d'avoir entrepris tout ceci vainement. Le bénéfice d'un yuan qu'il retira de cette vente de cinq heures le laissait ironiquement rêveur.

IV.3.2 Vecteurs de survie : circulation des objets, logique de l'échange et adhésion à la praxis

La vie de la communauté n'étant pas régie et prise en charge par les pouvoirs publics elle prenait forme par le biais de l'action directe de ses membres qui agissaient pour leur survie. La population qui vivait un relatif « triste sort » n'attendait plus rien des décisions politiques, d'où la forme d'autogestion qui appelait aux solidarités de l'échange matériel et

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

immatériel. Ces dynamiques se manifestaient tout autant par le prêt d'outils, le don de nourriture ou le partage symbolique de la parole dans la discussion. Les plats cuisinés donnaient lieu à des repas collectifs et le faible prix de la bière et des cigarettes ainsi qu'une généalogie réduite permettaient l'extension des liens fraternels au-delà des « liens du sang. »³⁶

Dans le cas d'une invitation au restaurant, cette prodigalité connaissait une mise en scène identique. À la fin du repas, l'offreur exigeait qu'on lui restitue l'addition tout en s'excitant sur une liasse de billets qui rassemblait probablement l'intégralité de ses fonds pour la période à venir. Le convive suppliait ce dernier de s'abstenir de payer et le retenait en apparence par tous les moyens. L'offreur faisait alors mine que cette somme ne représentait rien pour lui et payait tout en exprimant un profond désintérêt, voire un dédain à l'égard de cet argent jeté au serveur avec un regard détourné. Cette mise en scène du don conférait le sentiment au donateur qu'il était d'autant plus prodigue qu'il possédait en réalité peu. À travers de cette dépense ostentatoire, celui-ci sacrifiait de futurs besoins afin de signifier son attachement à l'autre. Tout était joué d'avance. Le convive n'avait en réalité aucune intention de l'empêcher de payer et chacun assumait successivement l'un des rôles puisqu'une personne ne payait jamais deux fois en suivant. Par le biais de cette logique de don-contredon, un groupe avait l'occasion de se réunir régulièrement sous l'égide d'un offreur³⁷.

Les outils se plaçaient aussi au centre de la vie sociale : hache pour couper le bois, clés de réparation, vis, clous, marteaux, fer à souder et pinces mécaniques, etc. Ces derniers servaient à accomplir des tâches de reproduction ou de reconstruction en détournant d'anciens matériaux de leurs usages initiaux. Sans atteindre leur idéal social, les résidents devenaient ainsi des manipulateurs de piètres éléments disparates qui les plaçaient juste en capacité d'opérer de façon recluse une activité semi-créative prête à être dispersée par la reconduction de petites actions répétées. Au sein de ces actions interstitielles existait une tension entre absence d'activité et activation. À cet endroit s'échafaudait une praxis communautaire synthétique et provisoire endossant le mot d'ordre « d'activation comme activité »³⁸. Cette

³⁶ James Z. Lee et Wang Fen justifient de la même façon que « *nonobstant la forte préoccupation chinoise, à l'égard de la perpétuation de la lignée et d'un système de bien-être basé sur la famille et la parenté, les parents chinois, en raison, de faibles niveaux de fécondité et de survie, durent souvent recourir à une parenté fictive pour remplacer la productivité biologique* ». (Lee et Fen, 2006 : 20).

³⁷ Dans son ouvrage intitulé « Trésors. Anthropologie analytique de la valeur », Christian Geffray essaie de saisir les arcanes de la constitution du lien social et de la circulation de la valeur par la structure du discours de Jacques Lacan (Geffray, 2001).

³⁸ Henri Lefebvre écrit sur la praxis : « *La Praxis est le point de départ et le point d'arrivée du matérialisme dialectique. Ce mot désigne philosophiquement ce que le sens commun appelle : « la vie réelle », cette vie qui est à la fois plus prosaïque et plus dramatique que celle de l'esprit spéculatif. Le but du matérialisme dialectique n'est autre que l'expression lucide de la Praxis, du contenu réel de la vie-et corrélativement la transformation de la Praxis actuelle en une pratique sociale consciente, cohérente et libre. Le but théorique et le but pratique-la connaissance et l'action créatrice – sont inséparables.* » (Lefebvre, 1962 : 95) »... » Dans le secteur dominé,

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

praxis a pour qualité d'intégrer en son sein l'idée de la vertu du processus. En d'autres termes, cette praxis manifeste la perspective que c'est en agissant que l'on pense et trouve une solution à l'absence d'activité. Dans ce cas, l'activation n'a pas, en raison de son développement, une quelconque et ultime finalité concrète et matérielle. Le mérite de la participation malgré le climat de défaite est une manière pour chaque individu de résister à un chaos spirituel. Cette résistance s'assimile au caractère peu visible d'une transition douloureuse et à une procédure de mise en équilibre qui puise ses ressorts dans les fondamentaux anthropologiques.

IV.3.3] Prescriptions matrimoniales et rites funéraires

Lorsque Jacques Gurvitch écrivait : « *certes la parenté vécue dans la ville ne repose plus aujourd'hui sur des règles prescriptives strictes mais s'appuie sur des affinités individuelles, des relations de voisinage, des intérêts socio-économiques communs, la proximité professionnelle* » (Gurvitch, 1982 : 12), il y avait beaucoup de justesse dans ces observations, même si, en compartimentant la parenté de la sorte, il supposait qu'elle puisse réellement exister en vertu de la pureté d'un modèle. Selon une vision plus instrumentale et historicisée, nous souhaiterions insister sur l'importance des éléments qui renvoient aux traditions et ritualisations au sein de la communauté, dans le but de montrer que l'urbain ne s'oppose pas diamétralement, dichotomiquement à la vie traditionnelle.

Dans un second temps nous voudrions valider l'assertion selon laquelle la transition sociale en direction du « progrès urbain » (tel que défini par les autorités) appelle les résidents de la communauté à s'arrimer à un système de valeurs culturellement ancré. La ritualité de l'existence et l'attachement à un système de valeurs délivrent une force à l'être humain, force qui lui donne une consistance par l'identification à ce système. Sciemment ou non, l'angoisse de la communauté est relativement plus faible de par ces critères. Si certains individus entretiennent un rapport plus instrumental et conscient à celui-ci, qui a pour but de les rassurer, d'autres « croient » et « pratiquent » sans penser leurs croyances et la fonction anthropologique que celle-ci recouvre. Par conséquent, les résidents de la communauté étaient en demande de contraintes positives et consenties, opposées à leur condition d'existence pénible et subie. La transmission était assurée entre les différentes générations d'habitants qui aimaient parler des choses de la vie.

donc à l'échelle humaine, l'ensemble de l'activité productrice-la praxis-tend à créer un univers consolidé, un monde fait d'un nombre immense de séries causales déterminées » (Ibid : 120).

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Entre 1950 et 1980, la communauté avait plus ou moins rompu avec les traditions dans le mesure où il était interdit de s'y référer si l'on ne voulait pas être assimilé à un déviant politique. La politique de l'enfant unique s'était réalisée à *Gu xiang* comme ailleurs, par l'intermédiaire du comité de quartier et de l'unité de travail qui s'occupaient d'appliquer et de contrôler localement la politique. Chaque femme recevait un carnet d'enregistrement où étaient stipulés la date de son mariage, la naissance de son premier enfant, les moyens de contraception auxquels elle avait fait appel, le décès éventuel de son enfant, les motifs de celui-ci, les données précisant l'éventuelle naissance d'un deuxième enfant et les dispositions prises pour l'éviter.

Si les cérémonies traditionnelles de mariage étaient prohibées pendant cette période, puisque prises en charge par le directeur de l'unité de travail qui se contentait de lire un texte devant le collectif des travailleurs, le mariage respectait de nouveau un cérémoniel constitué d'un certain nombre de rites. Ainsi, à la veille du mariage, un garçon vierge devait dormir dans le lit du futur couple, c'est-à-dire celui du mari, alors que les amies de la jeune fille déposaient de l'argent sur son lit afin qu'elle se saisisse ensuite du plus d'argent possible en une seule poignée. Si la future épouse saisisait beaucoup d'argent, cela s'avérait annonciateur d'un futur prospère. Au jour du mariage se déroulait également le rite de la chaussure. Une chaussure était cachée par les amies dans le lit de la mariée, pour que le mari la trouve et la chausse à son pied. Ce rite signifiait que cette dernière ne peut partir avec un autre homme, scellant symboliquement l'union par la possession. Le mari devait également distribuer de l'argent à toutes les amies de son épouse, à hauteur de cinq à dix yuans, sous formes de pochettes ou d'enveloppes rouges (il s'agit de la célèbre tradition du Hongbao (红包). De même, lorsque le couple marié se rendait en voiture au restaurant, les bouches d'égout présentes sur le chemin devaient être recouvertes de décorations festives car un tabou superstitieux local voulait qu'il faille éviter tout contact avec ces symboles d'impureté et de malédiction.

Désormais, les habitants évitaient de transgresser les préceptes matrimoniaux anciens. L'union libre contractée entre un homme et une femme se pratiquait toujours dans l'optique d'évaluer les qualités domestiques de la fiancée avant le mariage et de l'initier. Le système de la dot était encore respecté et son montant dépendait de la position sociale de la famille de la mariée. Le fils Sheng qui pensait un moment se marier devait par exemple économiser dix milles yuans. Ainsi la famille et le mariage étaient directement liés à la production et l'économie. Il était nécessaire qu'un homme gagne de l'argent pour se marier et faire vivre le

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

foyer. Cette forme du mariage chinois, le *mariage majeur*, consiste principalement à ce que la femme qui se marie avec l'homme cohabite avec lui et sa famille. (Lee et Fen, 2006 : 114).

Les liens de parenté, co-parenté ou parenté de substitution étaient également respectés. « Gamné » était l'ami-frère pour les personnes de vingt à trente ans, « shushu » désignait, en plus de l'oncle paternel, un homme trentenaire, « erniang » était utilisé pour s'adresser à la mère d'un ami proche (terme officiellement utilisé jusqu'au 16ème siècle pour désigner sa deuxième mère). « Sao zi » désignait encore le beau-frère et « di mei » la belle-sœur.

On usait de subdivisions croisées d'après une perception sexuée des positions de parenté. « Jié fu » était le nom donné à la belle sœur du mari (sœur de la mariée) par le mari, « Mei fu » le nom d'usage de la belle-sœur du mari (toujours sœur de la femme) par la mariée, « Lian qiao » le nom utilisé entre deux beau-frères mariés chacun à une sœur, « Zhou li » le nom usité entre deux belles-sœurs mariées chacune à deux frères, le mari appelait son beau-père « laochangren » et sa belle-mère « changmunian », la mariée appelait sa belle-mère « popo » et son beau-père « gongong ». Ainsi tous les mariés se voyaient systématiquement rappeler leur rôle au regard de la famille du conjoint.

Les prénoms fusionnaient avec le nom du père selon une signification particulière souvent liée aux conditions de la naissance, ou à la volonté de la famille d'imprimer un sens particulier à l'existence de l'enfant et ainsi à l'ensemble de l'arbre généalogique de la famille. La femme mariée gardait son nom de jeune fille. Tous possédaient deux noms dont l'un était réservé aux taches d'amitié, de travail, de légalité et l'autre, le « petit nom », réservé à la famille.

On respectait enfin les morts. La majorité des morts reposaient au cimetière de « Huangshan » (montagne jaune), petite ville de la banlieue Est, où les maisons s'étalent sur une longue route. Plus d'une heure était nécessaire pour s'y rendre en bus en provenance de *Gu xiang*. Une fois arrivé, il fallait marcher une demi-heure jusqu'au cimetière situé dans les hauteurs d'une colline. Un faible nombre de tombes s'y étendait, moins d'un millier, car les sépultures étaient extrêmement onéreuses. Au sud du cimetière, une parcelle était réservée à une centaine de tombes juives dont la communauté fut très présente à Harbin dans les années 1920. Une synagogue était d'ailleurs aussi préservée.

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée



Route principale qui traverse *Huanshan*



Chemin qui mène au cimetière



Cimetière de *Huanshan*

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

Les frais de l'incinération et de la cérémonie funéraire sont élevés. L'incinération participe de la cérémonie et l'achat d'une tombe est facultatif. Avant l'incinération, la famille du défunt amène le corps dans une salle froide. Trois jours après le décès est organisée l'étape de l'incinération. Le matin, la famille proche se rend à l'usine d'incinération en voiture pour accueillir le corps réfrigéré. Tout le monde s'agenouille au passage du corps transporté. Ensuite, la famille effectue un passage au domicile du défunt. Un autel est dressé dans la salle commune souvent constitué d'une photo du disparu apposée à un bol dans lequel brûle de l'encens. On s'y recueille en s'inclinant trois fois. La famille retourne à l'usine d'incinération pour le rituel d'adieu au corps, accompagnée des amis et voisins.

Dans la salle, la famille se tient au plus près du corps tandis que les proches restent à l'arrière à bonne distance. Ici, le fils aîné, si possible, doit jeter un sceau en fer enflammé sur le sol pendant que les autres se tiennent agenouillés en pleurs et frappent le sol à trois reprises avec leur front. Ensuite, l'histoire du défunt est racontée sur un fond de musique traditionnelle avant que chacun n'aille faire un signe à proximité du corps, s'entretenir avec la famille ou lui présenter quelques mots de condoléance. Au moment où le corps entre dans la salle pour être incinéré, tout le monde s'agenouille à nouveau.

Une fois le corps ressorti, il est placé sur un réceptacle plat afin que chaque membre de la famille puisse se saisir d'une partie du corps calciné et l'introduire dans une boîte. On commence par le bas pour finir par la tête, dont le fils aîné a la charge. Les pièces de monnaie en papier couleur or sont brûlées et mises également en boîte afin de favoriser la paix du défunt dans la mort. Dans le cas où la boîte est enterrée, elle peut être accompagnée d'affaires jugées chères au mort. Dans le cas contraire, elle est rangée avec les autres dans l'une des salles du cimetière. L'emplacement de la boîte coûte 150 yuans par an. Trois jours plus tard, on insère à nouveau de la monnaie symbolique dans la boîte et tous les sept jours ensuite pendant les quarante neuf premiers jours qui succèdent à l'incinération. Au bout du centième jour de deuil et à chaque nouvelle année, la famille vient se recueillir. D'autres croyances sont à l'origine de la présence régulière de feux dans le quartier. Une coutume consistait à allumer des feux en brûlant des pièces d'or en papier dans la rue afin que les vœux de prospérité et de santé se réalisent. Chaque famille pratiquait quatre à cinq feux par an, ce qui suscitait une animation quotidienne.

En conclusion de ce chapitre, nous voudrions dire que nous avons voulu mettre en perspective la « *causalité dialectique* » qui explique selon quelles mesures, la communauté, obligée de compenser la disparition du système d'encadrement socialiste et de pallier à

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée

l'absence du cadre organisateur du salariat, a pu pérenniser son entité en s'arrangeant une existence appuyée sur les règles familiales, les principes de l'économie domestique et la sociabilité communautaire. La refonte du quartier va permettre aux résidents d'accéder en quelque sorte à la visibilité dans la mesure où le procès de destruction-reconstruction représente une étape contradictoire et conflictuelle qui participe au renouvellement social local interne à l'histoire chinoise.

Les chapitres III et IV et la seconde partie qui suit, nous amèneront à appliquer le raisonnement selon lequel la dynamique interne à la structure du groupe et l'évolution de sa vision face aux événements de la rénovation illustrent le fait que *« la cohérence structurale n'est pas une réalité statique mais une virtualité dynamique à l'intérieur des groupes, une structure significative vers laquelle tendent la pensée, l'affectivité et le comportement des individus, structure que la majorité d'entre eux ne réalise qu'exceptionnellement dans certaines situations privilégiées, mais que des individus particuliers peuvent atteindre dans des domaines limités lorsqu'ils coïncident avec les tendances du groupe et les poussent vers leur dernière cohérence. »* (Goldmann, 1959 : 108).

Deuxième partie
Analyse du processus de destruction-reconstruction des
habitations

Deuxième partie : analyse du processus de destruction-reconstruction

Cette deuxième partie est consacrée à l'analyse proprement dite de la destruction-reconstruction des habitations de la communauté.

Au chapitre V, nous nous intéressons à l'aspect formel de la construction, qui est directement rattaché au droit de propriété dont nous chercherons à éclairer les contours. Cheminant de l'officialité des procédures jusqu'à la réalité matérielle et sociale, nous interrogerons l'inégalité d'accès au logement urbain à Harbin, mettrons en exergue les logiques clientélistes, en n'oubliant naturellement pas que la corruption n'est pas l'apanage exclusif des régimes autoritaires ou « dictatoriaux ».

Au chapitre VI, nous racontons l'expulsion des résidents de la communauté de la rivière, en insistant sur l'étape des résistances et des négociations et en essayant de montrer que ces deux types d'attitude peuvent s'opposer et/ou se rejoindre. Dans un second temps, nous rapportons le cas de la communauté de la rivière à d'autres cas de figure du même genre afin de mieux saisir les tenants et les aboutissants du processus de modernisation urbaine en cours à Harbin, et plus généralement en Chine.

Au chapitre VII, nous décrivons le déménagement des résidents sous l'optique d'une étape où se déroule le déplacement matériel des objets et des corps. Mais à cette matérialité se greffe les perceptions émotionnelles des résidents. Trois épisodes « sentimentaux » s'incorporent à cette trame du déplacement : l'appréhension, l'épreuve de la destruction, le départ et les prémices d'une vie en un autre lieu.

Au chapitre VIII, nous abordons le retour des familles dans la « nouvelle » communauté d'habitations et identifions le « changement », tout en recueillant l'opinion des résidents. Nous voyons que la communauté se reconstitue autour de la reproduction d'éléments partiels issus de l'ancien mode de vie. L'intention de chacun consiste à renouer avec son ancienne vie, à retisser des liens avec son environnement, sans ne l'avoir jamais véritablement quitté en esprit. Au terme de la reconstruction s'opère la mise en forme d'une volonté collective selon laquelle le plus grand nombre souhaite convenir d'un espace mental adapté au nouvel espace physique aménagé, permettant ainsi d'assurer une projection sociale vers l'avenir.

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

Les aspects institutionnels des processus de destruction-reconstruction renvoient aux facteurs supra-individuels qui interviennent dans la réalisation d'un tel procès. Les appréhender implique d'investiguer quelques contenus législatifs, philosophiques, économiques, idéologiques et politiques dont l'ensemble forme une "jurisprudence" protéiforme et concrète.

V.1] Caractéristiques de la propriété et modalités des « expropriations »

Mathieu Bréard interroge sur son blog les implications du vote sur la propriété privée établi le 8 mars 2007 et adopté le 23 mars 2007. Il rappelle que différentes orientations cohabitent au sein du Parti Communiste Chinois. Les conservateurs maoïstes sont très réfractaires à la réforme du droit de propriété qui promeut la reconnaissance et le passage contrôlé à la propriété privée. Parallèlement, Bréard insiste sur la pression que les agriculteurs mettent sur les conservateurs, en réclamant le droit d'être protégés contre l'expropriation illégale de leurs terres par des fonctionnaires corrompus. Il souligne toutefois que l'absence d'« Etat de Droit » est loin d'être l'apanage unique de la Chine, et de citer en exemple le Canada qui « *ne réussit même pas à faire reconnaître le droit à la possession, à l'utilisation et à la jouissance de sa propre propriété dans sa "CHARTRE DES DROITS ET LIBERTES"* ».

Les conceptions de la propriété sont historiquement et globalement différentes en Chine et en Occident. Le lignage reste l'entité référentielle de la propriété dans le premier cas tandis que l'entité individuelle prime désormais dans le second. Corollairement, le droit d'usage s'oppose au droit de possession. C'est pourquoi, globalement, population et gouvernement chinois ne se référencient que partiellement à l'Occident. Le stade actuel témoigne assez d'une synthèse entre tradition impériale, conception maoïste et aspirations modernistes. Jusqu'il y a encore quelques décennies, la question de la propriété privée renvoyait principalement à des préoccupations liées à la société paysanne et agricole. Au cours de la période pré-impériale, un système d'exploitation et de répartition des terres inspiré d'un modèle d'équité théorique dénommé « jingtian » (井田, c'est à dire "puits-champ"), qui consistait à diviser un terrain carré en neuf parcelles. 8 d'entre elles étaient attribuées à huit familles et le produit de la parcelle centrale, dite parcelle « publique », devait être cultivée pour la communauté politique, régi par un seigneur local.

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

A cette époque, l'ensemble des terres appartenaient au roi et aucun droit de propriété n'existait outre mesure. La réglementation était homogène sur la majorité du territoire dans la mesure où « *dans le schéma gouvernemental de la Chine traditionnelle, aucune distinction claire n'était établie entre les villes et les campagnes* » (Xu et Murphy, 2008 : 28).

Le célèbre conseiller politique légiste du royaume de Qin, Shang Yang, réforma ce système vers le IV^{ème} siècle avant JC, décidant ainsi de donner autorité aux paysans sur l'exploitation et la transmission de la terre, en contrepartie du paiement d'une taxe proportionnelle à la taille du terrain.

A la fin de l'empire Qing, un nouveau Code civil, calqué sur celui des allemands, fut élaboré, mais ne fût pas mis en œuvre à la chute de l'Empire, bien qu'il influença le Code Civil de 1930, qui supprimait la famille et plaçait l'individu au centre du droit. Ce Code civil fut abrogé en 1949 avec l'arrivée des communistes au pouvoir. Ces derniers « arrachèrent » par la force les terrains à leurs propriétaires (souvent de grands propriétaires fonciers) et les firent passer au statut de propriété d'Etat. Les terres devenaient ainsi collectives (Hinton, 1971), selon la logique socialiste soviétique. Cependant, sous le maoïsme, certaines maisonnées relevaient encore du régime semi-privé de la propriété.

La notion juridique de droit privé fut réintroduite en 1986 avec l'adoption des Principes généraux du droit civil qui rompaient avec la vision communiste (Herrmann et Lan, 1997 : 594). La notion de propriété privée, « *siyoucaichanquan* » (私有财产), est désormais intégrée à la constitution depuis le 1^{er} juillet 2004. Cette loi a clôturé la phase expérimentale au cours de laquelle les concessions pouvaient uniquement être attribuées à des investisseurs étrangers (années 1990)³⁹.

Le 8 mars 2007 le droit à la propriété privée fut encore renforcé. En vertu de nouvelles législations, Etat, collectivités, personnes physiques et morales peuvent devenir propriétaire d'un bien immobilier, bien que la loi n'autorise pas le passage à la propriété privée des sols, et que la fonction du droit d'usage est maintenue. Plusieurs paramètres doivent ainsi être pris en compte. Ce dernier texte de loi confirme que les droits d'usage foncier sont des droits réels pouvant être librement cédés, hypothéqués et loués et que les terrains ne peuvent être réquisitionnés que pour des raisons d'intérêts public et en contrepartie d'une indemnité. Pour la première fois, le principe selon lequel les conditions de vie des résidents ne peuvent être affectées par la réquisition et qu'un relogement décent doit leur être assuré, fut décrété et gravé dans le « marbre » législatif.

³⁹ Périodique « actualité du droit chinois », lettre n°21.

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

Cependant, en Chine, les dérives sont inscrites au cœur des pratiques locales dans la mesure où « *il n'existe aucune définition stricto sensus de l'intérêt général, et aucun recours n'est possible contre une utilisation abusive de ce terme...De ce fait, les autorités locales utilisent fréquemment le prétexte de l'intérêt général pour réquisitionner des terrains sans que cette qualification ne soit concrètement justifiée...* » (Chiari, 2007 : 146).

A la différence du droit français, la propriété immobilière ne peut pas être transférée par la simple conclusion d'un contrat car il faut en plus une inscription dans un registre. Il est ainsi important de noter que « *ce système proche de celui existant en Suisse, est aujourd'hui déficient en pratique, car les registres tardent souvent à inscrire les titres après une cession, créant dans l'intervalle de temps une insécurité juridique incompatible avec une économie moderne.* » La conséquence est que des rapports de force apparaissent entre résidents et pouvoirs publics qui s'exercent à développer des tactiques et des stratégies de manipulation du droit de propriété.

Une des innovations de la loi est donc de permettre la création d'un droit de priorité au bénéficiaire du cessionnaire dès l'inscription des contrats de cession et ce, dans l'attente de l'inscription définitive, mais il faut pour cela que du côté des administrés on connaisse et assume de faire valoir ses droits.

Si la terre est juridiquement toujours propriété de l'Etat en Chine, elle est dite également appartenir « *au peuple tout entier* », et se subdivise en deux catégories : d'un côté le terrain des villes mis à disposition des besoins et de l'autre les terres dont l'usage appartient à des collectivités. C'est pourquoi si le droit de propriété de la terre est exclu, la qualité du droit d'usage démontre que « *les terrains restent en l'état du droit chinois le seul moyen de production sur lequel la propriété privée est exclue* » (Herrmann et Lan, 1997 : 599).

Dans les villages, l'expropriation est décidée entre représentants de l'Etat, de la province et de la collectivité villageoise qui use des terres. Il est en principe proposé deux possibilités aux paysans expropriés : un logement accompagné d'un travail permettant une reconversion immédiate, ou une somme d'argent supposée permettre d'acheter un logement de même surface, donc susceptible de loger un même nombre de personnes.

La création d'une clause juridique en 1994 est venue marquer une distinction entre les statuts de la concession et de l'allocation, permettant ainsi une gestion plus claire des droits d'usage des terrains, comme des transactions. Il est d'ailleurs important de retenir que « *seuls les terrains concédés peuvent faire l'objet de transactions juridiques* », et qu'en ce sens la concession « *consiste en une cession, pour une destination et une durée déterminées, du droit*

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

d'usage d'un terrain par le Bureau d'administration des terrains compétent à une entreprise, société, organisation ou personne physique, chinoise ou étrangère, moyennant le versement d'un prix de transfert déterminé » (Ibid : 600)

Chaque opération de transaction nécessite que l'allocation soit convertie en droit concédé dans la mesure où le régime de la concession constitue le seul recours juridique pour l'expropriation. Dans ce cas : *« l'Etat ne peut pas recouvrer les droits d'usage du sol concédé avant l'expiration du terme de la concession sauf dans des circonstances exceptionnelles, par voie d'expropriation pour cause d'intérêt public. Une indemnité sera alors versée au concessionnaire en fonction de la durée pendant laquelle il a occupé le terrain et l'état de développement du terrain. » (Ibid : 600).*

Par contre, l'allocation *« consiste en un acte par lequel l'autorité foncière met un terrain à la disposition d'un utilisateur pour une durée indéterminée, sans paiement d'un prix de transfert initial, auquel se substitue une redevance foncière annuelle »*. (Ibid : 601).

On peut dès lors affirmer que *« la réglementation provisoire sur la concession et le transfert des droits d'usages des terres urbaines (1990) ont ouvert la voie à la transformation des terres urbaines en marchandise »*, car *« les terres urbaines, l'un des plus importants capitaux d'Etat, ont pu être louées et transférées à la fin des années 1980 grâce au système de droits d'usage des terres »* (Xu et Murphy, 2008 : 29).

Un marché foncier urbain apparaît ainsi en mars 1998 lorsque le Premier ministre Zhu Rongji abroge la provision et l'allocation du logement des unités de travail. Dans la droite ligne de Deng Xiaoping qui répétait *« nous devons accélérer notre réforme »*, la construction de nouveaux logements est passée par la destruction de ce système.

Si la construction au nom de laquelle les terrains sont réquisitionnés, reste en principe soumise aux services de l'Etat central de Pékin, les mairies disposent d'un service du cadastre dit « bureau des terres ». Ce dernier a la charge d'exproprier les usagers des terrains après que l'autorisation de construction a été fixée par le gouvernement, qui accepte régulièrement qu'un projet de construction soit délégué ou vendu à des promoteurs publiques ou privés.

Ce bureau a d'abord en charge de mesurer la surface des habitations et de faire le recensement de chaque foyer. Ensuite, il met en œuvre le relogement au sein d'une habitation qui présente au minimum une surface identique à l'ancienne. Dans le cas où la composition du foyer se modifie (départ, naissance, décès, mariage, divorce,...), la superficie est réévaluée. La superficie du nouveau logement peut aussi varier en fonction du niveau de la qualité de la vie associée au nouveau quartier d'habitation. Les procédures d'expropriation

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

rendent ainsi indispensable la possession du permis de résidence qui atteste du nombre d'individus que compte un foyer.

Ceci étant, ces procédures font intervenir une multitude d'instances qui participent à une structure d'organisation gouvernementale éminemment complexe, marquée par l'enchevêtrement des entités. Trois notions administratives recouvrent principalement la gestion du territoire urbain. "Shi" (市) désigne la ville ou la municipalité, "Qu" (区) désigne la division en districts urbains dans le cas des villes importantes et «Xian» (县) désigne les districts ruraux qui administrent la périphérie de la ville. Dans notre cas, "Shi" et "Qu" sont les deux entités concernées.

Le « Bureau des Terres » s'occupe donc de l'expulsion et du relogement des habitants en travaillant en collaboration étroite avec « le Comité de la Construction » (doté d'un budget et d'effectifs importants) tout en échangeant directement avec les gouvernements provinciaux et le gouvernement central, et en planifiant l'ensemble des opérations de gestion urbaine dont « le logement et les opérations de développement urbain » (Ibid : 8).

Au sein de ce gouvernement urbain, cinq secteurs se partagent les opérations⁴⁰ :

- Le Bureau des Utilités est un ancien département de mairie qui gère les sociétés publiques d'exploitation telles que la Compagnie des eaux, la Compagnie du gaz et la Compagnie de transports urbains.
- Le Bureau de l'ingénierie Urbaine est chargé de la voirie et des ponts et chaussées. Il se divise en trois entités que sont « le département d'administration des Équipements Urbains », « la station d'assainissement » et « les entreprises de construction ».
- Le Bureau de l'Apparence Urbaine et de l'Hygiène de l'Environnement prend en charge les transports, les déchets et le nettoyage qui est aussi à la charge des membres du comité de quartier ou « gouvernement de rue », qui sont responsables des poubelles et participent à l'entretien de l'environnement local.
- Le Département des Finances et de la Planification couvre la partie financière et collabore avec des secteurs de la municipalité extérieurs au Comité de la Construction, que sont le Bureau des Finances, le Bureau des prix et le Comité de la planification.

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

- Le Bureau de Protection de l'Environnement se charge enfin de faire respecter les normes nationales d'environnement.

Pour Dominique Lorrain, cette architecture de services correspond à un mode de « réalité organisationnelle de coproduction avec hiérarchie » dans la mesure où « *même si les organigrammes établissent bien une cascade de niveaux qui partent de Pékin pour aboutir aux districts urbains, l'image de la tutelle que nous avons en France reflète imparfaitement la réalité des rapports entre les différents segments de l'administration* » (Ibid : 9-10)

Xu et Murphy proposent la thèse assez proche selon laquelle « *la complexité du marché foncier primaire est largement due à la complexité de la gouvernance, qui engendre par exemple des conflits entre le gouvernement central de Pékin et les gouvernements locaux à tous les niveaux, des provinces aux villages* », de telle sorte que « *le « vrai » pouvoir est finalement dispersé entre différents niveaux de gouvernement, et change au gré de la dynamique de leurs interactions. Au niveau national par exemple, le ministère de la Construction et le ministère de la Terre et des ressources, sous autorité du Conseil d'Etat, peuvent se coordonner pour réguler le marché foncier* ». (Xu et Murphy, 2008 : 30).

Finalement, la décision de valider un projet de construction relève du choix initial du Comité de la Construction (dont l'année budgétaire se déroule de janvier à décembre). Alors que le budget s'établit au printemps, les fonds sont débloqués à l'automne et le budget proposé par le Comité de la Construction est discuté auprès du Bureau des Finances et du Comité de la Planification de la municipalité. Le Comité Permanent de la Municipalité, composé du maire, des vice-maires et des représentants des administrations concernées, donne finalement son avis. Le gouvernement de Pékin occupe une fonction consultative et finance les grands projets de construction et il en est de même du gouvernement de la Province. D'où l'on peut conclure que « *les villes sont en train d'acquérir une certaine autonomie d'action* » (Lorrain, 1998 : 12).

Après avoir rappelé que le logement urbain se privatise mais que la terre reste propriété de l'Etat, on a noté que les procédures de destruction-reconstruction sont placées sous l'égide des autorités locales qui mandatent très souvent « *leurs entreprises* » pour qu'elles prennent en charge les travaux (ou se contentent d'acheter des parts de terrain ou des dépenses de construction à des prix préférentiels) et une partie des procédures. Ainsi, il faut

⁴⁰ Ces services sont en lien avec des Design Institutes qui s'occupe de mener des enquêtes urbaines, etc...

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

retenir que la bureaucratie ne suit pas les directives comme un seul homme. L'administration abrite des entités et des acteurs de différents niveaux qui, bien qu'interdépendants, développent des visions différentes et défendent des intérêts parfois opposés. Il existe bien évidemment des luttes entre acteurs, petits et grands, du pouvoir, qui influent sur le déroulement des phénomènes de destruction-reconstruction.

Ce constat étant admis, nous allons désormais essayer de proposer une meilleure compréhension des mécanismes sociaux qui interviennent dans le cadre des processus de destruction-reconstruction par le biais d'une courte incursion dans le domaine de la pensée politique. Les facteurs principaux qui influent sur les pratiques locales à l'œuvre dans ces procédures sont liés et renvoient à la décentralisation et au clientélisme.

V.II] Fondements du politique et clientélisme

Ayant à l'esprit que le caractère pluriel des processus de destruction-reconstruction doit être pris en compte sans renoncer à saisir leur participation à un processus global de modernisation, nous pouvons continuer sur le chemin qui vise à saisir la multiplicité des déterminants de la localité d'après lesquels s'opère le modelage de ce procès.

Insistons alors sur l'existence de deux instances qui se régulent mutuellement et entrent directement en ligne de compte dans la manière dont sont institués ces processus : la première, partiellement décrite, renvoie à la relation entretenue entre un type d'autorité localisée et la population, et la deuxième instance est le marché économique du logement foncier restitué par l'Etat aux entreprises, de façon à fonder une profonde ambiguïté dans le déroulement du développement urbain au regard des droits de propriétés (Zhu, 2002; 2005).

Zhu émet la thèse qu'un réajustement permanent s'opère entre développement urbain, droits de propriété et encadrement étatique, en déduisant ainsi que les droits de propriété sont en réalité découplés selon les droits qu'offre l'économie et les droits que propose la législation. Le marché serait la résultante originale de cette combinaison qui est enfin rapportée à l'état des interactions entre acteurs.

Aucun consensus ne peut donc exister en ce qui concerne la formation globale du marché du territoire urbain, sans que chaque situation soit définie comme une composante particulière du caractère conflictuel de ce processus. Au temps de la gestion des espaces urbains par les unités de travail, il existait déjà une structure des droits de propriété qui permettait l'accès informel à la propriété. La transition chinoise actuelle relève par

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

conséquent d'une combinaison de vieilles et de nouvelles institutions selon une logique de réaménagement des anciennes au service des nouvelles.

A partir de 1949, année de nationalisation conjointe à la répression (non systématique) des propriétaires fonciers (Mao en discutait l'intérêt stratégique), le marché foncier passa progressivement sous tutelle des autorités locales. La réforme fiscale de 1984 accéléra et scella cette tendance, permettant ainsi d'accroître la pression du gouvernement central sur les localités, s'appuyant pour cela sur une décentralisation s'accroissant proportionnellement à la hausse de l'exigence fiscale. Cette fiscalité grandissante justifiait la décentralisation, comprise comme un processus de transmission des pouvoirs au niveau des provinces et des municipalités. Pour les localités, la garantie de maintenir un pouvoir fort dépend de la réussite des projets de construction qu'elles mènent en collaboration avec les entreprises. Ces autorités locales peuvent dégager un double bénéfice parce qu'elles perçoivent un revenu de la croissance locale du marché de la construction ainsi qu'un revenu en provenance de l'Etat (Zhu, 2005 : 1377).

La coalition entre le gouvernement local et l'entreprise (« the local government-enterprise coalition ») joue un rôle de décideur de première ligne dans la mise en place des projets de construction qui incarnent des moyens pour répondre à la pression fiscale exercée par le gouvernement central (Zhu, 2002 : 52). En surdéterminant cette démonstration, on perçoit que le contrôle étatique articulé à l'économie de marché est la clé du fonctionnement institutionnel complexe de la société chinoise, à partir duquel découle la réalité de la propriété. Une large ambiguïté se trouve au cœur de la manipulation du droit d'usage, dont la définition est progressivement déléguée aux autorités locales en charge de gérer des situations particulières. On peut ainsi résumer la situation d'ensemble par cette formule lapidaire : *« perdre du pouvoir pour le maintenir ou maintenir le pouvoir par sa perte »*.

Une mise en concurrence des provinces et des municipalités en quête de pouvoir et d'autonomie vient dynamiser la transformation urbaine. L'Etat central se décharge alors de son pouvoir avec l'intention de l'optimiser. On peut donc légitimement se poser la question de savoir ce qu'il se passerait si le pouvoir accordé aux localités leur était retiré. Les autorités locales ayant engrangées beaucoup d'autonomie "défieraient-elles" un Etat central qui a perdu de sa puissance centralisatrice ?⁴¹

⁴¹Il ne semble pas que cela serait le cas, le danger sécessionniste étant improbable au regard du patriotisme chinois et de la stabilité que détermine une identification très forte à la culture Han. Par contre, le gouvernement central gère directement les provinces autonomes.

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

Comme énoncé précédemment, nous n'observons pas en Chine la rupture expérimentée en Union Soviétique, mais un accompagnement de la décentralisation par l'application des lois de l'offre et de la demande dans le cadre d'une économie mixte qui articule économie de marché et coercition politique (nationalisation) selon les secteurs ou pour un seul secteur comme celui du logement.

En France, l'économie mixte fut mise en place après la seconde guerre mondiale afin de reconstruire le pays, sous l'influence de la composition et de la vision gaulo-communiste du Conseil National de la Résistance. En Chine, un modèle qui comporte des similitudes avec ce dernier est adopté dans le secteur du logement comme l'exprime clairement le passage suivant : *« la transformation du système d'offre des logements publics en marchandises a été l'un des aspects les plus importants de la réforme économique. Mais s'agit-il d'une privatisation ? L'hypothèse libérale d'une distinction entre le public et le privé n'est pas facilement transposable au contexte chinois. La complexité de la gouvernance en Chine fait que le public et le privé sont entremêlés »* (Xu et Murphy, 2008 : 31).

Par conséquent, Xu et Murphy peuvent en conclure que : *« loin d'être un marché libre, le marché foncier en Chine est largement politisé, et les relations complexes et ambiguës entre le gouvernement central, les gouvernements locaux en tant qu'entrepreneurs, et les acteurs non gouvernementaux du marché, ont brouillé les frontières entre les secteurs privé et public, ainsi que la séparation entre l'urbain et le rural. Caractériser les réformes dans le domaine de la loi sur la propriété et des développements urbains comme des processus de privatisation selon les lignes des théories néolibérales serait donc trompeur »* (Xu et Murphy, 2008 : 36).

C'est pour remédier à cette complexité de la gouvernance que le vote de *« la loi du 15 mars 2000 »* a tenté de clarifier quelque peu la répartition des pouvoirs entre les échelons nationaux et locaux, ces derniers ayant compétence sur les questions qui relèvent par nature d'une situation locale » (Dolais, 2007 : 25).

Pour Dolais, *« les mécanismes de résolution des conflits de normes tardent à se mettre en place en raison des craintes des branches conservatrices du Parti Communiste Chinois et des conflits de pouvoir. Cependant les actions et pressions de la population, des intellectuels, des juristes se multiplient et permettent d'espérer des progrès dans le respect de la hiérarchie des normes et donc de l'Etat de Droit »* (Ibid : 26).

Il précise à ce titre que *« l'autonomie locale auto-octroyée qui se traduit par des abus de pouvoir des collectivités locales (adoption de taxes illégales et de règlements illégaux) ;*

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

des tentatives de contournement des textes, d'application partielle des textes, disparités d'application locale » ne peut être limitée qu'en instaurant un contrôle de constitutionnalité.

Nous souhaitons maintenant pointer quelques éléments issus de l'arrière-plan civilisationnel sur lequel s'inscrivent ces tendances. Pour cela, dressons une courte comparaison en prenant appui sur le cas français-européen-occidental.

V.2.1] Comparaison Chine et France

La logique économique libérale passe par la création de l'instance idéologique puis réelle qu'est le marché. Cette création relève de la vision politique et, à ce titre, on ne peut véritablement séparer libéralisme économique et politique. Ces instances participent d'un tout. J-C Michéa explique notamment la contradiction qui réside dans la croyance contraire *« selon laquelle les politiques libérales seraient par essence « conservatrices » ou « réactionnaires »... , il convient de voir dans le libéralisme l'idéologie moderne par excellence »* (Michéa, 2007 : 19).

En épousant une trajectoire distincte au cas français, disons succinctement que la libéralisation économique en Chine a participé à libérer les mentalités de carcans traditionnels et que la politique de développement prend un sens également quelque peu distinct sur le plan de la pensée politique. Il est évident que les autorités chinoises ne peuvent satisfaire chaque attente de par la taille de la population et des nombreuses régions rapportée à l'insuffisance des structures d'encadrement. Dans les régions moins peuplées de Chine, c'est le problème de la pauvreté qui se pose massivement, et beaucoup seront tentés d'interpréter le phénomène de "privatisation" des comportements comme le simple retour à l'idéal confucéen qui encourage à la possession de son logement⁴².

Nous pouvons aussi considérer le modèle chinois comme étant aporétique ou original car il libéralise l'économie tout en freinant « la libéralisation des esprits », afin d'éviter l'apparition de contradictions telles qu'elles existent dans les foyers de la civilisation libérale. Michéa a pu écrire à ce sujet qu'« *il est donc, à terme, inévitable que ce processus d'extension infinie des droits individuels (ou libéralisation des mœurs) finisse par déclencher (...) l'apparition d'une nouvelle guerre de tous contre tous. Guerre menée, cette fois-ci, devant les*

⁴² Zhang Jing insiste sur le fait que les transformations sociales et leur institutionnalisation partent souvent d'un changement « avant-gardiste » des comportements (Jing, 2008 : 386).

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

tribunaux et par avocats interposés, et dont les tenants du “politiquement correct” sont devenus, comme chacun sait, les soldats de métier » (Ibid : 41).

Afin d'éclaircir les concepts politiques sur lesquels fonctionne le régime chinois, appuyons nous sur ce texte qui lie la Finlande à la Chine et qui prévoit le cas où un promoteur de l'un des deux pays investirait un terrain dans l'autre, suite à une expropriation. Nous ne nous sommes pas procuré les autres documents qui témoignent du même genre d'accord avec d'autres pays⁴³.

Cet article laisse en suspend quelques éléments qui sont noyés dans un flou juridique. Jacques Sagot souligne que l'individu chinois n'est pas modelé par le rationalisme occidental et que pour cette raison se dégage une primauté de la parole et de l'esprit sur la lettre. Au contraire l'individu chinois a le sentiment de participer d'un tout auquel il est prêt à se soumettre avec évidence, cherchant pour cette raison à éviter à tout prix les conflits. Ce rapport à la société humaine et au cosmos n'a pas non plus empêché qu'« *en moins d'une vingtaine d'années, la Chine a mis en place un corpus juridique extrêmement complet et de grande qualité... [mais le plus important revient à constater que] dans la pratique quotidienne, il est clair qu'il y a un grand écart entre ce remarquable corpus juridique et son application* ». (Ibid: 84).

On retombe ici sur une idée développée plus tôt : du fait de « *la situation de décentralisation ou de fédéralisme crée par l'initiative de Deng Xiaoping, il convient de parler non pas d'un droit chinois mais des droits chinois. [Ceci, dans la mesure où] de multiples entités nationales et locales sont en effet dotées de pouvoirs réglementaires révélant des conflits hiérarchiques horizontaux et verticaux, des délimitations de compétences peu claires et peu respectées et l'absence ou la quasi-absence de contrôle... Les administrations locales ont aujourd'hui des pouvoirs de réglementation et de coercition dans la plupart des domaines de l'action publique ; elles disposent usuellement d'un large pouvoir*

⁴³ Ce document nommé « Finlande et Chine, accord relatif à la protection des investissements (avec protocole) » est extrait du recueil de traité des nations unies et a été signé à Beijing le 4 septembre 1984 et enregistré par la Finlande le 19 février 1986. Nous citons dans son intégralité l'article 5 qui est intitulé « Expropriation » :

« 1) Si une partie contractante exproprie ou nationalise un investissement effectué sur son territoire par un investisseur de l'autre partie contractante ou prend au sujet de cet investissement d'autres mesures analogues (toutes mesures ci-après dénommées « expropriations »), les conditions suivantes seront appliquées :

- L'expropriation sera faite dans l'intérêt public et conformément aux procédures juridiques nationales

- L'expropriation ne sera pas discriminatoire

- L'expropriation fera l'objet d'une indemnisation

2) Le montant de l'indemnisation sera payé sans retard injustifié et en monnaie convertible et il sera librement transférable. Il sera égal à la valeur de l'investissement immédiatement avant l'expropriation et inclura les intérêts échus à la date du paiement. ».

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

d'interprétation et d'arbitraire sur des textes à la rédaction pas toujours rigoureuse. »
(Dolais, 2007 : 24)

En dehors de son application, la Loi chinoise (le corps de lois) est moins « sophistiquée » que la Loi Française. Cette moindre sophistication peut autant indiquer le moindre usage du sophisme et rendre très visible l'arbitraire de justice, que participer aux béances juridiques qui autorisent l'exercice de pratiques injustes, tyranniques ou de corruption. En lien, il faut donc souligner malgré l'évidence de ce propos, que la législation juridique et pénale n'est pas une institution sacrée en Chine. Emile Durkheim expliquait déjà que le droit moderne ne règle pas tout et qu'il ne fallait surtout pas croire et faire en sorte que l'institution juridique soit poussé à recouvrir le social, auquel cas elle nuit profondément aux exigences du collectif (Durkheim, 1893 : 79-102).

N'ayant pas respecté cette mise en garde, la France semble s'enfoncer dans cette dérive. C'est pourquoi Philippe Murray a expliqué comment le processus d'évolution anthropologique a amené l'occident au désir de lois (pénales), à la formation de la volonté (inconsciente et collective) que le droit moderne régit l'ensemble de la vie sociale, quitte à provoquer des absurdités inédites qui sont le signe même de la déliquescence interne qui marque nos sociétés avancées.

Il faut reconnaître que la Chine ne revendique aucune supériorité en la matière, les chinois n'ayant pour ainsi dire pas cédé à « l'envie de pénal » dont parle Murray (1997-1998-2000). Michéa parle, quant à lui, d'« Empire du moindre mal » qu'il définit « d'un côté, comme le droit de faire tout ce qui n'est pas interdit par la loi (selon la formule de Montesquieu), et de l'autre, de façon plus discrète comme celui de faire *tout ce qui ne contrevient pas aux lois du marché* » (Michéa, 2007 : 95).

Dans sa préface à « la civilisation chinoise », Marcel Granet expliquait largement que l'idée même d'Etat et de droit (législatif) est moins ancrée en Chine qu'en Occident, car le développement de la nation chinoise s'est accompli sous le commandement plus exclusif de la loi morale des penseurs confucéens et des dynasties royales, et non sous l'office des penseurs du droit et de l'Etat tels que Montesquieu, Rousseau, Hobbes ou Hegel. (Granet, 1956 : 11-17). Ce qui expliquerait partiellement pourquoi il existe en Chine une tendance d'après laquelle « *les contentieux se règlent depuis des millénaires par la conciliation* » (Sagot, 2007 : 73). On pourrait aller jusqu'à avancer que deux univers de pensée différents entre en jeu ici car « la pensée occidentale d'origine judéo-chrétienne est inscrite dans l'histoire et le temps, projetée vers le futur et regardant sur le passé » alors que « la pensée chinoise est

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

inscrite dans le présent et l'espace. Elle est marquée par l'empreinte, plusieurs fois millénaires, du confucianisme, dont l'objectif est la paix sociale par la reconnaissance des liens hiérarchiques. [alors] que « *le droit dans le monde occidental, est la référence absolue (« l'état de droit »), quasi transcendante, dont la loi est l'expression* » (Ibid, 74).

Mais si l'idée d'Etat est relativement moindre en Chine qu'en Occident, sa réalité ne l'a pas toujours été. Fairbank rappelle en effet que « *le pluralisme à l'occidentale avait peu de chances de voir le jour en Chine. Il n'y avait pas d'Eglise à séparer de l'Etat, et les provinces éloignées ne pouvaient devenir des nations détachées* » et également que, « *dès le VIIème siècle, alors que l'Europe vivait à l'heure du Haut Moyen Age, le gouvernement central chinois avait créé le système des examens ; les candidats à la fonction publique devaient acquérir la maîtrise des classiques et prouver leur fidélité aux principes du confucianisme impérial.* » ; ce pourquoi « *le peuple chinois a le sentiment inné de sa supériorité culturelle* » (Fairbank, 1989 : 22-23).

Avec le courant légiste initié sous l'empire des Jin, s'amorce dans l'histoire chinoise l'alternance répétée entre centralisation rationalisée du pouvoir et décentralisation qui laisse plus libres mais aussi parfois plus démunis les sujets. Ces deux tendances ont existé à part inégale dans l'histoire de « la gouvernance chinoise ». D'un côté le développement de la philosophie légiste entraîne la promotion d'un système de lois qui a notamment pour fonction de régir la vie sociale des villes et de participer ainsi au développement d'un organe centralisé de prise des décisions, de l'autre on va chercher à maintenir le pouvoir accordé aux élites locales qui gèrent concrètement le territoire. Ce sont les Han qui vont opérer un partage équilibré entre Confucianisme (tradition de gouvernance informelle des élites locales) et Légisme (gouvernement centralisé) pour garantir la pérennité du pouvoir dynastique à la tête de « l'Etat ». (Friedmann, 2000).

Suite à cette réflexion, on peut déjà admettre que le concept des droits de l'homme (production locale à prétention universaliste) ne constitue pas un support suffisant si l'on souhaite aborder le problème des processus de destruction-reconstruction et de la propriété en Chine. On sait maintenant que des différences civilisationnelles existent, que des contradictions historiques accompagnent l'évolution des sociétés dont la société chinoise. On gardera néanmoins à l'esprit que l'Occident a beaucoup influencé la Chine, surtout à partir du XIXème siècle et au début du XXème siècle, par le biais des réformateurs du 4 mai 1919 et des révolutionnaires communistes. Notre propos n'est donc pas de signifier avec absurdité qu'aucun pont n'existerait entre la Chine et l'Occident, que ce soit dans l'histoire ou

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

actuellement. Il est plutôt question de mettre en avant un paradigme élémentaire de l'anthropologie qui vise à pratiquer le va et vient comparatif entre les sociétés, en cherchant à identifier la nature et le degré des similarités et des différences.

Comme le suggère John Friedmann, afin d'éviter de trop projeter nos catégories sur la réalité chinoise (Friedmann, 2003 : 757), interrogeons quelques éléments de pensée politique. Rédigée en 1982, la dernière constitution chinoise proclame que le gouvernement dirige la république au nom du peuple, dans le cadre de la dictature du prolétariat.

Commençons ainsi par rappeler ce que le penseur politique français J-J Rousseau écrivait : « *Convenons donc que force ne fait pas droit, et qu'on n'est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes* » (Rousseau, 1762 : 45).

Globalement, depuis 1789, nous raisonnons en France à partir de catégories duales issues de la philosophie kantienne (individu/collectif, droite/gauche). Michel Clouscard a quant à lui analysé le génie révolutionnaire français par le biais des œuvres de J-J Rousseau (le Contrat Social et la nouvelle Héloïse). Selon lui, c'est Rousseau qui opère l'unification dialectique de la métaphysique divine (monarchie) et du matérialisme (bourgeoisie) pour les dépasser en produisant le concept de Volonté Générale, dont va découler la pensée de l'Etat-nation qui marque le début de la modernité.

Rousseau écrivait au premier chapitre du Livre II du Contrat Social : « *la volonté générale peut seule diriger les forces de l'Etat selon la fin de son institution, qui est le bien commun...Je dis donc que la souveraineté n'étant que l'exercice de la volonté générale ne peut jamais s'aliéner, et que le souverain, qui n'est qu'un être collectif, ne peut être représenté que par lui-même ; le pouvoir peut bien se transmettre, mais non pas la volonté (Ibid : 63)...Si donc le peuple promet simplement d'obéir, il se dissout par cet acte, il perd sa qualité de peuple ; à l'instant qu'il y a un maître il n'y a plus de souverain, et dès lors le corps politique est détruit* » (Ibid : 64).

Clouscard va montrer qu'Emmanuel Kant est le meilleur héritier de Rousseau et c'est aussi celui qui va le plus subtilement corrompre sa pensée en retournant à l'idéalisme de la raison qui légifère propre au modèle cartésien. M. Clouscard put ainsi écrire : « *Rousseau apporte à ses contemporains cette prodigieuse bonne nouvelle, cette révélation : on peut croire en Dieu et être révolutionnaire ; on peut vouloir le progrès sans être matérialiste. C'est aussi le principe de la paix universelle. C'est le sublime projet de réconcilier l'homme avec lui-même. C'est la géniale entreprise de faire de la contradiction le principe même de la*

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

réconciliation. C'est l'invention de la conscience moderne, l'intériorisation de la contradiction comme principe d'organisation des catégories mentales. » (Cloucard, 1985 : 36).

Rappelons tout de même que les germes de la révolution de 1789 sont antérieurs à l'œuvre de Rousseau et que le processus de centralisation étatique a en effet débuté aux XVIème-XVIIème siècle, à la période de la Renaissance. Marx expliquait autrement que la démocratie bourgeoise, régime politique conformément adapté au capitalisme, résultait de l'évolution mécanique des forces productives mais aussi de l'ascension d'une catégorie d'acteurs sous l'Ancien Régime : *« chaque étape de développement de la bourgeoisie s'accompagnait d'un progrès politique correspondant (Marx : 1848 : 28)...la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne »* (Ibid, 29).

Norbert Elias insistait pour sa part sur la prise de pouvoir progressive de la bourgeoisie française, issue de la fraction supérieure du Tiers-état et qui fut au contact de la noblesse de cour (par la création de la noblesse de robe), classe de laquelle furent issus les mœurs et la culture. Il écrivait à ce sujet que *« la pénétration d'éléments traditionnellement aristocratiques dans les milieux bourgeois, pénétration qui, en Allemagne-étant donné la séparation plus stricte des Etats- n'affectait que des domaines nettement délimités tel que le domaine militaire, et restait superficielle ailleurs, s'était opérée en France sur une échelle particulièrement vaste. Déjà au XVIIIème siècle, il n'y avait plus, du moins entre les groupes évolués de la bourgeoisie et l'aristocratie de cour, de notables différences de mœurs »* (Elias, 1939 : 53).

Elias nous permet ainsi de rappeler que les institutions démocratiques ne divergent pas nécessairement ; en France aussi, avec les pratiques réelles qui sont non conformes au modèle officiel. Ici, par exemple, il souligne que les individus issus de la nouvelle classe dominante bourgeoise reproduisent des comportements qui émanent de l'Ancien Régime et du monde des privilèges. Elias rend compte de cette causalité en ces termes : *« la bourgeoisie française relativement active sur le plan politique, en partie réformatrice et pendant un certain temps révolutionnaire, était et restait, dans son comportement et dans son affectivité, généralement attaché à la tradition de cour et ceci même après la suppression de l'-Ancien Régime-, parce que les mœurs de cour avaient été adoptées longtemps avant la Révolution par les couches moyennes, en raison des contacts plus suivis entre milieux aristocratiques et milieux bourgeois. Ainsi s'explique le fait que la révolution bourgeoise en France a brisé les*

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

anciennes structures politiques, mais non la continuité de la tradition des mœurs et des habitudes. » (Ibid : 71).

À l'aube de la seconde guerre mondiale, on note que Lin Yutang avait conscience de la forte distinction existante entre la Chine et l'Occident : *« si l'on examine le spectacle qu'offre l'Europe de nos jours, il semble vraiment, à certains moments, que celle-ci souffre moins d'une pénurie d'intelligence, d'éclat intellectuel, que du manque d'une sagesse expérimentée. On en vient à douter que l'Occident ne puisse jamais se dégager de sa jeunesse exubérante, de son intellectualité superficielle, et qu'après un siècle de progrès scientifique, le monde puisse se rapprocher à un tel point que les européens, au risque d'une annihilation totale, acquièrent une conception plus tolérante de leur prochain. Peut-être apprendront-ils à être un peu moins brillants et un peu plus mûrs. » (Yutang, 1937 : 91).*

Lin Yutang considérait les peuples d'Occident comme étant très portés vers l'usage de la raison ainsi que la politique, entendu comme implicitement opposés au « goût » réaliste et pratique du bonheur auquel mène le bon sens et le « juste milieu » propre aux chinois (Ibid : 97).

Si nous sommes invités à la prudence à certains égards, nous constatons malgré tout l'existence de proximités entre Chine et Occident.

Nous pensons par exemple que la pensée politique de Jiang Qing entretient des accointances avec celle de Rousseau. Billioud et Thoraval écrivent que pour *« Jiang Qing, la question du politique concerne au premier chef le problème de la légitimité. Cependant la volonté du peuple ne saurait en être l'unique fondement selon lui : il faut que soient pris en compte une certaine transcendance (« le Ciel »), ainsi que l'histoire et la culture (« la terre »). L'originalité de Jiang Qing est de proposer des mesures institutionnelles concrètes : il avance ainsi l'idée d'un parlement tricaméral au sein duquel chaque chambre représenterait un des types de légitimité et suggère des modes de sélection nouveaux du personnel politique. » (Billioud et Thoraval, 2009 : 12)*

Malgré des ressorts de fond très différents, cette conception rejoint à certains égards le concept de séparation des pouvoirs de Montesquieu, alors que Jacques Sagot rappelle que *« ce n'est qu'au début du XXème siècle, à la fin de la dynastie Qing et plus concrètement sous la présidence de Sun Yat sen, en 1912, que pour la première fois a été consacré le principe politique de séparation des pouvoirs » (Sagot, 2007 : 76).*

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

Il ajoute que suite aux tumultes des années 1930 et à l'instauration de la République Populaire de Chine, « *ce n'est qu'avec la Constitution de 1982, de l'Etat chinois, qu'un système juridique a été mis en place.* » (Ibid : 76).

Liang Shuming, penseur néo-confucéen proche de Mao, réfléchissait en 1922 à la manière de mettre en place le meilleur gouvernement possible. Se méfiant des gouvernements centralisés qui dirigent au travers de procédures abstraites, il préconisait la mise en place de gouvernements locaux jugés seuls capables de promouvoir une participation politique au niveau de la communauté naturelle. Ce dernier énonçait déjà l'idée que le peuple devait être dirigé par une élite morale incarnée dans un Parti unique (Masson, 1981 : 6).

Par l'exemple de la pensée de Liang on voit que la conception chinoise de l'Etat cherche systématiquement à penser le lien entre localisme et direction centrale, dans la mesure où, pour Liang, la politique consiste en une activité morale qui ne peut que s'exercer au niveau local. Il pensait que rien dans la tradition ne s'oppose au socialisme dès lors que l'économie familiale traditionnelle est déjà quasi-communiste. J-J Rousseau écrivait lui aussi au chapitre II du Livre I du Contrat Social : « *la plus ancienne de toutes les sociétés et la seule naturelle est celle de la famille* » (Rousseau, 1762 : 41). Shuming niait par contre l'existence des classes sociales en Chine car il observait que la destruction de l'ancien ordre n'avait pas été remplacée mais avait laissé place à la loi du plus fort. Il affirmait que la société chinoise avait une structure très différente des sociétés européennes, modernes ou médiévales, la Chine s'étant développée comme une communauté de culture et non d'après des contradictions entre classes sociales ou entre Etat et société (Ibid : 9).

Le Parti Communiste Chinois agit actuellement avec à l'esprit cette vision confucéenne. Certains observateurs insistent d'ailleurs sur le fait que Mao s'est très vite comporté en empereur une fois au pouvoir (Peyrefitte, 1973 ; Domenach, 1987).

Plusieurs courants politiques influent toutefois sur la ligne du Parti. Certains penseurs, comme Gan Yang, refusent d'essentialiser la tradition, considérée sous l'angle de la dynamique de transformation orientée vers l'avenir, se rapprochant du courant de la Nouvelle gauche qui critique le confucianisme monolithique au nom de l'instauration d'une République socialiste confucéenne qui valoriserait les relations interpersonnelles comme les traditions locales et familiales.

En définitive, il est difficile de désigner une conception chinoise sur la base d'une comparaison avec une conception occidentale, car celles-ci sont composites ; d'ailleurs, « *tout se passe comme si, à partir des années 1990, il avait fallu se libérer d'une conception moniste*

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

et déterministe de l'histoire héritée de la période maoïste » (Billioud et Thoraval, 2009 : 20). Tenons néanmoins compte des éléments d'éclaircissement qui viennent d'être exposés dans ce chapitre pour mieux comprendre les ressorts sur lesquels reposent les politiques de transformation urbaine.

V.2.2] Du rapport non privilégié au Droit à la dérive clientéliste

Ce que nous avons dit du tropisme chinois pour la « conciliation » (comme mode de règlement le plus convenable aux litiges) et de l'inclination française au conflit (politique) peut expliquer les formes différentes revêtues par le clientélisme dans ces deux pays.

Avec radicalité, Lin Yutang écrivait que *« les chinois sont une nation d'individualistes. Ils n'ont pas le sens social, mais le sens de la famille, et celui-ci n'est qu'une forme amplifiée de l'égoïsme. C'est une chose curieuse à constater, que le mot « société » n'existe pas en tant qu'idée dans la pensée chinoise (Yutang, 1937 : 227...) le régime familial est la racine de la société en Chine, de laquelle dérivent toutes les caractéristiques sociales chinoises (Ibid : 232).*

Notons en ce qui nous concerne que des chercheurs se sont penchés sur le système d'attribution des logements qui a été fondé en 1993 dans le but d'équilibrer les impacts résultant du passage à l'économie de marché.

Au lieu de répondre à sa vocation initiale, il semblerait que ce système soit toutefois producteur d'inégalités et qu'il révèle le clientélisme structurel présent dans la société chinoise (Logan, Y.Bian, F.Bian : 1999). Les logements de qualité seraient attribués en fonction du positionnement de chaque individu dans le champ politique et professionnel. En somme, entretenir des liens avec le PCC, occuper une activité professionnelle notable et participer activement à des réseaux (qui sont nécessairement d'influence) sont autant de vecteurs qui favorisent l'accès au logement social de la meilleure qualité. Les personnes qui possèdent un niveau d'instruction faible, qui n'ont pas ou peu de réseau et ne travaillent pas au sein d'une entreprise d'Etat sont très rapidement écartées des attributions d'allocations alors qu'elles en sont a priori les plus légitimes bénéficiaires. Les bureaucrates chinois se servent ainsi des avantages que propose le régime pour améliorer leur situation matérielle et participent à la création et au maintien d'une caste de privilégiés, d'une « nomenklatura ».

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

C'est précisément ce genre de dérive qui a contribué à précipiter l'écroulement de l'« Empire » Soviétique.

Depuis le début de la politique de libéralisation en Chine, les inégalités d'accès aux logements s'accroissent. Le clientélisme pratiqué par les municipalités procède d'une dérive systémique dont le degré varie selon les régions. Accéder à un logement social serait donc évidemment plus difficile à Shanghai qu'à Tianjin par exemple (Logan, Y.Bian, F.Bian : 1999).

Logements privés, logements municipaux et logements attribués par l'unité de travail sont les trois grands types de logement qui coexistent en Chine. Dans toutes les villes, les grands logements privés ont été confisqués dès l'arrivée des communistes au pouvoir et mis à disposition de la municipalité comme à Harbin, où les anciennes demeures classiques servent aux administrations. Si par exemple le logement privé domine à Shanghai, c'est l'habitation conférée par l'unité de travail qui est plus courante à Tianjin. Cette dernière apporte plus de commodités bien qu'il existe cinq types d'unité de travail (agences gouvernementales, organisations non-lucratives, entreprise d'état, entreprises collectives et autres secteurs combinés au « nouveau secteur » des bénéficiaires). Cette architecture complexe explique comment une large autonomie est laissée aux acteurs censés contrôler la redistribution, faisant en sorte que la qualité des relations entre unités de travail locales et municipalités varient historiquement et géographiquement.

A Shanghai par exemple, la gestion des logements rattachés aux unités de travail se faisait indépendamment de la municipalité jusqu'en 1979, ce qui favorisait la constitution d'un système dual. A Tianjin, le système était par contre très décentralisé, comme dans un grand nombre de villes. Pékin prête en effet plus d'attention à Shanghai dans la mesure où, entre 1957 et 1980, Mao voulait faire de Shanghai une ville rouge en centralisant son système de logements. Harbin n'est pas une ville qui comporte autant d'intérêt et fait donc partie des villes qui développent un pouvoir très autonome, ce qui y accroît le niveau de la corruption.

Cette corruption, si elle est peu visible pour le citoyen qui évolue dans les pays occidentaux démocratiques, existe évidemment. Les organes ou réseaux privés se développent alors à proximité de la puissance publique pour opérer de telles pratiques. Une double critique est donc en jeu : celle de *“la main invisible”* et du *“socialisme réel”*. Le clientélisme gangrène potentiellement tous les services publics, car *« en théorie, les compagnies de services urbains peuvent “dégager du profit”, mais il y a une limite politique et psychologique à de telles hausses ; ce qui explique l'encadrement actuel du mécanisme de détermination des prix »* (Lorrain, 1998 : 13).

Chapitre V: institution des processus de destruction-reconstruction

Pour illustrer ce qui précède, notons qu'une officine de la ville de *Qitaihe* (dans la province du Heilongjiang) a œuvré à une opération hypothécaire qui brouillait la frontière entre financement "publique" et "privé". Ainsi, « en 1998, la société de développement immobilier de la ville est chargée d'un projet d'urbanisation pour le lancement duquel les fonds ne sont pas encore disponibles. Pour éviter de prendre du retard, un immeuble de bureaux est donc hypothéqué au profit d'un prêt de deux millions de yuans (2 800 000 euros) octroyé par l'officine "la Sapèque d'or." L'affaire trouvera une conclusion naturelle à la satisfaction des deux parties. En juin de l'année suivante, le Bureau municipal de la construction décide d'hypothéquer un immeuble de bureaux (2000 m²) pour financer un autre projet. Comme il s'agit d'actifs d'Etat (relevant du droit public), la propriété de l'immeuble est fictivement transférée au nom de l'un des dirigeants de ce service nommé Wang Hongbo qui assume la responsabilité du projet » (Pairault, 2002 : 34).

Pour résumer ce chapitre, nous dirons que, si le droit individuel de propriété a émergé à la faveur d'un long processus historique, ce dernier a été « contrecarré » par le maintien du droit d'usage des sols. Dans cette optique, nous avons compris qu'une privatisation alignée sur le modèle occidental était impossible en Chine, pour des raisons civilisationnelles et politiques ; toutefois l'accomplissement d'une synthèse reliant la conception collectiviste aux exigences traditionnelles comme modernes (où chacun aspire à posséder son propre logement individuel) est chose qui se dessine parfaitement. Les difficultés de la transition qui est en train de s'accomplir en Chine dans ce domaine tiennent essentiellement à la décentralisation qui s'est effectuée en faveur des gouvernements locaux et qui a conduit à une multiplication des procédures de droits par rapport auxquelles il est complexe de faire valoir une législation commune. Comme nous allons le constater dans le chapitre suivant, la multitude des intérêts en jeu donne lieu, sur le terrain, à des expériences qui vacillent entre les deux pôles que sont la conciliation et le conflit.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Après avoir développé les aspects plutôt formels permettant de comprendre le développement de la construction et les modalités de son évolution, nous allons maintenant tâcher de raconter l'expulsion des familles de la communauté de la rivière à Harbin, cas que l'on rapportera ensuite à d'autres dans le but d'en saisir les variabilités.

V.1] L'expulsion des résidents de Harbin : une histoire de résistances et de négociations

Qui parle de résistance a régulièrement des difficultés à en dresser un portrait non spectaculaire, sans grande violence ni coups d'éclats. Le silence, l'implicite, l'adversité et la durée sont des données importantes qui doivent être éveillées.

Regardons d'abord comment, dans un premier temps, le projet des expulsions a été relayé auprès de la population. Les précautions prises à l'attention de cette dernière traduisent l'enjeu en présence et témoigne de la conscience des autorités quant au degré de conflictualité potentielle que recouvrait une telle décision politique.

Le projet de reconstruction a été lancé le 24 octobre 2007. L'opinion de la population a été ménagé quelques semaines avant que débutent les travaux. Le 1 avril 2008, le quotidien *Harbin Ribao*⁴⁴ annonçait que le gouvernement municipal pensait renforcer son attention à l'égard des pratiques de corruption susceptibles de survenir lors des procédures.

Le 3 avril 2008, en première page du quotidien, il était fait mention de l'organisation d'une réunion en faveur des résidents du quartier "daowai" également objet d'une reconstruction. Une rubrique de questions-réponses était présentée en page 3, et les modalités des procédures étaient évoquées (tarif, différents temps de la procédure, etc.). Il était précisé que les terres ne seraient pas utilisées pour d'autres motifs que celui de la construction de nouvelles habitations, et que rien ne pourrait entraver la possibilité d'être relogé au même endroit. Dans le cas contraire, l'effort serait concentré sur le remplacement des résidents au plus près de leur lieu d'habitation d'origine.

⁴⁴ Tout comme le *Renmin Ribao* (le quotidien du Peuple) est l'organe de propagande du PCC, le *Harbin Ribao* est celui du gouvernement municipal de la ville de Harbin. Nous avons effectué à la Bibliothèque de la Province du Heilongjiang le dépouillement de l'intégralité des numéros parus entre Avril et Novembre 2008 ainsi qu'entre février et mars 2010.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Il était également indiqué que le déménagement des familles serait dédommagé par la somme de 12 000 yuans et de 10 yuans multipliés par le nombre de m² que compte la superficie de l'habitation d'origine, à chaque mois d'attente du nouveau logement. A échéance de 18 mois, le dédommagement passerait de 10 yuans à 20 yuans le m². Les personnes qui déménageraient d'elles-mêmes seraient assurées de pouvoir bénéficier des indemnités de change, dont 800 yuans/m² en ce qui concerne la partie de la propriété non enregistrée (ces données correspondent également aux dires des résidents de la communauté de la rivière).

Les résidents de *daowai* qui iraient vivre dans une autre communauté pourraient prendre possession d'un appartement de 10 m² supplémentaires dès lors que cela permettrait aux autorités de revendre à des familles plus aisées et à un tarif plus élevé des appartements neufs. La mutation de la composition sociologique de ces secteurs s'accroissait lentement à l'extrême nord de *gù xiang* où on pouvait observer la présence de familles issues de fractions de la classe moyenne, qui ayant de plus en plus de mal à acquérir un logement dans les quartiers centraux, se reportaient sur ce quartier dont ils estimaient la vie intense et authentique.

L'existence des maisons illégales était enfin abordée. Il était écrit que, dans certaines conditions, il serait possible d'effectuer, même dans le cas de la possession illégale d'une habitation, le rachat de chaque m² au prix de 800 yuans, dans la limite de 50 m², seuil après lequel le m² serait dédommagé au prix de 200 yuans. Ceux dont la situation n'entraînait pas dans l'une des configurations de remboursement citées pourraient toutefois être dédommagés 240 yuans le m² s'ils acceptaient de coopérer activement à la reconstruction. Ce message à vocation clientéliste suggérait de faire la promotion du projet au sein des familles, du voisinage et de soutenir ainsi les autorités. Cette volonté d'éviter les éventuels litiges démontrait que le consensus était fortement recherché par les autorités.

Le 7 avril 2008, le quotidien de Harbin annonçait la destruction d'habitations de dix-sept secteurs, dont celui de la communauté de la rivière. Il était mentionné que les autorités procéderaient à des destructions forcées dans le cas où des récalcitrants ayant déjà bénéficié du remboursement ne voudraient toujours pas quitter leur habitation dans le but d'accroître le niveau des compensations accordées.

Le 8 avril 2008, le gouvernement fit circuler une dépêche sur internet indiquant que ce projet comportait comme autres objectifs d'écologiser la rue et de construire trois ponts qui permettraient de mettre en évidence le style européen des futurs appartements ainsi que l'aménagement des espaces de jeux réservés aux enfants. A ce moment là, il fut avancé que le

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

projet devrait se terminer en 2010, mais aussi que sur ce terrain de 218 000 mètres carré, les eaux domestiques usées seraient rejetées dans une usine de traitement des eaux, et que serait développée l'utilisation des lampes à économie d'énergie et maximisé les espaces verts avec 6,7 milliers de mètres carré réservés à la culture des plantes, dans l'optique de respecter la complémentarité des paysages d'hiver et d'été au regard de la variabilité saisonnière et de la forme des arbres⁴⁵.

Le 10 avril 2008, la municipalité informait de la mise en place d'un système informatique permettant de prendre connaissance des éléments se rapportant au projet. Les résidents de la communauté étaient invités à poster des questions qui recevraient des réponses. Le lendemain, on y apprenait que l'intensité du travail était telle que les ouvriers tombaient malades du fait de leur « total dévouement au peuple ».

Le 18 avril 2008, on pouvait lire dans le quotidien de Harbin que des employés avaient été envoyés dans le quartier de *Nangang* afin de prendre le pouls « moral » des habitants mais aussi pour leur transmettre le message que les politiques mises en œuvre sont bonnes pour eux et la ville. Une multitude d'articles exprimaient le fait que les ouvriers faisaient tout leur possible pour servir convenablement le peuple, que la reconstruction était dans l'intérêt de tous habitants et non des gouvernants et qu'à ce titre, il fallait créer « un pont unissant les cœurs des habitants à ceux des officiels ».

Le 27 avril 2008, le portrait d'habitants très satisfaits était publié dans le quotidien. Ces derniers, ayant compris la « démarche sincère » des autorités, s'empressaient de déménager. Le lendemain on annonçait en première page que les travaux dans le plus grand secteur de maisons de la ville avaient débutés.

⁴⁵ En 2005, un partenariat sur le développement durable a été conclu entre la France et la Chine. Il autorisait le financement de la construction de nouveaux logements qui respectent les normes écologiques et d'hygiène. De 2001 à 2009, l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence de l'énergie et de la maîtrise de l'environnement (ADEME) ont mené avec le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) le projet de financer la réhabilitation de logements. Les sommes les plus importantes ont été injectées dans la construction de logements à Harbin et Heihe. Ces projets de financement constituent une manne évidente pour les autorités et leurs sociétés d'exploitations.



Première page du quotidien de Harbin parue le 28 avril 2008

Officiellement, 5119 foyers répartis sur 1 310 000 m² étaient concernés par ce plan. A ce titre, trois réunions furent organisées avant que débutent les expulsions. Au cours de chacune, 3000 individus décrits comme enthousiastes étaient reçus et applaudissaient le président de *daoli* après qu'il ait exposé le contenu des politiques destinées aux plus pauvres, et avant que la distribution de fiches d'informations soit accomplie. Pendant le discours du président, les résidents étaient en réalité très inquiets et n'étaient pas véritablement rassurés.

Plus de la moitié de la superficie concernée par la reconstruction à Harbin participait de ce projet. Treize centres d'information de proximité furent installés afin de répondre aux questions des habitants. Très vite, l'évaluation des maisons commença le 24 avril 2011. Dans le quotidien de Harbin, il fut raconté que le maire se serait rendu sur place de manière anonyme pour mener son enquête et aurait recueilli la parole de résidents qui lui auraient dit, larmes aux yeux, qu'ils attendaient cette reconstruction depuis longtemps.

Le 5 mai 2008, le gouvernement rendait publique la venue de journalistes sur le site en insistant sur sa volonté de rendre transparentes les procédures et de respecter les habitants quant à la façon dont ils souhaitent gérer leur droit de propriété. Un communiqué évoquait deux types de procédures : la compensation monétaire et l'échange, précisant qu'un notaire serait envoyé auprès de ceux qui ne respecteraient pas la procédure.

Le 8 Mai 2008, dans un article du Harbin Ribao à l'intitulé grandiloquent: (*“ Pour une destruction harmonieuse et une reconstruction qui favorise le peuple ”*)), on pouvait lire que les résidents de la communauté de la rivière n'avaient plus que six jours pour abandonner leur maison et ainsi bénéficier des 12000 yuans. Les ouvriers étaient invités à aider les habitants

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

prêts à partir (transport des affaires, prêt d'un véhicule automobile, etc.). Les résidents pouvaient également faire appel à des voisins pour faciliter leur déménagement.

Ainsi, les autorités municipales se montraient de plus en plus menaçantes, tout en continuant parallèlement à propager des messages rassurants. Elles transmettaient l'information selon laquelle 6000 m² de bâtiments illégaux avaient été détruits par la force et que ce genre de manœuvre continuerait si des citoyens refusaient de conclure les négociations. Mais en même temps, on mettait en avant le cas heureux d'un vieillard qui vivait depuis 61 ans dans le quartier. Il était dit que celui-ci allait recevoir quatre appartements sans qu'il n'ait aucune somme d'argent à ajouter. On médiatisait aussi le cas d'une femme affirmant sa pleine confiance dans le gouvernement et qui condamnait les pratiques illégales de certains habitants. Enfin, on faisait grand cas d'un foyer où vivaient deux handicapés inquiets de la situation. Les autorités leur garantissaient un appartement de 50 m², 12 000 yuans, ainsi que de fortes allocations.

Les éléments d'information présentés dans ces articles de propagande ne reposaient pas vraiment sur le mensonge mais étaient manipulés dans le sens de l'exagération et de l'omission. L'avènement de tremblements de terre dans la province du Sichuan entraîna par la suite une baisse du traitement journalistique des événements en cours à Harbin.

En collaboration avec les autorités municipales, une société d'exploitation coordonnait le projet et distribuait des tâches à la sous-traitance d'autres groupes privés. Cette société de travaux chargée des procédures investissait deux locaux du quartier afin que s'y déroulent les procédures (réclamations, enregistrements,...). Ces bureaux ouvraient leurs portes du mois d'avril au mois d'octobre 2008.



Début des expulsions dans la communauté

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Le comité des résidents (*wen yuan hui*), instance de contrôle de la population dans les quartiers, semblait détenir un pouvoir assez faible ici. Implanté en 1949 et hérité de l'appareil d'Etat maoïste, les fonctions du comité avaient désormais changé et il ne bénéficiait plus d'une véritable légitimation du Parti.

Le comité général du quartier a d'abord été installé près de *Aidemeng de lu*. Depuis quelques années plus tard il était situé à *xianzheng jiè* et comptait une vingtaine de membres, dont principalement des retraités qui apportaient une aide à la communauté (déblaiement de la neige, recueillement de doléances, missions de recensement).

En mars 2008, les membres du comité communiquaient aux résidents les informations portant sur l'enclenchement de la destruction ainsi que sur la réunion organisée par le président de *daoli*. Ce fut également l'occasion de coller des fiches d'information sur les portes des habitations. Ces vieillards avaient une faible capacité d'influence sur les opinions des résidents, les familles étant peu enclines à se confier à eux qui étaient regardés comme des individus cherchant à se donner bonne conscience tout en profitant de petits avantages.

Plusieurs sections existaient dans différents secteurs du quartier, ce qui permettait d'embrasser toute l'étendue de son territoire. Une section fonctionnait autour de trois à quatre personnes. Le local de la section chargé de la communauté de la rivière se trouvait à quelques pas de l'école maternelle. Quatre membres étaient en service dont un trentenaire, ami de l'oncle Sheng, ancien étudiant à l'université qui avait réussi son examen en 1997. Diplômé de l'université, il vivait de sa fonction, contrairement aux vieillards "bénévoles".

Mise à part dans le cadre de ses missions de recensement, le comité n'entretenait pas de relation sérieuse et directe avec la municipalité. Les familles Sheng, Chun et Wei étaient d'accord pour dire et rire du fait que : « *comme les policiers, les membres du comité ne pensent qu'à dormir, manger, discuter, jouer aux jeux et chier...* ». Faisant office de porte drapeau, tous ces gens qui, pour eux, se donnaient une importance qu'ils n'avaient pas, étaient en fin de compte bien peu informés⁴⁶.

Les membres du comité étaient ainsi mal perçus par le voisinage qui était agacé par leurs fallacieuses habitudes. L'aide portée aux résidents était manifeste mais nécessitait des contreparties. Lorsque les gens du comité faisaient leur ronde afin de surveiller si des vols n'avaient pas lieu, ils profitaient souvent de l'occasion pour demander de l'argent aux familles. Cette manière de taxer illégalement les résidents était devenue insupportable à

⁴⁶ J'ai pu observer, qu'en hiver, les services administratifs sont paralysés très tôt dans la journée. Au sein des commissariats de police, des entreprises d'Etat, peu sont disposés à travailler après le déjeuner au cours duquel beaucoup s'oublient à jouer aux cartes et à boire de l'alcool jusqu'au soir.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

beaucoup d'entre eux. L'exaspération était telle que beaucoup de familles avaient décidé depuis longtemps de ne plus donner d'argent, en résistant à la menace et au harcèlement⁴⁷.

Il pouvait arriver que certains s'improvisent "mouchards" (*remintiebao*) afin de nuire à des familles récalcitrantes. Mais il semble que l'administration ou la police n'y prêtent pas grande importance. C'est ainsi que les résidents de la communauté perçoivent la pyramide du pouvoir comme étant parfaitement verticale. En partant du haut se succède le gouvernement de Harbin (哈尔滨政府, *Harbin zhengfu*), la société de construction (公司, *gongsi*), le patron de la société de construction (公司老板, *gongsi laoban*) qui dynamise la procédure par ses méthodes, et enfin à la base de cette pyramide, le « bas peuple » (老百姓, *laobaixing*).

Face aux procédures mises en place, la résistance fut globalement faible. Beaucoup de riverains se sentirent plus considérés que d'habitude, par le biais de quoi un sentiment de satisfaction se fit jour. Se jugeant ainsi satisfaits, ils se donnèrent de bonnes raisons de rester passifs et de ne jamais chercher à faire d'esprit critique.

Tiraillée entre le statut de victime et le fantasme de la revanche, chaque famille agissait aussi en fonction du niveau de ses richesses matérielles et/ou symboliques. D'un côté, avoir des revenus relativement conséquents constituait un gage d'être en position de négocier durement. De l'autre, les plus démunis craignaient de perdre jusqu'au peu qu'ils possédaient.

Pourquoi alors, au devant d'une situation si difficile, les uns résistent et les autres non ? L'expérience de vie par le biais de laquelle une personnalité se forme, représente un élément majeur d'explication, voilà précisément pourquoi il était important de retracer les trajectoires des foyers Wei, Chun, Sheng, Jiu, Da, et Wu (troisième chapitre).

Frappée de longue date du sceau de l'atypisme, la famille Sheng résista tant qu'elle le put à la démolition/reconstruction. Ainsi des Wu, qui étaient très proches des Sheng. Pour les Jiu, ce fut une histoire très compliquée. Par contre, les Wei, les Chun et les Da ne se positionnèrent pas en qualité de « résistants ». Voici d'ailleurs la manière dont les choses se sont déroulées pour chacune de ces familles.

Les Wei possédaient un certificat d'enregistrement sur lequel il était stipulé que leur habitation mesurait 55 m². En 2001, la sœur aînée du père de famille avait construit une maison de 45 m² en face de celle-ci. Deux appartements furent construits au dessus de ces deux habitations qui mesuraient 200 m² au total.

⁴⁷ Judith Audin s'intéresse très précisément à la fonction de gouvernance qu'incarnent les comités de résidents dans le dispositif actuel de gestion des populations (2008).

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Les autorités proposèrent d'abord de payer 800 yuans le m² dans le cas de ces deux appartements. Les 16 000 yuans récupérés par ce biais furent partagés avec la sœur du père qui n'avait pas reçu d'argent en contrepartie de sa première habitation. Un ami du père avait participé à la construction des appartements et c'est pourquoi une partie des indemnités lui fut restituée.

Dans la mesure où les Wei possédaient un appartement de 55 m², ils purent acheter 15 m² au prix de 3800 yuans/m², pour accéder ensuite à un nouvel appartement de 70 m² du fait de la procédure préférentielle établie en direction des membres de la communauté.

Après s'être assurés qu'ils deviendraient bien propriétaires d'un nouvel appartement, les Wei acceptaient les modalités de la transaction, en sachant qu'ils n'avaient pas l'intention de payer l'intégralité des 57 000 yuans attendus par les autorités, ni de payer le reste de la somme après s'être acquitté de 38000 yuans. Le père et son fils ne craignaient rien, avançant qu'aucune complication sérieuse ne surviendrait, étant donné le caractère massif de cette pratique que les autorités ne pouvaient gérer. De plus, les accords devant être conclus avec les habitants le plus rapidement possible, il était aisé de solliciter un délai de paiement ou demander un dossier d'endettement en sachant pertinemment qu'on ne s'acquitterait jamais totalement s'acquitter de sa dette.

Initialement, les Wei avaient connu des complications car les autorités refusaient de reconnaître l'existence légale de la maison de la sœur aînée du père qui voulait bénéficier de la procédure d'échange et devenir propriétaire d'un appartement dans le secteur. Après qu'elle eut remis une somme d'argent (dont elle ne me révéla pas le montant), ce problème s'arrangea. Jugée étrangère au voisinage et perçue comme une femme riche, cette dernière revint vivre dans son nouvel appartement en août 2010.

Les Wei ne déménagèrent finalement que le 20 mai 2008. Ils ne possédaient pas de certification d'enregistrement pour les 200m² d'appartements construits et régler administrativement ce problème demanda un peu de temps. Avant le déménagement, des ouvriers avaient détruit par erreur les deux appartements alors que des affaires étaient encore à l'intérieur. Les autorités nièrent toute responsabilité, bien que la promesse d'un remboursement fût avancée. En contrepartie de cet incident, on autorisa la famille à choisir un appartement.

Les Chun n'ont expérimenté, ni la résistance, ni la négociation. Dix ans plus tôt, ils prirent connaissance du futur projet, ce pourquoi la famille décida de construire des maisons dans sa propriété tout en réussissant à produire de "faux" certificats de propriété correspondants.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

En mars 2008, ils apprenaient comme tout le monde la nouvelle définitive du projet. Avant que la réunion organisée par le président de *Daoli* n'ait lieu, ils commencèrent à déménager. Le président était coopté et mandaté par quelques représentants locaux au nom de la collectivité du district. Il intervenait peu dans la vie des habitants bien que son rôle consistait à honorer de sa présence les manifestations officielles organisées le plus souvent dans les écoles et de relayer les décisions prises par les autorités municipales. Il apparaissait comme un acteur classique de la vie publique même s'il cherchait à paraître plus accessible et qu'il l'était probablement davantage que ses supérieurs hiérarchiques.

Les Chun s'entendirent immédiatement avec les autorités quant aux modalités d'échange. Gardant à l'esprit que leurs maisons "fictives" (car inhabitables), avaient été construites pour tirer un bénéfice, ils se pensaient « gagnants » quelque soit le cours des événements. De ce fait, les Chun échangèrent quatre maisons. N'étant cependant pas propriétaires officiels de trois des maisons construites, bien que celles-ci fussent enregistrées à leur nom, les Chun financèrent rétroactivement leur location en remontant jusqu'au moment où elles furent construites⁴⁸.

Ils rachetèrent ensuite leurs maisons au prix de 70 yuans le m² et payèrent 5000 yuans en contrepartie d'ajustements des mesures de superficie. Ils récupéraient finalement quatre appartements neufs : deux appartements de 50 m², un appartement de 60 m² et un appartement de 84 m² en échange d'un autre de 70 m² ne pouvant leur être attribué. Les Chun vendirent un appartement de 50 m² à 860 yuans le m². Ils percevaient 60 200 yuans tout en bénéficiant de trois appartements.

Le 30 avril 2008, un logement très proche du territoire de la communauté leur était trouvé. Ce logement était un appartement de 30 m² dont le loyer coutait 550 yuans par mois. Ils reçurent 2000 yuans chaque mois au regard de la close d'indemnisation de 10 yuans rapportés au nombre de m² que comptait leur logement d'origine. La famille retirait un bénéfice immédiat mensuel équivalent à 1300 yuans, après le loyer de l'appartement déduit et celui de la grand-mère qui était partie vivre au sein d'une maison de 40 m² dans la petite ville de "xuejiazhen" située en banlieue ouest de Harbin, à trente minutes de bus. Ce loyer était inférieur à 1000 yuans à l'année et la maison possédait une cour dans laquelle fût entreposée une grande partie des objets déplacés lors du déménagement.

⁴⁸ Posséder des maisons enregistrées à son nom n'implique pas que l'on en soit automatiquement le propriétaire dès lors qu'à cet enregistrement ne se joint pas un certificat de propriété. La production de ces documents se fait le plus souvent après coup, c'est-à-dire après que des familles aient acheté une habitation, à une époque où ce système de preuves n'existait pas sous la forme complexe qui est la sienne aujourd'hui. Il arrive donc qu'une

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Prenant également acte dix ans plus tôt de la perspective de ce projet de démolition/reconstruction, Les Da décidèrent de construire des maisons à l'imitation des Chun,

En mars 2008, le comité de quartier donna une fiche d'information alors qu'eux cherchaient déjà un appartement dans l'optique de déménager au plus vite. Pratiquement toutes leurs affaires furent déménagées avant que se déroule la réunion du Président de *Daoli*.

La famille Da possédait un certificat d'enregistrement stipulant 400 m² de superficie. Après avoir proposé 300 yuans le m² et essuyé le mécontentement de nombreux foyers, le gouvernement accepta d'échanger 600 m² restants de la propriété des Da, au prix de 800 yuans le m². Contrairement aux Chun, les Da détenaient des certificats d'enregistrement et de propriété pour toutes leurs maisons.

Ces derniers échangèrent cinq appartements certifiés dont deux mesurant 50 m² l'unité, un autre mesurant 60 m² et deux autres mesurant 120 m² chacun. En échange d'appartements non certifiés, ils reçurent la somme de 480 000 yuans et furent indemnisés 12 000 yuans en plus de 120 000 yuans supplémentaires résultant de la règle d'indemnisation des 10 yuans/mois/ m² de propriété certifiée.

Ces transactions pouvaient donner lieu au calcul suivant : $((400 \times 10) \times 18) + ((400 \times 20) \times 6) + 12000 = 72000 + 48000 + 12000 = 132\ 000$. En y ajoutant l'indemnisation liée aux maisons non certifiées, on atteignait 612 000 yuans ($480000 + 132000$).

Les Da utilisèrent cet argent pour payer les services d'une société de déménagement. La prise en charge du déplacement aller-retour leur coûta 1000 yuans. La maison de 102 m² dans laquelle ils ont vécu en attendant leur nouveau logement, se situait à vingt minutes de marche de leur ancien domicile, et fut trouvée par l'entremise d'une agence immobilière dont les services coûtèrent 24 000 yuans l'année. Etant restés vivre 27 mois dans ce logement, ceci leur coûta 54000 yuans de location. Dans un premier temps, les Da tiraient un grande bénéfice des procédures d'environ 560 000 yuans.

Si les Wei, les Chun et les Da n'eurent pas vraiment à devoir choisir ou non de résister, la situation fut différente pour les Wu, les Sheng ou les Jiu.

Un esprit de révolte se cristallisa du côté des Wu et Sheng. Les familles se sentaient particulièrement concernées car elles résidaient dans la communauté depuis très longtemps, bien que cela était également le cas des autres familles. Le fils Sheng, armé de l'expérience de

famille ait accomplie une partie de la procédure et possède le certificat de propriété remis par l'ancien propriétaire, sans avoir pour autant fait la démarche de modifier les données auprès des autorités, et vice-versa.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

la modernité, connaissait le conservatisme de beaucoup de résidents de la communauté. Il trouvait dans ma présence le support d'une reconnaissance. Notre rencontre recoupant le déroulement des événements éveillait des sentiments enfouis renvoyant au désir de lutte.

Lors de son passage, l'équipe d'administrateurs proposa deux possibilités : le rachat de la maison pour la moitié du prix d'origine, ou son échange contre un appartement d'égale superficie moins le prix de vente. Les deux familles qualifièrent ces propositions de vol pur et simple. Le fils Sheng et le père Wu étaient les principaux initiateurs de cette discussion alors que le grand-père et la grand-mère Wu se taisaient. Ils étaient d'accord sur le fait qu'il était impensable de vendre les maisons au rabais et tenaient, en dépit des pressions, à renégocier envers et contre tout. Le premier disait connaître la Loi et ses droits alors que, prudent, le père Wu le mettait en garde de ne pas être trop survolté, au risque de devenir irréaliste. Sans le rallier totalement, le père Wu comprenait la position du fils Sheng et calmait ses ardeurs en lui proposant d'adopter la voie de la conciliation.

La grand-mère Wu se roulait silencieusement de longues cigarettes et la fiancée du fils Sheng, désengagée de la discussion, préférait plaisanter avec les passants.

Le voisinage appréciait le caractère vivant de cette animation sans oser s'y associer. À l'écoute de paroles franches, sans pour autant exprimer d'avis, certains esquissaient des sourires de complaisance. L'idée d'adopter une attitude courageuse se frottait à celle des risques à courir. Un consensus s'installait autour de la solution du contrat d'échange, mais la garantie d'accéder à une habitation de même superficie s'avérait incertaine. Et, si les autorités ne pouvaient légalement détruire des maisons encore habitées, leurs représentants pouvaient faire en sorte de forcer les habitants à partir. Aussi, contester sans appui s'apparentait à du suicide et l'idée d'un tel passage à l'acte ne réjouissait personne.

L'oncle Sheng connaissait des policiers qu'il avait l'habitude de circonvenir lors de parties de poker clandestines. Il possédait également des informations compromettantes à leur sujet (relation avec une maîtresse par exemple). Le chantage implicite pouvait intervenir dans le rapport de force ou dans la façon de mobiliser un réseau. Plus que de se révolter, les tactiques de résistance ne se résumaient pas au fait de claquer la porte. Il était clair que le déroulement des procédures faisait intervenir les sympathies et les corruptions ordinaires.

Parallèlement, sur un territoire voisin, le même projet était appliqué avec plus de brutalité. La société d'exploitation fit notamment appel à une centaine d'hommes pour déloger manu militari des habitants qui refusaient de s'en aller. Certains résidents mobilisèrent encore plus d'hommes pour « *déloger les délogeurs* ».

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Le patron de la société avait librement décidé de ne pas informer les résidents des modalités de l'évolution du projet et on pouvait se poser la question de savoir si les autorités avaient tacitement invité le patron à profiter de la situation de flou au sujet des responsabilités. Ces résidents évoluaient dans une incertitude et un sentiment de désarroi assez intenses.

Les résidents de la communauté de la rivière étaient donc finalement plutôt privilégiés puisqu'ils bénéficiaient de la protection des autorités de la Province et de la municipalité qui engageaient clairement leur responsabilité dans le projet.

Prenant toutefois la forme du refus, la résistance s'intensifia durant les mois d'avril et mai 2008. Pendant ces deux mois, les autorités firent pression sur les habitants, une équipe d'administrateurs passant quasiment tous les jours afin de relancer les propositions de rachat, impressionner, faire peur ou déstabiliser les résidents.

Refuser avec calme, fermeté et avec le sourire était la norme du comportement adopté par les résistants. Chargée de faire "craquer" les irréductibles, l'équipe de l'administration passait cinq à dix fois au domicile et insistait durement. Quand la tension était à son point culminant, l'attitude de refus par le calme agaça l'équipe. Ces résistants qui tenaient coûte que coûte face à la pression étaient qualifiés de "dinzihu" (*intangible comme un clou planté dans la terre*).

Pour ainsi dire, la résistance était "flottante", produit d'un mécontentement à la fois spontané et dispersé. Ironie de la situation, au même moment, en opposition à l'ingérence du gouvernement français dans les affaires chinoises, des rassemblements de protestation s'organisaient aux entrées des magasins Carrefour de la ville. Cette contestation renforçait le sentiment d'unité nationale et tendait à faire un peu oublier les préoccupations intérieures. Beaucoup des résidents se sentaient d'ailleurs assez peu concernés par ces mobilisations et se demandaient pourquoi les français s'en préoccupaient à l'autre bout du monde.

Nous étions en somme bien loin des idéaux révolutionnaires. A mesure que les familles maintenaient leur refus, les autorités acceptaient au cas par cas de revoir leur offre, l'idée étant probablement de limiter le nombre de familles avec lesquelles revoir les exigences à la baisse. Derrière son fonctionnement kafkaïen apparent, la bureaucratie dévoilait une réelle cohérence : les acteurs de ce système procèdent, sans toujours s'en rendre très bien compte, à "une sélection naturelle" pour laquelle, en dehors des gens de pouvoir, seuls les plus robustes résistent et "gagnent".

Les résidents furent informés des différentes étapes de la procédure (moment de récupérer les clés du nouvel appartement, date de retour possible dans la communauté) par le

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

biais de deux organes de presse : le “xinwanbao” (*le journal du soir*) et le “Harbin Ribao”. Les résidents préféraient consulter le “xinwanbao” car les informations y étaient présentées sous un mode de fiches simplifiées. Très rarement, la chaîne de télévision locale aborda le déroulement du projet. Le site internet de la municipalité mettant à disposition des informations détaillées était quant à lui très peu consulté.

Les Sheng et les Wu qui possédaient peu de biens et avaient été moins calculateurs que les Chun ou les Da vécurent de manière plus compliquée cette première étape de la procédure.

L'équipe d'administrateurs leur réitéra ses propositions jusqu'au 24 avril 2008. Un terrain d'entente fut trouvé entre les autorités et les Sheng dont la maison était d'abord évaluée à 17 m². Les Sheng refusaient de financer le différentiel de 23 m² pour accéder à un appartement de 40 m². La superficie extérieure à la maison fut comptabilisée afin que la maison soit évaluée à 30 m². Sous l'insistance du fils, les administrateurs firent grâce des m² manquants et la superficie de la maison atteignit officiellement 40 m². Le fils avait eu l'occasion de dire aux représentants des autorités : *« je ne veux rien devoir payer car ce projet m'est imposé. Je suis très bien dans ma maison. Si la taille minimale des appartements est de 40 m², ce n'est pas mon problème. »*

Manipulations, mensonges, arrangements constituèrent autant de moyens d'atteindre le résultat espéré. Les autorités ne distinguèrent pas surface en l'air et surface au sol afin de tomber sur la bonne mesure (sol dont la location coûtait en moyenne un demi-yuan le m²/mois). Le contrat d'échange fut signé le 5 mai 2008.

En entendant parler du projet l'oncle Sheng prit les devants et se démena afin de trouver les personnes qui allaient lui permettre de réaliser son projet. Possédant un certificat d'enregistrement qui prouvait qu'il était détenteur d'une habitation de 37 m², il quitta cette dernière à la date du 15 mai 2008.

Avant cela, il avait dû ajouter une somme d'argent pour devenir le futur propriétaire d'un appartement de 50 m². A cette fin il contacta une dame recommandée par des connaissances. Elle travaillait au bureau de la construction en charge du projet. C'est en échange de 5000 yuans qu'elle allait lui proposer d'aménager une porte à l'intérieur de sa maison par le biais duquel l'existence de deux maisons serait officiellement justifiée. Ces simples travaux devaient lui permettre d'accéder à deux appartements. L'oncle Sheng ajouta également 80 000 yuans et devint effectivement le détenteur de deux appartements.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Il décida de vendre rapidement le “fangpiao” du deuxième appartement au prix de 150 000 yuans, et en tira ainsi une plus-value de 65 000 yuans. Il redistribua une partie de ce profit à ses camarades en remerciement du service rendu. Avant que le nouvel appartement soit enregistré au nom du propriétaire, le certificat de propriété pouvait être revendu, ce qui était une pratique courante grâce à laquelle l’oncle Sheng tira un profit inespéré⁴⁹.

De la même façon, les administrateurs passaient chez les Wu pour les convaincre d’échanger leurs deux maisons revendiquées contre un seul appartement. La famille Wu s’en alla le 10 juin 2008 alors qu’une minorité de résidents étaient encore en place. Les autorités s’engageaient à trouver un logement de substitution aux familles en difficulté. Initialement, les Wu recevaient bien la nouvelle du projet. Ils disaient que dans le cas où leurs attentes auraient été respectées, leur déménagement se serait déroulé très vite. Mais c’était sans compter sur les difficultés liées à leur permis de résidence. Les Wu possédaient un permis de résidence sur lequel étaient enregistrés le grand-père, la grand-mère et leur fils. La femme du père Wu fut ajoutée au permis de résidence dès son arrivée. C’est suite à la naissance de la petite fille qu’un nouveau *Hukou* était créé. Les grands-parents, les parents et la petite fille étaient recensés séparément. Etant donné que les Wu possédaient deux *Hukou*, ils exigèrent deux appartements et le doublement des indemnités de déménagement.

La grand-mère et le père Wu prenant les décisions et ayant séparé les *Hukou* depuis longtemps, refusèrent de déménager tant que ne leur était pas reconnu le droit à deux appartements et à une double indemnisation. Ils se rendirent à plusieurs reprises auprès de l’administration et de la police. Là, les autorités répondaient qu’ils n’avaient aucune raison de se plaindre dans la mesure où la politique de reconstruction était mise en œuvre dans leur intérêt.

⁴⁹ Les Chun et l’oncle Sheng ont pratiqué “la spéculation immobilière” à petite échelle. Pour qu’ils soient considérés comme propriétaires, leurs maisons-« danwei » nécessitaient le paiement de 5000 yuans le m² avant le lancement des négociations. Ils devenaient ainsi détenteurs d’un “fangpiao”, billet qui atteste, indépendamment du certificat de propriété, de la possession d’une superficie d’habitation (qu’elle soit existante ou virtuelle). Ce billet peut être vendu à n’importe qui. Ce fut le cas des Chun qui le vendirent trois mois avant leur déménagement. Ils vendaient ainsi l’équivalent d’un appartement de 50 m². Dans un second temps, celui qui achète un *fangpiao* peut bénéficier d’offres préférentielles et ainsi accéder à un nouvel appartement s’il paie quelques centaines de yuans pour modifier le nom inscrit sur le billet. Entre le moment où est définie une première fois la superficie potentielle de l’appartement et celui où est stipulé l’acte de propriété, la superficie de l’appartement est redéfinie au regard du dernier possesseur du « fangpiao » essayant de renégocier sa valeur à la hausse. Le nouvel acquéreur peut ensuite revendre son « fangpiao » réévalué à la hausse. L’acquéreur-revendeur retire alors un profit qui ne repose sur aucun acte productif mais sur un travail d’intermédiaire qui vise à acheter une valeur, la négocier, avant d’élargir son profit au moment du réajustement de la conversion à la hausse lors du stade de la revente. Le dernier acheteur convertira définitivement le billet en certificat de propriété, mettant ainsi fin à la perpétuation de la chaîne de revente. Ce type de pratiques, à la

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

La grand-mère décida d'arguer de la maladie de son mari pour justifier le besoin de deux maisons. Mais les agents lui répondirent : *« comment faites vous pour vivre ensemble dans la maison ou les conditions de vie sont encore moins bonnes que dans l'appartement qu'on te propose ? »*. Elle eût le dernier mot: *« dans ce cas nous ne pouvons pas faire autrement, mais si j'y ai droit et si je peux choisir, pourquoi devrais-je m'en priver, étant donné l'existence difficile que j'ai eu. »*

Le père Wu, très inquiet, se rendait chaque jour au Bureau de la construction afin de négocier un accord pour deux appartements neufs. Sa demande était chaque fois repoussée. Au prix d'une grande persévérance et en jouant opportunément de son « guanxi », sa demande fut acceptée après plus d'un mois.

L'accord stipulait que la maison des Wu mesurait 48 m² et serait échangée contre un appartement de 53 m². Un deuxième appartement mansardé (où peu de gens souhaitaient vivre) leur fut attribué après la prise en compte de la superficie de la cabane située à l'entrée de la courée. Les Wu devaient également s'engager à fournir 40 000 yuans après avoir signé une fiche d'endettement. Au moment de la signature, les Wu n'avaient certes pas l'intention de régler cette dette mais ils voulaient ainsi activer la procédure avant que le gouvernement ne change d'avis. La famille déménagea après la signature du contrat.

Le cas de la famille Jiu illustre le fait que les négociations peuvent exister avec les autorités mais également entre membres d'une même famille. La maison des Jiu comptait trois étages construits par le cinquième frère de la fratrie. 230 m² de superficie enregistrée appartenaient aux huit foyers que comptait la famille.

Initialement, il fut convenu que les membres de la famille du 4^{ème} frère (décédé trois ans plus tôt), pourraient bénéficier d'une superficie plus importante car le défunt avait financé le traitement médical de la grand-mère lorsqu'elle était malade. L'ensemble des frères et sœurs de la famille s'accordèrent pour que 5 m² supplémentaires soient attribués à sa épouse devenue veuve. Cette dernière allait dès lors devenir propriétaire d'un appartement de 30 m². Mais la famille du 6^{ème} frère possédait 50 m², alors que les autres n'en possédaient que 25. Par la suite, la famille du 4^{ème} frère se vit octroyée un appartement neuf de 60 m² alors que les autres devenaient propriétaires d'un appartement de 50 m². Mise à part *Ba Jiu*, le fils cadet, qui possédait 50 m² de maison, les autres payèrent 3800 yuans le m² supplémentaire d'appartement.

frontière de la légalité, expliquent la mutation sociologique d'une communauté, en favorisant l'arrivée d'agents exogènes.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Lors du lancement du projet, deux frères continuèrent à vivre dans le secteur. Les 2^{ème} et 6^{ème} frères étaient aux avant-postes pour négocier avec les autorités. *Ba Jiu* héritait plus que les autres dans la mesure où il était resté vivre avec sa mère jusqu'à son décès. Ne pas avoir d'enfant justifiait aussi qu'il puisse devenir propriétaire de 50 m². Comme pour la veuve, la fratrie définit les critères d'une répartition qui prenait en considération la vie de chacun ; le montant du dédommagement était aussi fonction du niveau de vie au cas par cas, et du niveau de contribution à la vie de la famille.

Bien que le 5^{ème} frère ait organisé la construction des trois étages de la maison, il habitait "Zhigongjié". Il insista auprès de *Ba Jiu* pour que celui-ci reste le plus longtemps possible et s'oppose avec ténacité aux autorités afin que la superficie des trois étages soit prise en compte. En contrepartie de son action, il lui faisait la promesse de lui donner une part de ce qu'il gagnerait grâce au dédommagement.

Les familles des 5^{ème} et 6^{ème} frères partirent tardivement, à la date du 17 juin 2008, après avoir pris le temps nécessaire pour négocier l'indemnisation des 270 m² de maison non enregistrés. Le 5^{ème} frère reçut 800 yuans/m² en échange des 270 m² de maison non enregistrés (192000 yuans).

Chacun se voyait dédommager à hauteur de 800 yuans le m² dans la limite de 50 m² et de 300 yuans le m² pour la superficie restante. Les Jiu ne se réjouirent pas de cette perspective et en qualité de "dinzihu", *Ba Jiu* persista à exiger que tous les m² soient dédommagés au tarif de 800 yuans/m². *Ba Jiu*, prisonnier du contrat passé avec son frère aîné, cherchait également à prendre une revanche sur sa jeunesse. Avant l'épilogue de la négociation, l'équipe d'administrateurs n'hésitait pas à passer deux à trois fois par jour pour convaincre *Ba Jiu* de partir.

Ainsi donc, parmi les cas que nous avons observés, retenons les traits suivants:

- Les familles qui possèdent un certificat de propriété et un permis de résidence qui virent leurs maisons évaluer.
- Les familles qui possèdent un certificat d'enregistrement mais pas de certificat de propriété bénéficièrent des meilleures procédures.
- Les familles dont la maison fut légalement construite sans que pour autant elles aient en leur possession un certificat de propriété ou d'enregistrement. Ceci peut être assez souvent le cas lorsque l'achat de la maison s'est réalisé avec le simple accord de membres de la communauté par le passé. Une trace écrite n'était pas

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

systématiquement remplie. Ici, les procédures donnaient le plus souvent lieu à l'échange de 10 m² de maison contre 9 m² d'appartement.

- Les familles dont la maison fut illégalement construite, mais qui possédaient un fort réseau social ont pu se voir rembourser 850 yuans/m² bien que l'échange direct d'un bien à un autre fut proscrit. Racheter un appartement à un prix préférentiel pouvait être envisagé.
- Les familles possédant une maison illégalement construite, et qui ne possédait pas de réseau social fort pour les aider, étaient très démunies. Dans ce cas, les autorités procédaient à la destruction pure et simple de l'habitation sans qu'aucune compensation ne soit versée ou alors juste un dédommagement modeste.

Théoriquement, selon nos observations, au travers d'une centaine de cas recueillis par la discussion, 40% des propriétaires qui possédaient un certificat d'enregistrement ont pu finalement bénéficier d'un appartement neuf de superficie équivalente à leur habitation d'origine, 30% des habitants qui ne possédaient pas de certificat d'enregistrement de leur maison avaient pu échanger 10 m² de superficie d'habitation contre 9 m² d'appartement. Les résidents qui avaient construit illégalement leur maison et ne possédaient aucun certificat d'enregistrement, ne pouvaient procéder à aucun échange bien que, en tant qu'anciens membres de la communauté, ils ont pu bénéficier de tarifs préférentiels pour acheter un appartement neuf. Ceux qui connaissaient "des gens de pouvoir" grâce à leur réseau réussirent souvent à bénéficier des politiques d'échange.

VI.2] Les expériences similaires et leur analyse

En prévision de l'accueil des jeux olympiques d'été de 2008, les expulsions se sont multipliées sur l'ensemble du territoire chinois. La venue massive des touristes et des médias occidentaux impliquait un travail impitoyable sur la « face », l'image du pays. Il était donc impératif pour les autorités que les quartiers d'habitations les plus insalubres soient détruits et s'appuyer sur cette dynamique collective pour accélérer la réalisation des politiques intérieures.

Des projets de démolition et de reconstruction précurseurs à Beijing et Shanghai se heurtèrent à des contestations parfois très fortes de la part des habitants, car la destruction d'anciens quartiers d'habitations remettait en cause un attachement de la population à son héritage "culturel".

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

La volonté de s'ouvrir à la modernité « globale » contrastait avec la destruction du patrimoine des villes jugée nécessaire pour s'y rallier, et posait un problème que les plus sceptiques interprétèrent comme le symptôme d'une résurgence maoïste au nom de laquelle le développement de la nation chinoise passerait par la destruction des signes de son histoire. Cette dernière interprétation semble pourtant assez éloignée de la réalité.

A ce titre, Li Zhang interroge la restructuration singulière de l'espace urbain dans les Etats socialistes, insistant, à partir du cas de Kunming (Province du Yunnan, au Sud du territoire chinois), sur l'adhésion des populations à ces processus qui est selon lui faible. Il observe ainsi la disparition de la « *rue chinoise* », propre à un genre de vie où les activités commerciales s'entremêlent aux rencontres et discussions⁵⁰.

D'autres rejoignent cette dernière analyse lorsqu'ils avancent qu'« *une autre piste pour l'analyse des contestations urbaines s'est également ouverte avec les réactions face aux projets de renouvellement urbain qui lient la question des délogements forcés des habitants à la question de la préservation du patrimoine urbain. Les centres des grandes métropoles chinoises sont soumis à une très forte pression foncière, tout particulièrement depuis la réforme de 1992 qui a vu s'imposer les promoteurs immobiliers* » (Doulay, 2008 : 11). On peut aller jusqu'à affirmer que les gouvernements locaux ont facilité l'émergence d'une nouvelle ségrégation en mettant en œuvre une division fonctionnelle de la ville, c'est-à-dire en favorisant l'-embourgeoisement- (la *gentrification*) de certaines parties de la ville et en encourageant la construction de lotissements résidentiels dans le centre des villes ainsi que le déplacement des activités de production vers la périphérie (Tomba, 2008).

Zhang pense que l'apparition de contestations relève du refus de voir brutalement éradiquer les anciens cadres de la vie sociale dans l'intérêt de la logique néolibérale soutenue par le gouvernement. Le peuple ne rejetterait nullement le développement et la modernité mais, par la formation d'un mouvement de contestation citoyenne, désirerait remettre en cause un type de gouvernance qui néglige la protection et la préservation du patrimoine ancien tout en favorisant les développeurs de la croissance (Zhang, 2006). Si on se base sur cette interprétation, la modernisation urbaine est alors perçue comme synonyme de l'extinction des modes de vie authentiques par la disparition d'un environnement constitué de maisons traditionnelles, et auquel s'associaient un paysage de la rue et des types de déplacement appropriés. A défaut d'authenticité, on entrerait dans l'ère de la marchandisation du logement.

⁵⁰ Au milieu des années 1960, les acteurs du mouvement situationniste ont, sur la base de leur expérimentation de la vie à Paris, essayé de théoriser une psychogéographie des espaces urbains dont le propre était de saisir les fluctuations d'ambiances entre les différents espaces urbains (Debord, 1956-1957).

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Par le passé, Henri Lefebvre et bien d'autres ont aussi produit, pendant la phase de modernisation française faisant suite à la Seconde Guerre mondiale, la critique des modes de la quotidienneté, quotidienneté inauthentique et réifiée résultant selon eux d'une organisation dominée par la vision urbanistique de l'existence. Ainsi, si aujourd'hui, les citoyens chinois rejettent les destructions au nom d'une critique sous-jacente du néolibéralisme qui sous-tend le phénomène, il faut pouvoir identifier les acteurs ou la logique de ce néolibéralisme en continuité avec le « vieux » libéralisme.

Nous savons que le tournant néolibéral résulte du saut qualitatif entraîné par le processus croissant d'accumulation capitaliste joint à la volonté politique d'étendre l'économie à de nouveaux marchés, imposant la logique impériale du Capital au monde entier. Si les nations d'Europe de l'ouest et d'Europe centrale ont expérimenté la succession d'un capitalisme libérale concurrentielle classique à un capitalisme monopolistique d'Etat, elles se situent désormais dans la phase de libre-échange mondialisée qui a fait exploser les frontières du cadre national et opéré la fin de la protection étatique des peuples encore assurée par la social-démocratie récemment.

Or, parler de néolibéralisme dans le cas de la Chine n'est pas tout-à-fait adéquat car son modèle relève de la planification extrême d'un libéralisme économique non moins extrême. Autrement dit, les dirigeants chinois ne se soumettent pas à la logique libérale, ils s'imposent à elle ! Nuance qui dénote quelques différences. Notons enfin qu'aucune des plus grandes fortunes chinoises ne s'est constituée sur la base d'investissements axés sur le marché de la construction.

C'est pourquoi, nous ne concluons pas de manière définitive que « *la ségrégation résidentielle visible aujourd'hui dans les villes chinoises contribue également à renforcer la légitimité de l'Etat et à accroître la portée de son autorité* » (Tomba, 2008 : 52) selon « une nouvelle structure de gouvernance » dont les deux objectifs contradictoires seraient : « 1) stimuler la consommation urbaine et faire des citoyens les plus aisés des consommateurs « autonomes » et « responsables » tout en « 2) maintenant un certain contrôle sur les plus démunis et sur ceux qui pourraient représenter le plus grand danger pour la stabilité sociale. »

Nous ne corroborons pas la première proposition, car vingt-cinq années de réformes ont entraîné la mutation du cadre de vie de la société urbaine chinoise avec pour conséquence l'abaissement de l'emprise ou du contrôle exercé sur les microcosmes de la vie quotidienne, accéléré par le démantèlement du système des unités de travail. Peut-être faut-il penser que, dans ce contexte, il n'est pas question d'accroître la légitimité ou l'autorité de l'Etat mais plus modestement d'essayer de la maintenir. L'autonomie des populations est au contraire

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

importante et l'exigence des populations serait plutôt celle d'un retour à plus d'Etat, notamment en matière d'économie⁵¹.

Des expulsions ont régulièrement eu lieu à Shanghai. Sa situation géographique de ville du centre du littoral et son statut de municipalité spéciale déterminent un déroulement qui se distingue de ce que peuvent connaître les villes comme Harbin.

Dans son article paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 2004 et intitulé « *Shanghai sans toits ni lois* », P. Pataud Célerier raconte la destruction d'anciens quartiers comme suivant : « *Une vieille femme témoigne : - Des hommes sont venus très tôt ce matin. Ils ont tout cassé : les chaises, les tables, la vaisselle, la vitrine. Le cuisinier a été agressé. Le propriétaire ne veut plus partir car, depuis qu'il a accepté la vente de son restaurant, la municipalité a réduit de moitié les indemnités promises !-Mais que peut-il faire ? Ceux qui tentent de rester dans les maisons qu'ils occupent depuis quatre générations se voient couper l'eau et l'électricité ! S'ils ont un emploi public, ils peuvent perdre leur travail, se faire molester par de curieux voyous qu'on croise dans la journée avec un képi sur la tête. »*

Il retranscrit ensuite : « *Les policiers se font payer les heures supplémentaires par les promoteurs immobiliers ! Ma fille, elle, a été relogée à vingt kilomètres d'ici. Depuis elle n'a plus de travail. Elle livrait des journaux ! Que va-t-elle devenir ?* ». Le même auteur nous parle aussi de banderoles sur lesquelles on lirait : « *Protégeons notre peuple ! Quatre-vingts ans que le Parti mène toujours avec succès la même politique ! Améliorons nos vies ! Améliorons nos quartiers !* ».

Si des échos et des rumeurs circulaient sur des faits du même ordre, et que des informateurs nous en ont fait le récit, nous devons reconnaître ne pas avoir directement assisté à des événements aussi spectaculaires à Harbin : peu de banderoles grandiloquentes, ni de dégâts constatés (excepté erreur), ou de plaintes massives.

Il est ainsi probable, bien que l'article ne le précise pas clairement, que les gens de Shanghai aient résisté très activement; alors qu'à Harbin beaucoup se sont contentés de ruminer leur déception sans véritablement se mobiliser, ce qui rendit inutile l'usage de la brutalité par les autorités. Dans une ambivalence complète, les habitants de Harbin se réjouissaient du renouveau de leurs conditions de vie tout en regrettant la fin d'une existence passée.

⁵¹ La deuxième proposition, qui laisse entendre le constat de l'émergence d'une « *société bureaucratique de consommation* », est séduisante (Lefebvre, 1968 : 133-207). Cette forme pourrait être adaptée à un pays qui connaît une croissance forte, mais ceci doit être soumis à discussion.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Thierry Sanjuan signale la nette rupture démographique et l'inégalité d'influence entre le trio des villes chinoises que sont Pékin, Shanghai et Hong Kong et les autres capitales provinciales comme Harbin, et écrit : *« L'armature urbaine chinoise souligne une rupture nette entre ces très grandes villes de 7 à 10 millions d'urbains en 1999 - et les capitales provinciales d'à peine plus de 4 millions que sont Wuhan, Harbin, Shenyang et Canton... Par ailleurs, les trois grandes métropoles de la côte dominant et commandent les principaux ensembles régionaux par lesquels la Chine des réformes s'intègre au système économique mondial. Elles sont des pôles de développement et des carrefours reliant la Chine aux autres métropoles de l'Asie et de l'Occident. Elles offrent en outre aux continentaux l'image de la puissance de la Chine, de son renouveau économique, de ses nouveaux modes de consommation, de sa modernisation architecturale et culturelle. Pôles de croissance majeurs, elles sont avant tout des vitrines du développement chinois en devenir »* (Sanjuan, 2002 : 153). Il rappelle également que le pouvoir communiste a toujours fiscalement privilégié Pékin qui est devenue *« l'instrument privilégié de l'Etat chinois pour promouvoir sa politique de réformes et d'ouverture internationale »* (Sanjuan : 159). Mais si Pékin incarne la puissance politique (place Tiananmen, Cité interdite...) de la République Populaire, Shanghai symbolise la croissance économique et bénéficie d'infrastructures sans commune mesure avec une ville comme Harbin. En plus de son héritage colonial et commerçant, elle fait partie des quatre zones économiques spéciales créées en 1979 et tire une aura de prestige du fait d'être la représentante internationale des villes chinoises (Douay : 2008 : 19).

Cette mégalozone avant-gardiste où circulent à grande vitesse les capitaux ne peut être comparée avec une ville comme Harbin qu'avec beaucoup de distance, même si elle incarne le pôle le plus influent de la région du Nord-est. À Harbin, défiguré par la concentration démographique et le chômage, le prolétariat aspire en réalité à plus d'autorité de l'Etat (notamment en matière économique) qui est un marqueur symbolique dont le retrait a laissé un vide immense, laissant émerger des difficultés inconnues dans la période précédant les réformes de libéralisation⁵². Ce désœuvrement dans lequel les petites gens vivent n'amène pas à la révolte organisée mais à de brefs sursauts d'indignation.

Du fait de sa proximité trop importante avec Pékin, Harbin peut être regardée comme une ville « sous-traitante ». Ceci l'empêche d'aspirer à une expansion autonome compétitive et dans le même temps, son trop grand éloignement ne lui permet pas d'exiger de plus larges

⁵² À l'heure de la crise mondiale débutée en octobre 2008, tous les peuples de la planète exigent plus d'Etat (providence), seule instance capable de garantir un tant soit peu de protection sociale. Le reproche que les classes populaires font à l'Etat chinois n'est pas son autoritarisme mais plutôt son laisser faire.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

faveurs du pouvoir de la capitale. Thierry Sanjuan écrit ainsi : « *l'absence d'une influence concurrente assure à Pékin une vaste zone d'influence régionale, comprenant : le Nord-est jusqu'aux villes frontalières du Heilongjiang, auxquelles leurs liens économiques avec l'Extrême-Orient russe offrent les moyens d'une relative indépendance* » (Sanjuan, 2002 : 175).

Dans le journal *L'Express* publié le 4 avril 2007, l'article intitulé « *Propriétaires, unissez-vous !* » fait le récit d'expulsions à Harbin. L'atmosphère de passivité et de désarroi qui domine y est bien retranscrite, et la tonalité du début du récit en rend compte en ces termes: « *Sur une planche de bois, dans une pièce de moins de 10 mètres carrés, ils dorment à cinq. A Harbin, dans le nord-est de la Chine, c'est tout ce qui reste aux trois générations de la famille Qi depuis qu'un promoteur immobilier, qu'ils accusent d'être de mèche avec le gouvernement local, a détruit le local commercial de 80 mètres carrés qui constituait leur source de revenus. - Quand nous l'avons acquis, il y a dix ans, nous avons payé 2000 yuans le mètre carré [soit 200 euros]-, explique Qi Dapeng, entouré de ses parents, de sa femme et de son bébé. Aujourd'hui, le promoteur prétend nous dédommager sur la base de 2400 yuans le mètre carré* » (Bardon, 2007).

Sans établir de commentaire de texte, constatons néanmoins que l'article est précédé d'un titre assez pamphlétaire et sensationnaliste. Séverine Bardon y pointe très justement le sentiment d'injustice des expulsés en indiquant que cette famille bénéficie d'une rétribution du mètre carré à la hausse qui prend uniquement en compte les coûts induits par l'inflation. Toutefois ce dernier cas n'est pas isolé et aucun élément d'ordre général ne permet de situer l'événement et ses enjeux. Le lecteur de la presse quotidienne retiendra de la Chine l'existence de cette injustice hors de son contexte. Nous écrivons ceci tout en pensant que, par son caractère emblématique, un unique cas peut donner lieu à une réflexion d'ensemble, l'exhaustivité étant l'un des moyens par lequel se nuance l'analyse d'un phénomène de masse. Manifestement, Séverine Bardon était obligée de respecter les exigences du format court de la presse et pratiquer en conscience l'omission. La traduction ultérieure qu'elle fait d'un article de Ting Xu et Tim Murphy n'accréditent pas la thèse que le pouvoir chinois est un bon complice des puissances d'argent, mais fait état de la complexité de ce problème (Xu et Murphy : 2008).

Les disparités régionales étant importantes, au sein de cette mosaïque, Shanghai appartient au panthéon des fiefs du capitalisme financier mondialisé. Les habitants qui résident dans ce nouveau centre du monde cultivent en toute logique un corps de dispositions ou un ethos trans-classe pour lequel l'esprit d'entreprise et la vitesse de réaction s'intègrent à

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

une technicité morale qui permet de survivre dans un environnement où l'imprévu est une règle et la réorientation permanente de rigueur. Cet esprit d'initiative qui consiste pour les employés/entrepreneurs à être sur le qui-vive est pratiqué au détriment des ritualités et d'une certaine sagesse de vie mais explique certainement la qualité des résistances. Or, les lieux du pouvoir sont toujours ceux où s'intensifient les contre-pouvoirs.

Outre l'influence de cet « habitus émancipé », Nicolas Douay parle de l'illusion de l'« idéal collaboratif », au sens où les citoyens instruits et maniant les technologies seraient mieux pris en compte par les dirigeants que les paysans et travailleurs pauvres. Cette politique à géométrie variable légitime les résidents de Shanghai qui apportent plus aisément une contribution à la parole publique, en se situant aux premières loges pour vivre ce mode plus démocratique de la planification urbaine appelé « *urbanisation harmonieuse* » (Douay : 2008). Pourtant, en dépit des apparences, la rigueur des instances du Parti est très forte à Shanghai, et les contradictions à l'œuvre entre ce contrôle important et la volonté de porter attention à des individus « modernisés » peuvent fonder une dynamique singulière de révoltes.⁵³

Cette dernière expertise atténue le fond d'ethnocentrisme présent dans la critique occidentale du régime chinois, qui lorsqu'elle est exagérée mérite controverse. Continuons donc à extraire les faits exposés au sein de contributions scientifiques de premier ordre afin d'en discuter les positionnements idéologiques.

Deux définitions du terme "idéologie" se complètent. Lucien Goldmann écrivait que « *le phénomène qui correspond sur le plan social au refoulement est l'idéologie ; il consiste dans le fait que les hommes ont en toute bonne foi une tendance à déformer leurs pensées et leurs actions dans le sens qui correspond aux intérêts du groupe social dont ils font partie.* » (Goldmann, 1959 : 22).

Christopher Lasch, dans la continuité d'Antonio Gramsci, écrivait que « *c'est leur aptitude à répondre à des besoins et des désirs humains durables qui rend les idéologies convaincantes, même si leur conception du monde est nécessairement aveugle sur leurs propres limitations* » (Lasch, 195 : 195).

Ces éclaircissements établis, interrogeons le fait que nombreux sont ceux qui expriment à quelques nuances près l'idée qu'il existerait « une face cachée de la

⁵³ Bien que nous n'en fassions pas état ici, nous renvoyons à la manière dont Christian Geffray analyse de façon convaincante la formation « anthropo-psychanalytique » des mouvements de masse. GEFFRAY, Christian. (1997), « Le discours analytique sur la vie sociale », pp.72-139, in *Le Nom du Maître*, Contribution à l'anthropologie analytique, Paris, Editions Arcanes

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

modernisation chinoise ». Jusqu'où sommes nous dans l'analyse et à partir de quand basculons nous dans l'expression d'idées reçues ?

Ce positionnement use d'une interprétation instrumentale et idéologique qui rejette l'existence d'un besoin réel de moderniser le pays afin d'améliorer des secteurs essentiels de la vie des populations. Il nous semble quant à nous que les projets de reconstruction sont guidés à la fois par le souci de sauvegarder et de défendre le régime politique chinois en son état, et par la vision « sincère » d'appliquer un projet politique qui réponde à certaines attentes de la population. C'est pourquoi s'il existe « une face cachée de la modernisation chinoise », il faut également reconnaître que derrière la critique du totalitarisme chinois se « cache » un système de valeur en lien avec l'idéologie des droits de l'homme qui ne représente qu'un prisme de compréhension des phénomènes.

Selon les données d'un article du Monde diplomatique de mars 2004, deux millions cinq cents mille personnes auraient été expropriées à Shanghai depuis le début des années 90. Les chiffres officiels ne sont pas fiables et on peut interroger la véracité de ceux produits par les journalistes. Il est impossible de s'en tenir aux textes imprimés ou à ceux disponibles sur internet : d'un côté, il faut lire avec précaution ceux produits par les occidentaux, de l'autre, les textes produits par les autorités chinoises déguisent le plus souvent la réalité. La rumeur selon laquelle 250 000 blogueurs seraient payés par le gouvernement afin de véhiculer de faux chiffres est aussi discutable.

Judith Audin soutient la thèse selon laquelle le rôle des comités de quartiers vise à désamorcer les conflits ou les révoltes qui pourraient survenir dans la population. Ils incarneraient ainsi une médiation essentielle entre l'Etat central et la société civile, combinant de nouvelles formes de surveillance et d'assistance sociale permettant ainsi que s'effectue « le passage de l'homme du danwei à l'homme social ». L'ambiguïté de l'expression mérite une discussion. Judith Audin avance avec justesse que le travail se place de moins en moins au centre de la vie sociale, et que le social se fonde sur les relations entretenues au sein de la communauté de voisinage. Nous avons montré une de ses traductions dans la première partie de ce travail.

Judith Audin affirme encore que : « *le quartier, source de légitimité pour le pouvoir politique, devient producteur de sens pour l'exercice d'une nouvelle pratique de gouvernement* » (Audin, 2008: 110).

Nous pensons comme elle que la classe politique souhaite répondre à la situation de déclin entraîné par l'abolition progressif des communautés de travail, « en consacrant » les relations à l'intérieur des communautés pour maintenir la cohésion sociale et éviter une

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

déstabilisation politique. Mais cette ligne n'est probablement pas insufflée de façon aussi dirigiste et mécaniste qu'il le semble. Nous renvoyons pour l'illustrer à la description faite du comité de quartier de la communauté de la rivière.

Au regard du nombre de suicides, d'homicides perpétrés à l'intérieur de la famille ou envers des voisins, la modernisation suscite un accroissement exponentiel de l'anomie dans la mesure où on souligne encore qu'elle est synonyme de coupure d'un certain prolétariat avec l'appareil de production classique. A ce sujet Antoine Kernén raconte que : « *cet univers en passe de disparaître était paternaliste, attachait à vie les ouvriers à leur unité de production, et leur garantissait en contrepartie un emploi et certains avantages matériels* » (Kernén, 2003 : 17).

Ce changement de paradigme est une conséquence des transformations économiques et sociales et non l'inverse. Au procès de production qui fonde le social a donc été remplacé tautologiquement le social lui-même. Preuve en est le mode d'aménagement du territoire dont le but est de mettre en avant les valeurs de voisinage.

En fait, Judith Audin dresse parfaitement le tableau de l'institutionnalisation du bien être des populations par la planification d'une sorte de meilleur des mondes (en référence à l'ouvrage d'Aldous Huxley). Cependant, nous ajoutons que si « *dans les quartiers anciens, le rôle du comité de résidents consiste essentiellement à rendre acceptable des décisions officielles qui vont souvent à l'encontre des intérêts des habitants* », les prérogatives assurées par ces comités au service du « biopouvoir » et leur impact varient selon les localités. Une instance aussi fragile, si elle pèse dans la balance, ne peut porter l'intégralité du poids de l'assentiment relatif de la population ni en paralysant l'action par la menace, ni par la camisole de bonnes attentions. C'est accorder trop d'importance au comité que de le considérer comme un dispositif de contrôle efficace et pensé comme tel pour chaque situation. Dès lors que cette rationalité n'existe pas pour les acteurs, sa fonction de contrôle ou de normalisation sociale peut se discuter.

Antoine Kernén attribue pour sa part la faible structuration de la contestation dans la Chine urbaine à l'ancien découpage de l'espace urbain par les unités de travail qui « *ont coupé les ouvriers de la ville...en contribuant par là à une fragmentation de la vie sociale* » (Kernén, 2003 : 18). Pour intéressantes que sont ces remarques, elles posent la question de savoir si la définition de l'espace a pour but de favoriser la contestation? Quels types d'espaces sont les plus favorables à la révolte? Selon quels usages? Quelles conditions? Quelles déterminations? Villes des monarchies historiques et théocraties modernes semblent se

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

définir comme des espaces urbains configurés afin de réprimer et éviter les éventuelles révoltes.

Sans invoquer « l'hausmannisation de la Chine », les pouvoirs en place logeant systématiquement au cœur de la citadelle urbaine appliquent régulièrement un schéma concentrique qui vise à repousser les indésirables aux « portes du royaume ». Peut-être faut-il alors considérer que la généralisation passée des unités de travail à l'intérieur du tissu urbain et à proximité des centres du pouvoir rendait nécessaire de rompre les différentes liaisons possibles entre elles afin d'éviter tout mouvement de subversion.

Par ailleurs, les forces vives de la révolution semblent perdurer à travers des manifestations ouvrières qui actent de la transition. Lisons : « *Leur discours s'inscrit aussi dans le cadre du répertoire « socialiste » du régime. Ils font référence à leur place aujourd'hui perdue dans la société chinoise avec des slogans qui sentent parfois la Révolution culturelle, comme: « longue vie à la classe ouvrière », « Non au capitalisme, oui au socialisme ».* Ce fut le cas, par exemple, lors d'une manifestation devant la municipalité de Harbin en octobre 1999, où des retraités scandait ce slogan : « J'ai offert ma jeunesse au Parti, aujourd'hui je suis vieux, mais il ne me donne même pas des restes. J'ai demandé de l'argent à mes enfants, ils sont sans travail »...Avant, nous étions riches, maintenant nous devons faire n'importe quoi pour vivre » (Kernen, 2003 : 17).

Par ailleurs, Dorothy Solinger postule que la mise en place du nouveau système de protection sociale découle de la prise de conscience des dirigeants chinois, au tournant des années 1990, du besoin nécessaire de maintenir la stabilité sociale pour parer aux « effets secondaires » entraînés par les restructurations économiques. C'est la raison pour laquelle « après une demi-douzaine d'années d'expérimentations locales (...) l'Etat a inauguré un programme de transfert d'argent discrétionnaire et garanti en fonction des revenus appelé *revenu minimum de subsistance* (最低生活保障, *zuidi shenghuo baozhang*), ou, plus communément, “dibao” (低保), afin de remplacer le droit à la protection sociale garanti par les vieilles unités de travail urbaines de l'ère socialiste, droit alors automatique et relativement universel (Solinger, 2008 : 39). L'allocation qui est accordée selon le coût de la vie locale, la taille du foyer et l'aptitude ou non au travail de chaque membre du foyer (handicapé, malade grave...), nécessite également que les prétendants passent des entretiens examinés par différentes instances (communauté, quartier, district, municipalité, bureau des affaires publiques) qui donnent leur avis sur le possible accès au revenu d'aide. Mais peu de citoyens ont connaissance de l'existence de cette allocation et son obtention nécessite la traversée d'un long périple médico-administratif. Dorothy Solinger écrit à ce titre que « *son résultat-voulu*

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

ou non- a été de faire de ses bénéficiaires, les -dibao duixiang - (低保对象, cibles du revenu minimum de subsistance) ou encore -dibaohu - (低保户, foyers à subsistance minimum), des personnes politiquement pacifiées, socialement marginalisées et exclues, silencieuses et laissées pour compte, constituant, de fait, les détritrus du développement moderne et urbain du pays [mais encore que] ces nouveaux pauvres-trop vieux, trop ignorants, sans qualifications, trop souffrant- sont eux-mêmes condamnés à demeurer non modernes, à incarner la lie du passé, les débris de l'ancien temps et de l'ordre rejeté et, incapables de franchir les portes de l'avenir, sont sans doute relégués à cette place dans le but de protéger le progrès de la nation » (Ibid : 39).

Elle justifie de la sorte la faible contestation des habitants en écrivant : « *Perdu dans les méandres de la bureaucratie, leur cas suscite, au mieux, l'indifférence, au pire, essuie le refus de sa prise en considération. Beaucoup de résidents sont désorientés, et les membres du Parti notamment se sentent trahis : ils ne savent plus ni à qui s'adresser, ni à qui vouer leur confiance. Selon eux, le pouvoir d'Etat est une "institution sociale à double visage" (bai shehui, hei shehui, 白社会, 黑社会, « société blanche, société noire») dissimulant un fonctionnement mafieux sous des ambitions honorables. »* RMI et RSA français relèvent d'une identique volonté de conserver une relative paix sociale et civile.

D'autres articles de qualité traitent des sujets ici débattus. Publié dans la revue *Perspective chinoises* de janvier-février 2005, l'article « Shanghai : l'argument du confort pour déplacer les résidents urbains » développe la thèse que les expulsions dépendent d'une raison plus importante que celle de la quête de confort en faveur de la population. Ce dernier motif ne serait qu'un prétexte sciemment orchestré par les autorités afin d'illusionner la population et masquer les intérêts économiques et hégémoniques réellement prévalents.

Cette manière d'opposer les intérêts de la population à ceux des dirigeants suppose une divergence d'intérêt fondamentale entre ces deux partis. Sans être a priori opposé à une telle lecture, on peut juger qu'il soit utile de définir la nature du projet de domination "programmé".

Tout d'abord, Valérie Laurans exprime mieux que nous l'aurions fait qu'« *entre les ambitions des politiques et les préoccupations des habitants, l'accès au confort met en scène le jeu des contradictions entre dirigeants et dirigés, tout en orchestrant leurs aspirations communes* » (Laurans, 2005 : 2). Elle insiste ainsi sur le décalage existant entre la livraison massive d'habitations neuves sur le marché et la demande effective de la population shanghaïenne qui nourrit des réserves quant au changement social que ce processus implique.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

S'il faut regarder les résistances d'expulsés dans la continuité des manifestations ouvrières du début des années 1990, moment où les difficultés s'accumulaient dans la mise en place du nouveau système de protection sociale (Kernen, 2003 : 14), Valérie Laurans établit un lien moins clair (peut-être parce-que les mécanismes de cette réalité sont encore confus) pour expliquer le passage à une gestion privée du secteur public du logement qui périliterait avec la résistance instinctive d'habitants qui craignent d'assister à la métamorphose négative de leur mode de vie, et réagissent en fonction de l'incertitude et l'angoisse que ces changements produisent.

Cette dernière raconte son enquête qui s'est déroulée dans le quartier de centre-ville Jianyeli, où seulement 30% des habitants ont accepté l'offre de la société de déplacement pour partir dans les délais spécifiés. Les autres ont pris les lieux en otage qui sont devenus du coup « *la scène d'affrontements entre les autorités de l'arrondissement, représentées par la société de déplacement, et les récalcitrants, retranchés dans leur fief* » (Laurans, 2005 : 7).

Valérie Laurans relate que la société de déplacement a cherché à terroriser les résidents pour les faire partir, en faisant principalement intervenir 200 travailleurs migrants (mingong) dont le rôle était d'affaiblir les opposants. Ces migrants ont eu l'occasion de fracturer des portes de maisons en l'absence de leur occupant, de diffuser sous les fenêtres de personnes âgées des prières bouddhiques psalmodiées lors des rites funéraires, ou encore d'hurler et taper à la porte pour accompagner les cris d'un nourrisson effrayé » (Laurans, 2005 : 9).

Précédemment, nous avons souligné que les autorités n'étaient pas systématiquement derrière ce type de procédure. Certains agents abusent de leur position au nom des autorités. La corruption s'exerce à tous les niveaux de la pyramide. On peut donc s'étonner qu'il soit avancé que « *le puissant bureau de la gestion des ressources foncières de l'immobilier résidentiel de l'arrondissement de Xuhui espère tirer parti d'une parcelle aussi peu valorisé* ». D'un côté, ce constat relève du bon sens mais d'un autre nous doutons qu'un acteur de ce bureau ait énoncé cette intention comme étant un objectif premier et clairement identifié par tous. Une étude des réseaux officiels du pouvoir exige un accès à l'information, auprès d'acteurs qui évoluent dans ces structures. Or, plus on s'élève dans les sphères hiérarchiques, plus l'investigation est difficile. À visage découvert on prend le risque de subir un grand nombre de manipulation, si on appartient à l'un de ces réseaux on se place sur le plan du témoignage. Ce type d'enquête appelle à produire selon un haut degré de spéculation. Les milieux mêmes opaques mais éloignés du pouvoir officiel sont moins difficiles à appréhender car l'échelle des intérêts en jeu est moins grande.

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

Si le confort est finalement le principal prétexte mobilisé pour asservir les habitants des anciens logements, Laurans avance que les expulsions représentent un double procédé dont la fonction cachée est de réaffirmer l'autorité des dirigeants.

Guy Debord a répondu à cette question lorsqu'il expliquait que les peuples de la modernité étaient soumis à différent type de représentation spectaculaire. Soit le *spectaculaire concentré*, c'est-à-dire le culte de la personnalité ou de la bureaucratie dans les pays ralliés à l'empire soviétique, soit le *spectaculaire diffus* dans les pays de l'ouest capitaliste, véhiculé par l'ensemble du système économique et médiatique. Enfin, le *spectaculaire intégré* dans nos sociétés où le spectacle n'est plus extérieur à l'individu mais en compose la vision de manière essentielle. Derrière le spectacle de la fausse représentation du monde promu par le système marchand, se dissimulerait selon lui un système d'esclaves (Debord, 1988 : 1597-1598).

Ainsi, après avoir parlé de dysfonctionnement dans la communication, il semble que Valérie Laurens essentialise un pouvoir chinois en quête d'emprise grandissante sur les masses, et termine sur le concept orwelien de « dominance urbaine » qu'elle définit comme l'accaparement physique et symbolique de l'espace urbain au profit des détenteurs du pouvoir effectif (Laurans, 2005 : 14). La peur de perdre le contrôle existe nécessairement mais une lecture comparée des relations entretenues entre peuples et élites de différents pays constituerait un bon préambule pour en mesurer la force. L'action politique est faite de durée, facteur qu'il faut admettre si on souhaite éviter de surinterpréter à partir de catégories épuisées par l'Histoire.

Terminons en partant du fait que le phénomène oligarchique est beaucoup plus lié à la démocratie qu'à la dictature. Ce problème des intentions malveillantes, cachées ou du mensonge politique se pose forcément plus dans les pays où l'on prétend gouverner au nom de la transparence. La Chine ne prétend pas être une démocratie puisqu'on y gouverne au motif de la dictature du prolétariat. De ce point de vue, les chinois savent de quoi il en retourne, et la désillusion augmente chez ceux au nom desquels les dirigeants gouvernent.

Rousseau écrivait que la démocratie ne peut exister dans les faits, qu'elle est une réalité sous tension, pouvant basculer à tout instant : « *A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné* » (Rousseau, 1762 : 107). Ainsi, il décrivait à quoi ressemblerait une démocratie en phase de dégénérescence : « *Enfin quand l'Etat près de sa ruine ne subsiste plus que par une forme illusoire et vaine, que le lien social est rompu dans tous les cœurs, que le plus vil intérêt se*

Chapitre VI : entre conflictualités et conciliations

pare effrontément du nom sacré du bien public ; alors la volonté générale devient muette, tous guidés par des motifs secrets n'opinent pas plus comme citoyens que si l'Etat n'eût jamais existé, et l'on fait passer faussement sous le nom de lois des décrets iniques qui n'ont pour but que l'intérêt particulier » (Ibid : 146).

En somme, le pouvoir est toujours détenu par une aristocratie, indépendamment du droit existant (constitution de droit divin ou législative). Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la classe sociale au pouvoir change mais pas la nature du pouvoir de gouverner. Rousseau pose les bases de l'interprétation de Marx lorsqu'il parle de démocratie bourgeoise qu'il entend comme un régime néo-aristocratique. Qu'elle que soit le régime officiel, nous nous en remettons à la vertu d'un petit nombre qui dirige : Rousseau rejoint alors Confucius.

Dans ce chapitre, nous nous sommes évertués à exposer la manière dont les négociations et les expulsions se sont déroulées pour les résidents de la communauté de la rivière de Harbin. Parmi les familles appartenant au réseau de voisinage étudié, une moitié d'entre elles est entrée en résistance et l'autre moitié a su globalement tirer parti des procédures. Enfin, nous avons discuté les observations et l'interprétation qu'on pouvait en donner, au regard d'autres travaux portant sur les mêmes problématiques.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Nous racontons ici l'épisode du délogement et du déménagement : la destruction des habitations et le départ vécu comme une "déportation" suscitent une somme d'émotions.

VII.1] Ambivalence des sentiments des habitants

Le processus de destruction-reconstruction a révélé la sensibilité des membres de la communauté dans la mesure où face au changement provoqué personne ne peut rester indifférent. En cela le phénomène détermina des réactions anthropologiquement obligatoires. Cette sentimentalité émane de l'attachement à un univers quotidien social et culturel.

Expulsions et destructions, imposées ou consenties, troublent et bouleversent l'équilibre individuel et collectif. Au phénomène d'extériorité se lie une phénoménologie intérieure dialectiquement complémentaire et qui contribue à l'accomplissement singulier d'une transformation au service de laquelle les résidents expérimentent l'Histoire tout en abreuvant substantiellement cette dernière de leurs existences.

À l'annonce officielle de l'existence du projet, la communauté vivait avec un sentiment d'inquiétude car, jusqu'au déménagement, le déroulement du projet paraissait flou. Pendant cette période, des personnes âgées allaient décéder du fait de l'anxiété ressentie suite aux événements. Depuis plus de dix ans, les résidents entendaient parler de ce projet et développaient un imaginaire emprunt de confusion, alors que les autorités ne délivraient pas de données claires permettant de limiter craintes et fantasmes.

En mars 2008, aux annonces répétées, la destruction des habitations était officialisée auprès des résidents qui ne savaient toujours pas quoi véritablement en penser. Après avoir été repoussés plusieurs fois, les travaux devaient débiter à la fin du mois de février avant d'être de nouveau repoussés.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Après deux mois d'attente, la tension et l'impatience étaient palpables parmi les résidents. Les hommes sortaient moins sous la pluie de mars. Afin de patienter, certains s'adonnaient à la boisson plus qu'à l'accoutumée et se trouvaient régulièrement ivres. La vie de la communauté semblait à l'arrêt, le temps tournait au ralenti.

Ce changement attendu et redouté par la plupart allait-il advenir ? Toute cette angoisse accumulée connaîtrait-elle sa délivrance finale ? A cette période, la population se sentait plus esclave que jamais. S'étant accommodés au sentiment d'exclusion, certains en retiraient presque du prestige d'être de ceux qui n'auraient rien à perdre, à défendre, ou à gagner. Désormais, ils se sentaient directement dépendants et enchaînés à un labyrinthe de difficultés. Amertume et défiance s'exprimaient, sentiments et postures se complexifiaient.

Au début du mois d'avril les habitants étaient à bout de nerfs. Ne sachant toujours pas à quoi s'en tenir, ils commençaient à spéculer sur la réalité du projet. Ils se sentaient désorientés et laissaient libre cours à différentes interprétations quant au silence des autorités : fin du projet, manque de considération, laxisme...

Aucun ne semblait s'être rendu à la mairie pour s'informer. Depuis 2004, elle se situait dans le quartier de *Song Bei*, après avoir été installée près de l'église *Sophia* dans le centre de *Daoli*. Personne ne se souciait de ce changement, on attendait en morigénant.

A cette période, l'idée de rester vivre dans sa maison ne posait de souci à personne. Les questions fusaient : "Allait-t-on pouvoir vivre encore ensemble ? Allait-t-on revenir ? Où allons-nous partir ? Serons-nous purement et simplement délogés ?".

Un esprit de combativité s'accroissait parallèlement à l'inquiétude. La résistance, fruit du courage et d'une abnégation, sont difficiles à évaluer en dehors de l'esprit qui les porte. S'opposer en son nom lorsque son nom n'est pas associé à un statut de pouvoir implique de s'arracher à sa condition. Au-delà des réprobations, beaucoup ont enduré l'expulsion tout en gardant une âme positive. Certains avaient le sentiment d'y trouver leur compte et d'autres ne le trouvant point abandonnaient toute idée de se faire respecter.

Rappelons à cet égard comment les Sheng, les Wu ou les Jiu ont pu résister. Quelques paroles furent proférées en l'air au cours de cette phase sinieuse où chacun cherchait la manière dont il pouvait résoudre ou s'affranchir d'un dilemme. En exagérant, et si l'on tient compte du fait que la victoire n'est jamais totale, on pourrait penser que la faible résistance n'était autre qu'une résistance silencieuse assez bien menée. Une majorité des résidents obtenait une réponse à leurs attentes sans se mesurer physiquement à la police ou la justice.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Chacun des résidents était habité d'une lutte interne mettant en branle des sentiments opposés et ambivalents. Tous ne vivaient pas cette lutte selon la même intensité. Une fois la communauté abordée sous son aspect homogène, chaque individu n'en diffère pas moins. L'histoire des familles a montré qu'une catégorie de la communauté pouvait être vu comme des "satisfaits-insatisfaits" que les "pleinement satisfaits" peuvent percevoir comme éternellement insatisfaits alors que ces derniers les regardent comme suffisants.

L'attitude de certains irréductibles pouvaient presque faire écho aux illustres figures que la presse a érigé au rang d'icône, tel le couple rebelle de Chongqing, devenu porte-parole des expropriés de Chine, ou le propriétaire de Shenzhen qui refusa à son tour de quitter son immeuble en se dressant comme un piton récalcitrant au milieu du chantier⁵⁴.

En Mai 2008, une moitié des habitants, disposée à connaître quelques soucis, ne voulait pas quitter leur maison tant que l'offre de rachat des autorités serait aussi faible⁵⁵. Certains profitaient de la situation pour exprimer leur amertume. Le fils Sheng canalisait beaucoup d'insatisfaction bien que sa bonne éducation atténuait la fougue et la colère qu'il exprimait. Sa pensée et son discours dépassaient sa capacité à établir un plan de défense collective : *"parmi les 50% d'opposants, la majorité ne résistera pas longtemps car ils ne connaissent pas leurs droits contrairement à moi et les droits en Chine ne sont pas respectés surtout lorsque tu es pauvre, tu n'as pas le droit de t'exprimer librement et si beaucoup n'en pensent pas moins, ils préfèrent se taire"*.

Il s'affichait comme étant réfractaire aux autorités, invoquant son niveau d'instruction et l'exemple d'un de ses bons professeurs qui avait eu des problèmes avec les policiers, événement qui l'avait éveillé à la défense de ses droits. Il racontait à ce sujet : "je n'apprécie pas les policiers depuis qu'ils sont venus chercher mon professeur lorsque j'étais à l'école, pour le sortir avec les menottes aux mains". En guise de statistique, il ajoutait : *"en Chine, 90% de la population a peur de la police et ne proteste aucunement, 5% sont eux-mêmes des*

⁵⁴ Dans un autre cas, 389 foyers ont accepté de quitter les lieux sauf le Hongkongais Choi Chu-Cheung qui exige une compensation supérieure aux 5,06 millions de yuans (650.000 USD) qu'on lui avait proposé, indiquait le quotidien Hongkongais South China Morning Post. Une photographie montre son immeuble de six étages, seul édifice restant au beau milieu d'un vaste chantier où doit être érigé un centre financier de 88 étages, s'apprêtant à devenir le plus haut sommet de Shenzhen, ville champignon voisine de Hong Kong. L'homme de 57 ans et son épouse Zhang Lianhao, après avoir reçu l'ordre de quitter les lieux, exigeaient le paiement de 14 millions de yuans.

⁵⁵ On rappellera l'intérêt porté par les médias occidentaux sur le sujet depuis 2005-2006. Ils relayent fortement les protestations des paysans du sud de la Chine contre l'expropriation de leurs terres ou encore le cas du couple Wu qui résista pendant trois ans à la destruction de leur maison à Chongqing et s'est retrouvé finalement fortement dédommagé pour avoir vécu pendant deux ans sans eau chaude ni électricité dans une habitation au milieu des ruines.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

policiers, 3% entretiennent des rapports de parenté avec ces policiers et les 2% dont je fais partie s'opposent lorsque leurs droits ne sont pas respectés“.

Sa volonté de résister était renforcée par une analyse de la réalité pyramidale de la société chinoise, caractérisée selon lui par des inégalités très fortes entre haut et bas de la stratification. Nuancé, il ajoutait : *“tu sais, je n'idéalise aucunement les autres pays mais je pense que les inégalités entre chaque strate y sont moins extrêmes. C'est pourquoi, comme tu peux le voir, les gens d'ici cultivent le - laisser aller-, ils sont passifs et irresponsables car la contrainte à surmonter est beaucoup trop forte*⁵⁶“.

Cette discussion laissait place à une veillée. Hong Sheng et sa fiancée tournaient en dérision les interventions télévisuelles du Premier Ministre Wen Jiabao déprécié par eux, tout comme les autres membres de la classe politique. Ces derniers comptabilisaient le silence entre chaque phrase prononcée et imitaient les intonations du représentant afin de souligner sa sénilité qu'ils comparaient aux discours de Mao constitués de longues phrases interminables.

Le fils pointait la fascination du peuple pour ce dernier et racontait l'épisode au cours duquel la mère Sheng, âgée de 15 ans, tenta de se rendre à la capitale pour assister à l'un de ses discours. La grand-mère maternelle confia à son petit-fils avoir intercepté sa mère à mi-chemin entre Harbin et Beijing, et de l'avoir forcé à rentrer : *“ni huilai ba, ni bu chifan le ! (你会来吧, 你不吃饭了, Rentre, tu n'as pas mangé)*“ . Celle-ci avait peur que sa fille meurt du fait d'agressions, de bagarres dans le train, d'ailleurs gratuitement utilisé pour l'occasion. De nombreuses personnes mouraient écrasées par la foule.

La mère Sheng mésestimait aussi la classe politique et pointait les injustices imposées aux pauvres gens qui vivaient entre autre dans le Nord-est. Elle soulignait l'existence de privilèges concernant les habitants des villes côtières qui reçoivent des salaires très élevés alors qu'ils n'ont pas besoin d'acheter des vêtements d'hiver. Cette difficulté à acheter des vêtements était vécue comme une extrême injustice : *“le nord-est n'est pas une région traditionnellement commerçante, c'est pourquoi nous sommes trahis et abandonnés.*“ Plutôt que Mao, on préférait Zhou Enlai et Liu Xi Pin qui avaient de la considération à l'endroit des habitants du Nord-est. Deng Xiaoping suscitait un jugement mitigé car il évitait au pays une situation de marasme mais sa politique d'ouverture entraînait une coupure avec le peuple.

⁵⁶ Le discours de Hong Sheng est à replacer comme point de vue. Mais celui-ci possède toutes les caractéristiques du contact privilégié car il produit par lui-même une analyse de la situation qui profite directement à la compréhension de l'enquêteur. Sa lecture de la réalité économique, politique et sociale du pays est d'autant plus singulière que ce dernier est autodidacte. Le fils ne s'identifiait pas aux occidentaux et n'appartenait à aucune sphère intellectuelle, artistique ou culturelle prédestinant généralement aux formes de « la dissidence ». Il possédait par contre une culture politique très solide héritée non pas de l'université mais de son

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Pour les Sheng, “le socialisme de marché” est chose un peu ridicule et absurde : *“soit on croit au capitalisme qui ne présente pas que des désavantages, soit on croit au communisme dont le fondement est la fraternité et le partage, au contraire du capitalisme qui pousse à la violence. Cet entre-deux n’a pas de sens.”*

La figure politique favorite du fils était Saddam Hussein qu’il estimait pour ses qualités de stratège, de résistant charismatique et insoumis. Il racontait les conditions d’une exécution “minable” au cours de laquelle ce dernier était resté digne. Fasciné par cette insoumission à l’impérialisme américain, il dressait le bilan de la politique plutôt pro-arabe et pro-africaine du gouvernement chinois, indiquant au passage que ce dernier jouait un double jeu avec le gouvernement américain.

Le fils Sheng avait l’âge d’être fougueux et mature à la fois, âge dans lequel désir et force morale font bon ménage. Il s’octroyait ainsi une certaine crédibilité auprès des voisins qui l’écoutaient. Mais les alliances ne purent s’opérer et chacun pratiqua la défense de ses propres intérêts sur un mode plus ou moins dispersé.

La ligne adoptée consista en une confrontation tout en retenue, défendre ses intérêts en respectant les convenances et ne pas montrer ses faiblesses à ses adversaires. Accepter de négocier n’était pas une attitude qui autorisait à se faire malmener et à renoncer à être le plus possible maître de son destin. L’adoption de cette troisième voie permettait d’éviter deux impasses : la révolte frontale et irraisonnée, ou la soumission intégrale.

Au début des travaux, un effet de commémoration était également lisible. Les voisins allaient plus souvent qu’à l’accoutumée discuter les uns chez les autres, une excitation s’éveillait sur les lèvres même si chacun péchait à imaginer la suite des événements.

Ce contentement allait de pair avec une réjouissance raisonnée. Bien qu’attachés à la vie en ces lieux, la plupart possédaient le recul suffisant pour appréhender leur propre cas et percevoir qu’il *“n’est pas possible de laisser quiconque vivre dans ces conditions”*. Ils devenaient leurs propres témoins de la vie matérielle objectivement déplorable parmi laquelle ils évoluaient. Constaté que le bon sens reprenait ses droits suscitait le contentement généralisé bien que dans le même temps, ce sentiment se croisait à l’angoisse et la peur de l’inconnu. L’espoir d’un changement positif *“faisait tenir”*. La peur de tout recommencer se mêlait à une lucide satisfaction.

rapport direct à la réalité. Le fait qu’il parle de toutes ces choses est déjà atypique. Cette enquête lui doit beaucoup.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

La fille des Li et ses amies du voisinage vivaient ce spectacle avec enthousiasme, un nouveau monde s'ouvrait à elles. Les vieillards étaient jetés dans une aventure qu'ils redoutaient quelque peu, sachant bien leur fragilité. Entre contempler et participer au changement, un ensemble d'attitudes graduelles existaient. Les plus actifs n'attendaient rien du bonheur retrouvé.

Tous étaient portés par la même nostalgie. Qu'ils soient dans "le feu de l'action" ou non, les résidents avaient eu le temps de sentir croître cette nostalgie, bien qu'à partir de mi-avril tout se déroula très vite.

L'un des résidents qui m'avait mis en garde en me disant ne pas me rendre en ce lieu repoussant, arpentait les chemins pendant que les destructions avançaient. Il s'arrêtait avec lenteur et nostalgie pour pratiquer les toilettes collectives. Loin d'être indifférent, beaucoup d'hommes tenaient un discours de façade contraire à leur pensée. Ils pleuraient la disparition du lieu de leur naissance. Sheng, Xian, Wu, tous étaient tristes. Ils se réunissaient afin de veiller tard et échanger leurs souvenirs pour profiter de ces instants de vie inchangée. Leur quotidien immuable apparaissait désormais comme une aventure de chaque jour. Les migrants étaient quant à eux en décalage avec cette histoire.

Le décor délabré incarnait une splendide inactualité ressortie au terme d'une longue accumulation, car durant deux décennies, cet univers quotidien resta suspendu entre deux époques. On pouvait penser avec mélancolie que de cet univers communautaire codé il ne resterait que des souvenirs épars.

VII.2] Derniers mots et pensées au milieu des ruines

Depuis le stade de la caverne, l'habitat est doté d'une qualité anthropologique majeure. C'est le premier espace d'organisation de la vie humaine où se modèle le point originare de l'activité et du repos comme foyer de l'unité de production, de la domesticité et de l'intime. Si l'on écarte la demeure personnelle qu'est la psyché (occidentale, bourgeoise et libérale au XIX^{ème} siècle), l'habitat matériel abrite la plus petite cellule sociale humaine.

Comprenons que la destruction de l'habitat, au delà même du fait qu'il est toujours singulier de quitter un endroit dans lequel on a longtemps vécu, constitue un double deuil pour ceux dont on disait qu'ils étaient enracinés dans un mode de vie. C'est pourquoi, avant de suivre les résidents dans leurs déplacements, il est important de rendre compte du lancinant et poétique cheminement de la destruction, mettant en perspective la dimension

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

simultanément tragique et d'espérance du deuil tout en cherchant, malgré la pudeur et le silence des résidents, à nous frayer un chemin pour exprimer l'intimité du temps passé et l'inauguration d'un futur "autrefois".

Un photographe débarqua le 27 février 2008 pour immortaliser les anciennes habitations qui s'apprêtaient à intégrer le patrimoine de la ville. Chacun pouvait se dire que la destruction des "Ping Fang" signait la fin d'une époque spécifique cultivée dans le temps et maintenant arrachée à ce temps. Même accommodé aux transformations du monde, n'importe quel observateur se serait pris à imaginer les craintes des vieillards de se voir eux-mêmes disparaître avec leur monde.

Le dimanche 27 avril 2008, c'est-à-dire exactement deux mois plus tard, les administrateurs chargés de prendre les premières mesures des habitations arrivèrent en début d'après-midi. Le "bouche à oreille" se mit à fonctionner et à transmettre l'information. Le chef des travaux et ses deux assistants arpentèrent le secteur avant de s'arrêter aux endroits où se concentrait le voisinage.

Alors que beaucoup d'habitants s'attroupaient autour, la maison des Li fut tout de suite mesurée. La décision était prise de ne pas la détruire pour qu'elle intègre le patrimoine local. Les Li avaient pris la peine de fermer les portes du garage et prenaient leur repas, signalant par cette attitude que l'événement ne changeait rien à leurs habitudes.

Sous le soleil de fin d'après-midi, Madame Sheng, revenant des bains publics, me dit la phrase que tout le monde avait sur les lèvres : "*ils commencent la construction dans un mois, tu sais !?*".

Le local servant au centre de récupération des matériaux usés venait d'être fermé et délocalisé en bas de l'immeuble d'en face. L'affluence y était déjà beaucoup plus faible. Une cinquantaine d'ouvriers s'installaient dans le local situé à côté de l'ancien dépôt. Vêtus d'uniformes vert kaki et de casques rouges, ils prirent possession du territoire à la manière d'un commando militaire.

Le lendemain, munis de marteaux piqueurs et de grues, les ouvriers détruisirent les habitations vidées de *xiangli jié*. Des affiches indiquaient les dates prévues pour la destruction de chaque maisonnée. Elles étaient placardées sur les fenêtres du local des ouvriers, devant lequel avaient lieu des rassemblements inhabituels. Le passage des administrateurs dans chaque foyer était également signalé.

Le 9 mai 2008, aux alentours de 16 h, l'équipe des administrateurs, composée de trois jeunes hommes et d'une jeune femme, se rendit au niveau de la courée n°11 où vivaient les Sheng et les Wu. Madame Sheng et son fils, ainsi que grand-mère Wu étaient postés à

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

l'extérieur alors que deux voisins assis en face sur un tabouret observaient. L'équipe se contenta de prévenir qu'elle passerait les voir le lendemain matin.

Pendant ce temps, les Xian s'apprêtaient déjà à partir. Quelques maisons étaient détruites en haut du chemin. Des habitants sortaient leurs vieux objets. Le vieux bois stocké était à l'occasion ramassé par les ouvriers ou des chiffonniers. Des portes de maisonnées étaient grandes ouvertes et les voisins plaisantaient entre eux, en effectuant des parties de "xiangqi" (象棋, entre jeu de Go et échecs).

Le lendemain, samedi 10 mai 2008, l'équipe visita Sheng et Wu vers 9 h du matin. Les discussions s'enchaînaient. Un voisin de la courée acceptait de quitter sa maison le jour même en échange d'un appartement situé à dix minutes de marche.

En haut du chemin, une dizaine de maisonnées étaient démolies et le travail des ouvriers donnaient le ton à la journée (les photos ci-dessous illustrent le climat du moment). Pendant la séquence du midi, le fils et la mère Sheng, aidés par la grand-mère Wu, chargèrent la remorque d'un "sanlunche" avec un lit récupéré dans la maison du voisin qui venait de quitter les lieux. Les affaires furent transportées chez l'oncle Sheng qui avait tout juste emménagé dans une maison, de l'autre côté de l'avenue.





Démolitions

Le 14 mai 2008, un grand nombre d'habitants étaient partis, et 20% des foyers restaient éparpillés de ci de là. Les ouvriers commençaient à travailler dès l'aurore pour terminer au crépuscule. La rotation des équipes tournait à plein régime. Sheng et Wu maintenaient leur présence sur le site, au milieu de ruines. Les Sheng avaient déjà conclu le

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

contrat de relogement mais retardaient leur départ. Le père Wang, assis sur son tabouret, au côté d'un voisin estropié, fumait imperturbablement sa cigarette. Il dégageait une sérénité particulière, et sa tenue était plus chic qu'à l'habitude. S'étonnant de me voir, il se préparait à célébrer son deuil seul. La calme croisée du jour et de la nuit faisait retomber le tumulte de l'existence.

Le 21 mai 2008, une vingtaine de jours après le commencement des destructions, il ne restait que des débris de la communauté de la rivière. Bris de verre et résidus d'objets craquaient sous des pas pressés, guidés par le désir d'assister à la « mise à mort » du quartier. Sur le sol traînaient des décombres de vie éteinte comme si rien de tout ceci n'avait jamais existé, ne laissant que le sentiment d'incompréhension qui peut valoir face aux vestiges d'une guerre, lorsque les acteurs, passés à l'état de spectateurs, opèrent le fameux et difficile retour sur eux mêmes, imbriqué entre le « eux », le « je », et le « nous ». Les vieillards se remémoraient des années de vie en passe d'être enfouies à jamais alors qu'ils n'avaient migré qu'à quelques minutes des lieux. A l'intérieur des maisonnées dépouillées traînaient de vieux vêtements, d'anciens calendriers, ou de la vaisselle.

Quelques habitants continuaient d'alimenter la scène laissée aux ouvriers chargés de fermer le « théâtre » et finir d'effacer cette antique scorie de l'époque maoïste qui salissait le paysage urbain de Harbin.

Le vieillard rencontré à mes débuts me rejoignit alors que je photographiais la maison 1937 (photo ci-dessous). Prenant place à mes côtés en s'asseyant sur un rebord de pierre, il me regarda de ses yeux perçants et me demanda avec l'attendrissement auquel conduit le recueillement : *“mais qu'es-tu venu faire en Chine ? Il n'y a plus rien ici”*. Je répondis pour une énième fois : *“je fais de l'ethnologie”* avant de l'entendre me dire *“mais tu n'étudies pas, là!”*. En me tenant amicalement la jambe il me présentait une vieille dame qui avait déménagé dans les immeubles d'en face quelques années plus tôt. D'un sourire navré, elle s'exclamait : *“ tout ceci existait depuis 80 ans !”*.



Je circulais et croisais un voisin qui fumait sa pipe calmement. Il se tenait dignement, tel un sage taoïste, sa veste militaire lui conférant une vigueur insolite. Après m’avoir reconnu, il m’asséna : *“ils sont partis !”*. Constatant ma surprise, il glissa la question : *“tu ne le savais pas ?”*. Je m’en allai immédiatement vérifier de mes yeux et tombai sur grand-mère Wu qui, tout en trifouillant d’un air préoccupé dans le cabanon, me dit : *“ils ont mis leurs affaires dans -un sanlunche-et ils sont partis !”*.⁵⁷



⁵⁷ La métaphore théâtrale choisie pour cette description n’a pas vocation à laisser entendre que nous observons la vie sociale uniquement selon les formes qu’elle endosse. Les résidents étaient amenés à embrasser deux épistémologies. Les jeux de voisinage et l’ennui furent expliqués en première partie, via le rapiècement du cadre de vie de la communauté. Autrement dit, les formes de la scène sociale ne relèvent ni de la simple causalité, ni de la simple ontologie mais de la causalité ontologique ou de l’ontologie causale, c’est-à-dire des déterminations ontologiques de l’être social comme de l’être ontologique d’après les déterminations sociales.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Ba Jiu et Madame Sheng partageaient aussi leur tristesse. Cette dernière disait : *“la destruction d’une maison est pareille au décès d’une personne”* Après avoir quitté sa maison, Ba Jiu vint la contempler chaque jour voir avant qu’elle ne soit détruite. Un jour, au petit matin, il constata, fou de colère et de tristesse, que celle-ci avait été détruite pendant la nuit, sans qu’il n’ait pu « anticiper » sa destruction.

Peu à peu le temps paraissait reprendre un cours d’étrangeté. Ce monde clos m’avait intrigué dès le premier jour car il semblait rattaché à des images du passé. Ce décor oublié m’était alors apparu comme une découverte.

En juin 2008, les herbes folles formaient un voile curieux sur le site. Le territoire était désormais vidé de sa substance à la faveur d’une allégresse dissimulée jusqu’alors sous des strates de vies accumulées. Cet étrange sentiment d’un retour aux sources, cette impression d’éternel recommencement m’habitaient alors que j’étais assis sur des marches d’escalier. Autour de moi gravitait le bruit de la circulation automobile rythmant furieusement l’atmosphère. Contemplant cet îlot défunt, je ressentais un léger sentiment de deuil qui initiait une démarche de relecture sous des murmures suggestifs.

Cette vague impression mélancolique, Hegel en a rendu compte à la perfection quand il écrivait : *“ Partout, c’est une mêlée bigarrée qui nous emporte, et dès qu’une chose disparaît, une autre aussitôt prend sa place... Le côté négatif de ce spectacle du changement provoque notre tristesse. Il est déprimant de savoir que tant de splendeur, tant de belle vitalité à dû périr et que nous marchons au milieu des ruines. Le plus noble et le plus beau nous fut arraché par l’histoire : les passions humaines l’ont ruiné. Tout semble voué à la disparition, rien ne demeure. Tous les voyageurs ont éprouvé cette mélancolie... Cependant à cette catégorie du changement se rattache aussitôt un autre aspect : de la mort renaît une vie nouvelle”* (Hegel, 1965 : 72).

VII.3] Déplacement et attente des familles

Le 10 septembre 2008, le maire adjoint Wang Shihua et le comité municipal confirmaient la conception du plus grand projet de construction de la ville. Le Comité de la Construction, le Bureau municipal de la Planification, le Bureau du fleuve et de la ville, les sociétés d’investissement et autres départements concernés participaient à la planification des programmes. Suite à une réunion, la maximisation de l’usage des terres fut plaidée, c’est-à-dire la prise en compte du trafic, de l’aménagement des routes, des besoins des résidents et la pleine exploitation de l’usage des paysages fluviaux dans le respect de l’écosystème.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Chaque communiqué rappelait que le projet de reconstruction était mis en œuvre “au nom et dans l’intérêt du peuple“, et portait le désir d’assurer “*le traitement correct de la réinstallation des résidents et le développement commercial en tenant compte des intérêts de toutes les parties*“.

Un communiqué du 2 octobre 2008 précisait que 39 entreprises publiques et 8000 ménages étaient concernés par ce projet, soulignant également que les sociétés d’investissement et les services urbains avaient commencé la démolition le 28 avril 2008 (elle durerait 49 jours). Les autorités insistaient sur les données suivantes : construction de logements à faible coût, mise en place d’un système de surveillance électronique, de toilettes publiques, de centres de santé communautaires, de crèches, de sociétés immobilières et de bibliothèques.

Les travaux devaient être achevés au bout d’un an et demi. Beaucoup d’habitants perdaient leur logement chez leur belle-famille ou se regroupaient temporairement dans un logement. Une condition s’imposait à tous : prendre en charge une partie du coût du déménagement que le gouvernement finançait de moitié. Les autorités se proposaient même de trouver un logement proche aux familles. Le loyer équivalait à 550 yuans par mois en contrepartie d’un appartement de 50 m². Chaque mois, le gouvernement attribuait 300 yuans aux foyers. Il restait à ceux-ci 250 yuans à payer. Un des problèmes qui se posaient aux familles consistait à assurer chaque mois la prise en charge de ces 250 yuans. Plus la reconstruction durerait longtemps, plus il faudrait puiser dans les indemnités du déménagement pour financer le logement transitoire. Beaucoup cherchaient à faire des économies en se faisant héberger gratuitement. Dans de rares cas, le gouvernement concédait cette partie du financement et assurait la prise en charge complète du logement de transition, au vu de la condition d’un foyer qui se trouvait dans l’incapacité totale de se reloger par ses propres moyens, ni d’être en mesure d’assurer la moitié du coût du relogement. C’était le cas de la famille Xin, qui habitait la même rue que nos familles étudiées, dont la mère était handicapée et évoluait en fauteuil roulant alors que le père retraité était trop vieux pour travailler. Leur fille était absente car elle étudiait à l’Université de Qiqihar dans l’ouest de la province. Dans la mesure où l’absence de celle-ci se justifiait et qu’elle ne pouvait travailler, il leur fut reconnu l’impossibilité de financer le coût du logement. Les Xin s’en allèrent tardivement à la date du 1 juin 2008 et abandonnèrent leur petit commerce à domicile.

D’abord, les Sheng déménagèrent sans grandes difficultés et le changement ne fut pas trop brutal car ils étaient très attachés les uns aux autres. Désormais, le foyer comptait l’oncle

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

qui devenait chef de famille, le fils de celui-ci, Madame Sheng et son fils. Le fils de l'oncle Sheng, "didi", s'alimentait très peu et passait tout son temps devant l'ordinateur, il sortait très rarement mise à part pour se rendre au "wangba" (网吧, salle d'ordinateurs ou « cybercafé ») avec un ami. Cette salle de jeux était ouverte 24 h sur 24 h. Après l'heure de fermeture légale, les gérants baissaient les stores. Les policiers se rendaient souvent dans ce type d'endroit pour mettre fin à ces entraves à la légalité. L'oncle Sheng laissait faire son fils car il culpabilisait de l'absence de la mère.

L'oncle, à l'opposé de son fils, était un homme de terrain connu et reconnu de tous. Il jouait un rôle important dans le quartier. Il avait une physionomie et un tempérament joviaux : taille moyenne, ventre rebondi de buveur, attitude de fumeur et assurance dans le regard.

Hong Sheng reconnaissait avoir peu d'amis et être plus introverti de la fratrie. Comme sa grande sœur et son neveu, l'oncle attachait énormément d'importance au fait d'être né et d'habiter le "dongbei" (Nord-est). Par exemple, il disait : *"tu sais, si tu vas à Shanghai ou dans d'autres villes du Sud, les plats que l'on te sert ne sont pas aussi grands qu'ici, leurs verres d'alcool sont également petits, c'est vraiment différent !"*.

Ce dernier travaillait sur des chantiers. Il réussissait à se procurer des renseignements utiles grâce à son réseau. Il identifiait ainsi les chantiers intéressants qui pouvaient lui apporter de l'argent. Selon le nombre de travailleurs mobilisés et la quantité de travail disponible, il pouvait doubler son temps de travail et son salaire, travaillant de 6 h du matin jusqu'à la tombée de la nuit.

Le 24 Novembre 2009, le gouvernement continuait de dénoncer les constructions illégales et regrettait que, malgré la publication de l'avis d'acquisition des terrains, certains résidents refusaient de se déplacer en rejetant les clauses compensatoires.

En Novembre 2009, la famille Sheng migra dans le quartier *Song Bei*. La maison qu'ils louaient jusqu'alors, avait été détruite. D'après la municipalité, plus aucune "Ping fang" n'était habitée en ville, car elles étaient toutes détruites ou en voie de l'être. Les Sheng étaient confrontés au problème du coût d'un nouveau logement. Si aucune "Ping fang" n'était disponible, il n'y avait plus de logement à faible coût à Harbin.

Le patron de l'oncle Sheng accorda à la famille la possibilité d'emménager dans un local situé au rez-de-chaussée de nouvelles résidences où était déposé le matériel des ouvriers. Les Sheng emménagèrent dans ce grand espace qui se trouvait loin de tout, à plus d'une heure de bus de *gù xiang*.

Séparée du territoire du quartier, la mère se rendait quotidiennement à *gù xiang*. L'oncle possédait une voiture et passait ses journées et ses soirées avec ses copains en jouant

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

aux cartes et au Majong dans le quartier en hiver. Ses habitudes ne changeaient pas. Il buvait et fumait autant, se levait vers 3h30 du matin et ne revenait qu'aux alentours de minuit, lorsqu'il ne découchait pas.

“Didi” fut quant à lui recruté pour accomplir son service militaire pendant deux ans à Changchun, dans la province voisine du Jilin. Au cours de la cérémonie de départ qui eut lieu le 14 décembre 2009, toute la famille et les amis furent réunis.

Le fils Sheng resta seul à déprimer. Il avait pris beaucoup de poids. Alors qu'il pesait initialement 75 kilos, il atteignait 100 kilos en 2008 et 120 kilos un an et demi plus tard. Madame Sheng cherchait à le faire réagir mais en vain. Vivre loin de son environnement habituel ne le poussait pas à changer ses habitudes, bien au contraire. Il ne voyait plus sa fiancée rentrée chez elle car son père était revenu de Corée. Tous les jours de la semaine, elle travaillait de 8H30 à 18H30 dans une agence de téléphonie mobile. Elle percevait un salaire de 900 yuans et n'avait que trois jours de congé par mois. Évoluant à une heure trente de bus l'un de l'autre, leur relation se termina en février 2010.

La possibilité de devenir chauffeur de bus ou de taxi s'ouvra au fils Sheng. Bien que rongé par la culpabilité, il ne s'enthousiasma guère et jugeait ceci insuffisant pour lui redonner le goût d'aller de l'avant. Il ne consommait que le repas du soir en compagnie de sa mère. Pendant qu'elle cuisinait il lui faisait la discussion comme depuis toujours. Fumer, lire le journal, faire une sieste, regarder la télévision, jouer aux jeux vidéo rythmaient des journées qui passaient identiques. “Didi” se sentait aussi isolé à l'armée.

Tout au long du mois de Janvier 2010, Madame Sheng confectionna de la monnaie en carton or afin d'en déposer sur la tombe des défunts à la nouvelle année. Chaque année, tous allaient se recueillir à “Jiaoqu, à trente minutes de voiture ou à 1h30 de bus de *gù xiang*. Après y être allés avant la nouvelle année, ils y retournaient quinze jours plus tard au moment de la fête des lanternes, mais aussi en avril à la Toussaint et à l'occasion de la fête des fantômes en Août. Les grands-parents et leurs multiples frères y reposaient côte à côte.

Dans la nuit du 7 janvier 2010, un ami de l'oncle Sheng, âgé de 44 ans, décéda subitement d'une crise cardiaque, ne laissant ni femme, ni enfant derrière lui.

Les familles Wu et Chun restaient vivre à un quart d'heure de marche de leur ancienne habitation. Les Chun vivaient au centre du quartier dans un appartement et les Wu dans un appartement vers l'Est. La facilité avec laquelle se déroulèrent les procédures pour les Chun ne diminuait rien à la difficulté de l'attente. L'angoisse et l'attente quotidiennes aggravaient les problèmes de santé du père Chun.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Madame Chun trouva un logement grâce à des amis. Toutefois, aucun membre de la famille ne s'habitua au nouveau logement dont l'espace était restreint. La grand-mère Chun vivait loin, et le père l'accompagna un temps avant de rentrer à cause de sa maladie. Le petit fils prit le relais en allant la visiter chaque fin de semaine, tout en se rendant quotidiennement sur le territoire de la communauté pour observer l'évolution de la reconstruction.

Les Wei firent appel à une agence immobilière et partirent vivre à *daowai* dans un appartement de 18 m². Le montant du loyer était de 300 yuans par mois. Les Wei recevaient 550 yuans chaque mois en compensation du déménagement. Le père et le fils y vécurent deux années. Malgré le manque d'espace et l'éloignement, le fils Wei ne se plaignait pas trop de la situation et se satisfaisait d'avoir un lit où dormir. Toutefois, il regrettait l'absence d'un véritable marché aux légumes et déplorait le manque d'animation du quartier. Ce dernier, au contraire de son père, fréquentait régulièrement le territoire de l'ancienne communauté, juste pour le plaisir de s'y promener.

Les Da déménagèrent dans une grande maison du nord-ouest de *gù xiang*. Ce déménagement fut relativement facile à organiser étant donné le montant élevé du dédommagement dont ils avaient bénéficié. Ainsi ils payèrent les services d'une agence. En dehors de l'aspect pratique, les Da vivaient l'éloignement et l'anonymat avec difficulté et se sentaient mis à l'écart. Ils étaient très attachés à leur marché aux légumes et vivaient avec tristesse de devoir se rendre au supermarché où les prix sont très élevés. Ils ne voulaient pourtant pas retourner sur le territoire de la communauté pour ne pas se faire inutilement souffrir. Le petit-fils Da passait beaucoup de son temps sur internet et ne sortait plus avec ses amis.

Ba Jiu et sa femme étaient partis vivre pendant une année chez la sœur aînée de ce premier qui décéda quelques temps plus tard. Après ce décès, son mari refusait que le couple reste vivre chez lui et exigea leur départ tout en s'excusant. Le couple déménagea près de *xianzheng jié* dans une maison prêtée par un ami de Ba Jiu. Trois mois plus tard, comme pour les Sheng, la rénovation les obligeait à partir de nouveau ; ils allèrent vivre chez la famille de la belle-mère de la femme qui résidait à *Daoli*, non loin de *gù xiang*. Ba Jiu ne travaillait pas à cette période et se rendait quotidiennement à *gù xiang* pour observer l'avancée de la reconstruction, même en hiver. Il économisa les 12000 yuans d'indemnités en faisant en sorte de ne pas payer de loyer.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Dans le *China Daily* du 11 décembre 2009, était indiqué que les projets de destruction et de construction alimentaient 50% du budget des provinces. Après la destruction de la zone B où résidait “la communauté de la rivière“, la destruction de la zone A n’était pas terminée à la fin de l’année 2009. En mai et juin 2009, 1500 policiers étaient d’ailleurs envoyés pour “faire le ménage“ et punir individus, cadres ou entreprises qui auraient participé à la construction de logements illégaux avec l’aide de fonctionnaires « véreux ».

Le 13 Août 2009, le gouvernement annonçait la planification d’une zone de construction totale de 676700 m², ainsi qu’un plan de relogement des habitants. On rappelait l’importance du projet d’amélioration “des bidonvilles“ dont 218 000 m² étaient occupés par des “squatters“. Le 15 Septembre 2009, un appel d’offre en faveur de la construction de stations de conversion thermique, de réservoirs d’eau et de salles de billards, était lancé.

Six immeubles étaient édifiés sur le territoire de la zone B de la communauté. Pendant cet hiver, les ouvriers s’occupaient de tâches intérieures aux immeubles : décoration, installation des infrastructures d’électricité, de gaz et de triage.

Contrairement aux informations diffusées par les autorités, des paysans habitaient encore le sud-ouest de la zone. À mesure que les travaux avançaient, on passait rapidement de la brousse à de nouvelles routes en construction (Voir photographies ci-dessous).



Chapitre VII : ethnographie du déménagement



Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Le village “xingfu“, voisin de “la communauté de la rivière“, était contrôlé par le bourg de “Qunli“ qui appartenait au quartier *gù xiāng*. Ce “village à la ville“ (*chéng nóng cūn*, 城农村), Harbin en comptait un autre dans le quartier *Taiping*⁵⁸.

Les Ma vivaient dans l’ouest du village. Le foyer comptait la grand-mère paternelle, le père, la mère et le fils. Parmi les deux *Hu kou* en leur possession un ne présentait que la grand-mère. En plus d’une ferme de 800 m², les Ma possédaient une maison de 200 m². Une partie importante de la propriété était louée à dix foyers en contrepartie d’une centaine de yuans par mois et par foyer. Le père gagnait une dizaine de milliers de yuans par an au moyen de sa récolte de légumes cultivés sur un lopin de terre situé derrière une petite colline toute proche. Ce faible revenu, il l’expliquait par les effets croissants de la pollution. C’est la raison pour laquelle une partie de la maison était mise en location.

Les paysans jugeaient être moins bien traités que les citadins voisins. Ils cultivaient une terre urbaine qui serait rémunérée au tarif d’une terre de banlieue. Leurs lopins de terre, entourés de murets faits en briques, étaient recouverts d’un habitacle en plastique afin de conserver la chaleur du feu de charbon (voir photographie ci-dessous). Ce dispositif autorisait une culture toute l’année. Cependant, le prix du charbon avait considérablement augmenté ces dernières années et beaucoup arrêtaient de travailler pendant la saison froide.



Le gouvernement proposait de racheter le m² de ferme au tarif d’une centaine de yuans alors que les terres où étaient implantées les habitations étaient estimées à plus de 400

⁵⁸ Li Peilin les désigne comme des villages urbains « *produits par l’intégration de certains villages dans les villes, au fur et à mesure de l’expansion rapide des espaces urbains... les villages urbains constituent en fait un « espace flottant » au sein des villes, avec un corps urbain et un cœur rural* » (Peilin, 2008 : 239).

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

yuans le m². Certains avaient alors construits des petites maisons sur le terrain de leurs fermes pour quadrupler le montant des indemnités versées par le gouvernement.

Le désaccord avait pour fondement que les paysans estimaient devoir être dédommagés pour les terrains de ferme à un tarif supérieur à celui des habitations, les premiers représentant un moyen de production assurant la survie.

Chez ceux qui n'avaient pas construit de fausses habitations, la colère était grande. Les autorités examinaient les situations au cas par cas afin de déterminer si le dispositif de protection de la chaleur correspondait à deux ou quatre saisons d'activité. Mais quelque soit la considération émise par les autorités, les paysans pensaient que cette distinction n'avait pas lieu d'être dans la mesure où beaucoup avaient financé le dispositif et avaient cultivé pendant plusieurs années avant de limiter leur activité.

Dernièrement, un paysan en colère et plein de désarroi chercha à s'immoler mais d'autres l'en empêchèrent. Ce dernier était en pleine négociation avec les autorités avant de voir débarquer des faux policiers venus détruire sa maison. Des fonctionnaires locaux payaient des individus auxquels étaient fournis des uniformes, et pour 100 yuans par jour, ils commettaient ces actes hors la loi. Ces enrôlés étaient souvent des résidents eux-mêmes soumis à un projet de construction dans un autre secteur. Une partie de l'argent réservée à l'indemnisation des résidents était utilisée pour payer les malfrats et cette démarche était rentable dès lors que la baisse des exigences des résidents terrorisés comblait largement ces petites dépenses et permettait finalement aux fonctionnaires locaux qui avaient arrangé le scénario de récupérer une somme du capital non distribué.

Par conséquent, si les procédures officielles étaient prévues pour être identiques à celles réservées aux citoyens de la communauté voisine, les fonctionnaires du comité des résidents du village étaient particulièrement enclins aux pratiques de corruption. Dans la communauté de la rivière, on pensait que les difficultés rencontrées par ces paysans s'expliquaient par le fait qu'ils n'étaient ni de véritables citoyens, ni de véritables ruraux, et que les litiges et les manipulations étaient ainsi monnaie courante.

Quelque soit le nombre de familles vivant dans une maison, pour accéder à un appartement, la possession du certificat d'enregistrement primait sur le nombre de *Hu kou*. Ainsi, le gouvernement acceptait d'accorder deux appartements de 60-70 m² aux Ma et il était question qu'ils reçoivent plus de 2000 yuans par m². Cependant, pour avoir un appartement plus grand, il fallait ajouter 3800 yuans le m². Les locataires des dix foyers qui logeaient dans leur maison ne recevraient rien.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Toujours mécontents, ils désapprouvaient les modalités d'un échange de 200 m² de maison enregistrée contre 200 m² d'appartement neuf, alors qu'il existait un écart de valeur entre le tarif de 2000 yuans le m² pour les 60 à 80 m² restants de la maison et celui de 3800 yuans le m² supplémentaire de surface d'appartement.

Les habitantes de la maison voisine de 60 m², étaient les deux filles d'un couple de personnes âgées décédées. Celles-ci souhaitaient bénéficier de deux appartements de 30 m². Elles rejetèrent donc l'offre prévoyant qu'elles accèdent à un appartement de 60 m². Cependant, les familles des jeunes femmes ne vivant pas dans la maison, ces dernières se retrouvèrent dans l'obligation de revendre ce futur appartement impossible à partager. Elles étaient conscientes d'être passées à côté de leur bonheur en échouant dans les négociations et en ne devenant pas propriétaires de deux appartements comme elles l'auraient rêvé.

Presque deux tiers des paysans avaient définitivement quitté leur ferme à l'été 2010. Si elles ne furent pas bien respectées, les résidents pensaient cependant que deux des politiques établies étaient indéniablement très bonnes "sur le papier" : celle qui permettait aux habitants de revenir vivre au même endroit et celle qui autorisait un échange de 1m² pour 1m². A l'opposé des citadins, ils déploraient l'absence de réunions de présentation et d'explication du projet. Toutes les maisons avaient été détruites sans que les résidents aient été informés avec précision. Ils reçurent aléatoirement une fiche d'information selon qu'ils passaient devant le Bureau de la direction de la reconstruction du village et que l'agent qui en avait la charge était disposé à la transmettre au passant.

Assistant aux destructions forcées de plusieurs maisons, soixante familles prenant peur décidèrent de transmettre leur certificat d'enregistrement aux autorités alors même que le contrat des modalités de l'échange n'avait pas été conclu. C'était la dernière chose à faire puisque la destruction, quelles qu'aient été les conditions de l'échange, était rendue légale. Les "dizhihu" (抵制户, foyers résistants) avaient conscience qu'il ne fallait surtout pas délivrer son certificat d'enregistrement avant la signature d'un contrat⁵⁹.

Incertaines de la superficie des appartements attribués, les familles attendaient que l'on vienne détruire leur maison et refusaient de partir avant réception des indemnités prévues pour la location du logement de transition. Ils avaient conscience que dans tous les cas ils

⁵⁹ Les familles attendant le jour de la destruction voulaient d'ailleurs me contacter pour que je vienne photographier les événements et intimider des fonctionnaires qui n'oseraient peut-être pas agir du fait de ma présence.

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

seraient malheureux de vivre dans un appartement qui mettrait fin à la possibilité pour eux d'exercer l'activité qui régissait leur identité⁶⁰.

La société de construction chargée de la zone A y possédait les pleins pouvoirs, ce qui se traduisait par la pratique de techniques de dissuasion plus violentes à l'encontre des résidents récalcitrants qui résistèrent trois mois jusqu'au moment d'être délogés par des bulldozers prêts à détruire leurs habitations ou encore par des casseurs opérant en pleine nuit.

L'oncle Sheng connaissait le patron de la société pour lequel la mère Sheng travailla à l'hiver 2009-2010. Elle s'occupait de tâches ingrates dans la salle réservée au recueil des certificats d'enregistrement et à la conclusion des accords de ventes. Madame Sheng cassait le bois à l'aide d'une massue pour alimenter le fourneau à charbon et restait ainsi au contact des événements ayant lieu dans le quartier (Voir les deux photographies ci-dessous).

Elle put m'introduire auprès du patron en évoquant les raisons de ma présence. Etonnamment, tous me vouaient immédiatement sympathie et furent apparemment enchantés de ma venue chez le "petit peuple", bien qu'ils furent néanmoins choqués et mal à l'aise de me voir casser du bois avec la mère Sheng.

Avant d'obtenir cette mission, Madame Sheng prenait le bus de 6h00 chaque matin afin de se rendre à *gù xiang* et discuter avec ses anciens camarades et voisins, manger le repas de midi, jouer au majong et faire ses achats au marché du coin.

Elle travaillait désormais du lundi au dimanche et arrivait la première sur les lieux, à 7h30, pour nettoyer le local avant l'arrivée du personnel vers 8h45. Elle terminait souvent à 16 heures.

⁶⁰ Li Youmei cherche à répondre au problème des paysans exclus de la zone de Pudong lorsqu'elle écrit : « désormais privés de la protection de l'ancien système socio-économique, comment les paysans expropriés peuvent-ils trouver un espace productif qui leur convienne au sein du nouveau système? » (Youmei, 2008 : 268) L'industrialisation rapide de cette zone de Shanghai à partir de 1978 pose également la question du système nécessaire aux besoins d'une économie industrielle moderne fondée sur les bases d'une économie rurale.



Devant le local des enregistrements



Madame Sheng place du bois dans le four

Des résidents se présentaient au local toute la journée. Le personnel administratif effectuait l'enregistrement des propriétés et délivrait des sommes d'argent liquide ou des actes de propriété, ou encore les deux à la fois lorsqu'un "grand propriétaire" vendait une partie de sa propriété et échangeait l'autre contre un ou plusieurs appartements.

Le 30 décembre 2009, quelques familles n'avaient pas vendu leur propriété et n'avaient pas de logement de substitution.

Le 4 janvier 2010, les services administratifs étaient installés dans un local plus petit (photographie ci-dessous).

Chapitre VII : ethnographie du déménagement



Le grand local était détruit pendant que les administrateurs, de jeunes adultes, se réjouissaient des bonnes avancées de la destruction. Malgré la rudesse du froid, les ouvriers détruisaient le symbole que représentait une grande tour en briques (ci-dessous).



Chapitre VII : ethnographie du déménagement



Certains propriétaires qui refusaient les négociations à l'amiable vinrent se plaindre auprès du patron. Sous le regard de ses deux gardes du corps, celui-ci écoutait les récalcitrants sans répondre. Madame Sheng entendait ensuite que le patron voulait envoyer des “petites

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

frappes“ (痞子, pizi) pour les déloger. Cette violence de dernier recours connue de tous est néanmoins rarement visible pour les non concernés.

Parallèlement, les autorités médiatisaient le cas de Qun Li, une femme de 62 ans qui vivait dans la zone depuis 61 ans et y avait ses trois enfants. Son témoignage mettait en avant que la meilleure des choses à faire pour les résidents était de négocier avec les autorités en respectant la procédure qu’offraient des politiques rarement pratiquées.

Par ce biais, les autorités mettaient à nouveau en garde contre les demandes déraisonnables et s’engageaient à lutter de leur côté contre les fonctionnaires corrompus qui pratiquaient des arrangements et s’octroyaient des compensations irrégulières en fermant les yeux sur la construction de baraques inhabitées. Les autorités s’engageaient en outre à implanter des entreprises privées qui amèneraient des emplois à la population du quartier.

Deux types d’immeubles étaient construits dans le cadre du projet. Les immeubles de six étages (普通楼, putonglou) seraient réservés aux résidents locaux. Aucun appartement ne devait être disponible pour la vente à des personnes extérieures. Par contre, il était à demi-mots reconnu que les immeubles de quinze étages (高楼, gaolou) leur seraient destinés.

Pendant cette période, les gens de la communauté se rendaient régulièrement à la municipalité pour se plaindre de l’étroitesse des fenêtres des appartements en construction. Comparativement aux appartements construits cinq ans plus tôt, ces derniers ne possédaient pas de balcon et ils s’en inquiétaient, faisant remarquer que la qualité de vie permise par les maisonnées dépendait directement de l’espace extérieur directement accessible. Acquérir un appartement du rez-de-chaussée devenait donc un privilège.

Confrontées aux venues massives et régulières de la population (pouvant atteindre 150 personnes au cours d’une journée), les agents municipaux répondaient être trop occupés pour pouvoir répondre aux interrogations. Les immeubles désormais construits, ils ne pouvaient plus faire grand chose.

Les affiches publicitaires mentionnant le tarif des appartements étaient toujours collées sur le portail d’entrée des résidences surveillées. Il était indiqué sur ces affiches que les anciens résidents de la communauté pouvaient acheter un appartement de 40 m² aux tarifs de 850 yuans le m², 1150 yuans le m² l’appartement de 50 à 70 m², 2150 yuans le m² pour un appartement perché au-delà du sixième étage. Les acheteurs étrangers à la communauté pourraient acheter un appartement à l’unique tarif de 3825 yuans le m².

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

Le 25 juillet 2000 le quotidien du peuple annonçait que le prix moyen des appartements était de 2074 yuans le m², soit un prix en hausse de 1,2% par rapport à 1999. Tenant compte de la hausse constante observée au long de la dernière décennie, on mesure le degré avantageux des tarifs proposés ici.

Le 12 janvier 2010, les familles étaient appelées à se rendre à 8h du matin devant les nouveaux immeubles, afin de vérifier si l'enregistrement et l'attribution de leurs appartements avaient été correctement établis, et dans le cas contraire, à entreprendre les réclamations nécessaires. Environ 300 personnes se trouvaient là. Des prospectus publicitaires visant l'achat de portes d'entrée étaient distribués à la population. Les tarifs préférentiels masquaient les dépenses d'aménagement (porte d'entrée, installation électrique, cuisine, lavabo, toilette...), qui n'étaient pas prises en charge par les autorités et qui représentaient un budget moyen environnant 10 000 à 15 000 yuans (environ un quart du prix d'une propriété).

Seul un membre de chaque foyer devait venir en ce jour afin d'éviter un attroupement trop important. Si certains respectèrent la consigne, beaucoup se présentèrent à plusieurs. Le fils Sheng, le fils Chun, Laotaitai et le père Wu étaient là. Des groupes de résidents étaient postés un peu partout et discutaient. Beaucoup ne s'étaient pas revus depuis leur départ. Malgré la convivialité ambiante, une agitation grandissante prenait forme. Tous gesticulaient avec un certain énervement et multipliaient allers et venues avec anxiété. Certains restaient à l'intérieur des voitures stationnées le long de "Tianhe jié", juste en face de la maison 1920. Il faisait une température de -30°. Les premiers arrivants attendaient devant une des résidences pour visiter les appartements. L'attente commençait à se faire sentir et à en énerver plus d'un après la première demi-heure passée dans le froid.

Les agents firent alors entrer quelques personnes, avant d'arrêter très rapidement la procédure devant le mouvement de foule qui se profilait. Ils affichèrent les informations sur le mur de la maison 1920 où étaient indiqués pour chaque propriétaire le nom, le type et la superficie de l'appartement, ainsi que le numéro de l'immeuble. Les gens s'y jetèrent avec panique. Crainte et peur se lisaient sur les visages avant qu'ils ne se décrispent et que des expressions de mécontentement et de colère apparaissent.

Le 10 février 2010, le quotidien de Harbin exposa la liste des appartements attribués à chaque famille de la communauté. Il était mentionné le nom du propriétaire, la taille, l'étage et le numéro d'appartement. Avant que ne commence le retour des familles, on pouvait lire dans le numéro du 18 mars 2010, que les plus pauvres n'avaient pas pu bénéficier d'appartement de 30 m² mais d'appartement de 40 m². Pour ces derniers, qui n'auraient pas eu assez d'argent pour financer ce différentiel de 10 m², restait la possibilité de louer ces 10

Chapitre VII : ethnographie du déménagement

m² au tarif de 1,44 yuan le m² tout en étant propriétaire de 30 m² d'appartement. A partir de ce moment, les tarifs préférentiels furent abolis. On passait à 1825 yuans le m² pour un appartement de 40 m², 2250 yuans le m² pour un appartement de 50 m², et 3800 yuans le m² pour un appartement supérieur à 50 m².

Dans ce chapitre, nous avons montré que le processus de destruction-reconstruction dépend et intervient sur la sensibilité des acteurs de la communauté. La destruction, le départ et l'exil sont autant de situations successives qui vont façonner "une nouvelle conscience" chez les membres de la communauté. En ce sens, *"nous croyons en effet que l'affectivité ne peut se comprendre qu'en tant qu'élément constitutif du cycle sujet-objet au niveau conscient, plus précisément comme élément conscient différent et complémentaire de toute conscience cognitive, et accompagnant toute conduite motrice"* (Goldmann, 1959 : 142).

A partir de là, les résidents de la communauté vont pouvoir concevoir par eux-mêmes la façon dont ils souhaitent impulser un sens à leur retour, en s'assimilant au nouveau cadre de vie tout en le façonnant. Ce constat s'appuie sur l'idée que *"tout être vivant, animal, groupe social, tend à assimiler le monde ambiant à son organisme et à ses schèmes d'action ou de pensée... Cette tendance à l'assimilation est un phénomène à la fois dynamique et conservateur. Dynamique dans la mesure où le sujet tend à étendre sa sphère d'action à une partie de plus en plus vaste du monde ambiant, conservateur dans la mesure où le sujet s'efforce de conserver sa structure intérieure et essaie de l'imposer à ce monde. Heureusement ou malheureusement, le monde ne se laisse pas toujours assimiler aux activités du sujet. Cela oblige celui-ci à modifier ses schèmes moteurs ou intellectuels pour faire face aux problèmes nouveaux qu'il doit résoudre* (Ibid, 129-130).

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?



La reconstruction était initialement prévue pour durer 18 mois et se terminer à la fin de l'année 2009. En janvier 2010, quelques immeubles étaient construits et les prémices d'une nouvelle structure de vie communautaire se déployaient.

VIII.1] Retour des familles dans la communauté

A l'entrée du quartier, les bureaux de la direction de la construction furent réaménagés à l'intérieur de la maison 1937 dont la façade avait été préservée. Le commissariat de police situé en face avait également été rénové.



Aux entrées des résidences étaient postés des gardiens alors que des affiches mettaient en garde contre toute intrusion dans la propriété. Des messages d'apaisement claironnaient comme à l'accoutumée que le projet servait les *intérêts et le bien-être du peuple*. Aux mêmes entrées étaient aussi affichées une liste de différents types d'appartement à vendre ou à louer, allant du studio de 30 m² à l'appartement (probablement un loft) de 200 m². Un grand nombre d'appartements de superficie intermédiaire (50, 60, 70, 90, 120, 150, 180 m²) étaient proposés.

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

À la fin de mars 2010, lorsque débuta l'étape du retour des familles, aucun des appartements situés aux deux premiers étages des immeubles n'étaient emménagés. Ces derniers furent réservés aux acheteurs extérieurs.

Sauf s'ils étaient âgés, les locaux s'étaient vus attribuer des appartements aux cinquièmes et sixièmes étages. Ils réalisèrent alors que le gouvernement avait donc menti lorsqu'il prétendait qu'aucune personne étrangère à la communauté n'aurait la possibilité d'acheter un nouveau logement. Beaucoup avaient croisé des acheteurs potentiels qui leur avaient demandé où se trouvait le bureau des ventes. Les couples se présentaient, au volant de belles voitures, pour recueillir des renseignements et admirer le standing très moderne des immeubles.

L'heure était toujours aux travaux lorsque les Sheng emménageaient au cinquième étage de l'immeuble E02 (photo ci-dessous), au nord de "xiangli jié". La mère Sheng peinait à monter cinq étages et avait besoin d'effectuer une pause à mi parcours. Cette difficulté d'ascension ne la poussait cependant pas à remettre en cause sa satisfaction d'habiter ce nouveau logement. Le fils restait également sur ses premières positions en manifestant un enthousiasme limité et en continuant de penser, qu'avec le temps, une fois le sentiment de la nouveauté derrière eux, les anciens allaient se rendre compte des désavantages de vivre dans un appartement.



Aménager l'appartement avait coûté plus de 10 000 yuans (achat de placards et d'un cabinet de toilette à bas prix). L'oncle avait financé une cuisine équipée premier prix, un lavabo de salle de bain et deux portes pour sa sœur et son neveu. Ils dépensèrent quelques milliers de yuans pour décorer l'appartement, notamment pour la peinture. Pourtant, Madame Sheng et son fils fabriquaient eux-mêmes les meubles (tables, lits et chaises). Ne pas avoir

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

dépensé les indemnités dans la location d'un logement transitoire, leur permettait de financer sereinement cet aménagement.

L'appartement comptait quatre pièces. Chacune des deux chambres possédait un radiateur au gaz placé au dessous de chaque fenêtre. Entre la porte d'entrée et la salle de bain avait été installé un sofa. Un téléviseur surmonté d'une antenne était installé sur un petit meuble et adossé au mur. Seule la chaîne locale était accessible, avec une mauvaise qualité d'image qui plus est. A la perpendiculaire, le réfrigérateur de la cuisine donnait sur un petit balcon. Les Sheng y faisaient sécher leur linge.

La vie des Sheng s'améliorait. Le patron de l'oncle avait donné un autre travail d'appoint à Madame Sheng. Elle jugeait être bien payée, recevant 1000 yuans par mois en échange de cinq heures de travail par jour (8h00-13h00). Elle préparait le repas avec une collègue pour une équipe de trente ouvriers. De son balcon, on pouvait apercevoir le local à manger qui se situait à cinq minutes à pied. Son quotidien lui rappelait l'époque où elle travaillait à l'unité de travail. Le métier ne lui semblait pas fatigant et même nettoyer après le repas ne la dérangeait pas. Sa mission débuta en mars 2010 et dura jusqu'au mois d'octobre, mais elle se savait reconduite l'année suivante et reprendrait les missions de nettoyage pratiquées l'hiver précédent.

Le fils obtint un poste de chauffeur de bus et commença sa formation après avoir obtenu une licence de conducteur, le 21 juin 2010. Il termina cette initiation le mois d'après. Il conduirait un de ces bus datant des années 1980 et réservé au déplacement des travailleurs. Il fut affecté à la ligne 20 qui passait par *gù xiang* et traversait le district de *Daoli* d'Est en Ouest. Il gagnerait 2000 yuans la quinzaine de jours travaillés, en alternant un jour de travail sur deux et en commençant à 4h20 du matin pour terminer un peu avant 20h00. Il envisageait de travailler vingt jours chaque mois pour percevoir un salaire supérieur à 3000 yuans.

Ce dernier vivait une période assez heureuse et tenait ces paroles imagées avec toutefois un peu d'ironie : *“lorsque je vivais à Songbei, je me sentais seul et abandonné par le Père qu'est le gouvernement qui ne me donnait aucune chaleur. Maintenant que je suis revenu j'ai le sentiment d'avoir retrouvé mon - faux père - et ma - fausse famille -”*

Quant au futur, il disait : *“quand ma mère ne sera plus, j'aurai un emploi, une femme et je mènerai une vie simple, je revendrai cet appartement que je n'aime pas afin d'en acheter un autre ou bien une maison. ”*

Mis à part de n'avoir pas à sortir du domicile pour se rendre aux toilettes, le fils Sheng ne percevait pas l'amélioration de sa vie quotidienne tellement vantée par les autorités et les vieillards. Il était simplement content de renouer avec la vie d'antan, malgré les changements

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

inéluclablement survenus : *“auparavant la saleté faisait partie de notre environnement. Désormais nous sommes obligés de nettoyer la moindre saleté et cela m'agace.”*

L'oncle vivait au sixième étage de l'immeuble C10 avec sa compagne et la fille de cette dernière qui était âgée de 14 ans. L'appartement mesurait 50 m². La chambre était réservée à la jeune fille alors que le couple dormait dans le salon spacieux. L'oncle travaillait beaucoup durant cet été.

Un soir, alors qu'un feuilleton militaire était diffusé à la télévision, Madame Sheng pensa à son neveu, souhaitant qu'il revienne. Son père préférait qu'il reste huit années à Changchun sans revenir, et préférait dépenser 5000 à 6000 yuans par an. L'oncle n'avait aussi plus vraiment de place pour l'accueillir.

Madame Sheng pensait que ce choix relevait de l'influence qu'exerçait sur lui sa petite amie et me confiait : *“J'ai dit ce que je pensais d'elle et de sa fille, que je ne les aime ni l'une ni l'autre. La mère est une campagnarde qui a eu sa fille très jeune et en plus elle ne travaille pas.”* Je demandais alors : *“penses-tu qu'elle vit avec ton frère parce qu'il a de l'argent ?”* Elle confirma : *“tout à fait ! Comment as-tu deviné ? J'en suis persuadé ! C'est pourquoi je ne parle pas avec elle et que j'en ai informé mon frère.”*

Au restaurant, les deux femmes se tenaient chacune à un bout de la table. Si la plus jeune cherchait à se faire bien voir de sa belle-sœur, outre quelques réponses de courtoisie, rien ne réussissait à susciter la sympathie de cette dernière.

Les Wei sont également revenus dans la communauté en mars 2010 sans s'être occupés de décorer l'appartement avant d'investir les lieux. Tous étaient satisfaits et heureux de revenir vivre parmi les leurs, qui plus est dans un cadre confortable. Mais, le père et son fils reconnaissaient que leur “hutong” leur manquait et que les relations de voisinages étaient différentes. Le nouvel appartement leur apparaissait luxueux. Jamais ces derniers n'auraient imaginé pouvoir vivre dans un endroit aussi prestigieux et disaient être conscients que sans ces politiques de “préférence locale”, ils n'auraient jamais pu s'acheter un tel logement. Le fils pensait vivre toute sa vie dans la communauté à moins qu'un jour il ait assez d'argent pour acheter un appartement dans un lieu plus privilégié encore.

Le logement transitoire des Da mesurait 102 m². Ils payèrent 54000 yuans pour y rester pendant vingt-sept mois. Les Da étaient sortis vainqueurs des négociations puisqu'ils avaient reçu presque 560 000 yuans de dédommagement et étaient devenus propriétaires de cinq appartements neufs. Ils étaient déjà habitués à vivre en appartement puisqu'ils en avaient

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

construits par le passé. Les Da se doutaient bien que les relations entre voisins ne seraient plus les mêmes. Ils savaient qu'une part de ce qui faisait l'intérêt et l'authenticité de vivre dans la communauté était d'ores et déjà perdue. Le petit fils pensait vivre sa vie ici pour perpétuer la lignée.

Le deuxième oncle vivant avec eux avait un fils et une fille désormais mariés. Ces derniers envisageaient d'acheter un appartement de 50 m² dans les nouvelles résidences. Le fils du quatrième oncle avait également l'intention d'acheter un appartement de 104 m². Les jeunes mariés et jeunes parents désiraient nourrir de leur présence la vie de la communauté. Ils avaient leurs amis à *gù xiang* bien qu'ils s'étaient mariés avec des personnes venant d'autres endroits de la ville. Deux appartements appartenant aux Da furent construits à l'été 2010 et les trois autres étaient à ce moment en cours de construction. Les Da décidèrent de ne pas rentrer avant le mois de septembre.

La famille Chun logeait dorénavant au cinquième étage d'un immeuble de quinze étages avec ascenseur. La grand-mère logeait dans un appartement du deuxième étage du même immeuble. Elle était globalement satisfaite de sa situation, malgré quelques désavantages dont elle avait conscience. Elle déplorait ne plus avoir directement accès au dehors et disait réfléchir à deux fois avant de sortir. La médiation entre son habitat, celui des voisins et l'extérieur était plus grande et elle avait du mal à l'accepter.

Le père Chun, atteint de rhumatisme, marchait à l'aide de cannes. Il était frappé de remord car il n'avait pas affronté l'épreuve des négociations comme il aurait dû le faire selon lui. Il considérait maintenant que la famille était partie trop tôt et qu'en partant plus tardivement, il aurait pu gagner beaucoup plus d'argent. Il se sentait faible. Si les Chun pensaient finir leurs jours ici, le petit fils envisageait de quitter peut-être momentanément la communauté après son mariage et aller vivre chez sa belle famille⁶¹.

⁶¹ « *Le mariage uxori-local, où un homme épouse une femme et emménage dans la famille de celle-ci, a perduré et, dans certains cas, a augmenté, surtout dans la Chine urbaine* » (Lee et Feng, 2006 : 128-129).



Les Wu étaient tous heureux d'être revenus dans la communauté, même si les grands-parents déclaraient déjà regretter l'ancien temps. Ces derniers vivaient au sixième étage de l'immeuble voisin de celui des Chun (immeubles des Wu et des Chun sur la photo ci-dessus). Un couloir prolongeait leur entrée en donnant sur la salle de bain qui ouvrait vers le salon et annonçait la cuisine ainsi qu'un petit balcon. La chambre située à côté de la salle de bain recueillait une multitude d'objets car la salle commune n'y suffisait pas.

Les grands-parents jugeaient qu'il était devenu difficile de se rencontrer entre voisins, même si, après le dîner, tous faisaient un effort pour sortir et aller discuter. Il était désormais impossible d'avoir connaissance à tout moment de ce que faisaient les autres. Une sensation de coupure créait une gêne.

Dans un premier temps, tous cherchaient à ajuster leur comportement par rapport aux anciens critères de vie mais le sens pratique de la collectivité s'érodait quelque peu. On pouvait se rendre compte qu'auparavant la cellule familiale était directement reliée à la communauté, sans aucun voile.

Les grands-parents d'un côté et de l'autre leur fils, sa femme et la petite fille, vivaient séparément. Avec l'accord du père Wu, il était prévu d'effectuer un transfert entre les deux foyers pour que les grands-parents partent habiter dans l'appartement mansardé, le moins confortable des deux logements attribués. Tous les membres de la famille Wu continuaient à prendre ensemble le repas du soir et les grands-parents pensaient ouvrir un petit magasin une fois la construction définitivement terminée.

Ba Jiu n'avait pas réglé tous ses problèmes. Au lieu de 50 m², un appartement de 47 m² lui fut attribué. Les autorités lui proposaient un remboursement de 14 400 yuans (3800

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

yuans le m²). D'autres habitants se trouvaient dans cette situation et tous rejetaient cette proposition. Les concernés souhaitaient que les autorités paient le m² à un tarif beaucoup plus élevé, ou au prix appliqué pour le rachat des appartements mansardés (4000 yuans le m²). Nombreux se sont vus proposés d'acheter un appartement de 60 m² ou 70 m² et d'ajouter 912,5 yuans le m².

La société d'exploitation proposa un échange avec un appartement de 56 m² dans le secteur proche de *Zhigongjié*. Les habitants concernés refusèrent d'aller y vivre puisqu'il leur avait été assuré qu'ils pourraient de nouveau habiter avec les leurs. De plus ces derniers avaient entendu dire que d'anciens habitants de *zhigongjié* avaient bénéficié d'appartements de meilleure qualité dans leur communauté. La rumeur circulait aussi sur le fait que des logements de *Zhigongjié* auraient pu convenir aux mécontents. Tensions et incompréhensions allaient croissantes.

La société d'exploitation rejetait la faute sur les résidents. Dans le cas de Ba Jiu, il avait quitté la maison assez tardivement et avait bénéficié d'une offre moins intéressante de ce fait. Les autorités disaient qu'aucun autre appartement ne pouvait lui être proposé dans la communauté. Mais ce dernier insistait sur le fait que les autorités avaient promis que tous les appartements seraient strictement destinés aux habitants de la communauté.

Comme d'autres, il découvrait qu'il avait été dupé. Les autorités n'avaient à aucun moment réajusté leur discours et précisé la venue d'étrangers. Une vérité éclatait suite à ces demandes de recours : la société d'exploitation réservait les appartements de meilleures qualités à la vente aux particuliers étrangers.

Les agents de la société informaient Ba Jiu que si ce dernier ne s'empressait pas d'accepter cet appartement, il serait l'un des vingt derniers signataires n'ayant plus d'autres choix que de se voir attribuer un appartement mansardé, éventuellement plus grand, mais dont personne ne voulait.

Deux signatures étaient utiles afin de valider l'attribution définitive d'un appartement. Ba Jiu signait une première fois en mars 2010 sous la pression, mais ne s'exécutait pas pour la seconde signature. Entre mars et juillet 2010, il se rendit donc une dizaine de fois au gouvernement de la province mais il lui fut interdit d'entrer dans le bâtiment. Il fut d'ailleurs mis à mal par les gardiens qui le jetèrent à la rue.

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

A la mi-juillet 2010, il y retourna, accompagné d'un groupe d'habitants mécontents de la reconstruction. On lui demanda de patienter en lui disant que tout serait fait pour résoudre son problème.

Depuis, résigné à l'idée que quatre mois de lutte ne lui avaient été d'aucun secours puisque le gouvernement n'avait pas modifié sa décision, il était tenu de prendre l'appartement proposé et de se voir rembourser 14 400 yuans. Il avait perdu beaucoup d'argent du fait de cette attente. De plus la première signature en mars 2010 avait engagé la fin de la cotisation de remboursement du loyer de l'appartement transitoire et c'était au final 5000 yuans qu'il avait purement et simplement perdu.

Enfin, sa femme voulait divorcer parce qu'elle jugeait que le 5^{ème} frère les avait compromis et que son mari avait été stupide de ne pas immédiatement accepter l'offre. Pragmatique, la femme faisait un réquisitoire de la démarche idéaliste du mari qui ne pensait pas mal agir de la sorte.

Comme si la leçon devait se répéter inlassablement pour le « naïf » Ba Jiu, le 5^{ème} frère ne tint pas sa promesse, ce qui déclencha une discorde totale au sein de la famille, réduisant en miettes les relations fraternelles. Après avoir acquis leurs appartements respectifs, ses frères et sœurs ne contactèrent ni n'apportèrent plus de véritable soutien à Ba Jiu, qui résida momentanément dans l'appartement du 3ème frère au sixième étage du bâtiment voisin des Wu.

Ce dernier disait préférer le temps où il vivait dans la maison familiale car la vie coûtait moins chère. Ici il fallait désormais payer les services d'une société d'entretien de l'immeuble (物业公司, wuyegongsi) qui s'occupait de la surveillance, du ménage des parties communes et de l'entretien des plantes et de la verdure. Le coût de ces services fluctuait selon la taille de l'appartement. Il soulignait aussi que l'eau des toilettes était payante et que la consommation d'électricité était plus importante lorsqu'on vivait en appartement. Beaucoup de résidents n'allumaient pas la lumière ou alors juste le temps de prendre le repas du soir lorsque le soleil était pleinement couché. Ils étaient accoutumés à l'absence de luminosité. Le chauffage au charbon utilisé dans les maisons était également économique.

Ba Jiu était donc incertain puisqu'il risquait de se retrouver seul, abandonné par sa femme. Le divorce l'obligeait à vendre son appartement pour partager l'argent avec sa femme. Tout le monde lui disait de tout faire afin d'éviter le divorce.

VIII.2] Réorganisation communautaire : aspects et problématiques

En juillet 2010, la vie avait donc repris dans la communauté. Le rythme incessant des travaux créait une effervescence aux antipodes du climat qui régnait auparavant. Au bas des immeubles, le campement des ouvriers était installé dans des ruelles. Ces derniers mangeaient et dormaient à même le “théâtre des opérations“. Des projets du même type fleurissaient un peu partout en ville. La construction des lignes de métro perturbaient également la circulation automobile qui ne cessait de se densifier.

70% des habitants avaient emménagé entre mars et juillet 2010. De lourdes charges étaient lâchées du haut d'une grue en pleine nuit, dans un fracas qui faisait croire à un tremblement de terre ou quelque assaut militaire. Le bruit des perceuses et marteaux débutait dès cinq heures du matin. Un paysan de la communauté voisine disait à ce sujet : *“ceux qui n'ont pas pu voir les tremblements de terres au Sichuan peuvent venir ici. “*



Les ouvriers travaillaient jours et nuit et inondaient les nuits du bruit des machines, de coups de marteau répétés, des sons de tronçonneuse et de bétonneuse. Un ouvrier qui se restaurait à la cantine de Madame Sheng décéda dans la nuit du 9 juillet 2010. Son mousqueton s'était rompu alors qu'il se trouvait en haute altitude pour peindre un immeuble.

Le voisinage reprenait ses marques en se fixant sur de nouveaux repères fondamentaux tels que les horaires d'ouverture et de fermeture de la salle de majong. Les habitants regrettaient de ne plus vivre les uns à côté des autres dans le respect de la configuration passée du voisinage. Dans le meilleur des cas, quelques étages les séparaient les uns des autres.

Chacun retrouvait les bains publics, les commerces de proximité et surtout le marché traditionnel qui représentait un marqueur dictant la trame des déplacements et des activités de

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

chacun. Les habitants reprenaient possession de leur environnement où chacun se sentait évoluer parmi les siens en redécouvrant et en renouant généreusement avec autrui.

Cette nouvelle organisation entraînait une moindre spontanéité dans la pratique des relations, bien que la situation était incommensurablement viable au regard de la période du déménagement au cours de laquelle les familles avaient affronté une épreuve de rupture très violente. Cette phase de transition avait incarné une étape de reformation douloureuse de la conscience des membres de la communauté, les préparant en quelque sorte à assumer le renouveau qui aller suivre.

La valeur accordée aux relations sociales était d'autant plus forte qu'elle était évaluée à l'aune de leur perte. Cette appréciation des relations sociales intra-communautaires était déterminée par la prise de conscience de deux états désormais expérimentés par les habitants : la stabilité et le changement, états au travers desquels l'unité d'une communauté demeure possible mais peut aussi disparaître. Autrement dit, rien ne pourrait être tout à fait comme avant en même temps que rien ne serait totalement autre qu'avant.

La première quinzaine de juillet fut pluvieuse comme le présageait les paysans d'antan. Au lendemain des pluies, on prit acte d'un meurtre dans le quartier. Un homme avait tué sa femme de trente coups de couteaux. Le couple habitait à cinquante mètres du poste de police. La femme avait eu besoin d'argent pour ouvrir un salon de coiffure. Le mari n'avait ni emploi ni argent et celle-ci lui en faisait constamment le reproche. La veille du crime, ils s'étaient disputés publiquement. Le soir, le mari voulant avoir une relation sexuelle avec sa femme, se vit rejeter. Ne supportant pas ce refus, il se saisit d'un couteau et la poignarda dans son sommeil.

Parallèlement, une ancienne voisine des Sheng vivait dans l'immeuble voisin de l'oncle. La mère Sheng la connaissait depuis sept ans sans la côtoyer véritablement. Cette voisine ne travaillait plus depuis deux ans. Elle confectionnait et faisait commerce d'habits de défunts de temps en temps. Son mari avait quitté le domicile conjugal trois ans plus tôt pour vivre avec sa maîtresse. Le couple qui avait deux enfants, un garçon de 26 ans et une fille de 24 ans, n'avait pas divorcé. Le mari venait régulièrement extorquer de l'argent à sa femme. A cette occasion, il battait celle-ci. Les voisins disaient d'elle qu'elle était faible et stupide en aimant ainsi se complaire dans un rôle de victime.

A travers ces deux cas de figure, on voyait que la reconstruction ne réglait pas tous les problèmes.

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

Il existait clairement une différence d'appréhension générationnelle du phénomène, même si les opinions de chacun étaient changeantes.

Les jeunes adultes considéraient que l'environnement constitué par les "píng fang", exaltaient des relations de voisinage de type vertueux, mais aussi des valeurs et des pratiques de camaraderie propres à un univers collectif inséparable des habitations. Ils exprimaient la crainte d'être écrasés par le nouvel environnement, en sachant bien que leurs parents sauraient maintenir une existence positive et restaurer une authenticité dans ce nouveau contexte. Par restauration, entendons la capacité d'innovation, l'aptitude à remettre en lieu et place des éléments issus d'un passé proche et sujet à la perte ou à la transformation trop brutale.

Tout aussi convaincus, les individus issus des deux dernières générations se réjouissaient d'emménager dans ces appartements sans trop se préoccuper de ce type d'états d'âmes. Paradoxe manifeste dès lors qu'ils étaient les plus légitimes sujets à la nostalgie. Sachant justement de quoi tout ceci retournait, ils doutaient peu de leur existence, de leur identité et de leur histoire. Là où les jeunes adultes craignaient d'être dépouillés de la richesse héritée de leurs prédécesseurs, dont ils ne se sentaient capables de la remplacer que par de l'individualisme, de la consommation solitaire et passive ; les plus âgés jugeaient qu'ils allaient enfin pouvoir passer de vieux jours au sein d'un espace confortable et faire l'économie de nombreuses tâches domestiques. Sans idéaliser le mode de vie auquel prédisposent les appartements modernes, ces derniers étaient sensibles au mépris affiché par ceux qui avaient antérieurement eu accès à ces habitations. En sachant que les valeurs dominantes sont contestables, elles se négociaient dans la réalité.⁶²

Les vieillards relayaient ainsi le désir de leurs femmes. Étant donné leur âge, ces derniers ne buvaient plus et n'étaient plus en quête de relations intenses ; ils écoutaient leurs femmes qui connaissaient la fatigue du travail domestique.

Pour cette raison, les plus réfractaires étaient les jeunes hommes qui, sans minimiser ces enjeux pratiques, ne les avaient pas expérimentés. Les jeunes comme l'oncle Sheng et sa bande d'amis pensaient, vivaient encore comme des jeunes. Leur esprit de bande formé dans les *píng fang* les amenait à se poser cette question prosaïque et cependant essentielle : *"comment boire et parler jusqu'au petit matin si tu as un voisin en dessous ?"*

L'environnement "aseptisé" des résidences serait sujet à une humanisation progressive grâce aux pratiques quotidiennes des habitants. Loin de se résumer à l'enfermement entre des blocs d'immeubles, la population devait alimenter symboliquement l'espace et pérenniser la

⁶² À cet égard, la thèse de René Girard sur le désir mimétique semble se vérifier ici.

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

transmission de valeurs. Les jeunes défaitistes qui se sentaient coupés de "l'Histoire" devraient imposer leur style sans idéaliser celui de leurs parents, tout en s'en inspirant.

En fin de compte, perçu sous l'angle de la rationalité économique, les habitants étaient satisfaits des propositions gouvernementales appliquées. Au travers des montants élevés de compensation attendus par eux, l'exigence de reconnaissance de leur trajectoire de vie était entrée en jeu dans la lutte pour une rétribution symbolique, selon une logique proche des dommages et intérêts qui peuvent être versés suite à un préjudice matériel et/ou moral subi.

Cette rétribution symbolique devait s'opérer par le mode de la monnaie, outil de mesure d'une valeur admise par tous. La "créativité quotidienne" entrainait en ligne de compte dans les attentes d'indemnisation puisque tous faisaient valoir que rien ne pouvait racheter des années de vie à vivre ensemble. Ainsi, la monnaie ne peut servir à payer ce qui ne s'achète pas, mais doit le symboliser en partie.

On doit admettre plusieurs niveaux de lecture si l'on souhaite saisir le rapport complexe qu'ont entretenu les membres de la communauté avec le changement. Christian Geffray a rendu compte de cela en écrivant : *"Une étrange et paradoxale industrie juridique s'est ainsi développée, qui requérait de la majorité des juristes un savoir-faire particulier : ils devaient apprendre à nouer constamment la conscience intime qu'ils se faisaient du droit, quelle qu'elle fût, à l'usage imaginaire qui en était fait dans la pratique, lequel contredisait et entravait l'existence symbolique des lois conditionnant pourtant celle du droit comme droit"* (Geffray, 1997 : 48).

Les membres de la communauté ne se sont donc pas seulement positionnés en tant qu'individus attendant que leurs droits soient respectés juridiquement, mais aussi au nom de lois symboliques. Le problème était moins celui du droit que celui de la reconnaissance et du respect. Le droit n'était ici qu'un outil, et non une fin.

Dans cette optique, la maison incarnait un au delà de l'habitation matérielle. Elle était le substrat nourri d'épaisseur immatérielle, d'une couche anthropologique faisant suite à l'acte de création et de production. Cette seconde couche consiste à donner âme et vie à l'habitation initialement inerte (chose en soi) et structure réciproquement l'âme de ses maîtres en leur rappelant qui ils sont (chose pour soi). Cette croyance "animiste" s'observe dans les actes quotidiens et se distingue du fétichisme dont parle Marx, car la maison, s'elle en est, n'est pas une marchandise comme les autres.

Claude Rivière a indiqué d'autre part que les rites de la vie quotidienne peuvent être imprégnés d'une forme de sacralité (Rivière, 1995 : 16). C'est pourquoi, le processus de

Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?

destruction-reconstruction, constitue, sur le plan d'une subjectivité communautaire partagée, un rite global qui contrevient à la sacralité de rites quotidiennement expérimentés jusqu'alors.

Par conséquent, on note que le projet de modernisation détermine ou implique un processus de *désymbolisation-resymbolisation* lié à la destruction partielle et transitoire de repères rituels, qui ensuite amène à une reconstitution de ritualités quotidiennes, qui témoignent d'une sensibilité et d'une mentalité communautaire modifiées (par le biais desquelles chacun appréhende la réalité territorialement vécue), inéluctablement marquées par la "conscience du changement", du fait de l'incorporation affective du négatif qu'incarnent la destruction et la séparation.

Les deux années de perturbation peuvent ainsi être perçues comme un rite de passage collectif au sens où *"dans toute société il existe des phases de transition et de transformation, et que le rite est une manière de digérer la discontinuité dans les biographies des membres d'une société dans les rites de passages"* et que *"le maintien d'un ordre suppose des points de suspension, ou plutôt des moments suspensifs pendant lesquels se joue un drame social qui a pour issue des remaniements plus ou moins radicaux."* (Ibid : 31).

Ainsi, sans que ceci s'oppose aux enjeux d'une lutte consciente en faveur de la défense des conditions matérielles d'existence des résidents, on peut regarder l'histoire de ce déroulement comme la trame d'une *"collectivité [qui] intègre progressivement sa propre expérience en l'exprimant dans un drame social joué"* (Ibid : 32). C'est par cette lecture de type dramaturgique que l'on peut comprendre la perpétuation de l'ordre social communautaire.

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

Le travail monographique que nous venons d'exposer s'est attaché à relater la manière dont s'est déroulé la destruction et la reconstruction des habitations appartenant aux résidents de la communauté de la rivière à Harbin.

Nous sommes partis de la présentation de la vie de la communauté avant le lancement du projet, en remontant le cours de l'histoire des familles sur lesquelles nous nous sommes particulièrement appesanties dans le but de comprendre finalement comment un tel projet pouvait influencer sur la sensibilité et la subjectivité des groupes sociaux concernés.

Cette communauté d'ascendance ouvrière affiliée à la période maoïste vivait une transition qui était synonyme de stagnation et de dépression. A travers son exemple, nous avons pu constater que le pouvoir chinois restait fort et autoritaire sur certains plans mais que pour autant les coalitions en formation autour de la régulation de l'immobilier ne se laissaient pas couvrir par le cadre Etat-société (Liping, 2008 : 115).

Nous avons ensuite esquissé une synthèse de l'évolution du droit de propriété chinois en montrant que celui-ci se privatisait assez largement depuis plusieurs décennies. Nous avons discuté quelques-unes des contradictions de cette évolution en soulignant que les avancées de la superstructure juridique étaient contrecarrées par les logiques sociologiques à l'œuvre localement, où très souvent l'omniprésence de la corruption ordinaire remet en cause l'emprise de la Loi sur les phénomènes de destruction et de reconstruction.

Le chapitre sur les institutions préparait aux chapitres à suivre, qui allaient montrer comment les procédures de destruction, d'expulsion et de déménagement ont eu lieu dans le cas des résidents de la communauté de la rivière à Harbin.

Nous avançons ainsi que la réalité du processus de destruction-reconstruction résultait des liens existants entre une législation juridique nationale et la nature des applications locales et concrètes des procédures. Cet axiome indique que le contenu législatif et la formalisation des procédures évoluent en fonction de cas concrets qui surviennent réellement, et réciproquement, que la réalité concrète évolue en fonction du corpus législatif (lutte contre la corruption, prise en compte du droit des propriétaires...).

Cette dynamique interne à la modernisation répond assez bien au schème d'une totalisation dialectique de la transformation sociale qui intègre en son sein les actes concrets des individus et des groupes. Analyser la modernisation urbaine comme un processus

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

dynamisé par l'engendrement réciproque de superstructures et d'infrastructures est la seule manière d'en théoriser la trame globale.

On a vu qu'il existait, même à échelle locale, une variabilité des cas de figure, toutefois canalisée par la ligne politique insufflée par les autorités. Nous avons aussi pu voir qu'un dilemme important se cristallisait autour du fait que des appartements ont été construits par certains résidents au dessus de leurs maisons. Si pour les autorités, seul devait être pris en compte l'espace originel de la maisonnée, les propriétaires exigeaient que les dépenses de constructions soient également dédommagées dans le cadre d'une modernisation imposée. À cet endroit un espace de négociations s'ouvrait selon la capacité du résident à tenir le rapport de force et/ou à mobiliser son « réseau d'influence »⁶³.

En discutant différentes observations du même type de phénomène, on a aussi pu constater que les événements s'étaient plus ou moins bien déroulés à Harbin, ce qui prouve que des particularismes locaux interfèrent sur la façon dont les résidents ressentent le changement. C'est pourquoi, au chapitre VI, nous avons voulu montrer que la subjectivation locale communautaire obligeait à se dégager du regard intégriste d'interprétation qui tend à s'appuyer avec commodité sur l'antéprédicatif du « *méchant pouvoir chinois* », sans du coup percevoir la complexité des relations concrètement à l'œuvre. On a vu également qu'au sein de la communauté étudiée, beaucoup de résidents avaient réussi à manipuler les autorités en retirant des bénéfices substantiels du fait des procédures (les foyers Da et Chun).

Toutefois, nous avons aussi remarqué que les autorités avaient menti sur les ventes d'appartements. Il arrive comme en France et partout dans le monde de la construction que les promoteurs vendent les appartements avant même l'achèvement de la construction. Ils utilisent alors les sommes déjà versées par les nouveaux propriétaires pour réaliser l'opération. Il arrive aussi que cette chaîne de financement se brise et que les promoteurs ne peuvent ou ne veulent délivrer les appartements à la date prévue, voire même qu'ils se déclarent en faillite ; s'il existe en Europe un fond de garantie professionnelle permettant de dédommager les acheteurs, il advient parfois en Chine qu'ils ne peuvent emménager dans les temps, ou pire, qu'ils perdent tout l'argent investi. Mais on voit que ce dilemme a été pris en compte dans la manière d'indemniser les résidents de la communauté à Harbin.

⁶³ Les sociologues chinois invoquent le concept de « guanxiisme méthodologique » pour traduire la réalité de l'individu chinois qui est différente de celle de l'individu européen. L'individu chinois sous-entend à chaque instant sa relation à l'Autre, son existence au sein d'un réseau constitué d'autres individus et auquel il est perpétuellement relié et en dehors duquel son existence n'a pas de sens, de justification et donc de réalité. Ce « nous » surpasse et fonde le « je » mais s'oppose aussi à une multitude d'autres « nous ». Pour cette raison, un problème de cohabitation et de coordination entre cette multitude de « nous » peut se poser. Il est indispensable de définir la société civile en prenant en compte cette primauté du « nous » sur le « je ».

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

En Chine, la superficie des appartements privés inclue celles des partis communes (couloir, entrées, cage d'ascenseur,...), ce qui donne parfois lieu à des conflits ou un désaccord sur la superficie. Enfin (et comme partout) des conflits émergent autour de la qualité de la construction et de la superficie des appartements, car les équipements collectifs que les promoteurs s'étaient engagés à réaliser sont souvent absents, dans la mesure où ces derniers tentent fréquemment de modifier les plans pour construire des immeubles supplémentaires dans les espaces disponibles.

Nous avons pu saisir que révoltes, résistances ou refus résultaient assez souvent d'un sentiment d'injustice préalablement ressenti à la situation d'exutoire qui se présente et dont chacun se sert pour exprimer sa colère. Les paroles du fils Sheng, de Ba Jiu ou de la grand-mère Wu l'ont entre autre clairement indiqué.

Relatant les périodes du déménagement et du retour des résidents dans les nouvelles habitations de la communauté, nous avons pu enfin constater que ces derniers avaient vécu un relatif traumatisme participant probablement à la formation d'une conscience commune par le biais de laquelle une mentalité appropriée au nouveau cadre de vie allait pouvoir émerger. Partagés entre satisfaction quant au nouveau confort et crainte de l'anomie, entre retrouvailles et changements, entre reproduction, refondation et adaptation, on a vu que les plus anciens résidents se positionnaient plus aisément face à ce renouveau alors que des plus jeunes émettaient des doutes sur l'avenir.

Au regard de tous ces éléments, notre thèse se décline finalement en trois points et sous la forme générique et systématique suivante :

- 1- l'être collectif (ou la communauté humaine locale) interfère tactiquement sur la stratégie globale de modernisation des logements⁶⁴. Cette interférence se traduit par l'essai de synthétisation d'éléments de tradition et de modernité par la population. La réussite de cet essai dépend de la qualité de l'inscription et/ou de l'identification de la population au territoire localisé de la communauté, qui s'exprime par l'attachement symbolique à partir duquel les résidents peuvent trouver les ressources pour dépasser le sentiment de perte et de confusion induit par la transformation des infrastructures, dans le but de restaurer, au sein d'un environnement modernisé, des pratiques cultivées, héritées et identifiées au mode de vie passé.

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

- 2- Cette réintroduction de traits issus de l'ancien mode de vie dans le nouveau contexte, parce qu'elle permet d'éviter la réalisation d'une rupture de sens, confère un sens enrichi à l'univers quotidien de la communauté.
- 3- Ce sens est synonyme de continuité historique et de savoir « populaire » (à transmettre) sur la base de catégories propres.

En effet, dans cette étude, nous avons vu que les procédures prévoyaient la réintégration des familles dans les nouveaux logements tout en favorisant l'absence de bouleversement quant à la configuration du voisinage. Cette démarche dénote une volonté de préserver l'équilibre social en valorisant les logiques de l'héritage et de la transmission. Sur la base de mémoires familiales clairement établies, l'histoire peut se dérouler avec stabilité. Cette stabilité est un élément décisif pour l'accomplissement d'un type conséquent de société. Au regard du processus de mutation observé, nous pourrions dire en reprenant Li Youmei (qui s'inspire d'ailleurs de Clifford Geertz), que c'est de l'ordre de la vie quotidienne locale en tant qu'univers de sens dont il est question, et par conséquent de la transformation des savoirs locaux censés accompagner la transformation sociale (Youmei, 2008 : 288)⁶⁵.

Si la véritable communauté est celle qui n'est pas organisée du dehors (par l'Etat ou le marché), il est intéressant de rappeler (comme avancé en introduction) que l'une des politiques de l'Etat chinois consiste à promouvoir l'autonomisation des communautés⁶⁶, ce que Shen Yuan confirme en écrivant que : « *la société s'émancipe par rapport à l'Etat, et se*

⁶⁴ La « tactique » consiste à jouer avec les événements pour en faire des « occasions » (De Certeau, 1990).

⁶⁵ Selon ce découpage, notre interprétation est à ranger du côté des chercheurs qui pensent que le « type d'explication qui présente la modernisation comme une transition dans le sens de la société traditionnelle vers la société moderne, clive la société selon une opposition entre tradition et modernité, souligne le renforcement continu de la modernité de la société et le réajustement de ses mécanismes internes en niant la portée positive des savoirs locaux et de la tradition » (Ibid : 293).

⁶⁶ Michéa pointe que « *le lent démontage des sociétés disciplinaires, qui est l'œuvre principale de la modernité avancée, ne se traduit jamais par l'accès du grand nombre à la belle autonomie promise...ce démontage méthodique conduit, au contraire, à la mise en place progressive de sociétés de contrôle soumises à l'autorité croissante des « experts » et baignant dans un étrange climat d'autocensure, de repentance et de culpabilité généralisées* » (Michéa, 2007 : 178). Il montre, en rapport avec la manière dont on souhaite penser l'articulation entre autonomisation communautaire et préservation des savoirs locaux, que le projet libéral relève d'une métaphysique particulièrement occidentale : « *le moins que l'on puisse dire, c'est que la problématique de l'émancipation propre à la philosophie des Lumières (avec son opposition mécanique entre la « Tradition » et la « Modernité », et la compréhension de cette dernière comme désenchantement absolu du monde et sortie intégrale des univers antérieurs) rendait singulièrement difficile toute prise en charge cohérente des institutions ouvrières forgées sous le talon de fer de l'industrie moderne.* » (Ibid : 104) ; dans la mesure où « *le culte du Progrès et de la Modernité, est le centre de gravité de toutes les propagandes de gauche étrangères aux versions originelles du Socialisme, telles qu'elles se sont constituées, en Angleterre et en France au début du XIX^e siècle* » (Michéa, 2002 : 14).

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

réorganise en s'appuyant sur son intention originale comme « mécanisme d'auto-organisation » (Yuan, 2008 : 300).

Cette situation justifie et se nourrit du renforcement des pouvoirs locaux. Certains écriront ainsi qu'« à partir de 1999, pour répondre au nouveau paysage résidentiel, à la privatisation de l'immobilier et à la croissance du chômage, les gouvernements municipaux ont injecté des fonds publics dans la gouvernance au niveau de la base » (Tomba, 2008 : 55), dans un contexte où par exemple « les grands-mères de Shenyang se mobilisent pour défendre (...) le peu qui subsiste du système universel de protection sociale dont jouissait jadis la classe ouvrière en Chine » (Ibid : 50).

L'ensemble du processus de modernisation chinoise est relié, comme nous l'avons développé au début de notre étude, aux enjeux de gouvernance, selon lesquels se substitue progressivement au modèle socialiste, un modèle plus complexe qui n'est pas encore totalement défini mais dont la singularité consiste justement à fonctionner avec pragmatisme et prudence, au « coup par coup ». Par conséquent, savoir dans quelle mesure nous pouvons encore parler d'un socialisme chinois est une interrogation complémentaire à celles que nous venons de poser. Différents lectures existent en réponse à cette question.

Certains comme Jean-Claude Delaunay affirme très positivement que le socialisme chinois est une réalité certaine : « Marx et Engels avaient pensé le socialisme pour des pays développés alors qu'au cours des soixante ans passées, la Chine a expérimenté le socialisme pour un pays sous-développé. Ses gouvernements successifs ont finalement réussi la reconstruction d'une nation. La Chine socialiste en est l'héritage. Nul ne sait de quoi demain sera fait. Ce sont les forces sociales (les quatre petites étoiles du drapeau rouge) qui en décideront. Ma conviction est que la voie a été trouvée pour qu'à l'avenir une société socialiste prenne forme dans les profondeurs de ce pays » (Delaunay, 2009).⁶⁷

D'autres comme Alain Roux se demandent avec précaution si la Chine développe un autre modèle de développement « conforme au projet socialiste », car malgré l'adoption d'un modèle économique libérale apparent que l'auteur interprète au travers « de la monnaie sous-évaluée, le maintien de bas-salaires, l'exportation féroce des travailleurs les moins qualifiés,

⁶⁷ En février 1850, Karl Marx se risquait déjà à écrire dans le deuxième numéro de la Nouvelle gazette Rhénane : « il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'europpéen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme » (Marx et Engels, 1973 : 196). Ainsi, on peut considérer que « la Chine est plus capitaliste qu'elle n'a jamais été communiste » (Bulard, 2009), mais rappelons que le capitalisme est un passage nécessaire inscrit dans la théorie de Marx. L'Union Soviétique et la Chine sont passées directement de la société féodale au communisme étatisé par le biais de l'idéologie marxiste-léniniste qui propageait une doctrine activiste visant à forcer le cours de l'Histoire. Si un socialisme chinois doit exister dans le futur, on ne peut se le représenter en s'appuyant exclusivement sur les catégories issues du XXème siècle qui seront à terme totalement dépassées et obsolètes.

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

une politique internationale peu distincte de celle des puissances impérialistes, notamment en Afrique, et un nationalisme intolérant envers les minorités nationales », il considère néanmoins que depuis 1949, la Chine a restauré sa souveraineté, construit un Etat moderne et lancée les jalons d'une économie puissante (Roux, 2009).

On peut aussi comme Gilles Guiheux prendre un recul plus critique et relativiser l'importance du socialisme chinois puisque, selon lui, le socialisme chinois aurait constitué une parenthèse historique dont la singularité relative ne peut être bien comprise que dans la mesure où on réintègre celle-ci à une séquence historique plus large. Il exprime cette analyse en écrivant qu'« évoquer en 1949 une Chine nouvelle (la « libération » des forces féodales et impérialistes, dit-on en Chine), c'est oublier un peu vite que le régime communiste reprend à son compte le programme qui a été celui de tous les réformateurs et modernisateurs chinois depuis la fin du XIXe siècle. Il entend d'abord rétablir la Chine dans son unité... En somme, on pourrait presque considérer que les trente années de maoïsme (1949-1979), période qui sera bientôt plus brève que celles « des réformes et de l'ouverture » (expression ressassée sans relâche depuis 1979), sont comme une parenthèse dans la poursuite de dynamiques économiques et sociales qui ont été comme interrompues » (Guiheux : 2009).

De manière complémentaire, Sébastien Billioud et Joël Thoraval notent que : « ce qu'il faut d'abord établir, au rebours des conceptions communément reçues, c'est une continuité logique entre les trente premières années et les trente dernières années de la république populaire car loin de signifier une rupture absolue, l'ère des réformes ouverte par Deng Xiaoping n'aurait été possible que par les conséquences de la « création destructrice » de l'époque maoïste : celle-ci, en effet, par son démantèlement de toute économie centralisée et planifié, aurait eu pour effet non intentionnel de rendre possible, en contraste avec la stagnation de la Russie postsoviétique, le dynamisme du nouveau capitalisme chinois... » (Ibid : 19-20)

Nous nous accordons plutôt avec les dernières propositions, considérant que la Chine se dirige vers une forme de synthèse historique, bien que les processus mondiaux dont nous avons parlé pèsent évidemment sur l'accroissement de contradictions internes à venir. On observe ainsi que la « nouvelle » société se met progressivement en place tout en connaissant des troubles certains. Peut-être que l'organisation sociale de transition que porte avec lui le capitalisme chinois combine deux formes sociales antérieures, c'est-à-dire (en allant vite) des éléments extraits du monde traditionnel chinois et des éléments extraits de l'univers maoïste, dans la perspective d'impulser un tout nouveau cycle au sens où pouvait l'écrire Emmanuel

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)

Terray dans un des textes inauguraux de l'anthropologie marxiste où il poursuivait les analyses de son maître Althusser : « *une organisation de transition se définit précisément comme la coexistence de plusieurs formes dont aucune n'est encore parvenue à dominer ou à refouler les autres...ce qui caractérise la transition, c'est l'équilibre antagonique entre deux formes dont l'une s'efface tandis que l'autre s'annonce...tant que dure la transition, les deux formes peuvent échanger leurs positions, chacune peut devenir alternativement dominante et dominée, jusqu'à ce qu'enfin la balance penche définitivement soit vers le retour au passé, soit vers l'avènement de l'avenir* » (Terray, 1969 : 76-77).

Où alors faut-il juste considérer le retour au passé comme le point d'appui pour stimuler un processus de recomposition originale de la société chinoise. Sébastien Billioud et Joël Thoraval insistent sur la montée du néoconfucianisme au sein du gouvernement de Hu Jintao où certains « *appellent à la conjonction des trois traditions de la réforme, maoïste et confucéenne qui formerait le "nouveau consensus" de la future République socialiste confucéenne* » (Billioud et Thoraval, 2009 : 20)

Ce projet de refondation de la société (urbaine) chinoise est crédible dans sa volonté de ne pas opposer tradition et progrès. Le progrès tirerait alors sa légitimité de sa référence à la tradition, et au nom d'une certaine tradition du progrès s'affirmerait le progressisme présent dans les éléments de tradition. Cette dialectique prend forme de manière à ménager la population sans rompre avec le désir de modernité, c'est-à-dire d'opter en faveur de formes autogestionnaires en les justifiant sur la base d'une mise en avant des principes de sociabilité et des valeurs "traditionnelles"⁶⁸.

Au regard de ce que nous avons énoncé, peut-être les communautés urbaines chinoises s'orientent-elles vers un *développement avec progrès*. C'est tout le mal qu'on leur souhaite, mais rien n'est certain et seule l'Histoire le dira.

⁶⁸ Cette dynamique n'est pas très étonnante si on s'attache encore une fois à noter qu'« *en comparaison de l'Europe occidentale, où l'organisation sociale s'est développée dans le sillage d'une longue tradition idéologique d'individualisme, les organisations collectives chinoises sont enracinées dans une tradition d'économie politique centrée sur la famille* » (Lee et Feng, 2006 : 201).

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)



Immeubles de la communauté vus de “Ai de meng de lu“

Nous avons dépouillé les archives de presse et les revues scientifiques suivantes : le *China Daily*, le *quotidien du peuple (Renmin Ribao)*, *Urban Studies*, *International Journal of Urban and Regional Research* et *Perspectives chinoises*.

AUDIN, J, “Le quartier, lieu de réinvention des relations Etat-société en Chine urbaine : l'exemple des comités de résidents à Pékin“, *Raisons politiques* 1/2008 (n° 29), 107-117

BARDON, S, “Propriétaires, unissez-vous!“, *L'express.fr*, http://www.lexpress.fr/actualite/economie/propri-eacute-taires-unissez-vous_477439.html, page consultée le 10 janvier 2011

BERGERE, M.C, 1986, *L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise*, Paris, Flammarion

BILLIOUD, S., THORAVALL, J, “ La Chine des années 2000 : regards nouveaux sur le politique “, Extrême-Orient, Extrême-Occident, <http://cecmc.hypotheses.org/files/2010/02/Exo-31-Introduction-Billioud-Thoraval2.pdf>, pages consultées le 10 juin 2010

BRODERSEN, H, “Le -modèle allemand- à l'exportation : pourquoi l'Allemagne exporte-elle autant ?“, Note du Comité des études des relations franco-allemandes (Cerfa), https://studies2.hec.fr/jahia/webdav/site/hec/shared/sites/allemandHEC/acces_anonyme/Lehrk%C3%B6rper/Le%20mod%C3%A8le%20allemand.pdf, pages consultées le 10 juin 2011

BULARD, M, “ Chine. L'émancipation reste à conquérir “, <http://www.humanite.fr/node/17932>, page consultée le 15 février 2010

CARTER. J.H, 2002, *Creating a Chinese Harbin, nationalism in an international city, 1916-1932*, Cornell University Press

CHAN, K.W, 1992, “Economic Growth Strategy and Urbanization Policies in China, 1949-1982“, *International journal of urban and regional research*, Vol.10 (2) : 275-305

CHENG, Edmund W, 2008, “L’existence des bidonvilles urbains comme reconnaissance des droits des migrants“, *Perspectives chinoises*, (4) : 91-97

CHIARI, C, 2007, “La protection de la propriété en droit chinois“, Actes Colloques *un nouveau regard sur le droit chinois*, Société de législation comparée, Paris, Vol.10 : 145-148

CLAUSEN, S, THOGERSEN, S, 1995, *The making of a Chinese city : History and historiography in Harbin*, New York, An East Gate Book

CLAVEL, M, 1992, “L’ethnologie urbaine en France : des sociétés exotiques à l’espace urbain contemporain“, *L’Homme et la société*, 104, t 2, 97-109

CLOUSCARD, M, 1981, *Le capitalisme de la séduction, critique de la social-démocratie libertaire*, Paris, Editions sociales

CLOUSCARD, M, 2005 (1985), *Critique du libéralisme libertaire, généalogie de la contre-révolution*, Paris, Editions Delga

DAVIS Deborah S, NAUGHTON, Barry, 1995, Introduction, in *Urban spaces in contemporary China. The potential for autonomy and community in post-Mao China*, Edited by DAVIS, Déborah S; KRAUS, Richard; NAUGHTON, Barry; PERRY, Elizabeth J, New York, Woodrow Wilson Center Press and Cambridge University Press, 1-27

DAVIS, M, 2006, *Le pire des mondes possibles. De l’explosion urbaine au bidonville global*, Paris, Editions La Découverte

DAVIS, M, 2005, “La planète bidonville : involution urbaine et prolétariat informel“, *Mouvements* 3/2005 (n° 39-40), 9-24.

DEBORD, G.E, 2006 (1955), “introduction à une critique de la géographie urbaine“, *Guy Debord Œuvres*, Paris, Gallimard, 204-209

DEBORD, G.E, 2006 (1956), “Théorie de la dérive“ et “deux comptes-rendus de dérive“, *Guy Debord œuvres*, Paris, Gallimard, 251-263

DEBORD, G.E, 2006 (1957), "Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale", *Guy Debord œuvres*, Paris, Gallimard, 309-328

DEBORD, G.E, 2006 (1985), "Commentaires sur la société du spectacle", *Guy Debord œuvres*, Paris, Gallimard, 1593-1646

DE CERTEAU, M, 1990, *L'invention du quotidien (Tome 1)*, Paris, Gallimard

DE CERTEAU, M, 1994, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Editions du Seuil

DELAPORTE, Y, 1986, "L'objet et la méthode. Quelques réflexions autour d'une enquête d'ethnologie urbaine", *l'Homme*, Vol. 26 (97-98) : 155-169

DELAUNAY, J-C, 2009, "Les forces sociales décideront", <http://www.humanite.fr/node/17930>, page consultée le 11 janvier 2010

DOLAIS, Y, 2008, "Regard extérieur sur la hiérarchie des normes en droit chinois", *Un nouveau regard sur le droit chinois : Colloque du 30 mai 2007, journées juridiques franco-chinoises 2007*, Paris, Société de législation comparée, Vol.10 : 21-30

DOMENACH, J-C, RICHER, P, 1987, *La Chine (2 tomes)*, imprimerie nationale

DONG, L, "La stratégie de redressement du Nord-Est", *Perspectives chinoises* [En ligne], 87 | janvier-fevrier 2005, <http://perspectiveschinoises.revues.org/732>, mis en ligne le 30 septembre 2008, consulté le 10 octobre 2010

DOUAY, N., 2009, "Shanghai : l'évolution des styles de la planification urbaine. L'émergence d'une "urbanisation harmonieuse" ?" in *Perspectives chinoises*, n°2008/4, Hong Kong, Centre d'études français sur la Chine contemporaine, 16-26.

- DOULET, J.F, 2009, “Où vont les villes chinoises ? Trois approches de la métropole dans la Chine d’aujourd’hui“, in *Perspectives chinoises*, n°2008/4, Hongkong, Centre d’études française sur la Chine contemporaine, 4-15
- DUARA, P, 2001, “Local Worlds: The poetics and politics of the native place in modern China“, in *Harbin and Mandchuria: space, place and identity*, sous la direction de Thomas Lahusen, Duke University Press
- DURKHEIM, E, 1996 (1893), “La solidarité due à la division du travail ou organique“, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 79-102
- ELIAS, N, 1973 (1939), *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy
- FABRE, G, 1992, “Chine : la mutation urbaine 1949-2000“, *Le courrier des pays de l’Est*, Vol.374 : 3-34
- FAIRBANK, J.K, 1989 (1986), *La grande révolution chinoise : 1800-1989*, Paris, Flammarion
- FARINA, M.B, 1980, “Urbanization, deurbanization and class struggle in China 1949-79“, *International journal of urban and regional research*, Vol.4 (4) : 485-502
- FOOTE WHYTE, W, 2002 (1943), *Street Corner Society : La structure sociale d’un quartier italo-américain*, Paris, Editions la Découverte
- FENG, Q, 2009, “La loi du plus fort remise en question“, *Courrier international*, n° 969 : 43
- FRIEDMANN, J, 2000, *China’s Urban Transition*, London, University of Minnesota Press
- FRIEDMANN, J, 2003, “China’s Urbanization“, *International journal of urban and regional research*, Vol.27 (3) : 745-758
- FRIEDMANN, J, 2006, “Four Theses in the Study of China's Urbanization“, *International journal of urban and regional research*, Vol.30 (2) : 440-451

- GAUBATZ, P.R, 1995, “Urban transformation in post-Mao China : impact of the reform era on China’s urban form“, in *Urban spaces in contemporary China. The potential for autonomy and community in post-Mao China*, Edited by DAVIS, D.S; KRAUS, R; NAUGHTON, B; PERRY, E.J, New York, Woodrow Wilson Center Press and Cambridge University Press, 28-60
- GEFFRAY, C, 1997, *Le Nom du Maître. Contribution à l’anthropologie analytique*, Paris, Editions Arcanes
- GEFFRAY, C, 2001, *Trésors. Anthropologie analytique de la valeur*, Paris, Editions arcanes
- GOLDMANN, L, 1959, *Recherches dialectiques*, Paris, Gallimard
- GUIHEUX, G, 2009, “De la révolution avortée à la modernisation inachevée” *L’Humanité*, 8
- GUIHEUX, G, 2009, “Matériaux pour la monographie d’un territoire chinois : le cas d’une ville marchande“, *Terrains&Travaux*, 153-174
- GUTWIRTH, J, 1982, “Jalons pour l’anthropologie urbaine“, *l’Homme*, vol.22 (4) : 5-23
- HEGEL, G.W. F, 1965 (1955), *La Raison dans l’Histoire*, Paris, Union générale d’éditions
- HERRMANN, H-G et LAN, Y, 1997, “Un nouveau concept de propriété en République populaire de Chine“, *Revue internationale de droit comparé*, Vol.49 (3) : 593-603
- HINTON, W.H, 1971 (1966), *Fanshen, la révolution communiste dans un village chinois*, Paris, Plon
- HOGGART, R, 1970 (1957), *La culture du pauvre*. Paris, Les éditions de minuit
- JING, Z, 2008, “Evolution politique et justification des normes de légitimité dans le discours social“, in, ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 381-408

JUNHUA, L.R, P.G, J, *Modern Urban Housing in China 1840-2000*, Prestel

KERNEN, A, 2002/3, “Des ouvriers chinois réapprennent « la manif »“, *Critique internationale*, vol.16 : 14-23

KIM, J, 1988, “China’s modernizations, reforms and mobile population“, *International journal of urban and regional research*, Vol.12 (4) : 595-608

LAHUSEN, T, 2001, *Harbin and Mandchuria: Place, Space and Identity*, Duke University Press

LAHUSEN, T, 2001, “Harbin : Histoire, mémoire, différence“, *Revue des études slaves*, Vol.73 (2-3)

LAMAISON, P, 1987, “La notion de maison : entretien avec C.Lévi-Stauss“, *Terrain*, vol.9 : 34-39

LASCH, C, 1979 (2006), *La culture du narcissisme. La vie américaine à un âge de déclin des espérances*, Paris, Flammarion

LASCH, C, 1996 (2007), *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Flammarion

LAURANS, V, 2005, “Shanghai: l'argument du confort pour déplacer les résidents urbains, le cas de Jianyeli, projet-pilote de restauration“ in *Perspectives Chinoises*, CEFC (Centre d’études français sur la Chine contemporaine), Hongkong, 87 : 10-21

LEE, J.Z et WANG, F, 2006, *La population chinoise mythes et réalités*, Les Presses de l’Université de Montréal

LEEDS, A, 1973, “Locality power in Relation to Supralocal Power Institutions“, in *Urban Anthropology*, New York Oxford University Press, Edited by Aidan Southall

LEFEBVRE, H, 1962 (1940), *Le matérialisme dialectique*, Paris, Presses universitaires de France

LEFEBVRE, H, 1958, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris, Presses universitaires de France

LEFEBVRE, H, 1968, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard

LEWIS, O, 1978 (1961), *Les enfants de Sanchez*, Paris, Gallimard

LIPING, S, 2008, "Sociologie de la transition et nouvelles perspectives théoriques", in ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 93-118

LIPING, S, 2009, "La vraie menace, c'est le déclin", *Courrier international*, 969 : 45

LOGAN, J.R; BIAN, Y et F, 1999, "Housing Inequality in Urban China in the 1990", *International journal of Urban and Regional research*, Vol.23 (1): 7-25

LORRAIN, D, 1998, "Les réseaux techniques urbains à Chengdu", *Flux*, Vol.14 (33)

LOTHAIRE, F, 2006, *La Chine et ses minorités ; Les Ouighours entre incorporation et répression*, Paris, L'Harmattan

TSE-TOUNG, M, 1966 (1952), *Œuvres choisies. Tome 1*, Pékin, Editions en langues étrangères

TSE-TOUNG, M, 1967 (1952), *Œuvres choisies. Tome 2*, Pékin, Editions des langues étrangères

TSE-TOUNG, M, 1968 (1953), *Œuvres choisies. Tome 3*, Pékin, Editions des langues étrangères

MARX, K et ENGELS, F, 1973, *La Chine*, Paris, Union générale d'éditions

MARX, K, ENGELS, F, 1998 (1848), *Le Manifeste du Parti Communiste*, libro

MASSON, M, 1981, "Dilemmes de la modernisation en Chine : les pensées de Liang Shuming", *Revue projet*, Vol.155

MAUSS, M, 1950 (1904), "Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimos. Etude de morphologie sociale", dans *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF

MICHEA, J-C, 2007, *L'empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Climats

MIEGE, P, 2005, Les évolutions de la danwei dans la Chine des réformes : une analyse des changements de la société urbaine (1978-2004), Thèse de doctorat de L'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales

MURRAY, P, 2002 (1997-1998), *Désaccord parfait*, Paris, Gallimard

MURRAY, P, 2000, *Après l'Histoire*, volumes 1 et 2, Paris, Gallimard

PAIRAULT, T, 2002, "Les habits neufs des maisons de prêt sur gage chinoises", *Monde en développement*, Vol.30 : 21-37

PATAUD CELERIER, P, 2004, "Shanghai sans toits ni lois", *Le monde diplomatique*, 600 : 16-17

PEILIN, L, 2008, "Les « villages urbains » dans la Chine en mutation : le cas de Yangcheng à Canton", in ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 237-266

PEYREFITTE, A, 1973, *Quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera. Regards sur la voie chinoise*, Paris, Fayard

RAULIN, Anne, 2001, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand colin

ROCCA, J-L, 2007, "Quand la Chine redécouvre la question sociale", *Le monde diplomatique*, 10-11

ROCCA, J-L, 2008, "Les communistes vont-ils changer la Chine ?", *Le monde diplomatique*, 16-17

ROUSSEAU, J-J, 1966 (1762), *Du Contrat Social*, Paris, Garnier-Flammarion

ROUX, Alain, 2009, "Chine. Les bourgeois d'un autre développement", <http://www.humanite.fr/node/17933>, page consultée le 10 février 2010

SAFRAN, W, 1998, *Nationalism and Ethnoregional Identities in China*, Portland, University of Colorado

SAGOT, J, 2007, "Le règlement des contentieux en Chine. Une approche spécifique éloignée des habitudes occidentales", *Un nouveau regard sur le droit chinois : Colloque du 30 mai 2007, journées juridiques franco-chinoises 2007*, Paris, Société de législation comparée, Vol.10 : 73-84

SANJUAN, T, 2000, *La Chine: territoire et société*. Paris, Hachette

SANJUAN, T, 2001, "Pékin, Shanghai, Hong Kong. Trois destins de villes dans l'espace chinois", dans Yves Lacoste, dir, « Géopolitique des grandes villes », Paris, *Hérodote*, 101 : 153-179

SHIDING, L, 2008, "Structure des droits de propriété et mécanisme du changement dans les entreprises de bourg et de village chinoises", in ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 183-215

SOLINGER, J.D, 2008, "Les allocataires du **dibao**", *Perspectives chinoises*, Vol.4 : 38-49

SOUTHALL, A; GULDIN, G.E (Ed), 1993, *Urban anthropology in China*, The Netherlands

ST.CLAIR, R; SONG, W, 2009, “Modernization and the Sedimentation of the Cultural Space of Harbin“, in *the many layers of Culture within each City: A theory of Cultural Geography*. Edwin Mellen Press.

TANG, W-S, 1994, “Urban Land development under socialism: China between 1949 and 1977“, *International journal of urban and regional research*, Vol.18 (3): 392-414

TERRAY, E, 1969, *Le marxisme devant les sociétés “primitives”, deux études*, Paris, Maspero

TODD, E, 2008, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard

TOMBA, L, 2008, “Fabriquer une communauté. Gestion des évolutions sociales dans les villes chinoises“, *Perspectives chinoises*, 2008/4 | 2008, <http://perspectiveschinoises.revues.org/5139>, consulté le 10 octobre 2010

YING-WANG KWOK, R, 1982, “The role of small cities in Chinese urban development“, *International journal of urban and regional research*, Vol. 6(4): 549-565

WU, F, 2004, “Urban Poverty and Marginalization under Market Transition: The Case of Chinese Cities“, *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol 28. (2): 401-423

ZHANG, L, 2006, “Contesting Spatial Modernity in Late-Socialist China“, *Current anthropology*, Vol.47 (3)

ZHAO, Y, 2008, *Constructions des espaces urbains et rénovation d'un quartier de Shanghai; la problématique de la migration et du changement social*, Thèse de doctorat en cotutelle ENS-Cachan et l’ECNU de Shanghai

ZHOU, Q, 1993, “Capital Construction Investment and its Regional Distribution in China“, *International journal of urban and regional research*, Vol.17 (2): 159-178

ZHU, J, 2002, “Urban development under Ambiguous property rights: a case of China’s transition economy“, *International journal of Urban and regional research*, Vol.26: 41-57

ZHU, J, 2005 “A transitional institution for the emerging land market in urban China“, *Urban Studies*, Vol.42 (8): 1369-1390

XIN, T, 2008, “Continuité de la tradition culturelle socialiste: action collective et résistance dans les entreprises d’Etat“, in ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 216-234

XU, T, MURPHY, T, 2008, “La ville comme laboratoire: le retour de la propriété privée et ses limites dans la Chine post-maoïste“, *Perspectives chinoises*, Vol.4 : 38-49

YIYIN, Y, 2008, “Relation et identité : approche du processus psycho-social de la formation du « nous » chez les chinois“, in, ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 451-479

YOUMEI, L, 2008, “Processus d’émancipation et production d’action individuelle et collective : Etude sur la question paysanne dans l’ouverture et le développement de la nouvelle zone de Pudong dans les années 1990“, in ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 267-298

YUAN, S, 2008, “Vers les droits du citoyen : la défense des droits des propriétaires comme mouvement citoyen dans la Chine contemporaine“, in ROULLEAU-BERGER, L; YUHUA, G; PEILIN, L; SHIDING, L (dir), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 299-326

YUTANG, L, 2003 (1937), *La Chine et les chinois*, Paris, Editions Payot & Rivages

Autres articles web consultés

<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/index.html>, la construction de logements progressera rapidement en Chine d’ici 2020, 11/07/2000

<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/index.html>, Hausse des investissements aux immobilisations, 17/08/2000

<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/index.html>, le taux d'urbanisation en Chine atteindra 60% dans 20 ans, 17/05/2001

<http://www.chinadaily.com.cn/Luoyang> dog-owners told to get neighbors' nods, 22/03/2007

<http://www.chinadaily.com.cn/For> this senior housing, mahjong skills a must, 12/09/2008

<http://www.chinadaily.com.cn/Wild> pig more sedate after a smoke, 24/12/2008

<http://www.chinadaily.com.cn/Urban> manager stabbed by peddler in critical condition, 29/04/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Résidents> fear their building is next to collapse 14/07/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Furor> over suicide from demolition, 12/03/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Equal> opportunity' to close rural-urban gap, 07/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Scholars> bid government to abolish housing law, 12/09/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Residents> in sunken village ensured new homes, 11/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Residents> feels exposed by city's order, 19/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Harbin> responds to public hearing incident, 22/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Son> of farmer murdered in demolition appeals, 22/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/Rural> population may drop to 400 million, 24/02/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Shanghai> residents fight forced demolitions, 26/02/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/China> faces pressure of property price increases in next 20 years, 09/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Démolition> death under probe, 06/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Housing> prices, sales jump in Beijing, Shanghai, 20/10/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/China> house prices rise 3.9%, 10/11/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/House> prices rise at fastest rate for 14 months, 11/11/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/China's> housing prices up 7.8%, 14/01/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/China> faces pressure of property price increases in next 20 years, 09/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Demolition> guidelines tightened, 09/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/New> anti-corruption measures taking effect, 02/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Official>: corruption inflates housing price, 19/01/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Change> the social structure, 16/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/Hainan> sees overheating real estate market, 22/01/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/China> creates 11.02 million new jobs in 2009, 22/01/2010

<http://www.chinadaily.com.cn/China> real Estate IPO prices within expectations, 16/10/2009

<http://www.chinadaily.com.cn/China> may rebuild demolition rule after suicide, 17/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn> China tightens rules on property market, 11/01/2010-01

<http://www.chinadaily.com.cn> China's property prices up 24% in 2009, 20/01/ 2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Rural population could drop to 400m, 25/02/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> China's house prices up by 1.5% in 2009: report, 26/02/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Party official urges anti-corruption fight, 26/01/2010-01

<http://www.chinadaily.com.cn> Housing demolition regulation to be revised, 08/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn> Green houses urged at real estate forum, 12/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn> Demolition regulation 'contradicts the law, 11/12/2009

<http://www.chinadaily.com.cn> Statistics bureau to convene on property price, 05/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Housing proves hot button issue, 13/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Real estate prices rise at record pace, 11/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> despite efforts, housing prices continue to rise, 09/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Housing prices hit new high in Feb, 10/03/2010

<http://french.peopledaily.com.cn> élaboration de la loi sur le secteur de l'habitat, 11/05/2001

<http://french.peopledaily.com.cn> Croissance de l'index des biens immobiliers au cours du premier semestre de l'année, 25/07/2000

<http://www.chinadaily.com.cn> Un nouveau régalement sur l'expropriation des biens immobiliers soumis aux commentaires, 29/01/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> La Chine va devoir faire face à une pression sur les prix de l'immobilier d'ici 20 ans, 9/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> De nouvelles règles pour contrôler les prix de l'immobilier 16/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> La Chine devrait dominer le monde de l'immobilier, 16/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Chine : hausse des prix du logement en décembre 2009, 16/03/2010

<http://www.chinadaily.com.cn> Wen Jiabao s'engage à mettre un frein à la hausse excessive des prix du logement, 5/03/2010

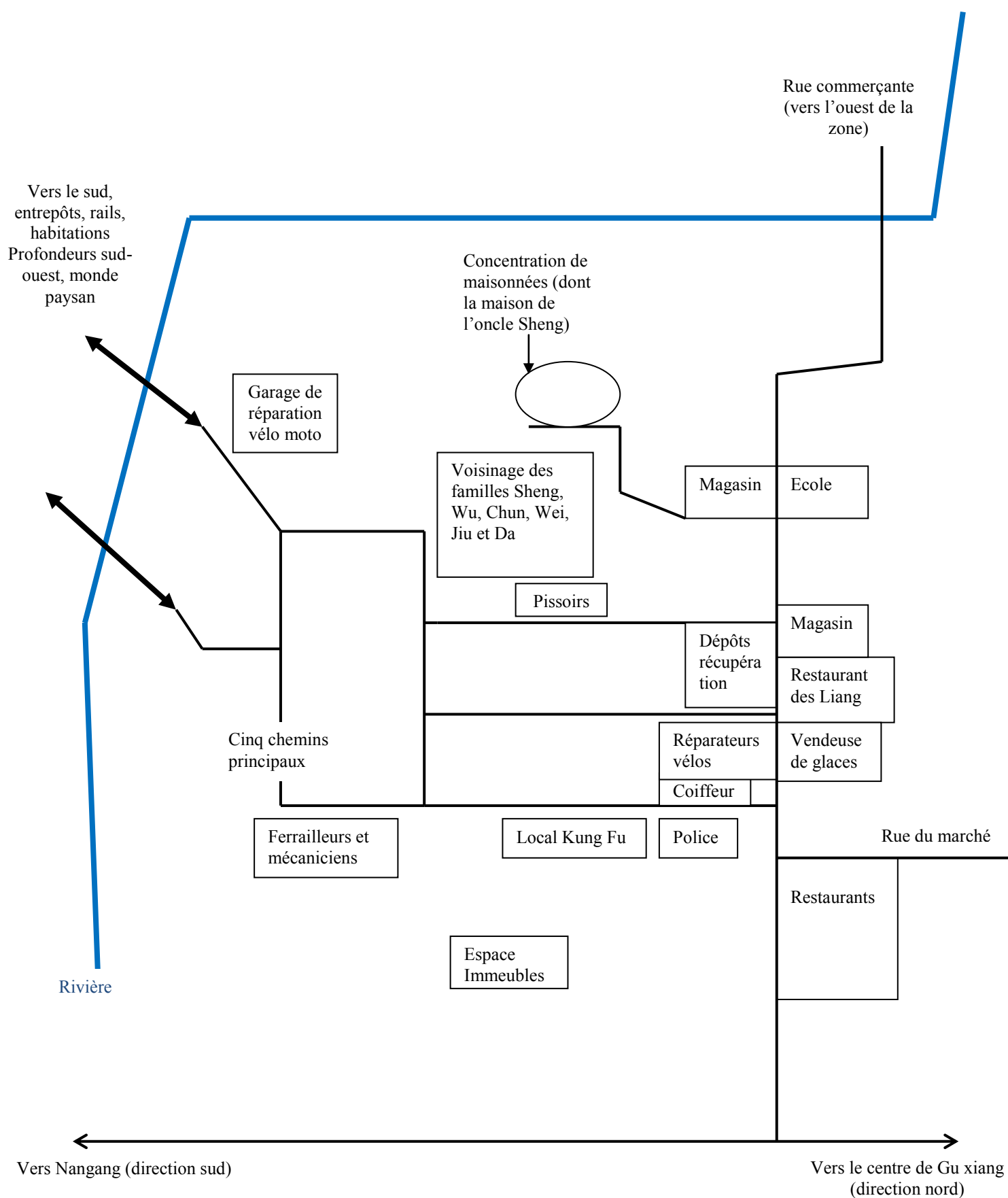
<http://www.chinadaily.com.cn> Chine : élaboration de la loi sur le secteur de l'habitat, 11/05/2001

<http://www.chinadaily.com.cn> hausse des prix du logement en décembre 2009, 14/01/1010

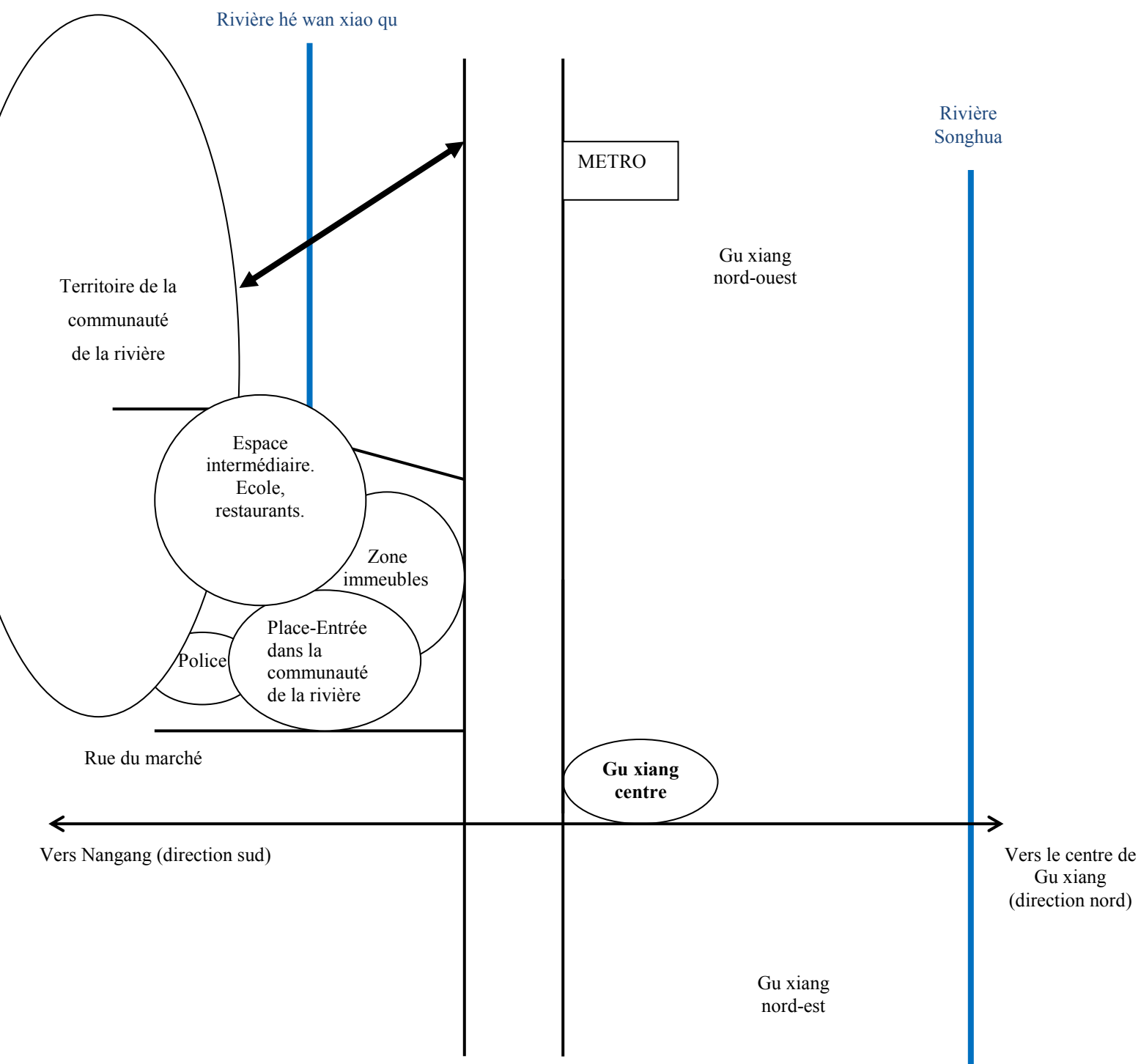
<http://www.chinadaily.com.cn> Chute des transactions immobilières dans plusieurs villes chinoise, 02/02/2010

- <http://www.chinadaily.com.cn> Les investisseurs chinois optimistes pour l'immobilier malgré des inquiétudes sur une bulle, 28/01/2010
- <http://www.chinadaily.com.cn> Logements vides en Chine, 25/02/2010
- <http://www.chinadaily.com.cn> Le Hukou urbain ou une terre à la campagne?, 11/03/2010
- <http://french.peopledaily.com.cn> Harbin: ouverture d'une conférence internationale sur le développement de l'Asie du Nord-est, 06/05/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> Le taux d'urbanisation atteint 36% en Chine, 07/06/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> Les pays de l'Asie du Nord-est cherchent à sortir de la pauvreté, 18/06/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> Le niveau de vie des Chinois a atteint une relative aisance, 21/06/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> Chine : objectifs de l'urbanisation dans les 5 ans à venir, 08/08/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> La Chine publie son plan d'urbanisation, 09/08/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> Beijing : La préservation des vestiges dans la construction d'infrastructures urbaines pour les jeux Olympiques de 2008, 20/08/2001
- <http://french.peopledaily.com.cn> Shanghai : construction des villes satellite, 27/08/2001

Territoire de la communauté de la rivière

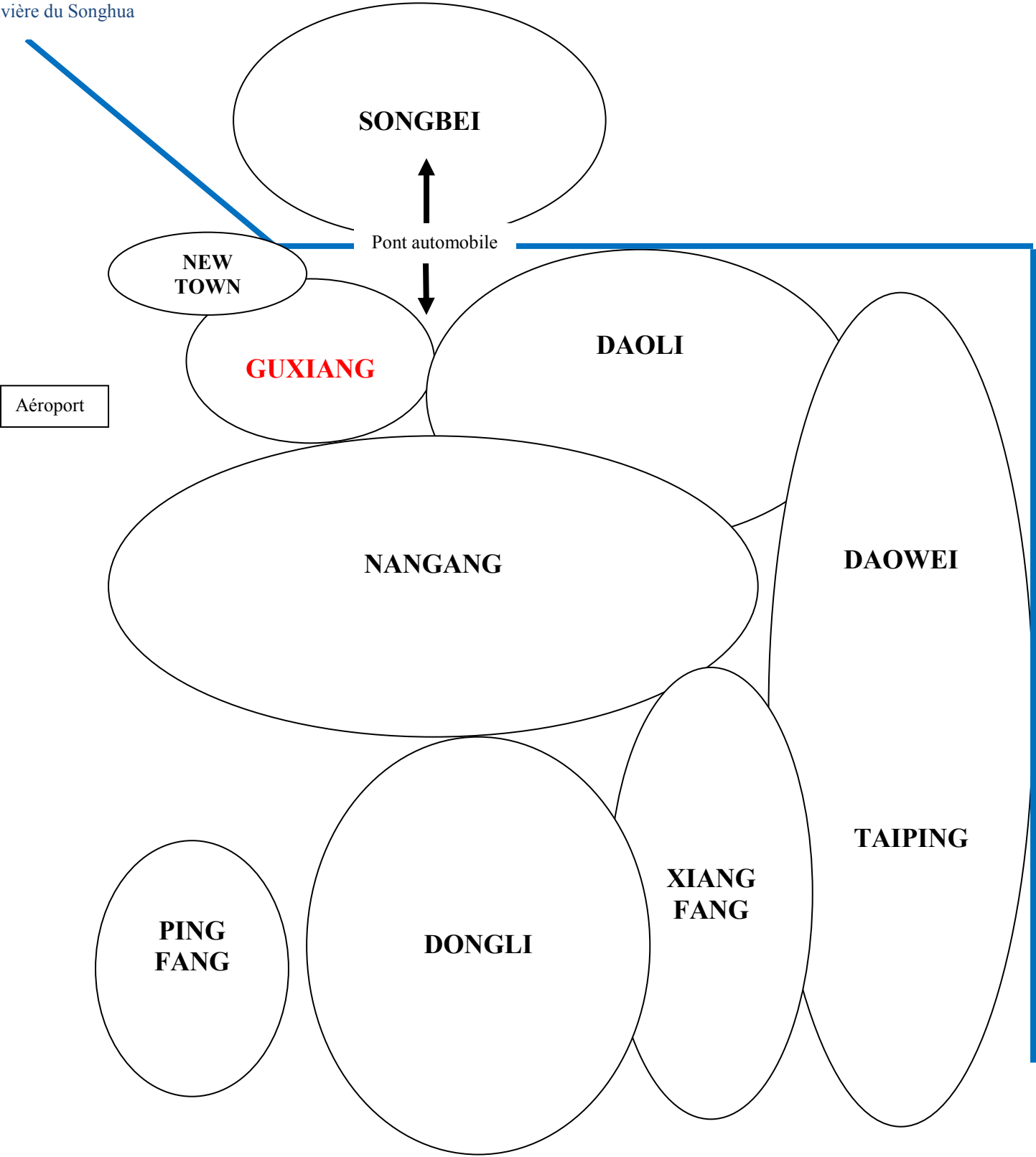


Partie Sud-ouest et Centre de Gu xiang



Configuration des quartiers de Harbin

Rivière du Songhua



Remerciements.....	2
Introduction.....	4
<i>Préambule.....</i>	<i>4</i>
<i>De la thèse.....</i>	<i>4</i>
<i>Du terrain.....</i>	<i>5</i>
<i>Bidonville.....</i>	<i>6</i>
<i>Centralisation-décentralisation.....</i>	<i>8</i>
<i>Urbanisation et classe moyenne.....</i>	<i>9</i>
<i>L'urbanisation et ses dimensions.....</i>	<i>12</i>
<i>La région du Nord-est.....</i>	<i>19</i>
<i>Enquête.....</i>	<i>21</i>
 Première partie : le terrain et ses circonstances.....	 32
 Chapitre I : la ville de Harbin.....	 34
I.1] Son histoire.....	34
I.1.1 Alternance sino-russe au XXème siècle.....	34
I.1.2 Période de domination japonaise.....	37
I.1.3 La République Populaire de Chine.....	38
I.2] Ses espaces et son territoire.....	39
I.2.1 Quartiers centraux et traditionnels.....	41
I.2.2 Morphologie de l'altérité et des phénomènes sociaux.....	48
 Chapitre II : le quartier <i>Guxiang</i>.....	 52
II.1] Histoire locale.....	52
II.2] La communauté de la rivière.....	60
II.3] Destructures et reconstructions passées.....	66
 Chapitre III : ethnographie des familles.....	 70
III.1] Les foyers étudiés.....	70
III.2] Parcours de vie des familles.....	72

Chapitre IV : organisation sociale autour de la maisonnée.....	92
IV.1] Peuplement, temporalité : climat, saisons et fêtes.....	92
IV.1.1] Le peuplement du quartier.....	93
IV.1.2] Temporalités liées au climat, aux saisons et fêtes.....	94
IV.2] Types et lieux de la sociabilité.....	97
IV.3] Anarchie sociale ordonnée.....	101
IV.3.1 Désindustrialisation et économie de substitution.....	102
IV.3.2 Les vecteurs de survie : circulation des objets, logique de l'échange et adhésion à la praxis.....	106
IV.3.3 Prescriptions matrimoniales et rites funéraires.....	108
 Deuxième partie : analyse du processus de destruction-reconstruction des habitations.....	 114
 Chapitre V : institution des processus de destruction-reconstruction.....	 116
V.1] Caractéristiques de la propriété et modalités des « expropriations ».....	116
V.2] Fondements du politique et clientélisme.....	122
V.2.1] Comparaison Chine et France.....	125
V.2.2] Du rapport non privilégié au Droit à la dérive clientéliste.....	133
 Chapitre VI : entre conciliations et conflictualités.....	 136
VI.1] Expulsions à Harbin : une histoire de résistances et de négociations.....	136
VI.2] Les expériences similaires et leur analyse.....	152
 Chapitre VII : ethnographie du déménagement.....	 166
VII.1] Ambivalence des sentiments des habitants.....	166
VII.2] Derniers mots et pensées au milieu des ruines.....	171
VII.3] Déplacement et attente des familles.....	177
 Chapitre VIII : une révolution à l'œuvre ?.....	 194
VIII.1] Retour des familles dans la communauté.....	194
VIII.2] Réorganisation communautaire : aspects et problèmes.....	202

Conclusion (ouverture sur une anthropologie de la modernité chinoise)	207
Bibliographie.....	215
Plans.....	229

Modernisation et changement en Chine : enjeux anthropologiques et sociaux

La rénovation des quartiers d'habitation vécue par une communauté de résidents de Harbin

Résumé : En Chine, la construction urbaine est croissante depuis les années 1990 et pose le problème des implications et des conséquences de cette modernisation sur la vie des populations. Interrogeant localement ce processus, cette recherche est d'abord le résultat d'une enquête effectuée dans la ville de Harbin, située au nord-est de la Chine (province du Heilongjiang), et consiste principalement en l'ethnographie compréhensive d'une communauté de résidents vivant dans le quartier "Gu xiang" à l'ouest de la ville.

La rénovation du quartier déclencha inquiétude et peur dans la communauté. Dans ce contexte, conflits et négociations entre habitants et autorités apparaissent. L'expulsion et le déplacement des familles comme la destruction de leurs habitations suscitent chez elles la nostalgie et le deuil d'une existence collective partagée en exprimant le caractère symbolique de la transformation qui heurte leur mode de vie.

A leur retour, les résidents cherchent finalement à se réapproprier un nouveau mode d'habitation et un espace redessiné dans l'objectif d'effectuer la synthèse entre leur passé et leur avenir mené sur le territoire.

Mots-clés : Chine ; communauté ; ville ; habitation ; résidents, rénovation ; droit ; modernité ; tradition

Modernization and change in China: anthropological and social stakes

The renovation of the residential districts lived by a community of dwellers in Harbin

Abstract : In China, the phenomenon of new construction is increasing since the end of 1990s and it raises the question of the implications and consequences of urban modernization, on the life of people. Questioning locally this process, this research is mainly the result of an investigation conducted in the city of Harbin, which is located in the northeast of China (Heilongjiang Province). Then this is a comprehensive ethnography of a community who lives in the "Gu xiang" district, in the western part of the city.

The renovation of the district activated anxiety and fear in the community and, in this context, conflicts and negotiations between residents and authorities had appeared. Their eviction and of the dwellers movement have follow the destruction of the houses. After that emerged nostalgia and mourning and it express the symbolic character of the transformation which strikes their lifestyle.

So, when they come back, the residents try to re-appropriate the new houses and the redrawn space with the need to operate the synthesis between their past and their future on this territory.

Keywords : China ; community ; city ; house ; residents, renovation ; law ; modernity ; tradition